

Zeitschrift: Jahrbuch des Unterrichtswesens in der Schweiz
Band: 3/1889 (1891)

Rubrik: Kantonale Gesetze und Verordnungen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

B. Kantonale Gesetze und Verordnungen.

I. Allgemeine Volksschule.

a) Gesetze.

5. 1. Loi sur l'instruction publique primaire du canton de Vaud. (Du 9 mai 1889.)

Chapitre premier. — Des écoles et de leur organisation.

Art. 1^{er}. L'instruction primaire est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuite.

Art. 2. Tout enfant, remplissant les conditions d'âge exigées par la présente loi, doit recevoir une instruction au moins égale à celle qui est donnée dans les écoles publiques primaires.

L'autorité scolaire s'assure que cette obligation est remplie.

L'instruction des enfants aveugles ou sourds-muets fera l'objet de mesures spéciales.

Art. 3. Dans chaque commune du canton, il y a au moins une école publique primaire.

Exceptionnellement les communes qui ne comptent pas vingt enfants astreints à la fréquentation des écoles peuvent, avec l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes, se réunir à d'autres communes pour avoir une seule école, si la distance des deux chefs-lieux n'est pas supérieure à trois kilomètres.

Art. 4. Les écoles sont tenues pendant quarante-quatre semaines par année.

Le nombre d'heure de leçons est, dans la mesure du possible, proportionné à l'âge des élèves.

Art. 5. Dans tous les hameaux éloignés de plus de trois kilomètres de l'école de la commune, et où il se trouve vingt enfants astreints à la fréquentation de l'école, il doit être ouvert une classe.

Art. 6. Une classe ne doit pas réunir plus de cinquante élèves.

Art. 7. Lorsque le nombre des élèves dépasse cinquante, la classe doit être dédoublée par l'établissement de deux classes distinctes, dont l'une peut être semi-enfantine moyennant l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 8. Les communes frontières sont tenues de recevoir dans leurs classes les enfants de Vaudois domiciliés sur le territoire voisin.

S'il y a lieu de créer une nouvelle classe par suite de cette obligation, l'Etat vient en aide à la commune.

Art. 9. Le dédoublement a lieu par âge. A titre exceptionnel, le département de l'Instruction publique et des Cultes peut autoriser le dédoublement par sexe.

Art. 10. Dans les centres industriels, il peut être créé des classes du soir pour les élèves libérés des écoles du jour, placés en apprentissage et atteignant quatorze ans dans l'année.

Art. 11. Dans chaque commune il est pourvu, durant toute l'année, à l'enseignement des ouvrages du sexe.

Art. 12. Le nombre des enfants mentionné dans la présente loi est déterminé d'après la moyenne des trois dernières années.

Les enfants qui n'ont pas sept ans dans l'année ne sont pas comptés.

Art. 13. Lorsque des chefs de famille représentant vingt enfants de cinq à sept ans le demandent, les communes sont tenues d'ouvrir une école enfantine.

Les dépenses découlant de ce chef entrent en ligne de compte pour le calcul des subsides que l'Etat accorde aux communes nécessiteuses.

Les écoles enfantines sont placées sous la surveillance des autorités scolaires.

Chapitre II. — Objets et méthodes d'enseignement.

Art. 14. Dans chaque école, il est donné un enseignement religieux facultatif, conforme aux principes du christianisme et distinct des autres branches du programme obligatoire.

Cet enseignement est organisé de manière à ne pas nuire aux études des élèves qui ne le suivent pas.

Il est placé sous la surveillance des pasteurs de l'Eglise nationale. Lorsque le régent demande à être dispensé de donner cet enseignement, la commune prend, avec le pasteur de la paroisse et l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes, les mesures voulues pour y pourvoir.

L'enseignement religieux donné aux catéchumènes doit empiéter le moins possible sur les heures d'école.

Art. 15. L'enseignement obligatoire dans les écoles publiques primaires porte sur les objets suivants:

Langue française. Arithmétique et métrage. Géographie. Histoire. Instruction civique. Ecriture. Dessin. Chant. Gymnastique. Travaux manuels. Notions élémentaires des sciences naturelles avec application aux usages ordinaires de la vie.

Art. 16. Les filles peuvent être dispensées de l'instruction civique.

Elles reçoivent des leçons d'économie domestique et d'hygiène.

Art. 17. Le département de l'Instruction publique et des Cultes peut autoriser l'enseignement d'objets non mentionnés à l'art. 15.

Art. 18. Un programme détaillé ou plan d'études indique le champ à parcourir pour chacune des branches, ainsi que le nombre d'heures à y consacrer par semaine.

Art. 19. Pour l'enseignement, les élèves sont répartis en divisions, suivant leur âge et le degré de leur développement.

Art. 20. L'enseignement est donné dans toutes les écoles au moyen des manuels et du matériel adoptés par le Conseil d'Etat.

Art. 21. Les fournitures scolaires sont remises gratuitement aux élèves.

Art. 22. Les communes qui organisent un enseignement professionnel reçoivent de l'Etat un subside pouvant aller jusqu'au quart de la dépense occasionnée de ce chef.

Chapitre III. — Bâtiments et matériel d'école.

Art. 23. Les salles d'école doivent être suffisamment éclairées, saines et d'une étendue proportionnée au nombre des écoliers.

Art. 24. Les municipalités doivent soumettre à l'approbation du département de l'Instruction publique et des Cultes les devis des constructions scolaires ou des changements qu'elles se proposent de faire dans les locaux scolaires.

Art. 25. La salubrité des bâtiments scolaires est soumise au contrôle du département de l'Instruction publique et des Cultes qui ordonne les mesures qu'il juge nécessaires.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Art. 26. Dans le bâtiment où se trouve la salle d'école, il ne peut y avoir ni auberge, débit de boissons ou café, ni aucun établissement qui puisse nuire à l'éducation de la jeunesse ou à l'hygiène scolaire.

Cette défense s'applique au voisinage de la maison d'école. Toutefois, dans ce cas, le Conseil d'Etat peut autoriser des exceptions justifiées par des circonstances particulières et impérieuses.

Art. 27. La salle d'école sert exclusivement aux besoins de l'instruction publique. Exceptionnellement, elle peut être employée dans un autre but d'utilité générale, moyennant l'autorisation de la municipalité et de la commission scolaire, mais, en aucun cas, elle ne pourra servir de salle à boire ou à danser.

Les contrevenants à la disposition qui précède sont dénoncés au préfet et punis d'une amende de dix à cinquante francs.

Art. 28. Le règlement détermine le matériel d'enseignement obligatoire; celui-ci est fourni par les communes.

Chapitre IV. — Autorités préposées à l'instruction primaire.

Art. 29. Le département de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de la direction de l'instruction publique primaire.

Un service spécial de surveillance est attaché au département.

Art. 30. Les autorités suivantes concourent avec le département de l'Instruction publique et des Cultes à l'application des lois et règlements scolaires:

1^o Les préfets. 2^o Les commissions scolaires. 3^o Les municipalités.

Art. 31. Les commissions scolaires sont composées de trois membres au moins nommés pour quatre ans par la municipalité qui ne peut désigner dans son sein plus de la moitié des membres de la commission.

Les fonctions de régents ou de directeurs d'écoles sont incompatibles avec le mandat de membre de la commission scolaire.

Art. 32. Les commissions scolaires visitent fréquemment les écoles de leur ressort et veillent à ce que les instituteurs et les élèves remplissent assidûment leurs devoirs.

Art. 33. Deux ou plusieurs communes peuvent se réunir pour former une seule commission scolaire.

Une commune peut avoir deux ou plusieurs commissions scolaires.

Dans les deux cas, l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes est demandée.

Art. 34. Le département de l'Instruction publique et des Cultes peut, dans des cas spéciaux, se faire représenter auprès des commissions scolaires par des délégués de son choix.

Lorsqu'une commune ne pourvoit pas convenablement à son administration scolaire, le département de l'Instruction publique et des Cultes désigne un commissaire spécial.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Art. 35. La commune fournit le local, le chauffage et l'éclairage pour les séances.

Elle pourvoit aux frais de bureau.

Art. 36. Les municipalités exercent, conformément aux dispositions de la présente loi et dans les limites de leur compétence, une surveillance générale sur les écoles primaires de leur ressort.

Elles doivent assister, en corps ou par délégation, aux examens de repourvue.

Elles assistent en corps ou se font représenter à l'examen annuel des élèves et aux fêtes scolaires.

Chapitre V. — Régents, régentes, maîtresses d'ouvrages et d'écoles enfantines. — Section I. Brevets, concours, examens, nominations, conférences.

Art. 37. Pour être admis à enseigner dans une école publique primaire, il faut être porteur d'un brevet de capacité.

Les communes peuvent charger des maîtres spéciaux de l'enseignement de certaines branches, moyennant l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 38. Chaque année, un jury désigné par le département de l'Instruction publique et des Cultes examine les aspirants au brevet de capacité. L'examen est public.

Pour l'examen de religion, les aspirants sont examinés par un ecclésiastique de leur confession.

Les aspirants sont dispensés de cet examen, s'ils en font la demande.

Art. 39. Il y a quatre catégories de brevets :

a) le brevet primaire définitif; b) le brevet primaire provisoire; c) le brevet pour l'enseignement des ouvrages du sexe; d) le brevet de maîtresse des classes enfantines.

Art. 40. Le brevet provisoire est valable pendant trois ans.

Le porteur peut, durant ce temps, obtenir le brevet définitif en restant au bénéfice de ses examens admis.

Ce terme écoulé, il est rayé du personnel enseignant.

Art. 41. Le régent porteur d'un brevet provisoire a le droit de postuler les écoles semi-enfantines ou toute autre classe primaire ne réunissant pas plus de trente enfants.

Art. 42. Lorsqu'une place devient vacante, la commission scolaire en avise la municipalité et le département de l'Instruction publique et des Cultes, en soumettant à l'approbation de ce dernier les conditions du poste à pourvoir.

Le département de l'Instruction publique et des Cultes ouvre le concours pendant quinze jours et reçoit les inscriptions des postulants.

Art. 43. A l'expiration de ce délai, le département transmet à la commission scolaire la liste des candidats remplissant les conditions requises.

Art. 44. Dans les quinze jours dès la réception de cette liste, la commission scolaire et la municipalité réunies décident si la nomination aura lieu ensuite d'un examen ou par appel d'un des candidats inscrits.

La commission scolaire communique immédiatement au département de l'Instruction publique et des Cultes la décision intervenue; celui-ci en avise les intéressés.

Art. 45. En cas d'examen, celui-ci porte sur les objets d'enseignement du programme primaire et consiste en exercices pratiques.

Art. 46. L'examen est public. Il est apprécié par les membres de la commission scolaire présidée par le délégué du département; ce dernier a voix consultative, à moins qu'il ne soit appelé à départager.

La municipalité y assiste en corps ou par délégation. Les membres de cette autorité prennent part à la discussion sur l'examen avec voix consultative.

Art. 47. Tout examen doit être suivi d'une nomination définitive.

Sont réservés les cas d'inconduite ou d'insuffisance notoires des candidats.

Art. 48. La nomination par voie d'appel est faite dans les quinze jours qui suivent la réception de la liste des candidats.

Art. 49. La municipalité et la commission scolaire procèdent à la nomination à la majorité absolue des suffrages.

Si la nomination est la suite d'un examen, elle a lieu immédiatement après celui-ci et en présence du délégué du département.

Art. 50. La nomination est soumise à la sanction du département de l'Instruction publique et des Cultes, sous réserve de recours au Conseil d'Etat.

Art. 51. Si, à l'ouverture d'un concours, il ne se présente aucun candidat pourvu d'un brevet définitif, le département de l'Instruction publique et des Cultes prend les mesures nécessaires pour faire desservir provisoirement le poste vacant.

Art. 52. Le titulaire d'un poste ne peut le quitter pour en desservir un autre avant trois ans au moins.

Les contrevenants à cette disposition sont passibles, suivant les circonstances, des pénalités suivantes, prononcées par le département de l'Instruction publique et des Cultes:

a) La suspension; b) la radiation du corps enseignant.

Le tout sans préjudice des dommages qui pourront être réclamés par les communes pour frais de repourvue.

Art. 53. Lorsqu'un régent, une régente, une maîtresse d'ouvrages ou d'école enfantine est momentanément empêché de remplir ses fonctions, le département de l'Instruction publique et des Cultes pourvoit à l'enseignement aux frais de la personne empêchée.

Toutefois, si l'empêchement provient de maladie ou de toute autre cause indépendante de la volonté de l'intéressé, celui-ci ne peut être privé de son traitement avant six mois d'interruption de ses fonctions.

Les frais de son remplacement entrent en ligne de compte pour le calcul des subsides que l'Etat accorde aux communes.

Art. 54. Le titulaire appelé à desservir une autre école ne peut quitter son poste avant un mois dès le jour de sa nomination.

Les titulaires qui démissionnent pour un autre motif ne sont admis à cesser leurs fonctions qu'au jour où il peut être pourvu normalement à leur remplacement.

En cas de force majeure, le département pourvoit à leur remplacement temporaire.

Art. 55. Les concours pour la nomination définitive d'un régent ou d'une régente ont lieu du 1^{er} mai au 30 septembre.

Si un poste devient vacant pendant la période du 1^{er} octobre au 30 avril, il est pourvu aux besoins de l'école par le département de l'Instruction publique et des Cultes sur le préavis de la municipalité et de la commission scolaire.

Art. 56. Les fonctions de régent sont incompatibles avec toute autre fonction, à moins d'une autorisation expresse du département de l'Instruction publique et des Cultes.

Celui-ci peut, en outre, s'opposer à l'exercice d'une profession qui serait incompatible avec les devoirs du régent et de la régente.

Art. 57. Les régents et les régentes se réunissent en conférences pour s'occuper des questions relatives à l'enseignement.

Section II. — Plaintes, suspensions, destitutions, difficultés.

Art. 58. Les plaintes des régents contre les écoliers ou leurs parents et tuteurs, ainsi que celles des parents ou des tuteurs contre le régent, doivent être portées par écrit au président de la commission scolaire.

Si celui-ci ne peut terminer l'affaire, il soumet la plainte à la dite commission, qui en décide ou en réfère, dans les cas graves, au département de l'Instruction publique et des Cultes.

Les mesures administratives prises en application du présent article sont sans préjudice de l'action civile ou pénale, s'il y a lieu.

Art. 59. Le Conseil d'Etat peut suspendre ou destituer un régent pour cause d'immoralité, d'incapacité ou d'insubordination.

Les municipalités, réunies aux commissions scolaires, peuvent proposer la suspension ou la destitution d'un régent pour les motifs ci-dessus indiqués.

Dans tous les cas, la municipalité et la commission scolaire doivent être entendues.

Art. 60. Lorsqu'un régent n'exerce plus utilement ses fonctions, soit qu'il néglige son école, soit que sa conduite donne lieu à des plaintes reconnues fondées, le Conseil d'Etat peut, sur la demande de la municipalité réunie à la commission scolaire, mettre le régent hors d'activité de service dans la commune.

Art. 61. Lorsque, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, un régent ne peut plus exercer utilement ses fonctions, il est mis hors d'activité de service dans le canton. Dans ce cas, il obtient une pension de retraite, s'il remplit les conditions requises, ou, à ce défaut, une indemnité, s'il y a lieu.

Art. 62. Le département de l'Instruction publique et des Cultes connaît des difficultés qui peuvent s'élever entre les communes et leurs régents ou régentes et en décide, sauf recours au Conseil d'Etat.

Art. 63. Dans tous les cas visés par cette section, l'intéressé doit être entendu.

Art. 64. Après trente années de services, un régent ou une régente peut être mis à la retraite, ensuite de demande motivée de la municipalité et de la commission scolaire réunies.

La demande est adressée au département de l'Instruction publique et des Cultes qui la transmet au Conseil d'Etat avec son préavis.

Art. 65. Les articles 58 à 63 sont applicables aux maîtresses d'ouvrages et d'écoles enfantines.

Section III. — Traitements et autres avantages.

Art. 66. Le minimum de traitement annuel est fixé de la manière suivante:

1^o Pour un régent pourvu d'un brevet de capacité, fr. 1400. 2^o Pour un régent pourvu d'un brevet provisoire, fr. 900. 3^o Pour une régente pourvue d'un brevet définitif, fr. 900. 4^o Pour une régente pourvue d'un brevet provisoire, fr. 500.

Art. 67. Les regents qui demandent à être dispensés de l'enseignement religieux subissent une réduction de leur traitement égale à la dépense occasionnée par leur remplacement dans cette branche.

Art. 68. Le minimum du traitement des maîtresses d'ouvrages est fixé à fr. 200.

Art. 69. Celui du traitement des maîtresses d'écoles enfantines est fixé à fr. 300.

Art. 70. Les traitements fixés aux articles précédents sont à la charge des communes.

L'Etat vient en aide à celles dont les ressources sont insuffisantes.

Art. 71. Les traitements fixés sont payés mensuellement aux intéressés. Les préfets s'assurent chaque trimestre de la régularité du paiement et font rapport au département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 72. Les traitements fixés au moment de l'élection des régents et des régentes, des maîtresses d'ouvrages et des maîtresses d'écoles enfantines, ne peuvent être diminués, aussi longtemps que les titulaires sont en fonctions, sans l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes.

De même, le régent ou la régente porteur d'un brevet provisoire qui obtient le brevet de capacité, ne peut exiger le traitement correspondant à ce brevet que s'il est nommé à une autre place ou définitivement à celle qu'il occupe.

Art. 73. Les traitements du personnel enseignant sont, en outre, augmentés, suivant les années de service dans la proportion ci-après:

a) Pour les régents qui ont de:

5 à 9 ans inclusivement	fr. 50
10 à 14 »	» 100
15 à 19 »	» 150
20 ans et plus	» 200

b) Pour les régentes qui ont de :

5 à 9 ans inclusivement	fr. 35
10 à 14 »	» 70
15 à 19 »	» 100
20 ans et plus	» 150

Ces augmentations sont à la charge de l'Etat.

La finance d'augmentation est payée proportionnellement au temps de service pendant l'année.

Art. 74. Sont au bénéfice des dispositions ci-dessus les régents et les régentes porteurs d'un brevet définitif ou provisoire pour l'enseignement primaire.

Art. 75. La commune fournit, en outre, aux régents et aux régentes un logement convenable, y compris les moyens de chauffage, un jardin ou un plantage et le combustible nécessaire au chauffage de la salle d'école.

Ces fournitures, à l'exception du combustible, peuvent être remplacées par de l'argent, moyennant l'appropriation du département de l'Instruction publique et des Cultes.

Dans ce cas, le département veillera à ce que la finance soit l'équivalent des prestations en nature à la charge de la commune.

La valeur locative du terrain ou l'indemnité allouée de ce chef ne peut être inférieure à vingt francs.

Art. 76. Les régents ou régentes doivent habiter eux-mêmes le logement qui ne peut être loué sans une autorisation expresse de la municipalité.

Art. 77. La commune fournit aux maîtresses d'ouvrages et à celles des classes enfantines les locaux et le combustible nécessaire pour le chauffage de ceux-ci.

Art. 78. Une loi spéciale règle les pensions de retraite à allouer aux membres du personnel enseignant primaire.

Chapitre VI. — Fréquentation et discipline des écoles. — Section I. Fréquentation des écoles.

Art. 79. Tout enfant est astreint à la fréquentation de l'école, dès le commencement de l'année scolaire, soit dès le 15 avril de l'année dans laquelle il atteint l'âge de sept ans, jusqu'au 15 avril de l'année où il a seize ans révolus.

Néanmoins, les autorités communales ont le droit de limiter la fréquentation obligatoire de l'école au 15 avril de l'année où l'enfant a 15 ans révolus.

Le département de l'Instruction publique et des Cultes est informé de cette décision. Il veille à ce que la limitation à 15 ans n'abaisse pas le niveau de l'instruction dans les communes où elle est introduite.

Dans les communes où la fréquentation obligatoire n'a lieu que jusqu'à quinze ans, les enfants peuvent, sur la demande des parents, être admis à fréquenter l'école jusqu'à 16 ans.

Art. 80. Les enfants qui atteignent l'âge de six ans dans l'année courante peuvent être admis à l'école, si leurs parents ou tuteurs en font la demande. La commission scolaire détermine les cas où cette admission peut avoir lieu.

Art. 81. Les commissions scolaires sont compétentes pour accorder aux enfants âgés de douze ans, lorsque l'état de leur instruction et les circonstances le justifient :

1^o La libération des écoles de l'après-midi du 15 avril au 1^{er} juin; 2^o Des vacances supplémentaires du 1^{er} juin au 1^{er} novembre, moyennant une fréquentation minimum de 84 heures d'école pendant cette dernière période.

L'époque et la durée des vacances supplémentaires sont fixées par les commissions scolaires; elles font rapport à ce sujet au département de l'Instruction publique et des Cultes.

Des mesures spéciales peuvent être prises relativement aux écoles de montagne.

Art. 82. La commission scolaire procède chaque année, au mois d'avril, à un examen public des écoles.

La municipalité y assiste en corps ou par délégation.

Art. 83. La promotion d'une division à l'autre se fait à la suite de cet examen; elle est prononcée par la commission scolaire, sur le préavis du personnel enseignant.

Art. 84. Tous les enfants en âge de fréquenter les écoles sont tenus d'assister à cet examen.

Art. 85. Les enfants qui ne se sont pas présentés à l'examen annuel sont soumis à un examen particulier.

Art. 86. Les enfants qui ne fréquentent pas l'école publique peuvent, en outre, être appelés en tout temps à des examens particuliers, si la commission scolaire le juge nécessaire.

Art. 87. Si celle-ci estime que les moyens employés pour l'instruction d'un enfant qui n'a pas fréquenté l'école publique sont insuffisants, ou lorsqu'il n'a pas paru aux examens auxquels il est astreint, les parents ou tuteurs sont tenus de l'envoyer à l'école publique.

Il y a recours au département de l'Instruction publique et des Cultes contre la décision de la commission scolaire.

Art. 88. La commission scolaire, après les examens annuels, et toutes les fois qu'elle en est requise, adresse au département de l'Instruction publique et des Cultes, par l'entremise de la municipalité, un rapport sur l'état des écoles de la commune.

Art. 89. Les commissions scolaires peuvent instituer des fêtes, des courses scolaires et des distributions de prix, avec l'assentiment de la municipalité.

Section II. Répression des infractions à la discipline.

Art. 90. Les membres du personnel enseignant remettent chaque semaine la note des absences au président de la commission scolaire.

Les absences sont comptées par demi-journées.

Art. 91. A la réception de cette liste, le président de la commission scolaire avise par écrit les parents ou les tuteurs de tout enfant qui a une absence non justifiée qu'en cas de récidive ils seront déférés au préfet.

Art. 92. En cas de récidive, le président de la commission scolaire dénonce immédiatement les contrevenants au préfet qui prononce une amende de vingt centimes par absence.

Art. 93. Pour la deuxième récidive et chacune des subséquentes dans l'année scolaire, l'amende est de cinquante centimes par absence.

Art. 94. Les frais de la notification, faite par lettre chargée, sont supportés par les parents ou autres personnes responsables.

Art. 95. Lorsqu'il est établi que les absences sont imputables aux enfants seuls et ont eu lieu à l'insu des parents, l'amende peut, à titre exceptionnel et au maximum deux fois dans l'année scolaire, être remplacée par des arrêts infligés aux enfants.

Art. 96. Les enfants en apprentissage, en service ou en pension, ne sont pas dispensés de la fréquentation des écoles, à moins qu'il ne soit pourvu à leur instruction d'une manière suffisante.

Les patrons ou maîtres de pension sont conjointement et solidairement responsables avec les parents.

Art. 97. La commission scolaire peut citer devant elle les parents ou tuteurs d'enfants dont le travail ou la conduite donne lieu à des plaintes répétées.

En cas de non comparution, les parents ou tuteurs sont condamnés à une amende de trois francs prononcée par la commission.

Cette amende est doublée en cas de récidive.

Art. 98. Les parents qui retirent leur enfant de l'école pour le placer dans une autre commune sont tenus d'en avertir la commission scolaire. L'observation de cette formalité est punie d'une amende de trois francs, prononcée par la commission.

L'autorité scolaire du nouveau domicile est informée de cette mutation par l'envoi du livret scolaire.

Art. 99. Les parents ou tuteurs d'enfants qui ne se sont pas présentés à l'examen annuel sont dénoncés au préfet par la commission scolaire et condamnés, s'il y a lieu, à une amende de cinq francs.

Si les enfants ne se présentent pas à l'examen spécial prévu à l'art. 85, les parents ou tuteurs sont passibles d'une amende de dix francs.

Art. 100. Les parents ou tuteurs qui trompent les autorités scolaires ou le régent par une fausse déclaration sont punis d'une amende de cinq à vingt francs.

Art. 101. L'exécution de la sentence a lieu suivant les formes prescrites par la loi sur la poursuite des amendes municipales. Le produit en appartient aux communes et doit être employé à l'achat de livres ou d'autres objets utiles aux écoles.

Art. 102. Les préfets font chaque mois un rapport au département de l'Instruction publique et des Cultes sur les prononcés rendus par eux en matière scolaire et sur la suite qui leur a été donnée.

Section III. Compétence des autorités scolaires en matière de discipline.

Art. 103. Le régent peut infliger les punitions suivantes:

1^o Une réprimande en particulier ou en présence de l'école; 2^o Une mauvaise note; 3^o Une pénitence; 4^o Les arrêts pour 4 heures au plus avec travail imposé; 5^o L'expulsion de l'école pour une demi-journée, avec avis donné aux parents.

Art. 104. La commission scolaire est compétente pour infliger les pénalités suivantes:

a) Contre les élèves: 1^o Une réprimande en particulier ou devant la classe; 2^o Les arrêts avec travail imposé, jusqu'à concurrence de 10 heures; 3^o L'exclusion temporaire pour un temps n'excédant pas une semaine.

b) Contre les parents: Les amendes prévues aux articles 97 et 98.

Art. 105. Le préfet prononce les pénalités suivantes:

a) Contre les élèves: Les arrêts jusqu'à trois dimanches avec travail imposé dans le cas prévu à l'art. 95.

b) Contre les parents: 1^o La citation et la réprimande des parents ou tuteurs; 2^o Les amendes prévues aux art. 92, 93, 99, 100.

Il prononce en outre dans le cas prévu au 2^e alinéa de l'art. 27.

Art. 106. Le département de l'Instruction publique et des Cultes prononce:

1^o L'exclusion temporaire pour un temps excédant une semaine; 2^o L'exclusion définitive des écoles.

Art. 107. Le département de l'Instruction publique et des Cultes connaît des difficultés qui peuvent s'élever soit entre les autorités scolaires, soit entre celles-ci et les autorités communales.

Il y a recours au Conseil d'Etat.

Chapitre VII. — Cours complémentaires.

Art. 108. Dans toutes les communes où il existe une école primaire tenue par un régent, il est ouvert chaque année, du 1^{er} décembre au 1^{er} mars, des cours complémentaires d'instruction primaire de trois heures par semaine.

Ces cours ont lieu deux fois par semaine et sont gratuits.

Art. 109. Ils sont donnés par les régents.

L'autorité communale répartit les cours entre tous les régents, s'il y en a plusieurs dans la commune. Les maîtres des collèges communaux et des écoles secondaires peuvent être appelés à donner ces cours.

D'autres personnes, agréées par la commission scolaire, peuvent être chargées de tout ou partie des dits cours.

Art. 110. Les jours et les heures de ces cours sont fixés par la municipalité et la commission scolaire réunies.

Art. 111. Les garçons de 15 à 19 ans, de nationalité suisse, qui ne fréquentent pas l'école primaire, sont tenus de suivre les cours complémentaires.

En sont toutefois dispensés:

a) Ceux qui suivent les cours d'un établissement d'instruction publique, secondaire ou supérieure, ou des cours jugés équivalents par le département de l'Instruction publique et des Cultes;

b) Ceux qui sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendraient incapables d'en profiter.

Le département de l'Instruction publique et des Cultes peut libérer temporairement des cours complémentaires les jeunes gens placés dans des circonstances exceptionnelles soumises à son appréciation.

Art. 112. Les garçons de 15 à 19 ans, astreints aux cours complémentaires, habitant une commune où il n'existe pas d'école tenue par un régent, doivent les suivre dans la commune la plus rapprochée.

Le département de l'Instruction publique et des Cultes prescrit à cet effet les mesures nécessaires et règle les difficultés qui pourraient s'élever entre les communes à ce sujet.

Art. 113. Les communes où il ne se trouve pas 10 jeunes gens astreints à la fréquentation des cours complémentaires peuvent, avec l'autorisation du département de l'Instruction publique et des Cultes, se réunir à d'autres communes.

Dans celles composées de plusieurs hameaux, où il se trouve des écoles tenues par des régents, il peut être formé plusieurs groupes, moyennant que la distance à parcourir par les jeunes gens ne soit pas supérieure à 5 kilomètres.

Dans les communes ayant plus de 100 jeunes gens astreints à suivre les cours, l'organisation de ceux-ci est soumise à la sanction du département de l'Instruction publique et des Cultes.

Art. 114. Le chauffage et l'éclairage de la salle d'école durant les cours sont à la charge de la commune.

Art. 115. Les garçons astreints à suivre les cours complémentaires sont placés sous la discipline militaire.

Art. 116. Les absences non justifiées sont punies des arrêts infligés par le chef de section.

Art. 117. Ces arrêts sont subis, suivant les cas, pendant la semaine ou le dimanche, dans le bâtiment d'école ou dans la salle des arrêts militaires du district. Ils doivent être accompagnés d'un travail obligatoire.

Art. 118. La surveillance et l'inspection des cours complémentaires sont exercées sous l'autorité du département de l'Instruction publique et des Cultes et du département militaire:

1^o Par les commissions scolaires.

2^o Par les chefs de section et par les officiers qui peuvent leur être adjoints.

Dispositions transitoires et finales.

Art. 119. Un décret du Grand Conseil arrêtera les voies et moyens de faire face à la dépense qu'entraînera l'application de l'art. 21 de la loi et l'époque à partir de laquelle il recevra son exécution.

Art. 120. Un règlement édicté par le Conseil d'Etat prescrira les conditions auxquelles devra satisfaire le mobilier scolaire dont les communes feraient l'acquisition à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 121. Un ou plusieurs règlements arrêtés par le Conseil d'Etat déterminent tout ce qui concerne l'application de la présente loi.

Art. 122. Sont abrogés:

1^o La loi sur l'instruction publique primaire du 31 janvier 1865; 2^o Le décret du 17 novembre 1875 relatif à l'augmentation du traitement des régents; 3^o La loi du 21 janvier 1882 modifiant celle du 31 janvier 1865 sur l'instruction

tion publique primaire; 4^o La loi du 12 novembre 1883 sur les cours complémentaires d'instruction publique primaire; 5^o Enfin toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Sont réservées, toutefois, les dispositions de l'article 27 de la loi du 31 janvier 1865 qui restent applicables jusqu'à l'adoption du décret prévu à l'art. 119 et celles du chapitre VIII qui demeurent en vigueur jusqu'à la revision de la loi sur l'instruction secondaire.

Art. 123. Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1890.

6. 2. Loi sur l'enseignement primaire du canton de Neuchâtel. (Du 27 avril 1889.)

Chapitre premier. Dispositions générales.

Art. 1^{er}. L'enseignement primaire a pour but de répandre l'instruction indispensable à chacun.

Art. 2. La loi organise dans les communes pour donner cet enseignement des établissements publics d'instruction primaire.

L'Etat ne reconnaît un caractère public à aucun autre établissement d'instruction primaire.

L'Etat ni les communes ne subventionnent aucune école libre.

Art. 3. La liberté d'enseignement est garantie sous réserve des dispositions de la présente loi (Art. 15 de la Constitution).

Art. 4. L'instruction primaire est obligatoire pour tous les enfants domiciliés dans le canton (Art. 77 de la Constitution).

Elle est gratuite à tous ses degrés dans les écoles publiques.

Art. 5. L'enseignement public primaire ne doit avoir aucun caractère confessionnel.

Aucune personne appartenant à un ordre religieux ou exerçant des fonctions ecclésiastiques ne peut enseigner dans les écoles publiques.

Chapitre II. Institution des établissements publics d'instruction primaire.

Art. 6. Sont organisées par la loi comme établissements publics d'instruction primaire:

a) L'école enfantine; b) l'école primaire; c) l'école complémentaire.

Art. 7. Il y a pour chaque commune du canton une école enfantine et une école primaire publiques.

Si la commune a des habitants disséminés loin de son centre principal de population, elle doit organiser pour eux une école enfantine et une école primaire.

Toutefois, lorsque plusieurs communes limitrophes ou des quartiers limitrophes appartenant à des communes différentes ne comptent qu'un très petit nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école publique, le Conseil d'Etat pourvoit à ce qu'il soit organisé pour ces communes ou pour ces quartiers, une école enfantine et une école primaire en commun.

Art. 8. Dans les localités où l'école enfantine aurait un très petit nombre d'élèves, les Commissions scolaires intéressées peuvent, avec l'autorisation du

Conseil d'Etat, la remplacer par un cours distinct donné dans l'école primaire par un instituteur ou une institutrice porteur du brevet pour l'enseignement dans l'école enfantine. Ce cours est semestriel; il comprend au moins deux heures de leçons par jour.

Art. 9. Les écoles publiques enfantines et primaires sont desservies par un personnel enseignant permanent.

La Commission scolaire peut appeler un instituteur ou une institutrice à enseigner successivement pendant la même année ou simultanément dans l'école enfantine et dans l'école primaire.

Art. 10. Les écoles publiques sont divisées en classes.

En principe, aucune classe ne doit contenir plus de 50 élèves. Le dédoublement devra s'opérer lorsque ce chiffre aura été dépassé pendant trois années consécutives.

Art. 11. Dans les écoles susceptibles d'être divisées en plusieurs classes, le dédoublement s'opérera par âge et par capacité. Toutefois, dans les localités qui comptent quatre classes au moins, les Commissions scolaires peuvent être autorisées à dédoubler les classes par sexe.

Art. 12. Le Conseil d'Etat règlera, selon les circonstances et les besoins des localités et après avoir entendu les autorités communales intéressées, toutes les questions relatives aux changements d'organisation, à la création, au nombre et à l'emplacement des écoles et au dédoublement des classes.

Art. 13. Il est institué une école complémentaire d'instruction primaire. L'organisation de cette école fait l'objet du chapitre XIII de la présente loi.

Chapitre III. Administration.

Art. 14. L'administration des écoles publiques et la surveillance de l'enseignement privé appartiennent aux Commissions scolaires nommées conformément à la loi sur les communes.

Le nombre des membres de ces Commissions ne pourra être inférieur à trois (art. 28 de la loi sur les communes).

Les Commissions scolaires nomment leur bureau chaque année au scrutin secret; les membres sortants sont rééligibles. — Elles nomment en outre au début de chaque période triennale administrative un comité de dames inspectrices des travaux à l'aiguille.

Les Commissions scolaires qui ont en indivision des écoles (art. 7) s'entendent pour les administrer, sinon le Conseil d'Etat détermine comment elles ont à pourvoir à cette administration.

Les fonctions de membres des Commissions scolaires et des comités des dames inspectrices sont gratuites.

Art. 15. Les fonctions d'instituteur sont incompatibles avec le mandat de membre de la Commission scolaire.

Les pères et fils, beaux-pères et gendres, frères, beaux-frères d'un instituteur ou d'une institutrice en charge dans la commune, soit leurs parents ou alliés au premier et au second degré, ne peuvent faire partie de la Commission scolaire.

Les membres de la Commission, parents ou alliés au troisième degré de l'instituteur ou de l'institutrice, doivent faire place en séance lorsqu'il s'agit de questions relatives à ce fonctionnaire.

Les pères et fils, beaux-pères et gendres, frères et beaux-frères, c'est-à-dire les parents et alliés au premier et au second degré ne peuvent siéger ensemble dans la Commission scolaire.

Art. 16. Les Commissions scolaires exercent les attributions qui leur sont conférées par les lois et règlements, et spécialement:

a) Elles pourvoient à ce que le rôle des enfants en âge de fréquenter l'école soit dressé chaque année et avisent de l'ouverture des cours, les parents ou autres personnes responsables des enfants.

b) Elles veillent à la fréquentation régulière des écoles et les visitent aussi souvent que cela est jugé nécessaire.

c) Elles nomment les instituteurs et les institutrices et, le cas échéant, les directeurs, directrices, inspecteurs, inspectrices de collèges, maîtres et maîtresses spéciaux attachés au service de l'enseignement public primaire.

d) Elles élaborent dans les limites de la loi et après avoir pris le préavis des instituteurs et des institutrices de leurs classes, le plan d'enseignement ainsi que le plan hebdomadaire des heures de leçons pour leurs écoles, selon les besoins de la localité, et les règlements d'administration et de discipline jugés nécessaires.

e) Elles choisissent parmi les manuels sanctionnés par le Conseil d'Etat ceux à employer dans leurs classes.

f) Elles organisent et dirigent les examens de leurs classes, déterminent la classification et la promotion des élèves, en tenant compte du préavis de l'instituteur, et adressent au département de l'instruction publique un rapport annuel sur la marche de leurs écoles.

g) Elles établissent les budgets et les comptes scolaires annuels.

Art. 17. Les budgets et les comptes scolaires, y compris, s'il y a lieu, la gestion des fonds spéciaux, sont remis par les Commissions avant le 31 janvier, au département de l'instruction publique. Ils font d'ailleurs partie des budgets et des comptes soumis chaque année par le Conseil communal à l'approbation du Conseil général à l'époque déterminée par la loi sur les communes. Le Conseil général peut demander à la Commission scolaire un rapport annuel sur la marche des écoles pendant l'exercice écoulé.

La Commission scolaire a voix consultative dans le Conseil général pour présenter et discuter ce rapport ainsi que le budget et les comptes scolaires annuels.

Art. 18. Il est institué une Commission cantonale consultative ayant pour attribution de préavis sur les questions concernant l'enseignement primaire, spécialement sur les projets d'élaboration et de modification de la loi, des règlements et du plan général des études, ainsi que sur le choix des manuels.

Cette Commission composée de membres désignés par le Conseil d'Etat, par les Commissions scolaires et par le personnel enseignant, est nommée au début et pour la durée de chaque période administrative communale.

Les représentants soit du Conseil d'Etat, soit des Commissions scolaires, soit du personnel enseignant sont pris dans chaque district à raison d'un membre

par 10000 habitants du district, chaque fraction de 5000 habitants et au dessus comptant pour 10000.

Toutefois les Commissions scolaires de Neuchâtel, du Locle et de La Chaux-de-Fonds sont représentées distinctement d'après cette base, à raison de la population du ressort communal, et les autres Commissions scolaires de ces districts nomment à part leurs représentants proportionnellement à la population du reste du district.

La Commission est présidée par le chef du département de l'instruction publique.

Le 1^{er} secrétaire de ce département tient les procès-verbaux des séances.

Art. 19. Les Commissions scolaires, à l'exception de celles de Neuchâtel, du Locle et de La Chaux-de-Fonds, se réunissent par délégation dans chaque district sur convocation du préfet pour nommer leurs représentants. Toute assemblée de délégués a droit à élire au moins un membre de la Commission cantonale.

Dans l'assemblée, chaque Commission scolaire a un délégué de droit et un délégué par mille habitants de son ressort scolaire, chaque fraction de cinq cents habitants et au dessus comptant pour mille.

Les instituteurs et les institutrices du district désignent en assemblée générale leurs représentants.

Art. 20. La direction supérieure, la surveillance générale et le contrôle de l'enseignement primaire appartiennent au Conseil d'Etat qui les exerce, conformément aux lois et aux règlements, par le département de l'instruction publique.

Art. 21. Le Conseil d'Etat, sur le préavis du département de l'instruction publique, sanctionne les règlements adoptés par les Commissions scolaires, ratifie les nominations des fonctionnaires de l'école primaire, détermine les moyens généraux d'enseignement et nomme, s'il le juge nécessaire, des Commissions consultatives restreintes pour l'examen de questions spéciales concernant l'enseignement primaire.

Ces Commissions peuvent être appelées en assemblée de la Commission cantonale pour présenter leurs rapports et prendre part, s'il y a lieu, à la discussion avec voix consultative.

Art. 22. Le Conseil d'Etat nomme pour s'assurer de la bonne marche de l'enseignement primaire deux inspecteurs permanents placés sous les ordres du département de l'instruction publique. Les attributions de ces inspecteurs sont plus spécialement déterminées au chapitre VIII de la présente loi.

Chapitre IV. Fréquentation des écoles.

Art. 23. Tout enfant domicilié dans le canton est tenu d'entrer à l'école publique à l'ouverture de l'année scolaire dans laquelle il atteint sept ans révolus, et il est obligé de la fréquenter régulièrement jusqu'à la clôture de l'année scolaire dans laquelle il a eu quatorze ans révolus.

Toutefois les élèves âgés de treize ans révolus peuvent être libérés de la fréquentation de l'école ordinaire, s'ils justifient qu'ils possèdent une instruction primaire suffisante.

Ils passent à cet effet un examen spécial devant un jury de trois membres nommés par le Conseil d'Etat et il leur est délivré en cas de succès un certificat d'études primaires.

Les examens en obtention du certificat d'études ont lieu dans chaque district.

Les élèves qui ont à les subir sont tenus de suivre l'école ordinaire jusqu'à la réunion du jury.

Les enfants âgés de plus de quatorze ans révolus ne peuvent être renvoyés de l'école publique en raison de leur âge si, toutefois leur présence en classe ne donne lieu à aucun inconvénient.

Art. 24. Les élèves ont le droit de fréquenter l'école la plus rapprochée de leur domicile, même si elle est située en dehors du ressort communal qu'ils habitent, sous réserve que si l'exercice de ce droit oblige à un dédoublement de classe ou soulève des difficultés, le Conseil d'Etat statue.

Art. 25. Pour permettre aux élèves qui n'ont pas obtenu le certificat d'études d'entrer en apprentissage ou d'être occupés à un travail régulier, il est loisible aux Commissions scolaires de les dispenser de la fréquentation de l'école ordinaire à condition de leur faire donner des cours de répétition d'enseignement primaire.

Ces cours seront tenus pendant au moins cinq mois d'hiver, et le nombre des heures de leçons ne pourra être inférieur à six par semaine.

Les élèves admis à ces cours devront les suivre jusqu'à l'expiration de l'année scolaire pendant laquelle ils atteignent quinze ans révolus.

Les Commissions scolaires peuvent astreindre les élèves porteurs du certificat d'études à fréquenter jusqu'au même âge les cours de répétition.

Art. 26. Chaque élève doit suivre pendant une année au moins, dès son entrée en classe, l'école enfantine ou les cours donnés d'après le programme pour l'école enfantine.

Cependant l'élève pourra être admis directement à l'école primaire si la Commission scolaire constate qu'il possède une instruction suffisante.

Art. 27. L'école enfantine est ouverte aux enfants avant l'âge fixé pour l'entrée obligatoire à l'école publique. Ils sont dès lors inscrits au rôle de l'école et tenus à la fréquenter régulièrement aussi longtemps que les personnes qui ont demandé leur entrée ne retirent pas l'inscription au rôle.

Les Commissions scolaires fixent l'âge d'admission.

Art. 28. Les Commissions scolaires peuvent astreindre à fréquenter l'école enfantine avant l'âge de l'entrée obligatoire les enfants dont l'éducation est notoirement négligée.

Elles peuvent en outre obliger à rentrer à l'école ordinaire les enfants désœuvrés qui en sont libérés et les obliger à la suivre jusqu'à la fin de l'année scolaire pendant laquelle ils atteignent quinze ans révolus, à moins qu'ils ne soient auparavant placés en apprentissage ou occupés à un travail régulier.

Art. 29. Conformément à l'article 15 de la Constitution, les parents ou autres personnes responsables sont libres de pourvoir à l'instruction de leurs enfants, pupilles ou pensionnaires, par tout autre moyen que par la fréquentation de l'école publique.

Les Commissions scolaires ont le devoir de s'assurer au moyen d'examens que tous les enfants qui n'ont pas fréquenté l'école publique reçoivent une instruction suffisante.

Si les enfants appelés aux examens ne s'y présentent pas, les parents ou autres personnes responsables, sont passibles d'une amende de cinq francs et tenus d'envoyer les enfants à l'école publique.

Les Commissions scolaires veillent à ce que l'enseignement privé ne donne pas lieu à des abus.

Art. 30. Lorsque la Commission scolaire ou le représentant du département de l'instruction publique juge insuffisante l'instruction des enfants appelés aux examens, les parents ou autres personnes responsables de ces enfants sont tenus de les envoyer à l'école publique.

Le recours au Conseil d'Etat est réservé.

Art. 31. En vue des travaux agricoles, les Commissions scolaires peuvent accorder des dispenses, à partir des examens annuels jusqu'au 1^{er} novembre au plus tard, aux enfants qui ont douze ans révolus.

Les élèves ayant bénéficié de ces dispenses sont tenus de fréquenter l'école ordinaire en hiver, jusqu'à la fin de l'année scolaire dans laquelle ils ont eu quinze ans révolus, à moins qu'ils n'aient obtenu le certificat d'études prévu à l'article 23.

Art. 32. Le département de l'instruction publique peut libérer définitivement de l'école, après avoir entendu la Commission scolaire, les élèves notoirement dépourvus d'intelligence.

Art. 33. Sur le rapport de la Commission scolaire intéressée, le Conseil d'Etat peut prononcer l'exclusion d'un élève dont il juge, ensuite de faits graves, la présence à l'école publique, dangereuse pour l'éducation morale des enfants.

L'élève exclu sera placé aux frais de qui de droit dans une famille ou une école de discipline.

Art. 34. La Commission scolaire fixe chaque année les époques des vacances, dont la durée ne peut être moindre de six semaines, ni excéder huit semaines.

Art. 35. Il est institué un livret spécial constatant la fréquentation et les mutations scolaires de chaque élève.

Art. 36. Le nombre des heures de leçons par semaine est de 20 au minimum dans l'école enfantine et de 24 à 30 dans l'école primaire.

Il est réservé aux élèves au moins une demi-journée de congé par semaine.

Chapitre V. Objets et programme d'enseignement.

Art. 37. Les objets d'enseignement de l'instruction primaire publique sont les suivants:

a) Ecole enfantine:

1^o Jeux, mouvements gradués accompagnés de chant; 2^o Exercices manuels; 3^o Leçons de choses; 4^o Exercices de langage, contes et récits; 5^o Premiers éléments du dessin, de l'écriture, de la lecture et du calcul.

b) Ecole primaire:

1^o Langue française; 2^o Ecriture; 3^o Arithmétique; 4^o Géographie; 5^o Histoire nationale et instruction civique; 6^o Chant; 7^o Dessin; 8^o Gymnastique; 9^o Travaux à l'aiguille pour les jeunes filles.

c) Ecole complémentaire:

1^o Lecture courante et raisonnée; 2^o Ecriture et composition; 3^o Calcul mental et écrit; 4^o Géographie et histoire suisses; 5^o Instruction civique.

(Règlement fédéral du 15 juillet 1879 concernant les examens de recrues).

Il est facultatif aux Commissions scolaires de faire donner des leçons d'allemand et d'organiser pour les garçons des exercices militaires dans le degré supérieur de l'école primaire. Elles ont le droit de rendre ces leçons et ces exercices obligatoires.

Elles peuvent également faire enseigner des travaux manuels pour les élèves des deux sexes. L'Etat subventionne cet enseignement dans la mesure déterminée par le Grand Conseil.

Art. 38. Le département de l'instruction publique élabore, en ayant recours au préavis de la Commission cantonale consultative, un programme général ou plan indiquant pour chacune des divisions de l'école publique le champ à parcourir dans les objets d'enseignement.

Les plans et horaires arrêtés par les Commissions scolaires pour les localités à teneur de l'art. 16 de la présente loi ne peuvent sortir des limites de ce programme général et sont soumis à la sanction du département de l'instruction publique.

Chapitre VI. Enseignement religieux.

Art. 39. L'enseignement religieux n'appartient pas au programme de l'école publique.

Il est donné suivant le libre choix et la volonté des familles.

Art. 40. Les locaux scolaires sont de droit, dans les limites de l'ordre public, à la disposition de tous les cultes pour l'enseignement religieux. Les Commissions scolaires veillent à ce que cet enseignement ait lieu à des heures convenables de la journée, soit avant, soit après les autres leçons. En cas de conflit au sujet de l'usage des locaux scolaires pour les leçons de religion, le Conseil d'Etat statue.

Chapitre VII. Absences et pénalités.

Art. 41. Les instituteurs tiennent quotidiennement, sous le contrôle de la Commission scolaire, un rôle des absences des élèves, en indiquant dans les rubriques spéciales les absences justifiées, ainsi que les motifs qui les ont provoquées, et les absences non justifiées.

Art. 42. Les seules absences justifiées sont celles qui ont pour cause:

- a) La maladie de l'élève.
- b) Les autres circonstances jugées suffisantes.

Les personnes responsables de l'élève sont tenues de demander congé pour chacun de ces cas au président de la Commission ou au délégué désigné par elle à cet effet.

L'éloignement de l'école par les jours de mauvais temps exceptionnel est également un motif de justification d'absence.

Art. 43. Le président ou le délégué de la Commission scolaire et l'instituteur sont tenus de s'assurer si les motifs indiqués en justification d'absence sont réellement fondés.

Les parents qui auront trompé la Commission ou l'instituteur par une fausse déclaration seront immédiatement poursuivis à une amende de 5 à 20 francs.

Art. 44. Les absences se comptent par demi-journée, quel que soit le nombre de leçons données dans la demi-journée.

Il est loisible aux Commissions scolaires d'assimiler par voie de règlement un certain nombre de retards d'entrée en classe par semaine à une absence non justifiée.

La sanction du règlement par le Conseil d'Etat est réservée.

Art. 45. Chaque semaine, au moins, l'instituteur envoie à la Commission scolaire un extrait du rôle de fréquentation de l'école.

S'il y a des absences non justifiées, la Commission ou sa délégation en avise immédiatement la personne responsable de chaque élève qui a manqué l'école. La Commission dispose à cet effet d'un registre à souches qui lui est fourni gratuitement par le département de l'instruction publique. Le coupon est remis au destinataire par le chargé de pouvoirs de la Commission, lequel atteste par écrit de sa démarche.

Art. 46. En cas de nouvelle absence dès l'avertissement et avant la fin de l'année scolaire, les contrevenants sont déférés au juge de paix et passibles d'une amende de 2 fr. pour la première absence et de 50 centimes pour chaque absence suivante mentionnée dans le rapport.

S'il survient encore des absences dès l'envoi d'un rapport et avant la fin de l'année scolaire, les contrevenants seront de nouveau déférés au juge de paix et passibles d'une amende de 2 fr. pour la première absence et de 50 centimes pour chaque absence suivante.

Art. 47. En cas d'absence non justifiée aux examens de classe, et sur le rapport de la Commission scolaire, de l'inspecteur ou de tout autre représentant du département de l'instruction publique, le juge de paix prononce une amende de cinq francs contre la personne responsable de l'élève absent.

Art. 48. Chaque fois qu'une Commission scolaire envoie un rapport au juge de paix elle en informe la personne en cause, en lui adressant un avis détaché d'un registre à souches fourni gratuitement par le département de l'instruction publique.

Art. 49. Les amendes sont perçues à teneur des dispositions du Code de procédure pénale.

Le produit en appartient à l'Etat.

Art. 50. Le condamné qui ne s'acquitte pas de l'amende subit une contrainte de 24 heures de prison pour 3 fr. d'amende.

Pour déterminer la durée de la contrainte, les amendes ou fractions d'amende de 2 fr. ou au-dessus comptent pour 3 fr.

Lorsque les absences sont imputables aux élèves, sans qu'il y ait faute de la part des parents, les élèves subissent la contrainte applicable aux parents.

Art. 51. Le département de Justice remet à la fin de chaque semestre, au département de l'instruction publique, le relevé de toutes les demandes à l'amende formées aux contrevenants, avec l'indication des libérations, des condamnations et des amendes payées.

Art. 52. Les pénalités fixées dans les articles précédents s'appliquent aux parents ou autres personnes responsables refusant, après invitation régulière, d'envoyer à l'école publique les enfants en âge d'entrer en classe et les enfants insuffisamment instruits confiés à leurs soins.

Chapitre VIII. Inspection des écoles. — Examen de classes.

Art. 53. Les Commissions scolaires délèguent leurs membres à tour de rôle pour visiter les écoles autant que possible une fois par semaine et au moins une fois par mois. Elles veillent à ce que les instituteurs et les élèves remplissent assidûment leurs devoirs.

Les visites sont inscrites dans un journal déposé à l'école.

Art. 54. L'inspection supérieure des écoles primaires appartient au département de l'instruction publique.

Deux inspecteurs permanents sont attachés au département pour exercer plus spécialement cette inspection (Art. 22).

Art. 55. Ces inspecteurs visitent, à époques indéterminées, les écoles du Canton. Ils préavisent sur les améliorations reconnues nécessaires. Ils présentent, chaque année, au département de l'instruction publique un rapport général qui est annexé au rapport de gestion du Conseil d'Etat.

Ils doivent assister, si cela leur est possible, aux examens de concours des candidats aux postes vacants et transmettent au département de l'instruction publique leurs appréciations sur le résultat de ces examens.

Art. 56. Les deux inspecteurs sont nommés pour trois ans par le Conseil d'Etat. Ils reçoivent un traitement fixé, plus une indemnité de déplacement. Les fonctions d'inspecteur sont incompatibles avec toute autre fonction salariée.

Art. 57. Un règlement spécial détermine les diverses obligations des inspecteurs ainsi que la circonscription à laquelle ils sont attachés.

Art. 58. La Commission procède, à la clôture de l'année d'études, à un examen public des écoles et en consigne les résultats, après avoir entendu l'instituteur, dans des tableaux fournis par le département de l'instruction publique.

S'il a été procédé par la Commission à plusieurs examens pendant l'année, elle peut en combiner tous les résultats en une moyenne générale.

Les inspecteurs scolaires doivent, autant que possible, assister aux examens de fin d'année; le département de l'instruction publique peut toujours envoyer des délégués spéciaux à ces examens.

Art. 59. Les enfants inscrits au rôle de l'école sont tenus d'assister aux examens annuels, sous peine de l'amende prévue à l'art. 47.

Chapitre IX. Prix. — Bibliothèques.

Art. 60. La Commission, après avoir entendu l'instituteur, peut décerner des prix aux élèves, d'après leurs connaissances, leurs progrès et leur conduite.

Les prix sont fournis en parts égales par l'Etat et par les Commissions scolaires.

Art. 61. Chaque localité a, dans la règle, une bibliothèque scolaire.

Les Commissions scolaires qui ont supprimé la distribution annuelle des prix d'école peuvent recevoir de l'Etat un certain nombre de volumes destinés à la fondation ou à l'alimentation de la bibliothèque, à la condition qu'elles y contribuent de leur côté par l'achat d'ouvrages pour une somme au moins égale, et qu'elles présentent chaque année au département de l'instruction publique un rapport sur l'état et le développement de leurs bibliothèques.

Les Commissions scolaires sont autorisées à dresser chaque année une liste des ouvrages qu'elles désirent voir inscrire au catalogue arrêté par le département.

Chapitre X. Maisons et salles d'école.

Art. 62. Les communes pourvoient à la construction et au bon entretien des locaux scolaires, à la fourniture du mobilier et du matériel des classes, à l'éclairage et au chauffage des salles.

Art. 63. Les communes ne peuvent construire des locaux scolaires ou halles de gymnastique, ni faire des réparations majeures ou apporter des changements aux locaux existants, sans en avoir soumis les plans et devis à l'approbation du Conseil d'Etat.

Les locaux scolaires doivent être spacieux, bien éclairés, d'une aération facile.

Art. 64. Lorsque les locaux ou le mobilier ne satisfont pas aux exigences hygiéniques, ou sont en mauvais état d'entretien, le Conseil d'Etat, après avoir entendu les Communes et sur le rapport du département de l'instruction publique, ordonne les réparations, améliorations et changements nécessaires.

Si les communes se refusent à exécuter les ordres donnés, le Conseil d'Etat pourvoit aux frais des communes, à l'exécution des travaux et il peut retenir tout ou partie des allocations scolaires pour payer les dépenses faites.

Art. 65. Dans le bâtiment où se trouvent la ou les salles d'école, il ne peut y avoir ni auberge, ni cabaret, ni aucun autre établissement qui soit de nature à nuire à l'éducation de la jeunesse.

Le Conseil d'Etat peut ordonner que ces divers établissements ouverts dans le voisinage des maisons d'école en soient éloignés ou soient fermés.

Art. 66. La salle d'école ne peut, sous aucun prétexte, servir de lieu de réunion pour y boire ou danser.

Art. 67. Le droit d'accorder l'usage des salles d'école en dehors de leur but ordinaire appartient à la Commission scolaire, sous réserve des dispositions prévues à l'article 40 de la présente loi.

Chapitre XI. Personnel enseignant. Section I^{re}. Brevets.

Art. 68. Nul ne peut enseigner comme instituteur ou institutrice dans les écoles enfantines et primaires publiques s'il n'est breveté conformément à la présente loi.

Les postes d'inspecteurs d'écoles, ceux de directeurs, directrices, inspecteurs, inspectrices de collèges, maîtres et maîtresses spéciaux attachés au service de

l'enseignement public primaire ne peuvent être remplis que par les porteurs de brevets prévus par la loi, ou de titres équivalents ou supérieurs admis par le Conseil d'Etat.

Art. 69. Il est institué:

1^o Un brevet de connaissances et un brevet d'aptitude pédagogique pour l'enseignement dans l'école publique enfantine;

2^o Un brevet de connaissances et un brevet d'aptitude pédagogique, distincts des précédents, pour l'enseignement dans l'école publique primaire.

Le brevet de connaissances donne droit à pratiquer l'enseignement pendant cinq ans au plus, et le brevet d'aptitude pédagogique donne définitivement le droit d'enseigner dans l'école publique.

Section II. Examens de capacité.

Art. 70. Le brevet de connaissances est délivré par le Conseil d'Etat ensuite d'examens subis avec succès devant une Commission nommée par lui et présidée par le chef du département de l'Instruction publique.

Le brevet d'aptitude pédagogique est décerné par le Conseil d'Etat, sur le préavis du département de l'Instruction publique et des Commissions scolaires, au porteur du brevet de connaissances à la suite d'une épreuve pédagogique pratique subie devant la Commission d'examens prévue au paragraphe précédent.

Les candidats ne peuvent obtenir ce brevet qu'après un enseignement de quatre années au moins dans les écoles publiques du canton.

Cependant, le stage d'enseignement dans l'école publique est réduit à deux années pour les porteurs du brevet de connaissances qui auront enseigné dans d'autres écoles pendant au moins quatre années.

Art. 71. Les candidats au brevet de connaissances doivent avoir dix-huit ans révolues.

L'examen des candidats porte:

a) Pour l'enseignement dans les classes enfantines, sur les objets mentionnés à l'article 37 litt. a, plus la pédagogie, les méthodes d'enseignement et les éléments des sciences naturelles.

b) Pour l'enseignement dans les classes primaires, sur la langue française, l'écriture, l'arithmétique, la géographie, l'histoire générale et nationale, le chant, le dessin, la pédagogie, les méthodes d'enseignement, les éléments des sciences naturelles, la littérature, la comptabilité, plus, pour les aspirants, l'instruction civique, la gymnastique, l'algèbre et les éléments de la géométrie, et pour les aspirantes, l'économie domestique et les travaux à l'aiguille.

Art. 72. L'époque de l'examen est annoncée au moins un mois à l'avance dans la *Feuille officielle*.

Les candidats doivent se faire inscrire au département de l'Instruction publique et déposer leur acte de naissance ou d'origine, un certificat d'études et un certificat de bonnes mœurs ou autres attestations équivalentes.

Les examens sont publics; cependant la Commission peut déroger à cette règle, essentiellement en faveur des aspirantes.

Art. 73. Le Conseil d'Etat peut refuser d'admettre aux examens des personnes qui ne présenteraient pas des garanties suffisantes de moralité.

Art. 74. Les aspirants et les aspirantes qui ne sont pas domiciliés dans le canton peuvent, avec l'autorisation du département, être admis aux examens.

Section III. Examens de concours. Nominations.

Art. 75. Lorsqu'une place d'instituteur ou d'institutrice devient vacante ou qu'elle est nouvellement créée, la Commission scolaire en donne avis au département de l'Instruction publique et annonce par la voie de la *Feuille officielle* au moins quinze jours à l'avance, la vacance de la place, en indiquant les obligations du titulaire, ainsi que le terme fatal des inscriptions.

Art. 76. Dans la règle, les postes vacants sont pourvus par voie d'examen des candidats.

Toutefois et avec l'autorisation du Conseil d'Etat, les Commissions scolaires peuvent procéder par voie d'appel.

La nomination est confirmée de plein droit par cette autorisation.

Art. 77. Lorsqu'un poste est vacant, les Commissions sont autorisées à profiter du même concours afin de pourvoir, par l'examen des candidats ou par promotion, non seulement ce poste, mais encore tous ceux qui deviennent vacants par suite de mutations ou de promotions résultants du concours.

Art. 78. Les examens du concours sont essentiellement pratiques.

Au moins une semaine à l'avance, la Commission scolaire informe du jour fixé pour l'examen, le département de l'Instruction publique, lequel délègue un des inspecteurs.

Si l'inspecteur est empêché de se présenter, il est passé outre aux examens et à la nomination.

Art. 79. Le procès-verbal de la nomination est adressé au département de l'Instruction publique.

Cette nomination est ratifiée par le Conseil d'Etat, si elle a été faite conformément aux résultats de l'examen et aux dispositions de la loi.

Art. 80. Les instituteurs étrangers à la Suisse, nés ou ayant fait leurs études dans le canton et brevetés par le Conseil d'Etat, sont admis à concourir aux places vacantes, mais le Suisse peut toujours être préféré.

Art. 81. Sauf les exceptions dont le département de l'Instruction publique est juge, aucune nomination d'instituteurs ou d'institutrices ne peut avoir lieu dès le 1^{er} novembre au 1^{er} avril.

Il est pourvu provisoirement aux vacances survenant pendant cet intervalle.

Section IV. Devoirs du personnel enseignant. Dispositions diverses.

Art. 82. Le personnel enseignant doit accomplir avec sollicitude et dévouement tous les devoirs de sa tâche.

Il veille à ce que l'enseignement ait une portée éducative et à ce que la conduite des élèves en classe et en public ne donne lieu à aucun reproche.

Tous mauvais traitements à l'égard des élèves et toutes punitions corporelles sont formellement interdits.

Art. 83. Les instituteurs et les institutrices doivent au maximum 34 heures de leçons par semaine.

Art. 84. Le titulaire d'une classe a l'obligation d'habiter la localité où il exerce ses fonctions.

Art. 85. Dans la règle, il ne peut accepter ni postuler une classe dans une autre localité, pendant les 12 mois qui suivent sa nomination au poste qu'il occupe.

Lorsque, après douze mois de service, l'instituteur veut quitter son poste, il est tenu d'en donner avis à la Commission scolaire au moins deux mois à l'avance, ou de se pourvoir d'un remplaçant provisoire agréé par la Commission.

Art. 86. Après avoir entendu la Commission scolaire et sur le rapport du département de l'Instruction publique, le Conseil d'Etat peut interdire aux instituteurs et aux institutrices des travaux ou l'exercice de fonctions qui seraient préjudiciables à l'accomplissement de leurs devoirs.

Art. 87. Toute Commission scolaire a le droit de résilier le contrat qui la lie à un fonctionnaire de l'enseignement primaire moyennant un avertissement de six mois à l'avance.

L'approbation du Conseil d'Etat est réservée.

Art. 88. Le président ou un délégué de la Commission scolaire reçoit les plaintes portées par l'instituteur contre les écoliers, leurs parents, ou autres personnes responsables, et réciproquement.

S'il ne peut concilier les intéressés, il transmet la plainte à la Commission, qui en décide.

Art. 89. Sur plainte de la Commission ou de l'Inspecteur scolaire, le Conseil d'Etat peut suspendre et même destituer un instituteur ou une institutrice pour cause d'insubordination ou d'immoralité.

Dans tous les cas, la Commission, l'Inspecteur et l'inculpé doivent être entendus.

La destitution d'un instituteur ou d'une institutrice peut entraîner l'annulation des brevets.

Art. 90. Le département de l'Instruction publique prononce, sauf recours au Conseil d'Etat, sur les difficultés qui peuvent s'élever entre les Commissions scolaires et leurs instituteurs ou institutrices.

Section V. Conférences scolaires.

Art. 91. Les instituteurs et les institutrices sont réunis périodiquement en conférences de district et en conférences générales.

Il y a au plus une conférence dans chaque district par trimestre et une session de conférences générales par année.

Les instituteurs sont tenus d'assister à toutes les conférences. Les institutrices doivent porter présence aux conférences de district et peuvent prendre part aux conférences générales.

Il est alloué aux instituteurs et aux institutrices qui assistent aux conférences générales une indemnité de présence dans les limites du crédit budgétaire accordé par le Grand Conseil.

Section VI. Traitements.

Art. 92. Les traitements des instituteurs et des institutrices des écoles enfantines et primaires sont fixés en catégories comme suit:

a) Instituteurs. 1^o Les instituteurs des écoles de Neuchâtel et de Serrières, du Locle et de La Chaux-de-Fonds reçoivent un traitement initial de fr. 2000.

2^o Les instituteurs des autres écoles reçoivent un traitement initial de fr. 1600.

Dès qu'un instituteur a enseigné pendant cinq ans dans l'école publique, son traitement s'accroît de fr. 60 par année pendant 10 ans. Le traitement demeure ensuite invariable.

b) Institutrices. 1^o Les institutrices des écoles de Neuchâtel et de Serrières, du Locle et de La Chaux-de-Fonds reçoivent un traitement initial de fr. 1200.

2^o Les institutrices des autres écoles reçoivent un traitement initial de fr. 900.

Dès qu'une institutrice a enseigné pendant cinq ans dans l'école publique, son traitement s'accroît de fr. 40 par année pendant 10 ans. Le traitement demeure ensuite invariable.

Art. 93. Les communes ont le droit d'élever les traitements initiaux d'instituteurs et d'institutrices à condition que l'augmentation soit égale et uniforme pour chaque traitement de la même catégorie et qu'elle soit approuvée par le Conseil d'Etat.

Art. 94. Les traitements des autres fonctionnaires de l'enseignement primaire, directeurs, directrices, inspecteurs et inspectrices de collèges, maîtres et maîtresses spéciaux, sont fixés par les communes, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat.

Les maîtres et maîtresses spéciaux qui reçoivent des communes, pour l'enseignement dans les classes primaires, les traitements prévus à l'article 92, ont droit à la haute paie allouée pour ancienneté de services.

Art. 95. L'instituteur ou l'institutrice empêché de remplir ses fonctions, pour cause de maladie, doit se pourvoir d'un remplaçant agréé par la Commission. Si la maladie dure au-delà de deux semaines, le Fonds scolaire de prévoyance prend à sa charge, après ce temps et pendant trois mois au maximum, la moitié de l'indemnité allouée au remplaçant.

La Commission avise immédiatement de la maladie le comité du Fonds.

Art. 96. Les avantages en nature, tels que: logement, bois, jardin, fournis par les communes sont compris dans le chiffre des traitements. Les constatations qui pourraient s'élever quant à l'appréciation de ces avantages, seront soumises à la décision du département de l'Instruction publique.

Art. 97. Des honoraires pour cours de répétition et cours complémentaires, surveillance, service des bibliothèques ou travaux d'administration scolaire, etc., ne sont dus à l'instituteur ou à l'institutrice que pour le temps dépassant le maximum de 34 heures par semaine fixé par la loi.

Chapitre VII. Fonds scolaire de prévoyance.

Art. 98. Le Fonds de secours et de prévoyance en faveur du corps enseignant primaire de la république et canton de Neuchâtel est institué en fondation reconnue comme personne civile, sous la dénomination de Fonds scolaire de prévoyance.

Cette fondation a son siège à Neuchâtel.

Elle a pour but de servir la pension de retraite et de payer l'indemnité d'assurance au décès constituées par la présente loi, ainsi que la quote-part des frais de remplacement des instituteurs et des institutrices malades.

Art. 99. La fortune du Fonds comprend:

- a) Ses capitaux;
- b) Les dons et legs qui lui sont faits;
- c) Les sommes qui, aux termes de la présente loi, doivent être ajoutées au capital.

Art. 100. Un comité administre la fondation. Il est composé d'un président désigné par le Conseil d'Etat et d'un membre élu dans chaque district par le personnel enseignant. Ce comité est nommé pour trois ans; ces membres sont rééligibles.

Art. 101. Sont membres du Fonds: les instituteurs et les institutrices desservant les classes enfantines et primaires.

Peuvent continuer à être membres du Fonds, sur leur demande adressée au comité: les instituteurs et les institutrices nommés inspecteurs des écoles, directeurs, directrices, inspecteurs, inspectrices de collèges, maîtres et maîtresses spéciaux dans l'enseignement primaire, s'ils doivent tout leur temps à leurs fonctions.

Sont admis à faire partie du Fonds, sur demande adressée également au comité:

Les instituteurs et les institutrices, brevetés conformément à la loi qui enseignent dans les orphelinats, établissements, institutions appartenant à l'Etat ou aux communes ou placés sous la surveillance de l'Etat.

Ne sont pas considérées comme placées sous la surveillance de l'Etat les écoles privées dans lesquelles les Commissions scolaires communales contrôlent ou dirigent les examens pour s'assurer du degré d'instruction des élèves.

Art. 102. Les membres du Fonds lui paient pendant trente années une cotisation annuelle de 60 fr., qui est retenue sur leur traitement.

Ceux qui se retirent de l'enseignement avant leur trentième année de service, reçoivent en remboursement, sans intérêt, sur le compte de l'exercice courant, la somme des retenues opérées sur leur traitement, et ils cessent de faire partie du Fonds.

S'ils rentrent plus tard dans l'enseignement, leurs années de service qui ont précédé la démission ne comptent pas pour la pension, à moins que les démissionnaires ne versent en reprenant leurs fonctions la somme perçue par eux, lorsqu'ils ont démissionné.

Art. 103. L'Etat verse annuellement au Fonds une allocation de 20,000 fr.

Art. 104. Il est payé par le Fonds une pension et une indemnité d'assurance dans les conditions suivantes:

Chaque instituteur ou chaque institutrice qui a quitté définitivement sa place dans l'enseignement public après trente années de service a droit à une pension dont la valeur normale est de 800 fr. Au décès de chaque instituteur ou de chaque institutrice, il est payé à ses héritiers en ligne directe descendante, sous réserve des droits acquis au conjoint survivant prévus au paragraphe

suivant, ou à défaut d'héritier en ligne directe descendante au conjoint survivant, aux héritiers en ligne directe ascendante, une indemnité dont la valeur normale est de 3000 fr.

Dans la succession de l'instituteur ou de l'institutrice qui ont été mariés, cette indemnité est considérée comme acquêt de communauté proportionnellement au montant des retenues annuelles faites sur le traitement du défunt pendant la durée de son mariage.

Les parents collatéraux n'ont droit à aucune indemnité. Toutefois, le comité du Fonds peut accorder avec l'autorisation du Conseil d'Etat, par exception, particulièrement après le décès de l'institutrice, un secours aux collatéraux et même aux autres personnes dont le défunt était le soutien.

Art. 105. Chaque année après la clôture des comptes, le chiffre des ressources disponibles du Fonds est arrêté après paiement des indemnités de remplacement pour cas de maladie.

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'Etat, le comité du Fonds détermine pour l'exercice écoulé ou, s'il le juge possible, pour une série d'années, le montant des pensions annuelle et des indemnités d'assurance proportionnellement aux valeurs normales d'après les besoins, d'une part, et selon les ressources du Fonds, d'autre part.

Il ne sera pas payé aux ayants-droit, aussi longtemps que l'Etat fera une allocation au Fonds, plus de 800 Fr. de pension annuelle, ni au delà de 3000 fr. d'indemnité d'assurance, lors même que les ressources du Fonds permettraient temporairement d'allouer des sommes plus considérables. L'excédent est ajouté au capital.

Les pensions et les indemnités d'assurance sont formées au moyen des retenues opérées sur les traitements, auxquelles il est ajouté :

- a) les revenus de la fortune du Fonds;
- b) la moitié de l'allocation de l'Etat (art. 103).

La seconde moitié de cette allocation est ajoutée au capital ainsi que les dons et legs sans destination spéciale, qui pourraient être faits au Fonds, jusqu'à ce que pendant cinq années consécutives les retenues sur traitements et les revenus de l'ensemble du Fonds aient formé une somme suffisante pour servir intégralement la pension de 800 fr. et l'indemnité d'assurance au décès de 3000 fr. Dès ce moment, l'Etat cesse de payer aucune allocation.

Chapitre XIII. Ecole complémentaire.

Art. 106. Les écoles complémentaires instituées à l'art. 13 de la présente loi sont ouvertes chaque année pendant quatre mois consécutifs.

Elles sont tenues par les instituteurs.

Les cours ont lieu pendant l'hiver, entre le 1^{er} novembre et le 31 mars. Ils comprennent 4 heures de leçons au moins par semaine.

Plusieurs communes peuvent s'associer pour avoir ensemble une seule école complémentaire, et le Conseil d'Etat peut ordonner, à défaut d'entente entre les intéressés, qu'une école complémentaire sera ouverte à des élèves de différentes localités. Dans ce cas les frais à la charge des communes sont supportés entre elles selon les règles établies à l'article 117.

Art. 107. Avant l'ouverture des cours, la Commission scolaire procède à des examens, en vue d'établir le rôle des élèves.

Tous les jeunes Suisses domiciliés dans le ressort scolaire sont tenus de se présenter à ces examens, dans chacune des deux années qui précèdent celle où ils sont appelés au recrutement militaire.

La fréquentation de l'école complémentaire est obligatoire pour ceux d'entre eux qui seraient jugés incapables de subir avec succès l'examen pédagogique à passer lors du recrutement.

Elle est facultative pour ceux qui n'ont pas une connaissance suffisante de la langue française.

Les jeunes gens reconnus suffisamment préparés la première année doivent néanmoins se présenter à l'examen l'année suivante.

Ceux qui, étant tenus de se présenter à l'examen, n'y paraissent pas, sont astreints à la fréquentation obligatoire des cours s'ils ne peuvent justifier leur absence.

Art. 108. Les jeunes gens astreints à suivre l'école complémentaire sont placés sous la discipline militaire à teneur des dispositions suivantes:

La non comparution aux examens sans motifs reconnus légitimes est punie de 24 heures d'arrêt.

Chaque absence non justifiée est punie de 2 à 12 heures d'arrêt.

Les arrêts sont infligés par le chef de la section militaire de la localité ou, le cas échéant, par l'officier militaire préposé à la surveillance de la classe.

Le département militaire est autorisé à punir par des corvées ou des arrêts qui n'excéderont pas trois jours, les élèves coupables de grave indiscipline.

Le Conseil d'Etat prendra les mesures nécessaires contre les élèves dont l'instruction à leur sortie de l'école complémentaire serait par leur faute restée insuffisante.

Art. 109. Les Commissions scolaires peuvent admettre des élèves définitivement libérés de l'école primaire à suivre l'école complémentaire, si toutefois il ne résulte aucun inconvénient de leur présence en classe.

Art. 110. Le salaire qu'il y aurait lieu de payer au personnel enseignant est par moitié à la charge des communes et de l'Etat.

Chapitre XIV. Charges et moyens financiers.

Art. 111. Les frais résultant de la création et de l'entretien des établissements publics d'instruction primaire, sont à la charge des communes avec la participation de l'Etat.

Cette participation est déterminée par la loi.

Les Fonds scolaires ne peuvent être détournés de leur destination.

Art. 112. L'Etat contribue aux dépenses scolaires par une allocation annuelle fixée par le Grand Conseil et calculée sur l'ensemble:

- a) Des traitements initiaux des instituteurs et des institutrices (art. 92);
- b) Des traitements des autres fonctionnaires de l'enseignement primaire (art. 94).

L'allocation générale de l'Etat est égale au quart au moins de l'ensemble de tous ces traitements.

Le Grand Conseil répartit cette allocation entre toutes les communes, en prenant comme facteurs actifs le chiffre des traitements payés par elles et le produit des taxes locales perçues en vertu des articles 1 et 4 de la loi sur les impositions communales, et comme facteur passif la richesse locale représentée par l'impôt direct payé à l'Etat dans leur territoire.

En conséquence, le montant des traitements payé par la commune multiplié par celui des taxes locales et divisé par le produit de l'impôt direct de l'Etat perçu dans la localité donne le nombre de points attribué à chaque Commune pour la répartition de l'allocation.

Le Conseil d'Etat élabore chaque année un tableau de répartition qui est examiné par la Commission du budget puis soumis par elle au Grand Conseil dans sa session réglementaire de novembre. Ce tableau est établi d'après les comptes de l'année précédente et les allocations sont payées par trimestres l'année suivante.

Art. 113. L'Etat prend à sa charge et paie par l'intermédiaire des communes l'augmentation de traitement allouée pour ancienneté de service au personnel enseignant (art. 92).

Art. 114. L'Etat paie aux communes des allocations pour constructions et réparations majeures des locaux scolaires et des halles de gymnastique.

Chaque allocation est du quart de la dépense prévue au devis sanctionné par le Conseil d'Etat.

Le paiement de l'allocation ne peut intervenir qu'ensuite d'un décret d'autorisation du Grand Conseil.

Art. 115. Les communes délivrent gratuitement aux élèves des écoles publiques les fournitures scolaires à leur usage qui seront déterminées par une loi spéciale.

L'Etat contribue pour trois cinquièmes au moins aux frais de ces fournitures.

Art. 116. L'Etat inscrit à son budget les sommes nécessaires pour subvenir aux frais des conférences générales des instituteurs et des institutrices (art. 91), ainsi qu'aux frais des cours spéciaux qu'il déciderait de faire donner en vue de former ou de perfectionner le personnel enseignant.

Art. 117. Lorsqu'une école réunit des enfants domiciliés sur le territoire de différentes communes, chacune d'elles contribue aux frais de cette école dans la proportion des élèves domiciliés sur son territoire, qui ont fréquenté l'école pendant l'année et d'après les bases admises pour la répartition de l'allocation de l'Etat.

En cas de conflit, il y a recours au Conseil d'Etat.

Les communes intéressées peuvent, d'un commun accord, substituer à la contribution variable une redevance annuelle fixe.

Chapitre XV. Dispositions transitoires.

Art. 118. La situation du personnel enseignant actuel en ce qui concerne les traitements est réglée à partir du 1^{er} janvier 1890 comme suit:

Personnel dirigeant les écoles temporaires: les traitements alloués sont maintenus jusqu'à ce que ces écoles deviennent permanentes.

Personnel dirigeant les écoles permanentes : les traitements initiaux prévus à l'article 92 seront payés aux instituteurs et aux institutrices qui reçoivent une rémunération inférieure.

Les traitements supérieurs aux chiffres initiaux seront maintenus aux bénéficiaires aussi longtemps que ceux-ci occupent leurs postes actuels.

Les communes ont à leur charge l'équivalent des traitements initiaux; l'Etat supporte le surplus.

Haute paie : les instituteurs et les institutrices en règle quant aux brevets d'aptitudes pédagogique sont mis au bénéfice de la haute paie lorsque le produit obtenu en multipliant le chiffre de leur traitement actuel par le nombre de leurs années de service est égal à la somme qu'ils auraient reçue pour ce même temps si la présente loi avait été en vigueur lors de leur entrée en fonctions.

Les instituteurs et institutrices réalisant cette condition recevront graduellement à compter du 1^{er} janvier 1890 et en tous cas dès qu'ils auront accompli leur vingtième année de service, l'augmentation annuelle prévue à l'art. 92, jusqu'à ce que leur traitement atteigne le maximum fixé dans le même article, puis ce traitement reste invariable.

Art. 119. Les porteurs du brevet de 1^{er} degré sont mis au bénéfice du brevet d'aptitude pédagogique.

Les instituteurs et les institutrices porteurs du brevet de 2^e degré et qui ont plus de dix années d'enseignement sont mis au bénéfice du brevet d'aptitude pédagogique.

Ceux qui ont moins de dix années de service, ou qui n'ont encore desservi aucune classe, sont mis au bénéfice du brevet de connaissances et devront se pourvoir du brevet d'aptitude pédagogique dans le délai prévu par la loi.

Les institutrices d'écoles enfantines communales actuelles auront un délai de deux ans pour se mettre en règle avec la loi. Elles pourront obtenir après ce délai un brevet d'aptitude pédagogique à la suite d'examens pratiques subis devant la Commission d'examen nommée par le Conseil d'Etat.

Elles recevront dès la date de ce brevet le traitement initial prévu à l'article 92, et leurs services compteront à partir de la même date pour leur donner droit cinq ans après à la haute paie graduelle de 40 fr. par an.

Sont considérées comme écoles enfantines communales celles qui, à l'entrée en vigueur de la présente loi, reçoivent une subvention de la commune, soit en nature, soit en argent, et ont accepté dans l'année précédente le contrôle de la Commission scolaire et de l'Etat.

Art. 120. Les institutrices d'écoles enfantines communales actuelles pourront, sur leur demande, faire partie du Fonds scolaire de prévoyance, dès qu'elles auront obtenu le brevet institué par la présente loi. Elles ne seront cependant pas admises à effectuer des versements correspondant à leurs années de service antérieures dans le but de recevoir prématurément la pension de retraite.

Art. 121. Les instituteurs et les institutrices primaires ou secondaires en activité de service, qui étaient membres du Fonds avant la promulgation de la présente loi, peuvent à leur choix conserver quant aux avantages et aux charges leur situation pécuniaire ancienne relative au Fonds de prévoyance

ou se mettre au bénéfice de la nouvelle, en complétant dans le délai de cinq ans les versements déjà effectués par eux.

S'ils viennent à décéder avant d'avoir effectué leurs versements complémentaires, le solde impayé est retenu, le cas échéant, sur l'indemnité d'assurance au décès.

Le produit des versements complémentaires est ajouté au capital du Fonds.

Les ayants-droit actuels au Fonds qui n'appartiennent pas au personnel enseignant ou qui ont quitté l'enseignement ne peuvent prétendre qu'à la situation pécuniaire ancienne. Les bénéficiaires de cette situation recevront leur part proportionnelle de pension sur la base de 200 fr. pour la pension annuelle entière, et de 100 fr. pour la demi-pension annuelle.

Art. 122. Il est accordé un délai de deux ans aux communes pour organiser leurs écoles enfantines et pour transformer leurs écoles temporaires en écoles permanentes conformément aux dispositions de la présente loi.

Le Conseil d'Etat pourra exceptionnellement dispenser de la transformation des classes temporaires les communes où les circonstances locales justifieraient cette mesure.

Chapitre XVI. Dispositions finales.

Art. 123. La loi sur l'instruction publique primaire, du 17 mai 1872 ainsi que celle sur les écoles complémentaires, du 31 janvier 1882, et tous les règlements y relatifs sont abrogés.

Le Conseil d'Etat est chargé d'élaborer tous les règlements nécessaires pour l'application de la présente loi.

Art. 124. Le Conseil d'Etat est chargé de publier la présente loi en vue de l'exercice du droit de referendum et de pourvoir, si elle devient définitive, à sa promulgation et à son exécution.

La présente loi ayant été publiée conformément à l'article 1^{er} de la loi sur l'exercice du referendum et n'ayant donné lieu à aucune opposition, est promulguée pour être exécutoire dès le 1^{er} juillet 1890.

b. Verordnungen, Reglemente etc.

7. 1. Règlement général pour les écoles primaires du canton de Neuchâtel. (Arrêté du Grand Conseil du 20 décembre 1889.)

Chapitre premier. — Ecole enfantine.

Article premier. Les enfants sont admis à l'école enfantine dès l'âge fixé par les commissions scolaires (art. 27 de la loi).

Dans la règle, cet âge est de 5 ans révolus.

Art. 2. L'enseignement dans les écoles enfantines doit être conforme au programme fixé dans le plan d'enseignement et ne peut jamais, dans aucun cas, s'en écarter.

Art. 3. Dans les localités où l'école enfantine aurait un très petit nombre d'élèves, les commissions scolaires intéressées peuvent, avec l'autorisation du

Conseil d'Etat, la remplacer par un cours distinct donné dans l'école primaire. Ce cours comprend au moins deux heures de leçons par jour (art. 8 de la loi).

Art. 4. Lorsque l'école primaire et l'école enfantine sont combinées, la classe doit être organisée de telle manière que chacune des deux catégories d'élèves reçoivent leurs leçons le matin et l'après-midi.

Art. 5. L'organisation de ces classes combinées doit être ratifiée par le Conseil d'Etat (art. 8). Le programme d'enseignement et la distribution de l'emploi du temps sont soumis à l'approbation du département de l'Instruction publique (art. 38 de la loi).

Chapitre II. Administration.

Art. 6. Les commissions scolaires sont nommées conformément aux dispositions de la loi (art. 14 et 15 de la loi).

Chaque changement apporté dans la constitution de la commission ou de son bureau doit être communiqué au département de l'Instruction publique.

Art. 7. Les fonctions de membres des commissions scolaires et des comités de dames inspectrices sont gratuites (art. 14 de la loi).

Toutefois le secrétaire et le préposé aux absences peuvent être indemnisés par les commissions.

Art. 8. Les commissions nombreuses peuvent élire des comités spéciaux tels que comité des études, comité de bibliothèque et de musée, etc.; mais ces différents comités sont placés sous l'autorité directe de la commission scolaire et de son bureau, afin de prévenir les conflits et de maintenir l'unité d'action et de surveillance nécessaires.

Le comité des études est composé de membres de la commission scolaire.

L'organisation de ces différents comités fait l'objet du règlement particulier de chaque commission, lequel est soumis à la sanction du Conseil d'Etat.

Art. 9. Les commissions scolaires qui ont sous leur dépendance des écoles de hameau ou de quartier peuvent s'adjoindre des commissaires ou surveillants choisis en dehors de la commission parmi les habitants des quartiers respectifs.

Ces inspecteurs font rapport à la commission au moins une fois par année.

Lorsqu'une école de hameau ou de quartier comprend un territoire de deux ou plusieurs communes, la direction et la surveillance de cette école sont confiées à un comité composé de délégués de chacune des localités qui contribuent à leur entretien.

Art. 10. Les autorités avec lesquelles les commissions scolaires se trouvent en relations sont:

- 1^o Le département de l'Instruction publique;
- 2^o Les inspecteurs scolaires, dans les limites fixées par un règlement spécial;
- 3^o Les autorités communales.

Art. 11. Les concierges des collèges sont nommés par le conseil communal d'entente avec la commission scolaire. Ces fonctionnaires sont sous les ordres de la commission scolaire pour tout ce qui concerne l'administration des écoles.

Chapitre III. Fréquentation.

Art. 12. Tout enfant domicilié dans le canton est tenu d'entrer à l'école publique à l'ouverture de l'année scolaire dans laquelle il atteint 7 ans révolus et il est obligé de la fréquenter régulièrement jusqu'à la clôture de l'année scolaire dans laquelle il a eu 14 ans révolus (art. 23 de la loi).

Les élèves admis au cours de répétition ainsi que ceux qui sont dispensés pour travaux agricoles doivent suivre l'école jusqu'à l'expiration de l'année scolaire pendant laquelle ils atteignent 15 ans révolus (art. 25 et 31 de la loi).

Art. 13. Tout élève qui n'aura pas atteint l'âge de libération prévu dans les alinéas précédents à la date du 1^{er} mai pour les localités qui font leurs examens annuels en avril et du 1^{er} septembre pour celles qui clôturent leur année scolaire en juin ou juillet sera tenu de suivre l'école jusqu'à l'expiration de l'année scolaire commencée.

L'année scolaire commence le jour fixé pour la rentrée des classes, soit après les vacances qui suivent l'examen annuel.

Art. 14. Le rôle des enfants qui doivent fréquenter l'école est établi chaque année par les soins de la commission scolaire sur les données extraites du recensement officiel.

Les instituteurs et les institutrices sont tenus de relever chaque année ce rôle sur les feuilles ad hoc du rôle de fréquentation. Les rôles de fréquentation sont conservés dans les archives de la commission.

Art. 15. Toute personne dirigeant une école privée a l'obligation d'envoyer chaque semaine au bureau de la commission scolaire ou à son délégué un rapport sur la fréquentation de ses élèves en âge d'être admis à l'école publique.

Art. 16. L'inspecteur d'écoles a le droit de visiter les écoles privées qui ont accepté le contrôle des commissions scolaires.

Chapitre IV. Certificat d'études.

Art. 17. Les élèves âgés de 13 ans révolus peuvent être libérés de la fréquentation de l'école ordinaire s'ils justifient qu'ils possèdent une instruction primaire suffisante.

Ils passent à cet effet un examen spécial devant un jury de 3 membres nommés par le Conseil d'Etat, et il leur est délivré en cas de succès un certificat d'études primaires (art. 23 de la loi).

Art. 18. Les examens en obtention du certificat d'études ont lieu chaque année dans tous les districts.

Le département désigne l'époque des examens ainsi que les localités où ils auront lieu.

Ces examens sont dirigés par les inspecteurs d'écoles.

Art. 19. A l'époque et dans les délais prescrits par le département de l'Instruction publique, chaque instituteur dresse, pour son école, le rôle des candidats au certificat d'études.

Ce rôle porte :

- 1^o Les noms, prénoms et filiation des candidats;
- 2^o la date et le lieu de naissance;
- 3^o le domicile.

Le rôle des enfants que leurs parents ont fait inscrire est visé et certifié par le président de la commission scolaire puis transmis en temps opportun au département de l'Instruction publique.

Art. 20. Les épreuves d'examen sont de deux sortes :

Les épreuves écrites et les épreuves orales.

Les épreuves écrites ont lieu à huis clos sous la surveillance des membres du jury d'examen.

Elles comprennent :

1^o Une dictée orthographique de 25 lignes au plus, tirée d'un auteur facile ; le point final de chaque phrase est indiqué. La dictée peut servir d'épreuve d'écriture.

2^o Deux questions d'arithmétique portant sur les applications du calcul et du système métrique avec solution raisonnée.

3^o Une rédaction d'un genre simple (récit, lettre etc.).

4^o Un dessin d'ornement simple ou d'objet usuel.

Les jeunes filles exécuteront en outre un travail de couture usuelle et un dessin de patron sur prise de mesures sous la surveillance de dames désignées à cet effet.

Les textes et les sujets de composition choisis par le département sont remis au président du jury, sous pli cacheté, à l'ouverture des examens.

Art. 21. Les compositions portent en tête et sous pli fermé, les noms et prénoms des candidats avec l'indication de l'école à laquelle ils appartiennent ; ce pli n'est ouvert qu'après l'achèvement de la correction des épreuves et l'inscription des notes données pour chacune d'elles.

Art. 22. Le temps accordé pour chaque épreuve et le chiffre servant à en apprécier le mérite sont déterminés comme suit :

Nature des épreuves	Temps donné pour les épreuves (maximum)	Echelle d'appréciation	Observations
Orthographe	—	1 à 10	Le texte est lu préalablement à haute voix, dicté, puis 5 minutes sont accordées aux candidats pour revoir leur travail.
Ecriture	—	1 » 10	
Calcul	1 heure	1 » 10	
Composition	1 heure	1 » 10	
Travaux à l'aiguille	2 heures	1 » 10	
Dessin	1 heure	1 » 10	

Art. 23. La dictée est corrigée d'après les règles suivantes : chaque demi-faute diminue le maximum d'un demi point ; chaque faute d'orthographe usuelle ou grammaticale d'un point ; l'accent changeant la nature du mot compte pour une demi-faute ; les autres fautes d'accents, de cédille, de trait-d'union, de tréma, de majuscules, de ponctuation appréciées par le jury sont évaluées dans leur ensemble à une faute ou une demi-faute.

En conséquence tout élève ayant fait plus de 10 fautes obtient la note » nul «.

La nullité d'une épreuve quelconque entraîne l'élimination de l'aspirant.

Les épreuves écrites sont appréciées séance tenante par les membres du jury.

Art. 24. Ne sont admis aux épreuves orales que les candidats qui ont obtenu pour la première série d'épreuves une moyenne d'au moins 6 points.

Art. 25. Les épreuves orales sont publiques.

Elles comprennent :

1^o La lecture expliquée.

2^o Des questions de grammaire sur une phrase du morceau lu ou sur une phrase écrite au tableau noir.

3^o Les éléments d'instruction civique, (pour les garçons), d'histoire et de géographie de la Suisse.

4^o Des questions sur le système métrique.

Les épreuves orales sont appréciées de la même manière que les épreuves écrites, c'est-à-dire au moyen d'un chiffre variant de 1 à 10.

La durée de l'ensemble des épreuves orales pour chaque candidat sera de 20 minutes au minimum.

Art. 26. Les points obtenus pour les épreuves orales sont ajoutés aux points obtenus pour les épreuves écrites.

Nul ne peut recevoir le certificat d'études s'il n'a obtenu au moins les 6/10 du maximum des points accordés pour les deux catégories d'épreuves, soit 54 points pour les garçons et 60 points pour les filles.

Art. 27. Le procès-verbal de l'examen est transmis au département de l'Instruction publique qui, après avoir vérifié la régularité des opérations, délivre, s'il y a lieu, le certificat d'études.

Chapitre V. Cours de répétition.

Art. 28. Pour être admis au cours de répétition l'élève doit avoir fréquenté une année au moins le degré supérieur de l'école primaire et fournir la preuve qu'il sera occupé à un travail régulier.

Art. 29. Les élèves porteurs du certificat d'études qui n'ont pas une occupation régulière et qui ne suivent pas les leçons de l'école primaire seront astreints par les commissions scolaires à suivre l'école ordinaire ou les cours de répétition jusqu'à la fin de l'année scolaire dans laquelle ils atteignent l'âge de 15 ans (art. 25 et 28 de la loi).

Art. 30. Les dispenses pour travaux agricoles (art. 31 de la loi) ne peuvent être accordées par les commissions scolaires que sur présentation de pièces justificatives établissant que l'élève sera occupé d'une façon régulière.

Chapitre VI. Livret scolaire.

Art. 31. Il est institué un livret spécial constatant la fréquentation et les mutations scolaires de chaque élève (art. 35 de la loi).

Ce livret reste entre les mains de l'instituteur de l'élève pendant toute la durée de la scolarité de ce dernier.

Art. 32. En cas de promotion, le livret régularisé est transmis par l'instituteur au nouveau maître de l'élève. Si l'enfant change de localité, l'instituteur transmet le livret, également régularisé, au président de la commission scolaire de la commune dans laquelle il est allé se domicilier.

Lorsque le nouveau domicile de l'élève est inconnu ou que l'élève quitte le canton, le livret est adressé au département de l'Instruction publique qui l'expédie à qui de droit.

Art. 33. Une fois le livret en leur possession après libération définitive de l'école, les élèves garçons sont tenus de le conserver avec soin, le talon devant en être remis par eux à la commission fédérale de recrutement.

Une amende de fr. 5 sera infligée à quiconque aura égaré son livret scolaire. En outre, les frais des démarches nécessaires faites en vue de reconstituer les données renfermées dans le livret égaré seront supportés par le délinquant.

Carnet scolaire.

Art. 34. Chaque élève devra être également porteur d'un carnet dans lequel l'instituteur ou l'institutrice est tenu d'inscrire une appréciation sommaire de la conduite et de l'application de l'élève ainsi que les résultats des examens partiels organisés par les commissions scolaires. Cette appréciation s'exprime au moyen de chiffres variant de 1 à 10.

Le carnet devra se délivrer aux élèves de chaque classe primaire au moins une fois par mois.

Il est loisible aux commissions d'établir d'autres carnets ou bulletins dans le but de renseigner dans l'intervalle les parents des élèves.

Art. 35. Les livrets et les carnets scolaires sont fournis par le département de l'Instruction publique aux commissions scolaires qui en tiennent un contrôle exact.

Chapitre VII. Programmes et honoraires.

Art. 36. Chaque commission établit, après avoir entendu son personnel enseignant, un programme d'enseignement spécial conforme au plan général (art. 38 de la loi).

Ce plan et les horaires adoptés par la commission scolaire sont sanctionnés par le département de l'Instruction publique et affichés dans chaque école.

Chapitre VIII. Enseignement religieux.

Art. 37. Les commissions scolaires veillent à ce qu'aucune leçon de religion ne puisse entraver la marche régulière de l'école et à ce que l'ouverture de la classe ait lieu chaque jour à la même heure, le matin et l'après-midi.

Art. 38. Lorsque les instituteurs et les institutrices sont appelés par les églises à donner des leçons de religion à leurs élèves, ils ne doivent mentionner les succès obtenus dans ces leçons ni dans le registre ordinaire de l'école, ni dans les bulletins délivrés aux élèves; ils n'en tiendront pas compte non plus pour le placement ou la promotion de ceux-ci.

Les devoirs, préparations, chants relatifs à l'enseignement religieux ne doivent être mentionnés que dans les heures consacrées à cet enseignement.

Chapitre IX. Inspection des écoles.

Art. 39. Les écoles primaires sont divisées en deux circonscriptions placées chacune sous la surveillance d'un inspecteur; la première circonscription comprend les districts de Neuchâtel, de Boudry, du Val de Travers et la seconde ceux du Val-de-Ruz, de la Chaux-de-Fonds et du Locle.

Chaque inspecteur doit résider dans sa circonscription.

Art. 40. Les inspecteurs sont en rapport direct avec les commissions scolaires et le corps enseignant primaire pour ce qui concerne la fréquentation des écoles et l'enseignement proprement dit; ils assistent aux examens des classes et de concours (art. 55 et 58 de la loi).

Art. 41. Les inspecteurs transmettent immédiatement au département de l'Instruction publique les affaires qui échappent à leur compétence et qui leur paraissent de nature à exiger soit des éclaircissements, soit une intervention effective de la part de l'autorité supérieure.

Le département règle les conflits qui pourraient s'élever entre les inspecteurs et les commissions scolaires.

Art. 42. Les inspecteurs prennent part avec voix consultative aux réunions de la commission cantonale consultative pour l'enseignement primaire.

Toutefois, ils ne peuvent assister aux délibérations qui les visent personnellement.

Art. 43. Ils précèdent, lorsqu'ils le jugent convenable à l'examen détaillé des classes et veillent d'une manière générale à ce que la loi et le règlement des écoles primaires soient observés.

Chapitre X. Examens des classes.

Art. 44. Les commissions scolaires font, dans le courant du 2^e trimestre de l'année civile, soit à la clôture de l'année d'études un examen public des écoles (art. 58 de la loi).

L'examen peut être dirigé par l'instituteur; mais l'inspecteur, s'il est présent et les délégués de la commission ont le droit d'interroger les élèves.

Art. 45. Les examens annuels des classes seront annoncés au département de l'Instruction publique, 10 jours au moins avant l'époque fixée par la commission scolaire. Ces dates pourront, s'il y a lieu, être modifiées par la commission.

Art. 46. Les épreuves choisies par le département de l'Instruction publique se feront le matin du même jour dans toutes les classes primaires du canton qui ont leurs examens à la même époque; les résultats obtenus seront consignés dans les tableaux spéciaux dont un double sera adressé au département; ces résultats pourront être combinés avec ceux de l'examen annuel.

Art. 47. Les réponses et les travaux des élèves sont appréciés par des points pour chaque branche; les moyennes sont prises séance tenante et le résultat est consigné dans un tableau général de l'examen.

S'il a été procédé par la commission à plusieurs examens pendant l'année, elle peut en combiner tous les résultats en une moyenne générale (art. 58 de la loi).

Art. 48. Les formulaires fournis par le département de l'Instruction publique sont remplis, signés le plus tôt possible par les examinateurs et réexpédiés au département.

Chapitre XI. Bibliothèque scolaire.

Art. 49. Les bibliothèques scolaires sont placées dans les collèges et soigneusement entretenues. Le catalogue des livres ainsi que le registre des entrées et des sorties doivent être tenus continuellement à jour.

Les bibliothèques et ces registres sont placés sous le contrôle des inspecteurs.

Dans la règle, les fonctions de bibliothécaire sont remplies par des membres du personnel enseignant.

Art. 50. Les bibliothèques scolaires sont mises gratuitement à la disposition des élèves.

Les règlements en sont sanctionnés par le département de l'Instruction publique.

Chapitre XII. Brevet de capacité pour l'enseignement primaire.

Titres de capacité.

Art. 51. Nul ne peut enseigner comme instituteur ou institutrice dans les écoles enfantines et primaires publiques s'il n'est breveté conformément à la loi (art. 68).

Art. 52. Il est institué:

1^o Un brevet de connaissances et un brevet d'aptitude pédagogique pour l'enseignement dans l'école publique infantine;

2^o Un brevet de connaissances et un brevet d'aptitude pédagogique distincts des précédents pour l'enseignement dans l'école publique primaire (art. 69).

Conditions d'admission.

Art. 53. Les candidats aux brevets de connaissances doivent être âgés de 18 ans révolus (art. 71 de la loi).

Art. 54. Les candidats aux brevet d'aptitude pédagogique doivent être âgés d'au moins 22 ans révolus au moment de leur examen et justifier qu'ils remplissent les conditions de stage prévus à l'art. 70 de la loi.

Art. 55. Aucune dispense d'âge ni de stage ne pourra être accordée.

Art. 56. Tout candidat à l'un ou à l'autre des brevets de connaissances est tenu de se faire inscrire au département de l'Instruction publique dans les délais fixés et de déposer à l'appui de sa demande d'inscription:

1^o Un extrait de son acte de naissance.

2^o Un certificat de moralité délivré par l'autorité compétente.

3^o Une pièce établissant que le candidat a fait des études sérieuses.

Art. 57. Toute communication entre les aspirants pendant les épreuves toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion.

Sessions d'examens.

Art. 58. Les sessions d'examens pour les brevets de capacité de l'enseignement primaire ont lieu chaque année à Neuchâtel et sont annoncées au moins un mois à l'avance dans la *Feuille officielle* (art. 72 de la loi).

Art. 59. Le Conseil d'Etat nomme chaque année une commission chargée de procéder aux examens de capacité prévus à l'art. 70 de la loi. Le département choisit dans le sein de cette commission quatre jurys ayant pour mission spéciale d'examiner les candidats à chacun des brevets de connaissances et d'aptitude pédagogique.

Cette commission est renouvelable par tiers. Les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.

Dans la règle, les membres de la commission appartenant aux mêmes districts que les aspirants aux brevets ne peuvent faire partie des jurys chargés de les examiner.

Le département peut adjoindre aux jurys d'examen des experts spéciaux notamment en ce qui concerne la pédagogie pratique, le chant, le dessin, la gymnastique et les travaux manuels pour les deux sexes.

Art. 60. Les sujets d'épreuves écrites sont choisis par le département de l'Instruction publique sur la proposition des membres de la commission d'examen et sont remis sous pli cacheté au jury spécial chargé de la surveillance des examens. Ce pli est ouvert séance tenante en présence des candidats.

Art. 61. Les épreuves écrites sont examinées et jugées par la commission réunie qui prononce l'admission aux épreuves orales et dresse la liste des candidats admis à ces épreuves.

Art. 62. Pour procéder à l'examen oral, la commission ne peut, dans aucun cas, se subdiviser en sous-commission de moins de 3 membres: l'un de ces membres est chargé de l'interrogation des aspirants.

Examen en obtention du brevet de connaissance pour l'enseignement
dans l'école enfantine.

Art. 63. L'examen se divise en épreuves écrites et en épreuves orales.

Art. 64. Pour les épreuves écrites, les candidats peuvent être groupés par séries sous la surveillance de membres de la commission.

Art. 65. Les épreuves écrites pour l'examen des candidats au brevet de connaissances pour l'enseignement dans les écoles enfantines sont au nombre de quatre, savoir:

1^o Une page d'écriture à main posée, comprenant une ligne en gros (cursive, bâtarde et ronde), une ligne de cursive en moyenne; et quatre lignes de cursive en fin.

2^o Une dictée orthographique, d'une page environ, dont le texte est pris dans un auteur classique. Ce texte lu d'abord à haute voix, est ensuite dicté posément, puis relu. Dix minutes sont accordées aux candidats pour relire et corriger leur travail.

3^o Un exercice de composition française.

4^o La solution raisonnée de deux problèmes d'arithmétique comprenant l'application des quatre règles (nombres entiers et fractions) du système métrique et de la règle de trois.

Il est accordé 2 heures pour l'épreuve de composition française, 1½ heure pour l'épreuve d'arithmétique et 1 heure pour la page d'écriture.

Art. 66. Les épreuves orales sont les suivantes:

1^o Lecture française. Des questions sont adressées aux aspirantes sur le sens des mots et la liaison des idées dans les morceaux de prose et de poésie qu'elles ont lus.

2^o Analyse d'une phrase au tableau noir.

3^o Question d'arithmétique et de système métrique.

4^o Questions sur les éléments de l'histoire et de la géographie de la Suisse.

5^o Questions sur la pédagogie frœbelienne, les méthodes, les jeux, les éléments des sciences naturelles, en un mot sur les procédés d'enseignement des diverses matières comprises dans le programme obligatoire (art. 37 lit. a de la loi). Dix minutes sont consacrées à chacune de ces épreuves.

6^o Eléments du dessin et exercices manuels.

7^o En outre, les postulantes exécutent, sous la surveillance de dames désignées à cet effet, des travaux à l'aiguille et des dessins de patrons sur prise de mesures.

Examen en obtention du brevet de connaissances pour l'enseignement dans les écoles primaires publiques.

Art. 67. Cet examen se divise de même en épreuves écrites et en épreuves orales.

Art. 68. Les épreuves écrites sont les suivantes:

1^o Une dictée orthographique de 1 $\frac{1}{2}$ page soit de 40 ou 50 lignes imprimées, tirée d'un auteur classique. La ponctuation n'est pas dictée.

2^o Une composition française (3 heures).

3^o Une composition sur la partie pratique de l'arithmétique (problèmes), sur l'algèbre élémentaire et la géométrie (pour les postulants seulement) et la comptabilité (3 heures).

4^o Une page d'écriture à main posée, comprenant des exemples des trois principaux genres: cursive, bâtarde et ronde (1 heure $\frac{1}{2}$).

5^o Un dessin d'ornement (modèle en relief ou exécuté à la planche noire) ou un dessin d'après nature (objet usuel).

Art. 69. Pour les épreuves orales, les matières sont réparties en 11 groupes ci-après énumérés:

1^o Arithmétique théorique appliquée aux opérations pratiques, tenue de livres, et, pour les aspirants, notions d'algèbre, éléments de géométrie, arpentage, nivellement.

2^o Notions de physique, de chimie, d'histoire naturelle avec leurs applications aux usages de la vie, à l'industrie et à l'agriculture.

3^o Histoire suisse et notions d'histoire générale.

4^o Géographie suisse et géographie générale.

5^o Langue française: lecture expliquée d'un auteur français et récitation d'un morceau de prose ou de poésie. — Grammaire et analyse. — Littérature française: notions sommaires.

6^o Pédagogie: principes généraux d'éducation. — Didactique spéciale aux branches mentionnées à l'art. 37 litt. b de la loi. — Méthodes des principaux pédagogues modernes.

7^o Chant, théorie et solfège.

8^o Gymnastique (pour les aspirants).

9^o Instruction civique (pour les aspirants).

10^o Economie domestique, et

11^o Travaux à l'aiguille: couture, tricot et raccommodage de bas, coupe de vêtements ajustés dessinés sur prise de mesures, coupe et confection de lingerie et de vêtements (ces deux derniers numéros, pour les aspirantes).

Chacun de ces groupes donne lieu à une interrogation qui peut porter sur une ou plusieurs des matières énumérées dans le paragraphe. Aucune de ces interrogations ne dure plus d'un quart d'heure.

A chaque groupe correspond une note donnée conformément aux prescriptions de l'article 72.

Examen en obtention du brevet d'aptitude pédagogique.

Art. 70. Il est institué conformément à la loi un brevet d'aptitude pédagogique pour l'école enfantine et un brevet d'aptitude pédagogique pour l'école primaire.

Art. 71. Les examens qui donnent droit à chacun de ces brevets, diffèrent selon la nature de l'enseignement et portent sur les branches suivantes :

1^o Une composition traitant un sujet pédagogique (tenue d'une classe, méthodes, procédés, moyens d'enseignement, etc.).

2^o Pour les institutrices d'écoles enfantines, une leçon de lecture donnée en présence du jury après une $1\frac{1}{2}$ heure de préparation dans un lieu clos et sans secours étrangers ;

Pour les institutrices primaires, une correction orale de devoirs d'élèves faite dans les mêmes conditions et après le même temps de préparation.

3^o Une leçon donnée à une classe en présence du jury et dont le sujet tiré au sort, pourra être pris parmi les matières d'enseignement inscrites au programme de cette classe. Cette épreuve sera subie après une heure de préparation.

Du jugement des épreuves.

Art. 72. Le jury apprécie la valeur de toutes les épreuves écrites et orales selon l'échelle de points suivante :

10 = très bien, 9 = bien, 8 = satisfaisant, 7 = suffisant, 6—5 = faible, 4—3 = très faible, 2—1 = nul.

Art. 73. Les fautes de grammaire et d'orthographe d'usage, d'accentuation, celles qui résultent de l'emploi impropre des majuscules, ou de l'oubli des cédilles et des traits-d'union, les fautes de ponctuation sont laissées à l'appréciation du jury spécial de dictée.

Pour chaque examen orthographique le département détermine à l'avance le nombre de fautes éliminatoire suivant les difficultés du morceau choisi.

Art. 74. Les membres du jury donnent leurs notes séance tenante. Le résultat moyen de l'appréciation des experts devient la note définitive du jury.

Art. 75. Dans tous les cas un brevet n'est délivré qu'au candidat qui a obtenu au minimum le chiffre 7 à chaque branche.

Dans chaque catégorie d'examens écrits, une note inférieure à 7 entraîne l'élimination du candidat.

Art. 76. Le candidat au brevet de connaissances qui a échoué dans un ou plusieurs examens oraux est admis à subir à nouveau ce ou ces examens après les 12 mois qui suivent son échec.

Le candidat au brevet d'aptitude pédagogique, qui a échoué dans un premier examen ne peut plus être admis qu'à un seul examen et cela à la fin de sa 5^{me} année d'enseignement pratique (art. 69 et 70 de la loi).

Chapitre XIII. Nominations d'instituteurs.

Art. 77. Toutes les places vacantes, sans exceptions, doivent être mises au concours dans la Feuille officielle.

Dans la règle, les postes vacants sont pourvus par voie d'examen des candidats. Toutefois et avec l'autorisation du Conseil d'Etat, les commissions scolaires peuvent procéder par voie d'appel. La nomination est confirmée de plein droit par cette autorisation (art. 76 de la loi).

Art. 78. Les instituteurs d'un même ressort scolaire peuvent être promus par voie d'appel à un poste vacant de ce même ressort.

Ces mutations ne pourront avoir lieu pendant le semestre d'hiver.

Art. 79. Chaque fois qu'une commission scolaire voudra procéder à une nomination par voie d'appel, elle doit en demander l'autorisation au Conseil d'Etat, tout en indiquant le nom du candidat qu'elle a en vue.

Ne peuvent être nommés par voie d'appel que des instituteurs, et des institutrices, régulièrement inscrits au concours et ayant rendu de réels services dans l'enseignement public.

Art. 80. Si l'examen de concours a été décidé en vue de pourvoir un poste vacant, tous les postulants inscrits doivent être appelés à l'examen.

Art. 81. L'examen peut porter sur toutes les branches du programme; il se compose au minimum des épreuves suivantes:

a) Une composition.

b) Pour les institutrices des écoles enfantines, une leçon de choses; pour les instituteurs et institutrices primaires, un problème d'arithmétique à résoudre avec solution raisonnée et à expliquer aux élèves.

c) Une leçon de français.

d) Une leçon de géographie ou d'histoire.

e) Une leçon d'ouvrages (pour les institutrices).

Art. 82. Le programme de l'examen est discuté au début de la séance par la commission scolaire et l'inspecteur.

Art. 83. Chacun des membres du jury ou de la commission apprécie par un chiffre sur une feuille ad hoc le résultat de l'examen pour chaque branche.

L'échelle des points va de 1 à 10.

L'examen terminé, les moyennes sont prises séance tenante et les points additionnés pour chaque postulant.

Art. 84. A moins de raisons qui devront être consignées au procès-verbal, la commission prend pour base de la nomination le résultat de l'examen.

Art. 85. L'inspecteur contrôle ces diverses opérations et veille à ce qu'elles soient conformes à la loi et au règlement.

Art. 86. La nomination doit se faire séance tenante et en tout cas, le jour même de l'examen, à moins toutefois que cet examen n'ait pas donné de résultats satisfaisants.

Chapitre XIV. Conférences scolaires.

Art. 87. Tous les instituteurs et toutes les institutrices se réunissent périodiquement en conférences de district en vue de traiter des questions intéressant l'école. Leur présence est obligatoire. En cas d'empêchement, ils sont tenus de fournir des excuses valables.

Art. 88. Les sujets à traiter dans ces conférences, sont choisis par le département de l'Instruction publique.

La conférence de chaque district nomme son bureau pour une année dans la réunion de novembre.

Art. 89. Le bureau de la conférence a pour attributions:

- a) de convoquer les membres ainsi que les inspecteurs et les directeurs d'écoles en indiquant l'heure et le lieu de la réunion;
- b) de diriger les débats;
- c) de tenir les procès-verbaux;
- d) de correspondre avec le département de l'Instruction publique.

La conférence désigne, le cas échéant, les rapporteurs pour les questions à l'étude.

Art. 90. Le matériel nécessaire pour les convocations et les formulaires de procès-verbaux sont fournis par le département de l'Instruction publique.

Art. 91. Lorsque l'inspecteur est présent, il signe le procès-verbal dont un double est immédiatement adressé au département de l'Instruction publique.

Art. 92. Les rapports des sections sont transmis au département de l'Instruction publique dans les délais prescrits; chaque rapport doit se terminer par les conclusions votées dans la conférence.

Art. 93. Les instituteurs et les institutrices sont réunis chaque année en conférences générales à Neuchâtel. Les instituteurs sont tenus d'assister à ces conférences. Il est loisible aux institutrices d'y prendre part. Une indemnité leur est allouée à cet effet (art. 91).

Art. 94. Le département de l'Instruction publique nomme un rapporteur général pour chaque question, lorsque cela est jugé utile.

Le rapporteur général a pour tâche d'analyser les six rapports de district et de les résumer sous la forme de conclusions précises.

Art. 95. Le bureau des conférences générales se compose du chef du département de l'Instruction publique comme président, des inspecteurs d'écoles comme vice-présidents, du 1^{er} secrétaire du département comme secrétaire.

Il est adjoint à ce bureau, un comité de rédaction choisi parmi les instituteurs présents.

Art. 96. Un appel est fait à l'ouverture de chaque séance. En outre des contre-appels peuvent avoir lieu à toute heure de la journée. Tout instituteur qui ne répond pas à un appel ou à un contre-appel perd son droit à l'indemnité.

Art. 97. Le compte-rendu des conférences générales est publié chaque année et envoyé gratuitement à tous les membres du corps enseignant primaire.

Art. 98. Les jours de congés nécessaires pour les conférences générales et de district doivent être accordés par les commissions scolaires en dehors du temps consacré aux vacances régulières.

Chapitre XV. Traitements.

Art. 99. Les communes ont le droit d'élever les traitements initiaux d'instituteurs et d'institutrices à condition que l'augmentation soit égale et uniforme pour chaque traitement de la même catégorie et qu'elle soit approuvée par le Conseil d'Etat (art. 93 de la loi).

Il y a deux catégories de traitements initiaux pour les instituteurs:

a) celle de fr. 2000;

b) celle de fr. 1600.

De même pour les institutrices:

a) celle de fr. 1200;

b) celle de fr. 900.

En conséquence, lorsqu'une commission veut élever le traitement initial d'un instituteur, elle doit faire la même augmentation à tous les instituteurs de son rayon qui reçoivent le même traitement initial.

Il en est de même pour les institutrices.

Art. 100. Les traitements initiaux des instituteurs et des institutrices sont payés régulièrement à la fin de chaque mois.

L'Etat paie, par trimestre, aux ayants-droit l'augmentation annuelle.

Les instituteurs et les institutrices doivent au maximum 34 heures de leçons par semaine (art. 83 de la loi).

Les heures supplémentaires seront rétribuées comme le prévoit l'art. 97 de la loi, soit à raison de 34 heures par semaine et 44 semaines par année, calculées sur le traitement moyen du titulaire, soit pour les trois grandes localités:

Fr. 1. 50 l'heure pour les instituteurs et

Fr. 1. — pour les institutrices.

Pour les localités rurales:

Fr. 1. 30 pour les instituteurs.

Fr. 0. 80 pour les institutrices.

L'Etat ne participe à ces dépenses que pour les heures supplémentaires dépassant le maximum de 34 heures par semaine.

Chapitre XVI. Fonds scolaire de prévoyance.

Art. 101. Un comité administre la fondation; il est composé d'un président désigné par le Conseil d'Etat et d'un membre élu dans chaque district par le personnel enseignant.

Ce comité est nommé pour trois ans; ses membres sont rééligibles.

La comptabilité générale du Fonds est placée sous la surveillance directe du département de l'Instruction publique.

Les frais résultant de cette comptabilité sont supportés par le Fonds.

Art. 102. Les membres du Fonds paient pendant 30 années une cotisation annuelle de fr. 60, qui est retenue sur leur traitement, à la fin de chaque année, par le Caissier (art. 102).

Cependant il est loisible aux membres du Fonds de payer cette cotisation par mois ou par trimestre.

Art. 103. L'instituteur ou l'institutrice empêché de remplir ses fonctions pour cause de maladie doit se pourvoir d'un remplaçant agréé par la com-

mission. Si la maladie dure au delà de deux semaines, le Fonds scolaire de prévoyance prend à sa charge, après ce temps et pendant trois mois au maximum la moitié de l'indemnité allouée au remplaçant.

La commission avise immédiatement de la maladie le comité du Fonds (art. 95 de la loi).

Il ne pourra jamais être alloué au remplaçant d'un instituteur ou d'une institutrice malade plus des $\frac{3}{4}$ du traitement initial du titulaire empêché.

Art. 104. Toute demande de secours, d'indemnité pour remplacements et cas de maladie, de pensions et généralement, toutes réclamations doivent être adressées directement au département de l'Instruction publique qui les transmet au comité d'administration.

Chapitre XVII. Ecole complémentaire.

Art. 105. Avant l'ouverture des cours, chaque commission scolaire procède à des examens en vue d'établir le rôle des élèves.

Tous les jeunes Suisses domiciliés dans le ressort scolaire sont tenus de se présenter à ces examens dans l'année civile où ils atteignent leur 17^{me} année de même que l'année suivante (art. 107 de la loi).

La liste des jeunes gens astreints à cet examen est dressée chaque année par le chef de section militaire qui la transmet à temps à la commission scolaire.

Art. 106. Cet examen consiste en :

- a) une épreuve de lecture courante et raisonnée;
- b) une épreuve combinée de géographie, d'histoire suisse et d'instruction civique ;
- c) une épreuve combinée de composition et d'écriture;
- d) une épreuve de calcul mental;
- e) une épreuve de calcul écrit.

Art. 107. Les appréciations seront indiquées conformément au règlement fédéral du 15 juillet 1879, savoir :

1 = bien, 2 = suffisant, 3 = médiocre, 4 = faible, 5 = nul.

Les jeunes gens qui auront obtenu la note 3 dans l'un des examens quelconque seront astreints à fréquenter l'école complémentaire. On tiendra compte de l'orthographe dans l'appréciation des compositions.

Art. 108. Le procès-verbal de l'examen et toutes les pièces y relatives sont conservées aux archives de la commission scolaire, un double du procès-verbal est adressé au Département immédiatement après l'examen.

Les jeunes gens astreints à la fréquentation du corps complémentaire sont avisés par les soins de la commission de l'ouverture de l'école.

Les contrevenants au règlement concernant la fréquentation et la discipline ainsi que ceux qui ne paraissent pas aux examens sont punis conformément aux dispositions de l'art. 108 de la loi.

Art. 109. Chaque commission scolaire désignera soit le chef de section militaire, soit un officier militaire préposé à la surveillance de la classe (art. 108 de la loi).

Chapitre XVIII. Gymnastique.

Art. 110. Tout garçon de l'âge de 10 à 15 ans, qu'il fréquente une école ou non, est tenu de suivre l'instruction obligatoire de la gymnastique.

Pourront seuls en être dispensés les garçons qui en seront déclarés impropres par un certificat médical. (Ordonnance du Conseil fédéral sur l'enseignement de la gymnastique, du 16 avril 1883.)

Chapitre XIX. Travaux manuels.

Les commissions scolaires peuvent organiser des cours de travaux manuels pour les élèves des deux sexes. Ces cours seront de deux heures au moins par semaine.

Art. 112. Les travaux manuels font suite aux exercices fröbeliens de l'école enfantine et consistent, pour les garçons, en exercices gradués de cartonnage, de modelage, de travaux sur bois, sur métal, etc.; pour les filles, ces exercices auront surtout en vue les travaux à l'aiguille, l'hygiène, l'art culinaire ainsi que les différentes autres branches de l'économie domestique.

Art. 113. Les commissions scolaires vouent une attention particulière au raccordement des travaux manuels dans les différents degrés de l'école publique.

Art. 114. L'Etat subventionne cet enseignement dans la mesure déterminée par le Grand Conseil (art. 37 de la loi).

Art. 115. Les commissions scolaires mettent à la disposition du maître des travaux manuels, les locaux, l'outillage et les matières premières nécessaires.

Art. 116. Dans la règle, l'instituteur est chargé de cet enseignement; à cet effet, un cours de travaux manuels est inscrit au programme de la section pédagogique du Gymnase cantonal.

S. 2. Programme de l'enseignement dans les écoles enfantines et dans les écoles primaires du canton de Genève (Arêté du département de l'instruction publique du 2 août 1889.)

Programme des écoles enfantines.

Division inférieure. Enfants de 3 à 6 ans.

Causeries morales et d'histoire naturelle. — Historiettes destinées, soit à développer chez l'enfant l'amour du bien, soit à lui faire connaître les objets qui l'entourent.

Langue maternelle. — Préparation à la lecture par des exercices d'analyse et de décomposition au moyen desquels l'enfant apprend à connaître les mots, les syllabes et les sons. Etude des premiers sons ou voyelles. Etude des consonnes; lecture spontanée de syllabes simples, de mots, de locutions et de petites phrases faciles.

Exercices de décomposition. Méthode phonétique.

Ecriture. — Exercices élémentaires gradués et rythmés, au crayon. Syllabes et mots faciles préparés par la lecture.

Arithmétique. — Préparation au calcul au moyen du matériel Fröbel. Calcul mental. Représentation des unités par le chiffre. Les 4 opérations jusqu'à 6.

Partage de l'entier en $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$.

Géométrie. — Notions géométriques au moyen du matériel Fröbel. (Point, ligne, surface, solides.)

Dessin. — 1^{re} Année. — Les enfants sont préparés au dessin au moyen du matériel Fröbel.

2^{me} année. Premiers essais de dessin.

L'élève forme sur l'ardoise pointée des rangées en disposant les cubes du 2^{me} don, les petites surfaces ou les bâtonnets. Les rangées sont ensuite dessinées sur l'ardoise pointée.

3^{me} année. — Continuation des exercices au moyen des cubes, des carrés et des bâtonnets. Dessin d'après le pliage. Dispositions ornementales obtenues par la combinaison de droites. (Les droites sont données par les bâtonnets et le pliage.) Préparation au dessin contenant des courbes. Composition. Dessin de mémoire.

Récitation. — Poésies à la portée des enfants.

Chant. — Mélodies simples et paroles faciles. Enseignement intuitif de la mesure.

Gymnastique. — Mouvements et jeux; marches, rondes et jeux de balles.

Occupations empruntées à la méthode Fröbel. — Suite d'exercices gradués servant de préparations au travail manuel.

Division supérieure. Enfants de 6 à 7 ans.

Langue maternelle. — Causeries morales et d'histoire naturelle. — Suite des exercices de lecture; étude des équivalents au point de vue de la lecture et de l'orthographe. Exercices faciles de lecture courante. Méthode phonétique. Dictées de mots et de phrases faciles.

Écriture. — Continuation des exercices au crayon. Exercices préparatoires d'écriture à l'encre; moyenne.

Arithmétique. — Calcul intuitif au moyen du matériel Fröbel. Les quatre opérations jusqu'à 10. Calcul oral et écrit. Numération jusqu'à 20. Partage de l'entier en $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$, $\frac{1}{3}$. Petits problèmes oraux.

Géométrie. — Développement des notions géométriques données dans la division inférieure.

Dessin. — 4^{me} Année. — Division de la droite en 2, 4, 8, 3, 6. Application à des motifs de décoration. Combinaison de droites et de courbes. Composition. Figures géométriques. Triangles. Carrés. Rectangles. Dessin d'objets usuels sans indication du relief. Dessin des lettres en caractères imprimés. Quelques essais de dessin de feuilles par le décalque des points.

Chant. — Exercices d'intonation. Gammes d'*ut*. Accord parfait. Chants à l'unisson et à deux parties. Mélodies et paroles faciles. Mesure au moyen des yeux, rondes et marches.

Récitation. — Poésies faciles et dialogues enfantins.

Gymnastique. — Mouvements et jeux; marches, rondes et jeux de balles.

Couture. — Exercices préparatoires.

Occupations empruntées à la méthode Frœbel. — Continuation des exercices commencés dans la division inférieure.

Programme de l'enseignement dans les écoles primaires.

Distribution des heures entre les branches d'enseignement dans les écoles primaires.

	1 ^{re} Année	2 ^{me} Année	3 ^{me} Année	4 ^{me} Année	5 ^{me} Année	6 ^{me} Année
Langue maternelle:						
Leçons de choses	9	9	9	8	2	2
Lecture et récitation					2	2
Rédaction, orthographe, grammaire					4	4
Arithmétique	2½	3	3	3	3	3
Géométrie	—	—	2	2	2	2
Allemand	—	—	—	1½	3	3
Géographie	—	1½	2	2	2	2
Histoire	—	—	—	1½	1½	1½
Dessin	3	3	4	3	3	3
Calligraphie	1½	1½	1½	1	1	1
Gymnastique (et jeux pour les degrés inférieurs)	6	4	3	3	1½	1½
Chant	2	2	1½	1	1	1
Travaux manuels { filles	6	6	4	4	4	4
garçons	6	6	4	4	4	4
Total	30	30	30	30	30	30

1^{re} année. Enfants de 7 à 8 ans.

Langue maternelle (9 heures par semaine).

Leçons de choses. — Entretiens familiers sur des sujets pris dans l'entourage de l'enfant. — Le corps humain. — Le vêtement; les aliments; l'habitation et les meubles. — La classe et son mobilier. — La rue. — L'air. — L'eau. — Les animaux. — Les plantes.

Préceptes de morale. — Notions élémentaires d'hygiène; la propreté.

Lecture et récitation. — Exercices d'articulation. — Lecture de morceaux très simples. — Etude de petites poésies.

Grammaire. — Remarques faites dans les lectures sur la nature des différents mots (verbe, substantif, pronom, adjectif); sur le singulier et le pluriel, le masculin et le féminin; sur les formes verbales les plus usuelles.

Présent de l'indicatif des verbes *avoir*, *être* et de quelques verbes très employés de la 1^{re} conjugaison.

Exercices oraux et écrits de conjugaison au moyen de petites phrases très simples.

Pluriel des noms et des qualificatifs. — Dictées de phrases très courtes.

Petits exercices de rédaction. — Etant donné un ou deux des termes d'une proposition, la compléter. — Une idée étant donnée, construire la proposition qui doit l'exprimer.

Orthographe. — Etude de dix mots par semaine pris soit dans les lectures, soit dans les leçons des choses.

Arithmétique. (5 leçons d'une demi-heure.) — Calcul intuitif. — Additions et multiplications dont le total ou le produit ne dépasse pas 20. — Soustractions et divisions dont le minuende et le dividende ne dépassent pas ce nombre. — Partage de l'entier en $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$, $\frac{1}{3}$.

Calcul oral. — Mêmes exercices que pour le calcul intuitif. — Petits problèmes sur les quatre opérations dans la limite des nombres ci-dessus.

Calcul écrit. — Numération jusqu'à 500. — Addition de nombres de deux chiffres, le total n'atteignant pas 500. — Soustraction de nombres de deux chiffres. — Problèmes sur l'addition et la soustraction combinées.

Numération jusqu'à 1000. — Addition de nombres de trois chiffres, la somme ne dépassant pas 1000.

Notions préliminaires sur le système métrique. — Exercices intuitifs, oraux ou écrits, sur le mètre et le décimètre; le franc et les centimes; le kilogramme et l'hectogramme; le litre et le décilitre.

Composition de problèmes par les élèves.

Ecriture (3 leçons d'une demi-heure). — Exercices méthodiques de moyenne.

Dessin et Notions de Géométrie. (6 leçons d'une demi-heure). — Etude, au moyen d'objets, des notions fondamentales abstraites employées dans le dessin. — Point, ligne horizontale, ligne verticale; figures géométriques les plus simples.

La boîte de cubes (6^{me} don du matériel Froebel) et la bande enveloppante seront, de préférence, employées pour expliquer la division de la droite en 2, 4, 8, 3, 6 parties.

Dessins d'objets usuels sans indications du relief.

Dessins de feuilles par le décalque des points principaux donnant le caractère.

Motifs simples de décoration. — Exercices de mémoire. — Composition.

Chant (4 leçons d'une demi-heure). — Musique chiffrée. — Étude par l'audition de petits chants à l'unisson. — La gamme. — Exercices très simples d'intonation.

Gymnastique et Jeux (6 heures). — Exercices d'ordre. — Exercices libres en station. — Exercices de marche en station. — Marches avec chant. Saut à la corde (jeunes filles). Poutre d'équilibre. — Saut simple. — Jeux.

Travaux manuels (6 heures). Jeunes filles. — Préparation intuitive au tricotage.

Couture. — Exercices préparatoires de couture. — Emploi du dé et de l'aiguille. — Sur grosse toile, étude des différents points; point devant, point d'ourlet, point de côté, point de surjet, arrière-point, point de surfilage, point de marque.

Surjet et ourlet en passant les coins. — Couture à droit fil. — Confection d'un petit drap avec surjet au milieu. — Tissage sur canevas.

Jeunes garçons. — Petits exercices de tressage, pliage et tissage. — Découpage et applications de pièces de papier de couleur formant des dessins géométriques.

2^{me} année. Enfants de 8 à 9 ans.

Langue maternelle (9 heures par semaine).

Leçons de choses. — Notions très élémentaires sur le corps humain; les os; les muscles, les cinq sens. — Petits conseils d'hygiène. — Etude comparée des animaux, plantes, pierres, métaux que l'enfant connaît. — Quelques notions sur la transformation des matières premières en matières ouvrées. — Aliments, tissus, papier, bois, pierres, métaux. — L'air, l'eau, ses transformations: vapeur, nuages, pluie, grêle, neige, glace.

Lecture et récitation. — Prononciation, liaison, ponctuation. — Lecture et récitation de morceaux de prose et de petites poésies.

Grammaire. — Présent, imparfait, futur, passé indéfini et plus-que-parfait de l'indicatif des auxiliaires et des verbes de la 1^{re} conjugaison.

Notions élémentaires sur la proposition. — Le verbe et son sujet.

(L'étude de la grammaire et de la syntaxe se fera surtout au moyen des leçons de lecture).

Dictées très courtes, corrigées en classe, sur les mots étudiés et la conjugaison.

Orthographe. — Etude de dix mots par semaine; choisis dans les lectures et les leçons de choses.

Rédaction. — Construction de propositions à l'aide des mots et des formes verbales étudiées.

Reproduction orale et écrite de petits récits. — Descriptions sommaires d'objets usuels, d'animaux, de plantes, etc.

Arithmétique (3 h). — Calcul intuitif. — Suite des exercices de la première année. — Notions élémentaires sur les fractions.

Calcul oral. — Addition de plusieurs nombres dont le total ne dépasse pas 60. — Soustraction. — Multiplications dont chaque facteur ne dépasse pas 10. — Division, le dividende ne dépassant pas 100 et le diviseur 10. — Problèmes divers dans les limites de ces nombres.

Calcul écrit. — Multiplications de nombres de deux chiffres au plus au multiplicande et un seul au multiplicateur. — Multiplication avec deux chiffres au multiplicateur. — Division sans reste, avec un seul chiffre au diviseur, le dividende ne dépassant pas 100.

Problèmes divers peu compliqués avec de petits nombres. — Exercices sur les poids et mesures étudiés.

Composition de problèmes par les élèves.

Géographie (3 leçons d'une demi-heure). — Entretiens sur le quartier de l'école, les rues avoisinantes, sur le village et la commune. — Orientation de la salle d'école. — Situation des quartiers ou des localités du voisinage par rapport à l'école.

Cours d'eau. — Le Lac. — Collines et montagnes.

Ecriture (3 leçons d'une demi-heure). — Exercices méthodiques de grosse, de moyenne et de fine. — Copie soignée de devoirs corrigés.

Dessin et Géométrie. (6 leçons d'une demi-heure). — Révision du champ de l'année précédente au moyen d'un objet qui permettra au maître de pré-

senter de nouvelles notions, en particulier celle de l'angle. (Le *livre* est un des objets les plus propres à cette étude).

Axe de symétrie expliqué sur les lettres.

Application de ces nouvelles notions au dessin des feuilles. — Ornementation d'objets simples. (Dans ces exercices les élèves auront à remplir des surfaces par des hachures).

Exercices de mémoire. — Composition.

Chant (2 h). — Etude par l'audition de petits chants à une et deux voix.

Exercices d'intonation.

Gymnastique et Jeux (4 h). — Répétition et développement des exercices de la première année. — Exercices combinés de marche en station.

Travaux manuels (6 h). — Jeunes filles. — Tricotage. — Confection d'une bande de trente mailles; mailles à l'envers et côtes. — Peints de couture.

Couture. — Répétition des ouvrages enseignés en première année. — Couture en biais. — Couture anglaise à droit fil et à points devant. — Marque sur canevas. — Confection d'une chemise de bébé.

Tissage sur toile.

Jeunes garçons. — Découpage de papier et de carton-carte en formes de solides géométriques. — Combinaisons en laines de couleur sur le canevas ou sur le papier.

3^{me} année. Enfants de 9 à 10 ans.

Langue maternelle (9 heures par semaine).

Leçons de choses. — L'homme. Description du corps de l'homme. — Notions sur les principales fonctions de la vie.

Les animaux. — Notions sur les embranchements. — Etude de quelques types de mammifères et d'oiseaux.

Notions sur l'air, l'eau, la combustion, la température, le chauffage, l'éclairage etc.

Lecture et récitation. — Prononciation et intonation. — Etude et récitation de morceaux très simples.

Grammaire. — Le nom; déterminatifs, qualificatifs. — Genre et nombre. — Principales règles d'accord des déterminatifs et des qualificatifs avec le nom. — Etude sommaire de la préposition et de la conjonction.

Proposition simple. Verbe, sujet, attribut.

Complément direct. — Compléments indirects de temps, de lieu, de manière. — Compléments de mots.

Proposition ayant plusieurs sujets et plusieurs compléments.

Règles élémentaires de la ponctuation. — Dictées orthographiques.

Temps; personnes. — Indicatif, conditionnel et impératif des auxiliaires et des verbes en *er*.

Formes affirmative, négative, interrogative. — Rôle du pronom personnel dans la conjugaison.

Orthographe. — Etude de 10 mots par semaine, choisis dans les lectures, les leçons de choses et les différentes leçons données.

Rédaction. — Reproductions, comptes rendus et résumés oraux et écrits de récits très courts et de morceaux lus et expliqués.

Exercices de rédaction sur un sommaire fait en classe par les élèves. — Petites descriptions tirées de la vie usuelle, de l'histoire naturelle, etc.

Arithmétique (6 leçons d'une demi-heure). — Calcul oral. — Les quatre opérations; petits problèmes pratiques avec des nombres entiers inférieurs à 100. — Calcul sur les subdivisions du franc¹⁾, du litre et du mètre.

Calcul écrit. — Multiplications avec trois chiffres au multiplicateur. — Divisions avec un, puis deux chiffres au diviseur.

Numération. — Multiplications et divisions abrégées par 10, 100 et 1000.

Addition et soustraction de fractions ordinaires dans le cas où l'un des dénominateurs peut être choisi comme dénominateur commun. — Multiplication et division d'un nombre entier de deux chiffres par une fraction ayant l'unité comme numérateur.

Système métrique. — Calcul sur les francs et les centimes: addition et soustraction. — Multiplication et division de francs et centimes par un nombre entier.

Calculs divers sur les pièces de monnaie, les poids et mesures (exercices identiques à ceux du calcul oral). Problèmes simples et pratiques ne comprenant pas plus de trois opérations différentes. — Résolution de problèmes dont l'énoncé est donné par écrit. — Composition de problèmes par les élèves.

Géométrie. (4 leçons d'une demi-heure). — Tracé et explication du triangle, du carré et du rectangle. — Mesure de ces deux dernières figures.

Géographie (3 leçons d'une demi-heure). — Lecture des cartes. — Plan de la classe. — Plan du village ou de la ville. — Carte du canton de Genève. — Etude du canton de Genève. — Cours d'eau. — Coteaux. — Montagnes environnantes. — Rive droite et rive gauche du Lac et du Rhône.

Communes, principales localités. — Cultures. — Industries importantes. — Voies et modes de communication.

Coup d'œil rapide sur le globe terrestre. — Notions sommaires sur les continents et les océans. — Les zones.

Ecriture (3 leçons d'une demi-heure). — Exercices méthodiques d'écriture grosse, moyenne et fine. — Copie soignée de devoirs corrigés, en vue de la calligraphie et d'une bonne distribution du travail. — Copie de petits comptes.

Dessin (4 heures). — Représentation d'objets simples sans indication de profondeur (Le maître fera remarquer les analogies qui existent entre ces dessins et ceux d'autres formes, les lettres par exemple. Il en profitera pour montrer que les formes simples peuvent se ramener facilement à des combinaisons de triangles et de rectangles).

Applications à des formes architecturales (façades d'édifices).

Exercices d'ornementation. — Dessin de feuilles; feuilles composées. — Premiers essais de dessin à la plume.

Exercices de mémoire. — Composition.

¹⁾ Le franc, considéré comme pièce de monnaie, a pour subdivisions les pièces de 50, 20, 10, 5 centimes, etc.

Chant (3 leçons d'une demi-heure). — Etude de chants très simples. — Exercices d'intonation. — Lecture de petits airs. Mesure (entiers, avec prolongations et silences).

Gymnastique (3 heures). — Jeunes filles. — Répétition et développement des exercices de la deuxième année.

Exercices libres combinés. — Exercices avec cannes, en station. — Appareils de traction. — Poutre d'équilibre.

Jeunes garçons. — Répétition et développement des exercices de la deuxième année.

Exercices libres combinés. — Exercices avec cannes, en station. — Sauts simples, hauteur et longueur. — Exercices préparatoires au mât. — Echelles doubles, mobiles. — Appareils de traction. — Pas de géant.

Travaux manuels (4 heures). — Jeunes filles. — Tricotage d'un bas de moyenne grandeur.

Couture. — Répétition des ouvrages enseignés en première et deuxième année. — Arrière-point à droit fil. — Marque sur toile. — Racommodage des bas : maille droite, trou de maille droite.

Confection d'une chemise pour enfant de deux à trois ans.

Tissage sur toile.

Garçons. — Construction d'objets de cartonnage revêtus de papier de couleur ou de dessins coloriés.

Petits travaux en fil de fer : treillage. — Solides géométriques.

4^{me} année. Enfants de 10 à 11 ans.

Langue maternelle (8 heures par semaine).

Leçons de choses. — L'homme. — Notions sur la digestion, sur les mouvements. — Animaux. — Divisions en classes de l'embranchement des vertébrés. — Etude de quelques types caractérisant les différents groupes de mammifères et d'oiseaux.

Végétaux. — Etudes sur quelques types choisis, des principaux organes de la plante. — Notions sommaires sur les grandes divisions du règne végétal.

Les trois états des corps. — Chaleur, lumière, électricité. — Petites démonstrations expérimentales.

Lecture et récitation. — Lecture expressive avec comptes rendus. — Etude et récitation de quelques morceaux de prose ou de poésie.

Grammaire. — Verbes en *ir* et en *re* ; indicatif, conditionnel et impératif. — Conjugaison complète des verbes réguliers. — Conjugaison à la voix nominale.

Règles générales du participe présent et du participe passé, appliquées dans les cas simples. — Dictées orthographiques. — Emploi de la ponctuation.

Etude de la phrase ; propositions coordonnées. — Du pronom. — Premières notions sur la proposition subordonnée.

Orthographe. — Etude de quinze mots par semaine, choisis dans les morceaux lus et dans les leçons de choses. — Formation de familles de mots au moyen de ceux qui ont été étudiés.

Rédaction. — Développement du programme de 3^{me} année. — Petites narrations, descriptions et lettres sur des sujets en rapport avec l'âge des élèves.

Arithmétique (3 heures). — Calcul oral. — Exercices comme dans les années précédentes. — Résolution de problèmes dont l'énoncé est donné par écrit.

Calcul écrit. — Fractions décimales: numération de fractions décimales expliquées au moyen de subdivisions des mesures métriques usuelles. — Les quatre opérations. — Système métrique. — Calculs et problèmes pratiques sur les poids, les mesures de longueur, de surface et de capacité.

Simplification des fractions ordinaires dans les cas les plus faciles. — Addition et soustraction de fractions ordinaires (suite de la troisième année). Multiplication et division d'un nombre entier de deux chiffres par une fraction, et inversement (le dénominateur ne dépassant pas 10). — Démonstration intuitive et raisonnée. — Transformation en fractions décimales de fractions ordinaires ayant l'unité pour numérateur et un sous-multiple de 100 pour dénominateur ($\frac{1}{5}$ $\frac{1}{10}$ $\frac{1}{20}$ $\frac{1}{25}$ et $\frac{1}{50}$). — Composition de problèmes par les élèves.

Factures et petits comptes.

Géométrie (2 heures). — Révision et développement du programme de troisième année. — Triangles, quadrilatères. — Construction et mesure de ces figures.

Géographie (2 heures). — Canton de Genève. — Revision et développement du programme de 3^{me} année.

Notions sur la géographie physique et politique de la Suisse.

Généralités sur l'Europe. — Grandes chaînes de montagnes. — Grands fleuves. — Principales mers. — Productions naturelles par régions.

Les Etats de l'Europe et leurs capitales.

Notions sommaires sur l'orientation et sur les mouvements de la terre. Pôle, équateur, tropiques et cercles polaires.

Ecriture (3 leçons d'une demi-heure). — Exercices méthodiques. — Copie de modèles. — Ecriture cursive. — Relevé de comptes.

Dessin (3 h.) — Plan de la chambre. — Emploi de l'échelle de réduction. — Coupe d'objets usuels par des plans horizontaux, verticaux et obliques.

Reconstitution de quelques corps simples, faite en assemblant un certain nombre de coupes. — Premiers essais du dessin à trois dimensions.

Exercices de mémoire. — Composition.

Chant (1 heure). — Etude de chants faciles à une et deux voix. — Exercices d'intonation. — Lecture d'airs. — Mesure (division binaire).

Gymnastique (2 h.). — Jeunes filles. — (Voir 3^{me} année). Course. — Exercices de canne en station et en marche.

Garçons. — (Voir 3^{me} année). Course. — Exercices de canne en station et en marche. — Poutre d'équilibre. — Exercices au mât et aux cordes. — Echelle horizontale.

Travaux manuels (4 h.) — Jeunes filles. — Tricotage. — Confection d'un deuxième bas.

Couture. — Répétition des ouvrages des trois premières années. — Continuation du raccommodage des bas: trou de maille à l'envers, trou de côtes. — Arrière-points en biais — Couture anglaise en biais.

Pièce à surjet à l'étoffe blanche. — Pièces à de l'indienne, dessins à rapporter. — Confection d'un tablier forme princesse pour enfant de trois ans.

Tissage sur toile.

Garçons. — Construction en carton des coupes des corps les plus simples. — Assemblage de ces coupes. — Travail de fil de fer.

5^{me} année. — Enfants de 11 à 12 ans.

Langue maternelle.

Leçons de choses (2 h.). — Notions d'histoire naturelle: même programme que la 4^{me} année. — Notions très élémentaires sur les minéraux.

Notions élémentaires de physique. — Pesanteur. — Pompes, fontaines, jets d'eau; machines hydrauliques; turbines; pression atmosphérique; baromètre. — La chaleur, ses applications; thermomètres, machines à vapeur.

Notions sur les principales industries. — Industries alimentaires: boulangerie, pâtisserie, confiserie, chocolaterie, fabrique de conserves, distillerie, etc. Industrie du vêtement: tissage, teinturerie, confection des vêtements. — Chappellerie. — Confection de la chaussure, etc. — Industrie du bâtiment: préparation des matériaux de construction, serrurerie, etc.

Lecture et récitation (2 h.). — Lecture expressive. — Exercices d'élocution et de récitation.

Grammaire (1 heure). — Etude méthodique des verbes irréguliers et défectifs. — Temps primitifs et temps dérivés. — Transformation de la voix active en voix passive et réciproquement. — Exercices sur les verbes réfléchis et les verbes impersonnels.

Principales irrégularités orthographiques.

Exercices d'analyse. — Rôle des différentes espèces de mots dans la proposition. — Propositions subordonnées dans les cas simples. — Ponctuation. — Dictées courtes et corrigées immédiatement.

Rédaction (2 h.). — Exercices de rédaction avec ou sans plan donné. — Reproductions, résumés et comptes-rendus écrits, de récits, de lecture ou de leçons sur la géographie, l'histoire, l'histoire naturelle, l'agriculture et l'industrie. — Sujets d'imagination. — Lettres diverses.

Orthographe (1 heure). — Etude de 15 mots par semaine choisis dans les leçons de choses. — Principaux préfixes et suffixes; leur signification. — Famille de mots. — Homonymes et synonymes.

Arithmétique (3 h.). — Calcul oral. — Développement du programme de 4^{me} année.

Calcul écrit. — Fractions ordinaires. — Les quatre opérations dans tous les cas. — Nombres mixtes.

Transformations des fractions ordinaires en fractions décimales et réciproquement. — Nombres complexes dans leurs applications usuelles. — Emploi des parties aliquotes dans le calcul oral et dans la multiplication d'un nombre complexe. — Mesures de volume. — Règle de trois par la réduction à l'unité; applications de la règle de trois à la résolution de problèmes usuels.

Composition de problèmes par les élèves. — Factures et établissement de comptes divers (dans les leçons d'écriture).

Géométrie (2 h.). — Révision du programme de quatrième année. — Tracé et mesure des polygones réguliers, irréguliers et du cercle. — Echelle. Réduction des figures. — Cube, parallélépipède; leur surface et leur volume. — Prisme, cylindre, pyramide et cône; leur surface. — Exercices pratiques: mesure de petites étendues sur le terrain; levés de croquis et mise au net (salle d'école, corridor, préau).

Géographie (2 h.). — Révision de la Suisse avec développement. — Généralités sur l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie.

Notions générales sur la distribution de la chaleur à la surface du globe. — Indication des zones.

Histoire (1 1/2 h.). — Récits d'histoire suisse. — 1^{er} récit: Les premiers habitants de l'Helvétie. — 2^{me} récit: Domination romaine et Jules César. — Invasion germanique. — 3^{me} récit: Rodolphe de Habsbourg. — Comtes, évêques, monastères, villes. — Les Waldstätten. — Alliance de 1291. Albert d'Autriche. — Serment du Grutli. — 4^{me} récit: Commencements de la Confédération. — Bataille de Morgarten. — 5^{me} récit: Confédération des huit cantons. — Batailles de Sempach et de Näfels. — 6^{me} récit: Conquête de l'Argovie. — Guerre de Zurich. — Bataille de St-Jacques sur la Birse. — 7^{me} récit: Guerre de Bourgogne. — Batailles de Granson, de Morat et de Nancy. — Nicolas de Flüe. — Entrée de Fribourg et de Soleure dans la Confédération. — 8^{me} récit: Confédération des treize cantons. — Les pays alliés et les pays sujets. — Service mercenaire. — 9^{me} récit. La réforme. — 10^{me} récit: Aperçu sur l'état politique, économique et social de la Suisse au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècle. — 11^{me} récit: La révolution française. — Invasion de la Suisse. — République helvétique. — Les dix-neuf cantons. — 12^{me} récit: La Restauration. — Confédération des vingt-deux cantons. — 13^{me} récit: Guerre du Sonderbund. — Constitution de 1848.

Allemand (3 h.). — Lecture. — Conjugaison faible. — Présent et imparfait de *sein, sollen, haben, werden*. — Prépositions. — Exercices oraux avec phrases simples. Vocabulaire tiré de la vie journalière. — Versions faciles.

Ecriture (1 h.). — Ecriture cursive, ronde. — Modèles de comptes, de factures et d'actes divers.

Dessin (3 h.). — Révision. — Corps de rotation, leurs caractères expliqués par des sections planes; leur construction d'après des croquis cotés relevés sur les objets. — Dessins d'objets en perspective cavalière. — Notions élémentaires de perspective normale, destinées à faire comprendre aux élèves ce qu'il y a de conventionnel dans la perspective cavalière. — Exercices de mémoire. Compositions.

Chant (1 h.). — Etude de chants à deux voix.

Exercices d'intonation et de lecture rythmique. — Mesure (division ternaire). — Dièzes et bémols.

Explication des principaux signes de la notation sur la portée. — Portée. — Clés: sol et fa. — Dièzes, bémols, bécarrés. — Signes de durée: ronde, blanche, noire, pause. — Mesures les plus usitées.

Gymnastique (1 heure et demie). — Jeunes filles. — Répétition et développement du programme de la 4^{me} année.

Marches combinées avec chants. Exercices avec haltères, en station. Echelle horizontale.

Garçons. — Répétition et développement du programme de 4^{me} année.

Marches combinées avec chants. — Exercices avec haltères, en station. — Sauts. — Exercices aux perches et aux cordes. — Poutre d'appui. — Echelle horizontale.

Travaux manuels (6 h.). — Jeunes filles. — Tricotage. — Bande d'échantillons de tricot.

Couture. — Répétition des ouvrages enseignés dans les années précédentes. — Continuation du raccommodage des bas: trou de point de couture, trou de diminutions avec le point de couture. — Pièce à couture. — Boutonnière et ganse.

Froncis. — Regularisation des fronces en rayant dans chaque pli au moyen d'une épingle ou d'une aiguille. — Reprise sur toile. — Point de flanelle. — Confection d'une taie d'oreiller avec boutonnières et boutons.

Exercices élémentaires de coupe.

Garçons. — Croquis d'objets à exécuter et construction de ces objets d'après le croquis.

Confection d'objets en fil de fer. — Notions sur les outils les plus usuels. — Etude des principaux outils employés dans le travail du bois. — Rabotage, sciage des bois. — Assemblages simples. — Boîtes clouées ou assemblées sans pointes.

Construction d'assemblages de coupes au moyen du carton et du bois.

Construction d'objets d'après des croquis cotés.

6^{me} année. — Enfants de 12 à 13 ans.

Langue maternelle (8 heures).

Leçons de choses (2 h.) — Révision avec extension du programme parcouru l'année précédente.

L'homme. — Notions sur la digestion, la circulation, la respiration, le système nerveux, les organes des sens. — Conseils pratiques d'hygiène. — Effets pernicieux de l'alcool, du tabac, etc.

Les animaux. — Grands traits de la classification. — Animaux utiles, animaux nuisibles.

Les végétaux. — Parties essentielles de la plante. — Principaux groupes.

Les minéraux. — Notions sommaires sur le sol, les roches, les fossiles, les terrains.

Physique. — Electricité et magnétisme. — Machines électriques, piles, paratonnerre, télégraphe, téléphone.

Notions de chimie. — Métaux et sels les plus usuels.

Notions sur les principales industries (programme de la 5^{me} année); industries de précision: mécanique, horlogerie; industries de luxe: orfèvrerie bijouterie, céramique, etc. — Imprimerie.

Lecture et récitation (2 h.). — Lecture expressive. — Comptes rendus. — Exercices d'élocution et de récitation.

Grammaire (1 h.). — Exercices sur la concordance des modes et des temps. — Dictées courtes corrigées immédiatement.

Orthographe (1 h.). — Etude de 15 mots par semaine choisis dans les leçons de choses. — Homonymes, synonymes. — Familles de mots.

Rédaction (2 h.). — Composition sur des sujets divers avec ou sans plan donné. — Résumés de textes se rapportant au programme de l'année. — Développement d'un sujet traité succinctement. — Rédaction d'un texte sur des notes prises pendant une lecture ou une leçon. — Classement général des idées. — Idées principales et idées secondaires dans une composition. — Langage propre et langage figuré.

Arithmétique (3 h.). — Révision et développement du programme de 5^{me} année. — Nombreux exercices et problèmes se rapportant à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Calculs sur les volumes.

Règles d'intérêt, d'escompte et de mélange dans les cas les plus simples. Factures et comptes divers.

Géométrie (2 h.). — Révision du programme de 5^{me} année. — Surface et volume des solides: parallépipède, prisme, cylindre, pyramide et cône. Développement des surfaces. — Construction de ces développements.

Solides tronqués coupés par un plan parallèle à la base. Nombreuses applications pratiques (tas de sable, tronc d'arbre, etc.)

Géographie (2 h.). — Etude spéciale de l'Europe avec l'indication des possessions européennes les plus connues. — Principaux produits. — Places de commerce et ports les plus importants.

Les Etats-Unis, principalement au point de vue de leurs productions et de leurs rapports commerciaux avec l'Europe.

Révision générale de la géographie.

Histoire (1 heure $\frac{1}{2}$). — 1^{er} récit: Genève jusqu'à la fin du XV^e siècle). — Les évêques, la maison de Savoie, la commune de Genève. — Code de franchises d'Adhémar Fabri. — 2^{me} récit: Lutttes de Genève contre la maison de Savoie. Philibert Berthelier, Lévrier, Besançon Hugues. — Combourgeoisie de Genève avec Fribourg et Berne. — 3^{me} récit: La réforme. — 4^{me} récit: Nouvelles lutttes avec la maison de Savoie. — L'Escalade. — 5^{me} récit: Genève au XVII^{me} et au XVIII^{me} siècle. — Réfugiés. — 6^{me} récit: Période révolutionnaire. — Réunion de Genève à la France. — 7^{me} récit: Délivrance de Genève, qui devient un canton suisse. — 8^{me} récit: Révolution de 1846. — Principaux événements qui la suivirent jusqu'en 1871.

Allemand (3 h.). — Proposition simple. — Inversion. — Conjugaison facile. — Eléments des déclinaisons; substantifs, déterminatifs, adjectifs, pronoms, verbes, adverbes, adjectifs numéraux. — Versions. — Dictées.

Exercices oraux avec des phrases simples. — Vocabulaire usuel.

Ecriture (1 h.). — Exercices d'écriture cursive, ronde. — Modèles de comptes, de factures et d'actes divers.

Dessin (3 h.). — Dessin de solides et d'objets, en partant de coupes et de croquis cotés. — Développement de leurs surfaces. — Ornementation de ces surfaces.

Dessin d'ornements, d'après des modèles de style avec indication de l'ensemble qu'ils décorent. — Suites des notions de perspective normale.

Exercices de mémoire. — Composition.

Chant (1 heure). — Révision et développement du programme de 5^{me} année.

Modes. — Explication des principaux signes de la notation sur la portée (en vue de la transcription). — Portée. — Lignes supplémentaires. — Clés: sol et fa. — Dièze, bémol, bécarré. — Armure. — Tonique. — Signes de durée: ronde, blanche, noire, croche, double croche, point, pause, demi-pause, soupir. — Mesures simples et composées, les plus usitées. — Signes d'expression. — Mouvement.

Gymnastique (1 heure $\frac{1}{2}$). — Jeunes filles. — Voir le programme de 5^{me} année.

Poutre d'équilibre, fixe et mobile.

Garçons. — Voir le programme de 5^{me} année. — Exercices combinés en station et en marche. — Exercices tactiques. — Sauts combinés. — Pas de géant, avec saut.

Travaux manuels (4 h.). — Jeunes filles. — Tricotage. — Théorie du tricotage d'un bas ordinaire.

Crochet. — Théorie et étude des divers points de crochet.

Couture. — Répétition des ouvrages enseignés dans les cinq premières années. — Couture en ourlet. — Poignet complet. — Triège simple. — Nappe sur toile ordinaire: grain d'orge, œil de perdrix, damier. — Pièce à rejoint.

Pièce rapportée au bas. — Ourlets à jour. — Points d'ornementation, point de chaînette, point d'épine, point de tige. — Application de ces divers points à la marque. — Festons et œillets. — Confection d'un tablier avec ceinture posée au point de poignet et orné au moyen de l'un des points étudiés. — Petits plis. — Premiers exercices de bordage. — Raccommodage d'objets usagés.

Exercices de coupe et de confection.

Jeunes garçons. — Développement du programme de 5^{me} année.

Livres.

Première année. — Deuxième cahier Ducotterd.

Deuxième année. — Deuxième cahier Ducotterd. — Première série de problèmes Duchamp.

Troisième année. — Cours élémentaire de langue maternelle par M. Dussaud. — Manuel de géographie de MM. Rosier et Dussaud. — Troisième cahier Ducotterd. — Troisième série de problèmes Duchamp.

Quatrième année. — Cours élémentaire de langue maternelle par M. Dussaud. — Géographie par M. E. Mouchet. — Petite carte de la Suisse. — Quatrième cahier Ducotterd. — Quatrième série de problèmes Duchamp.

Cinquième année. — Cours élémentaire de langue maternelle par M. Dussaud. — Manuel d'allemand. — Manuel de géographie de M. Duchosal. — Cinquième cahier Ducotterd. — Problèmes Duchamp.

Sixième année. — Manuel d'allemand. — Sixième cahier Ducotterd. — Cinquième série de problèmes Duchamp.

9. 3. Normalvorschriften für Schulhausbauten im Kanton Schwyz.¹⁾ (Erlass des Regierungsrates vom 12. Oktober 1888.)

I. Äussere Lage und Umgebung des Schulhauses.

§ 1. Für das Schulhaus soll ein trockener, sonniger, tunlichst freier und offener Platz gewählt werden.

§ 2. Das Schulhaus soll in der Regel in der Nähe der Pfarrkirche, in weitverzweigten Gemeinden dagegen in der Mitte des Schulkreises stehen, damit allen Kindern der Schulbesuch möglichst erleichtert wird. Die allzugrosse Nähe von geräuschvollen fliessenden Gewässern, Plätzen und Strassen oder von Gebäuden, besonders von solchen, in welchen der Gesundheit schädliche oder den Unterricht störende Gewerbe betrieben werden, sind zu vermeiden. Der Ausgang des Schulhauses soll nicht unmittelbar auf eine belebte Strasse führen.

§ 3. Der Bauplatz muss eine hinreichende Grösse haben für das Schulgebäude und den Turnplatz. Wo Lehrerwohnungen mit dem Schulhause verbunden werden, ist in der Umgebung desselben oder in dessen Nähe ein Garten anzulegen. Die Erstellung eines laufenden Brunnens mit gutem Quellwasser in der Nähe des Schulhauses ist im Interesse der Gesundheit und Reinlichkeit der Kinder sehr zu empfehlen.

§ 4. Ist der Baugrund nicht vollständig trocken, so soll für vollständige Trockenlegung gesorgt werden.

§ 5. Die Stellung des Schulhauses ist so zu wählen, dass sie der Umgebung entspricht und eine günstige Beleuchtung der Schulzimmer ermöglicht.

§ 6. Die Zugänge des Schulhauses müssen gepflästert oder bekiest und sorgfältig unterhalten werden; vom Haupteingange ist das Pflaster oder der Kieswurf bis zum nächsten öffentlichen Verkehrswege fortzuführen. Rings um das Gebäude ist eine Pflasterung oder ein Cementguss von wenigstens 1 Meter Breite mit hinlänglichem Gefälle anzubringen.

II. Bauart und innere Einteilung des Schulhauses.

§ 7. Das Schulhaus soll in der Regel massiv aus Stein gebaut werden. Fachwerk (Holzwerk und Riegel) wird ausnahmsweise nur für die oberen Stockwerke gestattet. Das Erdgeschoss muss 0,6 bis 1 m. über dem Terrain liegen. Eine Isolirschrift von Asphalt oder von Cement über den Fundamentmauern unterhalb des Fussbodens soll das Aufsteigen der Erdfeuchtigkeit verhindern. Wenn sich nicht Keller- oder Turnräume unter dem Gebäude hinziehen, so sind die Höhlungen unterhalb des Erdgeschosses mit Schlacke, mit trockener Erde oder mit Mauerschutt oder trockenem Sande teilweise auszufüllen und die Zwischenräume durch Öffnungen mit der äussern Luft in Verbindung zu setzen.

§ 8. Das Fundament ist fest anzulegen, ebenso sollen die Scheidemauern auf fester Grundlage ruhen. Die Feuermauern und Kamine sind aus liegenden Backsteinen zu konstruieren, und wo möglich ununterbrochen aus dem Fundament bis unter das Dach zu erstellen, und alles Holzwerk ist davon fern zu halten. Die Holzbalken dürfen namentlich im Keller nie eingemauert, sondern sollen auf Mauerfedern auf hervorstehende Mauern gelegt werden. Bei der Konstruktion der Gebälke, Scheidewände und Böden soll durch geeignete Aus-

¹⁾ Für das Jahrbuch 1888 verspätet eingegangen.

füllung darauf Bedacht genommen werden, dass der Schall nicht leicht durchdringen kann. Das Aufstellen von hölzernen oder eisernen Säulen in den Schulzimmern ist im Interesse der Disziplin und des Unterrichtes möglichst zu vermeiden.

§ 9. Das Dach ist solid einzudecken und mit Rinnen und Röhren zu versehen. Auch sind Blitzableiter zu empfehlen.

§ 10. Die Hauptfront erhalte ein würdiges Äussere. Der Eingang ins Schulhaus erhalte zum Schutze der Kinder gegen Regen und Schnee einen innern Vorraum. Die nötigen Scharreisen dürfen nicht fehlen.

§ 11. Gänge und Treppen sollen hell, leicht zu lüften, jedoch ohne Zugluft sein. Die Breite der Hauptgänge betrage im Minimum 2,5 m., die der Nebengänge 1,25 m.; die Dimensionen der Treppen: Breite 1,25 m., Stufenhöhe 12 bis 15 cm., Auftritt 28 bis 32 cm. Unzulässig sind Treppen in einem Laufe, Wendeltreppen und gewundene Stiegen. Treppen und Treppenhaus müssen unbedingt fest konstruiert werden.

Die Treppen sind mit Geländern zu versehen und die Handgriffe derselben sind so zu gestalten, dass sie nicht als Rutschbahn benutzt werden können.

Zum Schutze der Kleider und der Mauern ist das Anstreichen der Wände in den Gängen und auf den Treppen mit mattweisser (Oel-) Farbe dem hellweissen Gipsverputz vorzuziehen.

§ 12. Das Schulhaus darf nur solche Räume enthalten, welche zu Schulzwecken und zu Wohnungen der Lehrer oder Schulabwarte dienen. Sollen einzelne Räumlichkeiten auch zu andern würdigen Zwecken dienen, z. B. zu Gemeindeversammlungen oder Gemeindeverwaltungen, so darf die Schule dadurch weder in Unterricht noch in Disziplin beeinträchtigt werden. (§ 62 der Schulorganisation.)

§ 13. Die Anzahl der Schulzimmer richtet sich nach der Zahl der für die Schule erforderlichen Lehrkräfte (§ 11 der Schulorganisation.)

§ 14. Bei grössern Schulhäusern sind bei gesonderten Knaben- und Mädchen-Klassen die Schulzimmer, wenn möglich, auch durch besondere Eingänge und Hausfluren zu trennen.

§ 15. Die Lehrerwohnungen sind in den oberen Stockwerken einzurichten. Sie sollen wenigstens aus drei, wovon zwei heizbaren, Zimmern, aus Küche, Holzbehälter, Keller (Speicher), Dachraum und besonderm Abtritte bestehen.

§ 16. In den Gängen sind zweckmässige Einrichtungen anzubringen zur Reinigung der Schuhe und zur Aufbewahrung von Überkleidern, Regenschirmen etc. (§ 6 der Verordnung über Schulordnung und Schulzucht.)

III. Das Schulzimmer.

a) *Grösse und Ausbau.* § 17. Die Grösse des Schulzimmers hängt von der Anzahl der Schüler der Gemeinde ab, welche jedoch gesetzlich die Zahl von achtzig in einer Schule nicht überschreiten darf. (§ 11 der Schulorganisation.)

Für jeden Schüler sind — die Zwischenräume inbegriffen — mindestens 0,75 m² Bodenfläche zu berechnen.

Die Zimmerhöhe soll nicht weniger als 2,7 m. und nicht mehr als 4 m. betragen.

§ 18. Die Form der Schulzimmer bewege sich in den Verhältnissen der Länge zur Breite zwischen 4 zu 3 bis 3 zu 2. Die Länge der Zimmer betrage nie mehr als 12 m.

§ 19. Der Fussboden muss eben sein und dicht schliessen. Riemenböden aus hartem Holze sind den aus weichem Holze hergestellten vorzuziehen. Tannenböden sollten von Zeit zu Zeit mit heissem Leinöl getränkt werden.

§ 20. Die Wände sollen vor aller Feuchtigkeit geschützt werden. Am zweckmässigsten ist daher ganzes Holzgetäfel oder solches von mindestens 1,5 m. Höhe. Jedenfalls sollten die Wände 1 bis 1,5 m. vom Fussboden herauf hell und zwar entweder mit grünlicher oder blaugrauer giftfreier Farbe bemalt sein.

§ 21. Die Decke muss glatt und von ganz heller Farbe sein.

§ 22. Die Zimmertüre soll 0,95 m. in ihrer lichten Weite und mindestens 2 m. in ihrer lichten Höhe haben.

Schulzimmer, die unmittelbar in's Freie führen, sind nicht zulässig. Ebenso wenig soll in der Regel ein Schulzimmer mit einem Wohnraum unmittelbar in Verbindung stehen.

§ 23. Zu den Mobilien des Schulzimmers gehören:

- a) die nötige Anzahl Schulbänke;
- b) ein verschliessbares Lehrerpult;
- c) ein verschliessbarer Kasten zum Aufbewahren von Lehrmitteln;
- d) eine, in mehrklassigen Schulen mindestens zwei, wenn möglich bewegliche Wandtafeln.

b) *Beleuchtung.* Art. 24. Das Schulzimmer muss genügend beleuchtet sein; dies ist der Fall, wenn die Gesamtfläche der lichten Fensteröffnungen desselben mindestens den sechsten Teil der Fussbodenfläche beträgt. Doppel Fenster sind daher zu empfehlen.

§ 25. Die Brüstungshöhe der Fenster soll 80 cm. nicht übersteigen, und die Fenster selbst sollen bis zu 15 cm. an die Zimmerdecke reichen und weder verkuppelt noch abgerundet, sondern viereckig sein. Bei bedeutender Mauerdicke ist die Leibung der Fensterpfeiler nach innen entsprechend einzuschrägen. Ein leichter Anstrich der untersten Scheiben mit Zinkweiss zur Verhinderung des Durchsehens ist, so viel nötig, zu empfehlen.

§ 26. Bei den Fenstern sind zum Schutze gegen Witterung und Sonnenstrahlen zweckdienliche Vorrichtungen (Jalousie-Läden, Rouleaux, Vorhänge aus ungebleichter Leinwand etc.) anzubringen.

Bei Sonnenschein nur die Jalousie-Läden halb oder ganz zu schliessen, ist für das Auge höchst schädlich.

§ 27. Die Schulbänke müssen in der Regel so gestellt werden, dass das Kind von der linken Seite und von der Rückseite das Licht empfängt. Niemals darf das Licht dem Kinde direkt in die Augen fallen.

c) *Lüftung und Heizung.* § 28. Das Schulzimmer soll so eingerichtet werden, dass auch während des Unterrichts ein beständiger Luftwechsel möglich wird, ohne dass die Kinder der Zugluft ausgesetzt sind. Daher muss auf jeder mit Fenstern versehenen Seite wenigstens eine obere Scheibe zum Öffnen eingerichtet sein. Am zweckmässigsten ist es, wenn der obere Teil des

Fensters durch Charniere mit dem sogen. Fensterkreuz verbunden ist und somit in Form einer Klappe nach Innen beliebig mehr oder weniger geöffnet werden kann.

Bei den Vorfenstern, welche im Winter durchaus nicht fehlen dürfen, sind die gleichen Lüftungsvorrichtungen anzubringen.

§ 29. Bei Zentralheizung ist neben dieser natürlichen Fensterlüftung noch eine künstliche Ventilation anzubringen. Eine solche ist auch bei Einzelheizung sehr zu empfehlen.

§ 30. Durch passende Heizvorrichtungen ist für genügende Wärme im Schulzimmer zu sorgen. Wird eine Zentralheizung eingerichtet, so ist es ratsam, auch die Gänge zu erwärmen. Bei der Einzelheizung soll der Ofen im Zimmer so gestellt werden, dass das ganze Zimmer möglichst gleichmässig erwärmt und kein Schüler durch die strahlende Wärme belästigt wird. Ein Gefäss mit Wasser sollte auf dem Ofen nicht fehlen.

Eisenöfen, die nicht solid mit Ziegeln oder Steinen ausgefüllt sind, dürfen nicht angewendet werden.

§ 31. Um die Temperatur, welche weder unter 12.° R noch über 15 ° R betragen darf, zu regeln, soll sich in jedem Schulzimmer in einer Höhe von 1 bis 1,5 m über dem Boden ein Thermometer aufgehängt befinden. (§ 20 der Schulorganisation.)

d) *Bestuhlung.* § 32. Die Bestuhlung soll so beschaffen sein, dass sie dem Kinde beim Sitzen und Stehen eine möglichst natürliche Stellung gestattet. Sie muss daher in drei verschiedenen Grössen nach folgenden Bestimmungen erstellt werden:

1. Die Schulbank besteht aus Tisch und Sitz, welche durch Fussleisten fest mit einander verbunden sind. Es ist unzweckmässig, den Sitz der vorangehenden Bank fest mit dem Tische der folgenden zu verbinden.

2. Der Tisch soll ein etwas vertieftes Tintenbrett, eine nach hinten geneigte Tischplatte, ein Bücherbrett und wenigstens für die untern Klassen eine Lade zum Aufbewahren der Schiefertafel enthalten.

3. Die Breite der Tafellade betrage 5 cm., diejenige des Tintenbrettes 5 cm., diejenige der Tischplatte 34, 35, 36 cm., diejenige des Bücherbrettes 18, 20, 22 cm. Die Höhe des Tisches bei der Tafellade und am vordern Rande der Tischplatte betrage 57, 65, 73 cm., am hintern Rande 52, 60 und 68 cm.; die Höhe des Bücherbrettes sei 42, 49, 56 cm. über dem Boden.

4. Der Sitz darf nur so weit vom Tische entfernt sein, dass der hintere Rand der Tischplatte den vordern Rand des Sitzes um 2 cm. überragt. Die Breite des Sitzes betrage 23, 25, 27 cm., die Höhe des vorderen Randes 32, 37, 42 cm. Der Sitz ist gegen die Mitte etwas zu vertiefen. Zweiplätzigte Bänke sollen Lehnen haben.

5. Die Tischplatte soll eine Vorrichtung zum Verschieben oder Aufklappen erhalten; letzteres ist ebenfalls für das Sitzbrett zu empfehlen.

6. Die Fussleisten sollen über den vordern und hintern Rand der Bank je um 10 cm. vorstehen, damit zwischen zwei Bänken 20 cm. offener Raum bleibt. Die Länge der Fussleisten beträgt sonach 87, 90,5 94 cm. bei einer Höhe von etwa 7 cm.

7. Wo bisher drei Zahlen angegeben sind, bezieht sich die erste auf das kleinste, die zweite auf das mittlere und die dritte Zahl auf das grösste Modell der Schulbänke.

8. Tischplatte und Sitzbrett sollen aus festem Holze bestehen, das nicht fasert. Es ist ratsam, alles Holz mit gesottenem Leinöl zu tränken oder mit einer dauerhaften hellen Farbe anzustreichen. Abweichungen von den Normen dieses Paragraphs bedürfen der Genehmigung des Erziehungsrates.

§ 33. Eine Schulbank soll wo möglich nur zweisitzig erstellt werden. Werden die Schulbänke mehr als zweisitzig erstellt, so müssen jedem Schüler von der Banklänge 0,5 m. bis 0,6 m. Platz eingeräumt werden; die Bänke selbst sind so aufzustellen, dass der Lehrer leicht zu den einzelnen Schülern gelangen kann und dass zwischen je einer Reihe ein 0,6 m. breiter Gang offen bleibt.

IV. Arbeitszimmer.

§ 34. In grössern Schulhäusern soll ein passendes Lokal für den Unterricht in den weiblichen Arbeiten bestimmt werden. Dasselbe soll geräumig und hell und mit besondern Arbeitstischen versehen sein.

§ 35. Die Tische der Arbeitsschule müssen horizontal, wenigstens 0,7 m breit, auf beiden Seiten zum Anbringen von beweglichen Nähkissen und an den Füssen der Länge nach mit einem Tritt oder Fusschemel versehen sein. Sie sollen aufgestellt werden, dass das Licht von der linken Seite ungehindert auf die Schülerarbeit fallen kann.

§ 36. Jede Schülerin erhalte ein besonderes Sitzstühlchen mit einer Rückenlehne, welche ihrer Körpergrösse entsprechen.

§ 37. Ausser den Tischen und Stühlen gehören zur Ausstattung des Arbeitszimmers:

1. eine Wandtafel;
2. ein grosser Tisch zum Vorschneiden;
3. ein verschliessbarer Schrank für die Lehrmittel, die Stoffe und die Arbeiten.

V. Die Abtritte.

§ 38. Die Abtritte sollen in der Regel gegen Norden in einem besondern Anbau angelegt und derselbe durch einen gedeckten Gang, den man leicht überwachen kann, mit dem Schulhause verbunden werden.

§ 39. Müssen die Abtritte im Hause selbst angelegt werden, so ist der Platz so zu wählen und sind überhaupt die nötigen Vorrichtungen (Anbringen von Doppeltüren) zu treffen, dass sich die Ausdünstungen weder von aussen durch die Fenster, noch von innen durch die Türen im Hause verbreiten können.

§ 40. Die Abtritte sollen hoch, hell, geräumig, ventilierbar und mit einem Vorraum versehen sein, dessen Türe gegen die Treppen oder Gänge hin sich von selbst schliesst.

§ 41. Die einzelnen Abtrittlokale sollen wenigstens 0,75 m. breit und 1,5 m. lang, entweder getäfelt und mit bleifreier Ölfarbe angestrichen sein oder einen rauhen Mauerbestich haben. Asphalt- oder Cementböden sind den hölzernen Böden vorzuziehen.

Die Scheidewand zwischen dem Vorraum und den einzelnen Lokalen soll bis an die Decke reichen, und wo nötig zum Zwecke entsprechender Beleuch-

tung oberhalb aus Glas erstellt sein. Zwischen den einzelnen Lokalen sollen die Scheidewände möglichst hoch sein, jedoch nicht ganz zur Decke reichen, sondern zum Zwecke entsprechender Ventilation soll 30 cm. Raum belassen werden. Die Türen der einzelnen Lokale sollen von innen verschliessbar sein. Die Höhe der Sitze und Pissoir soll je nach dem Alter der Kinder 32 bis 42 cm. betragen. Die Pissoir-Schüsseln aus Ton, Steingut oder Metall, nie aus Holz, sind in möglichster Entfernung von den Sitzbrettern anzubringen; letztere sind mit Deckeln zu versehen. Zweckmässige Spühlvorrichtungen sind zu empfehlen. Die Abfallrohre werden am besten aus gut glasirten Röhren erstellt und dieselben unter das Niveau des gedeckten Jauchebehälters fortgeführt. Hölzerne Röhren sind unstatthaft. Ein Zugrohr, das von der Decke des Jauchekastens ausgeht, hat die Gase aus demselben bis über das Dach des Schulhauses hinaus zu leiten.

Der Jauchebehälter soll, damit die Hausmauern nicht infiltrirt werden, wasserdicht, nie aus Holz, ganz ausser dem Hause erstellt und mit gut verschliessbarem Deckel versehen werden.

§ 42. Die Abtritte sollen in genügender Anzahl, auf 40 Kinder wenigstens einen, auf jedem Stockwerke erstellt und nach Klassen und Geschlechtern getrennt, und zweckmässig eingerichtet werden, dass sie leicht überwacht und vollständig gereinigt werden können. (§ 12 der Verordnung über Schulordnung und Schulzucht, § 21 der Instruktion für Lehrer und Lehrerinnen.)

VI. Der Turnplatz.

§ 43. In möglichst unmittelbarer Nähe jedes Schulhauses, in welchem Knaben von 10—15 Jahren unterrichtet werden, soll sich ein ebener trockener Turnplatz befinden von wenigstens 8 Quadratmeter Flächenraum für jeden Schüler einer gleichzeitig zu unterrichtenden Turnabteilung. (Art. 9 der Verordnung des Bundesrates betreffend die Einführung des Turnunterrichts für die männliche Jugend vom 10. bis und mit dem 15. Altersjahr, vom 13. September 1878.)

§ 44. Für den Turnplatz wird am zweckmässigsten ein fester Wiesengrund gewählt, welcher vom Schulhause aus überschaut werden kann, den Schülern Schatten bietet und sie vor Zugluft schützt.

§ 45. Im Interesse eines regelmässigen Unterrichtes wird die Erstellung eines geschlossenen, ventilirbaren, hinlänglich hohen, hellen und wo möglich heizbaren Lokales von drei Quadratmetern Fläche für jeden Schüler einer Turnklasse dringend empfohlen. (Art. 9 der Verordnung.)

§ 46. Wird ein solches Turnlokal erstellt, so soll dasselbe mindestens 4 m. hoch, heizbar, mit doppelten Brettern gedeilt und mit den vorgeschriebenen Turngeräten versehen sein.

§ 47. In Ortschaften, in denen Turnhallen von 3,5 m² bis 4 m² Fläche per Schüler einer Turnabteilung bestehen oder erstellt werden, kann die Erwerbung eines Turnplatzes erlassen werden, wenn sie mit unverhältnismässigen Kosten und Schwierigkeiten verbunden wäre. (Art. 9 derselben Verordnung.)

§ 48. Vorstehende Normalvorschriften treten mit 1. November 1888 in Kraft; dieselben sind in die Gesetzessammlung aufzunehmen.

10. 4. Normativ betreffend die Abfassung der Jahresberichte der Bezirksschulräte im Kanton St. Gallen. (Erlass des Erziehungsrates vom 12. November 1889.)

Art. 1. Nach Beendigung der Jahresprüfungen erstattet jedes Mitglied eines Bezirksschulrates über die seiner Inspektion unterstellten Schulen und die Tätigkeit der betreffenden Schulräte einen Visitationsbericht.

Nachdem die sämtlichen Visitationsberichte die Genehmigung des Kollegiums erhalten, werden sie nach Massgabe und Anleitung der hiefür bestimmten Formulare und unterzeichnet vom Präsidenten des Bezirksschulrates an die betreffenden Ortsschulräte und Lehrer abgegeben.

Art. 2. Die von jedem Lehrer für die Prüfung anzufertigenden Examentabellen bilden die Grundlage für die pädagogische Tabelle, in welcher durch den Präsidenten des Bezirksschulrates die Schulzeit, die Anzahl und die Versäumnisse der Schüler und die Schulvisitationen, sowie die Noten für Schulen und Lehrer für den ganzen Bezirk zusammengestellt werden.

Diese in der pädagogischen Tabelle der Oberbehörde mitzuteilenden Noten werden auf den Vorschlag des inspizierenden Mitgliedes in gemeinsamer Beratung des Bezirksschulrates festgestellt.

Art. 3. Ausser der pädagogischen Tabelle hat der Präsident des Bezirksschulrates dem Erziehungsrat jeweilen auf Ende Juli einen Jahresbericht über die Amtsführung seines Kollegiums und über die wichtigsten Ereignisse aus dem Schulleben seines Bezirkes einzureichen.

Der Jahresbericht soll enthalten:

I. Bezirksschulrat.

1. Anzahl der Sitzungen.
2. Mitteilungen über aussergewöhnliche Verhandlungsgegenstände und deren Erledigung.
3. Bericht über die Amtsführung des Präsidenten nach Tagebuch, Missivenprotokoll und Kopirbuch.

II. Gemeindeschulräte.

1. Schulbesuche.
2. Bemerkungen über die unentschuldigten Versäumnisse und deren Bekämpfung.
3. Mitteilungen über den Zustand des Schulhauses und der Lehrmittel da, wo Verbesserungen notwendig sind.

III. Schulen und Lehrer.

Unter dieser Rubrik wird der Berichterstatter dem Erziehungsrat über alle Veränderungen, welche das Schulwesen eines Bezirkes im Laufe des Jahres erlitten, Aufschluss geben. Schulen, in denen die Person des Lehrers und seine Leistungen die nämlichen geblieben, bedürfen, sofern der vorhergehende Bericht befriedigend gelautet hatte, keiner Besprechung. Dagegen soll über die Wirkung besonderer Massnahmen, z. B. die Einführung eines neuen Lehrmittels, die Abhaltung von Fortbildungskursen für die Lehrer u. dgl. in einlässlicher Weise referirt werden. Ebenso hat der Bericht auf Übelstände, welche der Entwicklung des Schulwesens, sei es in einzelnen Schulen, sei es im gesamten Unterricht, hinderlich werden könnten, rechtzeitig hinzuweisen.

Art. 4. Der Jahresbericht unterzieht, je nach Veranlassung, die Tätigkeit der Gemeindeschulräte einer speziellen Betrachtung. Zu diesem Zwecke nimmt der Präsident des Bezirksschulrates Einsicht von den Protokollen über die Verhandlungen der Gemeindeschulräte, untersucht, wie die Schulaufsicht ausgeübt wurde, konstatirt die Anzahl der stattgefundenen Sitzungen und nimmt Notiz von wichtigen Beschlüssen. Begegnet er in den Protokollen mangelhafter Amtsführung oder Verstössen gegen die gesetzlichen Vorschriften, so hat er von sich aus auf Verbesserung zu dringen, oder davon dem Erziehungsrat Kenntnis zu geben.

Art. 5. Nachdem die Rechnungen der Schulgemeinden durch den Bezirksammann dem Präsidenten des Bezirksschulrates eingegangen, hat derselbe sie auf formelle Richtigkeit zu prüfen und Ungenauigkeiten und Irrtümer durch direkten Verkehr mit den Pflegern auszugleichen. Aus den bereinigten Rechnungen wird die ökonomische Tabelle zusammengestellt, welche spätestens Ende November dem Erziehungsdepartement eingereicht werden soll.

Art. 6. Als allgemeine Regel für die Abfassung der Jahresberichte an den Erziehungsrat gilt, dass nur solche Punkte behandelt werden sollen, welche der Oberbehörde spezielles Interesse zu bieten vermögen. Sollte dieselbe über einzelne Schulen oder Lehrer nähere Auskunft wünschen, so sind ihr die im Archiv des Bezirksschulrates aufzubewahrenden Kopien der Einzelberichte zur Verfügung zu stellen.

11. 5. Regulativ über die Rückvergütung der Auslagen der Primarschul-Inspektoren, der Arbeitsschul-Inspektorinnen und der Inspektoren der Bezirksschulen. (Beschluss des Regierungsrates des Kantons Solothurn vom 22. Januar 1889.)

I. Die Primarschul-Inspektoren.

Art. 1. Nach den bestehenden gesetzlichen Vorschriften und nach der gegenwärtigen Prüfungseinrichtung erfordert eine Schule während eines Jahres von Seite des Inspektorates folgende Besuche:

- a) 1 Primarschulbesuch im Vorsommer.
- b) Primarschulprüfung im Herbst.
- c) 1 Primarschulbesuch im November oder Dezember.
- d) 1 » » Jänner oder Februar.
- e) Schriftliches Vorexamen der Primarschule im März oder April.
- f) Frühlingsprüfung der Primarschule.
- g) 1 Besuch der Fortbildungsschule.
- h) Prüfung der Fortbildungsschule.
- i) 1 Besuch der Arbeitsschule.

Dazu kommen für den Inspektor eines jeden Bezirkes 4—6 Sitzungen der Bezirksschulkommission.

Art. 2. Sofern obige Schulbesuche gemacht und die Sitzungen der Bezirksschulkommissionen besucht werden, dürfen von den Schulinspektoren für ihre daherigen Auslagen nicht mehr als die nachgenannten Vergütungen in Rechnung gebracht werden:

- a) Für Gemeinden mit 1 Primarschule Fr. 25. —
- b) » » » 2 Primarschulen » 40. —
- c) » » » 3 » » 55. —
- d) » » » 4 » » 70. —
- e) » » » 5—6 » » 80. —
- f) Für Gemeinden mit mehr Primarschulen, für jede Schule . » 12. —
- g) Für jede Sitzung der Bezirksschulkommission pro Halbtage . » 1. 50

Werden weniger Schulbesuche gemacht als die in Art. 1 aufgezählten, so sind für jeden weniger gemachten Besuch in den sub a, b und c genannten Gemeinden je Fr. 2. —, in den übrigen Gemeinden je Fr. 1. 50 in Abzug zu bringen.

Art. 3. Werden einzelne Obliegenheiten des Ortsinspektors durch die Bezirksschulkommission anderen Personen übertragen, so sind diese von den Ortsinspektoren zu entschädigen.

Art. 4. Die Präsidenten der Bezirksschulkommissionen haben an diejenigen Mitglieder der letzteren, die nicht Inspektoren sind, für jede Sitzung der Bezirksschulkommission, welcher sie beigewohnt haben, Fr. 1. 50 pro Halbtage auszubezahlen und in Rechnung zu bringen.

II. Die Arbeitsschul-Inspektorinnen.

Art. 5. Für die spezielle Beaufsichtigung der Arbeitsschulen werden jeweilen mit den Primarschulinspektoren auf die Amtsdauer von 2 Jahren für jeden Bezirk 1 oder 2 Arbeitsschulinspektorinnen gewählt.

Art. 6. Dieselben haben die ihrer Inspektion unterstellten Schulen während des Jahres einmal zu besuchen und am Ende des Schuljahres die Schlussprüfungen abzunehmen.

Sie beobachten den Fortgang der Schulen und machen die Lehrerinnen auf allfällige Mängel und Fehler aufmerksam. Nötigenfalls berichten sie an das Erziehungsdepartement.

Sie fertigen die Einzel- und Bezirksprüfungsberichte an.

Art. 7. Die Arbeitsschulinspektorinnen haben für die ihnen laut Art. 6 obliegenden Verpflichtungen folgende Entschädigungen zu beanspruchen:

- a) Für Gemeinden mit 1 Arbeitsschule Fr. 5. —
- b) » » » 2 Arbeitsschulen » 8. —
- c) » » » 3 » » 10. —
- d) » » » 4 » » 12. —
- e) » » » 5 » » 14. —
- f) Für Gemeinden mit mehr Arbeitsschulen, für jede Arbeitsschule » 2. 50

Wird der vorgesehene Schulbesuch nicht gemacht, so sind für jede nicht besuchte Schule der unter a, b, c und d genannten Gemeinden Fr. 1. 50 und der unter e und f genannten Gemeinden Fr. 1 weniger zu berechnen.

III. Die Inspektoren der Bezirksschulen.

Art. 8. Von den Inspektoren der Bezirksschulen dürfen während eines Schuljahres für jede Schule nicht mehr als 3 Besuche (Aufnahmsprüfung inbegriffen) und die Abnahme der schriftlichen und der mündlichen Prüfung in Rechnung gebracht werden.

Art. 9. Die Inspektoren der Bezirksschulen beziehen für die 3 Schulbesuche je Fr. 3 und für die Abnahme der 2 Prüfungen je Fr. 6 Entschädigung.

IV. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 10. Die Inspektoren der Primar- und Bezirksschulen und die Inspektorinnen der Arbeitsschulen, welche nicht am Schul-, bzw. Versammlungsort wohnen, können ausser den vorgenannten Vergütungen bei Amtsreisen nachfolgende Entschädigung beanspruchen:

- a) für Reisen mit der Eisenbahn die Auslage für ein Fahrbillet II. Klasse;
- b) für Reisen, bei welchen die Eisenbahn nicht benutzt werden kann, 10 Cts. per Kilometer.

Die Entfernungen sind nach dem vom Regierungsrat aufgestellten Anhang zum Distanzenzeiger des Kantons Solothurn vom Jahre 1885 nach der gewöhnlich befolgten Reiseroute zu berechnen.

Art. 11. Für Begleitungen bei Schulbesuchen und Prüfungen darf nichts in Rechnung gebracht werden.

Art. 12. Die Rechnungen der Schulinspektoren und Inspektorinnen sind alljährlich nach Schluss des Schuljahres dem Erziehungsdepartement einzusenden.

Dieses Regulativ tritt sogleich in Kraft.

12. 6. Provisorische Ordnung für die unentgeltliche Abgabe der Lehrmittel in den untern und in den mittleren Schulen des Kantons Baselstadt. (Erlass des Regierungsrates vom 23. Februar 1889.)

§ 1. Beim Eintritt oder Übertritt in eine Klasse der untern und der mittleren Schulen erhält jeder Schüler durch den Lehrer diejenigen gedruckten obligatorischen Lehrmittel, welche er im Laufe des Schuljahres nötig hat.

Die erforderlichen Lehrmittel werden den betreffenden Schulanstalten durch diejenigen Buchhandlungen geliefert, welche mit dem Erziehungsdepartement in einem Vertragsverhältnis stehen. Das nähere wird vom Erziehungsdepartement festgesetzt werden.

§ 2. Die Schüler haben zu den ihnen übergebenen Lehrmitteln Sorge zu tragen und unsaubere oder unbrauchbar gewordene Exemplare auf eigene Kosten in saubern Stand zu stellen, eventuell durch neue zu ersetzen. Die Lehrer werden auf die sorgsame Behandlung der Lehrmittel ein wachsames Auge richten und Zuwiderhandlungen angemessen bestrafen.

§ 3. Den Vorstehern der betreffenden Schulanstalten bleibt es vorbehalten, in besondern Fällen die Lehrmittel beim Austritt der Schüler zurückzuziehen.

§ 4. Bei Einführung neuer obligatorischer Lehrmittel unterliegt die dadurch bedingte Mehrausgabe der Genehmigung des Regierungsrates.

13. 7. Règlement du 24 août 1889 pour le dépôt central du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires du canton de Fribourg. (Arrêté par le conseil d'Etat, le 24 août 1889.)

Chapitre premier. Dispositions générales.

Article premier. L'Etat met à la disposition du dépôt central les locaux nécessaires.

Art. 2. Le dépôt est administré sous l'autorité de la direction de l'Instruction publique par le chef de service du matériel, assisté d'une Commission.

Art. 3. Le Fonds de roulement du dépôt est constitué par l'ouverture à la direction des Finances d'un compte-courant, dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 4. La comptabilité du dépôt est constituée au moyen :

- 1^o D'un journal sur lequel sont inscrites au jour le jour toutes les opérations d'entrée et de sortie telles qu'elles résultent des bons de commande aux fournisseurs et des bons de livraisons aux écoles. Ces opérations sont consignées par nature d'objet. Le détail des fournitures livrées à chaque école est constaté, en outre, au moyen de bons de livraison rangés par numéro d'ordre et conservés dans un onglet;
- 2^o d'un grand-livre;
- 3^o d'un compte de caisse;
- 4^o d'un registre-contrôle des livraisons non payées (journal);
- 5^o d'un carnet des échéances;
- 6^o d'un copie de lettres;
- 7^o d'un livret-récépissé de la poste et d'un livret-récépissé du chemin de fer pour contrôle des expéditions faites par le Dépôt.

Art. 5. Les lettres reçues, les factures, les quittances, les conventions avec les libraires, éditeurs, auteurs, imprimeurs, fournisseurs quelconques, comme aussi les décisions concernant le Dépôt sont conservées dans des classeurs spéciaux.

Art. 6. Le dépôt achète en gros le matériel et les fournitures, dans la règle, auprès des éditeurs et des fabricants.

Le dépôt, autant que possible, édite lui-même les manuels spéciaux du canton et donne la préférence aux industriels du canton pour la fabrication du matériel et l'impression des manuels.

Art. 7. Le dépôt tient à la disposition des écoles les divers registres et formulaires prévus par la loi et les règlements sur l'instruction primaire.

Art. 8. Le dépôt ne peut réaliser aucun bénéfice sur le matériel et les fournitures. Le prix de vente de chaque objet est approuvé par la direction de l'Instruction publique et porté à la connaissance des communes.

Art. 9. Les expéditions ont lieu trois fois par an, en janvier, avril et octobre; elles sont adressées, dans la règle, au maître de l'école. Avis en est donné chaque fois au président de la Commission locale.

Les expéditions sont toutes faites contre remboursement lorsque l'argent n'a pas été envoyé avec la commande.

Art. 10. Des succursales peuvent être établies dans les différents districts du canton.

Art. 11. Pour faire les commandes, le maître a un cahier à souches dont les feuillets sont divisés en deux parties: la première, c'est-à-dire la souche, est conservée à l'école; l'autre partie, c'est-à-dire le coupon, est envoyée au bureau central et sert de bon de livraison.

Le détail des fournitures à commander est inscrit sur la souche et sur le coupon; ce dernier est signé par le maître et visé par la Commission locale.

Art. 12. Le prix des fournitures est affiché dans chaque école.

Le maître remet aux élèves le matériel, autant que possible contre paiement au comptant.

Il tient un registre dans lequel sont portées les fournitures faites à crédit, ainsi que le matériel livré aux élèves pauvres.

Art. 13. A la fin de chaque trimestre, le maître rend compte de l'approvisionnement et de la distribution du matériel et verse au boursier les sommes qu'il a perçues.

Chapitre II. De la Commission du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires.

Art. 14. La Commission du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires est composée de quatre membres nommés par la direction de l'Instruction publique et de l'administrateur du dépôt.

La Commission choisit son président et son secrétaire. Il est tenu un protocole de ses délibérations.

Art. 15. La Commission a la surveillance et le contrôle de l'administration du dépôt; à cet effet, elle vérifie les inventaires, les livres, la caisse et les comptes de l'administrateur aussi souvent qu'elle le juge à propos et au moins deux fois par an.

Elle examine tous les modèles d'objets classiques: cahiers, plumes, crayons etc., et formule ses propositions à la direction de l'Instruction publique.

Elle préavise pour l'adjudication des fournitures scolaires et arrête les contracts avec les fournisseurs.

Elle fixe le prix de vente pour chaque objet sous le contrôle de la direction de l'Instruction publique.

Elle soumet à la direction de l'Instruction publique toutes les mesures qui peuvent contribuer à améliorer la nature et la qualité du matériel d'enseignement et des fournitures scolaires et à en rendre le prix moins onéreux pour les communes et les familles.

Art. 16. Les membres de la Commission sont indemnisés à raison de 3 fr. par séance.

Chapitre III. De l'administrateur du dépôt.

Art. 17. L'administrateur du dépôt est nommé par le Conseil d'Etat.

Art. 18. L'administrateur a les attributions suivantes:

- a) Il soigne l'achat, la vente et la prompte expédition du matériel d'enseignement admis au dépôt;

- b) il signale à la direction de l'Instruction publique les communes qui ne lui paraîtraient pas remplir leurs obligations concernant les fournitures scolaires;
- c) il veille au réapprovisionnement constant du dépôt; à cet effet, il présente dans les premiers jours des mois de février, mai et novembre un état sommaire du matériel restant et un bordereau des commandes à faire;
- d) il pourvoit au bon entretien des marchandises en magasin qui doivent être assurées contre l'incendie;
- e) il est chargé de la correspondance et de la comptabilité du dépôt et fait en sorte que les livres soient constamment à jour;
- f) il insère dans la *Feuille officielle* les communications du dépôt destinées au public;
- g) il se tient au courant des progrès réalisés dans les autres cantons et à l'étranger en ce qui concerne le matériel scolaire.

Art. 19. Chaque année, dans le courant de janvier, l'administrateur présente ses comptes avec un rapport sur le fonctionnement du dépôt.

Art. 20. L'administrateur verse le produit des recettes au compte-courant du dépôt; il ne peut garder en caisse une somme excédant 200 fr.

Art. 21. L'administrateur fournit un cautionnement de 5000 fr.

Art. 22. L'administrateur reçoit un traitement de 1800 fr.

14. 8. Regulativ über unentgeltliche Verabreichung von Lehrmitteln, Schreib- und Zeichnungsmaterialien an der Primarschule in Rheineck (St. Gallen.) (Erlass des Schulrats vom Jahr 1889/90.)

§ 1. Die Anschaffung der Lehrmittel, Schreib- und Zeichnungsmaterialien geschieht durch den Schulrat, bei dessen Pfleger der Materialverwalter — ein vom Schulrate bezeichneter Lehrer — rechtzeitig die notwendig werdenden Bestellungen macht.

§ 2. Für die Auswahl aus vorliegenden Mustern der Schreib- und Zeichnungsmaterialien wird das Gutachten der Lehrerschaft eingeholt.

§ 3. Die Lehrer nehmen die für ihre Schulen nötigen Lehrmittel, Schreib- und Zeichnungsmaterialien beim Materialverwalter gegen Quittung in Empfang.

§ 4. Über Abgabe der Lehrmittel und Materialien an die Schüler führt jeder Lehrer ein Tagebuch, aus welchem zu ersehen ist, was jeder Schüler bezogen hat und unter welchem Datum die Bezüge geschehen sind.

Auf 1. Januar und 1. Juli haben die Lehrer an den Materialverwalter Rechnung zu stellen, aus welcher die Gratisabgabe, allfälliger Barverkauf und der noch vorhandene Vorrat ersichtlich sein soll.

§ 5. Der Materialverwalter macht zu handen des Schulpflegers eine Zusammenstellung dieser Abrechnungen und legt derselben ein Inventar über die auf 1. Januar und 1. Juli im Dépôt liegenden Vorräte bei.

§ 6. Die Maximalbeträge für Schreib- und Zeichnungsmaterialien, welche an einen Schüler unentgeltlich verabreicht werden dürfen, sind folgende:

I. Klasse Fr. 1. —; II. Klasse Fr. 1. 20; III. Klasse Fr. 1. 20; IV. Klasse Fr. 2. —; V. Klasse Fr. 3. —; VI. und VII. Klasse Fr. 3. —; Ergänzungsschule Fr. 1. — per Jahr.

§ 7. Jeder Schüler erhält von den vorgeschriebenen Lehrmitteln je ein Exemplar gratis und ist verpflichtet, dieselben so behandeln und aufzubewahren, dass wenigstens die Lehrmittel der IV. bis VII. Klasse bis zum Austritt aus der Schule jederzeit zur Benutzung bereit sind.

§ 8. Schüler, welche Lehrmittel verlieren oder sich aus Nachlässigkeit oder Mutwillen Beschädigung derselben zu schulden kommen lassen, haben weiter nötige Exemplare derselben Sorte zu bezahlen.

§ 9. Sollte nachweisbar ohne Verschulden des Schülers eines seiner Lehrmittel verloren gehen oder bis zur Unbrauchbarkeit beschädigt werden, so kann ausnahmsweise ein neues Exemplar verabfolgt werden.

§ 10. Die während des Schuljahres austretenden Schüler haben diejenigen Lehrmittel, die sie am neuen Wohnort voraussichtlich nicht brauchen, abzugeben.

§ 11. Schüler, welche das VI. Lesebuch nur ein Jahr zu gebrauchen im Falle sind, haben dasselbe beim Übertritt in die Realschule oder die Ergänzungsschule wieder abzugeben. Ebenso haben die der Schule zu entlassenden Ergänzungsschüler ihr Lesebuch zurückzulassen, oder falls sie es zu behalten wünschen, dafür eine billige Entschädigung zu entrichten.

§ 12. Die biblischen Geschichten, sowie die allfällig vom Schulrate bewilligten nicht obligatorischen Lehrmittel, werden als allgemeine Lehrmittel behandelt und bleiben Eigentum der Schule; das nämliche gilt von Zirkeln, Winkeln und Transporteuren, die den Schülern zum Gebrauch überlassen werden.

15. 9. Beschluss des Grossen Rates von Baselstadt betreffend die Fürsorge für unbeaufsichtigte und verwahrloste Schulkinder. (Vom 4. März 1889.)

Der Grosse Rat des Kantons Baselstadt beschliesst auf den Antrag des Regierungsrates zum Zweck einer vermehrten staatlichen Fürsorge für unbeaufsichtigte und verwahrloste Schulkinder:

1) Der Regierungsrat wird ermächtigt, Kinderhorte einzurichten, in welchen Schüler der Primarschule, welche der elterlichen Aufsicht entbehren, ausserhalb der Schulzeit an den Wochentagen beaufsichtigt und beschäftigt werden können, und es wird hiefür ein jährlicher Kredit bis auf Fr. 5000. — und ein einmaliger Kredit bis auf Fr. 5000. — auf Rechnung des Jahres 1889 für die baulichen Einrichtungen bewilligt.

2) Der Regierungsrat wird zur vermehrten Unterbringung von verwahrlosten Schulkindern in Besserungsanstalten oder in auswärtigen Familien ermächtigt und erhält hiefür einen jährlichen Kredit bis auf Fr. 2000.

16. 10. Regulativ der Spezialklasse für schwachbegabte Kinder. (Vom Schulrat der Stadt St. Gallen erlassen am 31. Mai 1889.) (Von der Erziehungskommission genehmigt den 7. Juni 1889.)

§ 1. Die Spezialklasse für schwachbegabte Schüler bildet einen integrierenden Bestandteil der städtischen Primarschule.

§ 2. In derselben finden solche Kinder Aufnahme, welche zwar bildungsfähig sind, aber wegen geistiger oder körperlicher Mängel einer individuellen Behandlung bedürfen und deshalb in den gewöhnlichen Schulen mit ihren normal beanlagten Klassengenossen nicht Schritt zu halten vermögen.

§ 3. Die Aufnahme findet in der Regel statt, wenn sich nach einjährigem Besuche der gewöhnlichen Klasse die Notwendigkeit der Versetzung in die Spezialklasse ergeben hat.

Ausnahmsweise kann ein Kind auf besonderes Ansuchen der Eltern schon nach dem ersten Trimester seines Schulbesuchs in die Spezialklasse versetzt werden, wenn der Fall so beschaffen ist, dass die Notwendigkeit der Versetzung sich bis dahin unzweifelhaft konstatieren lässt.

Ebenso kann die Versetzung auch nach mehr als einjährigem Besuche der gewöhnlichen Schule angeordnet werden, falls sich dies als notwendig herausstellt.

§ 4. Die Anmeldung zur Versetzung in die Spezialklasse geschieht jeweilen durch den Klassenlehrer beim Vorsteher und wird von diesem in Begleit eines Gutachtens der Anstaltskonferenz an die Primarschulkommission geleitet. Über die Aufnahmen entscheidet letztere und zwar nach stattgehabter Prüfung durch den Lehrer der Spezialklasse und ärztlicher Befürwortung. Ebenso ist in allen Fällen die schriftliche Zustimmungserklärung der Eltern erforderlich. Ist diese nicht erhältlich, so entscheidet der Schulrat — unter Vorbehalt des den Eltern zustehenden Rekursrechtes an das Erziehungsdepartement — über Verbleiben des Kindes in der gewöhnlichen Schulklasse oder dessen Entfernung aus der öffentlichen Schule.

§ 5. In die Spezialklasse werden nicht aufgenommen:

- a) Kinder, welche wegen geistiger oder körperlicher Gebrechen sich für den Besuch einer öffentlichen Schule überhaupt nicht eignen;
- b) sittlich verwahrloste Kinder;
- c) Kinder, welche das Lehrziel der Unterschule (III. Kurs) erreicht haben.

§ 6. Auf Antrag des Lehrers der Spezialklasse und mit ärztlicher Zustimmung kann die Primarschulkommission zu jeder Zeit ein Kind aus der Spezialklasse in die seinem Wissen und seinen Fähigkeiten entsprechende gewöhnliche Schulklasse versetzen.

§ 7. Sollte sich an einem in die Spezialklasse aufgenommenen Kinde ein so hoher Grad von Bildungsunfähigkeit zeigen, dass sich auch der Unterricht in der Spezialklasse als völlig erfolglos herausstellt, so kann der Schulrat die Entlassung des Kindes aus der Spezialklasse und damit aus der öffentlichen Schule überhaupt verfügen.

§ 8. Die Spezialklasse für Schwachbegabte soll in möglichst zentraler Lage der Stadt untergebracht werden und Kinder beiderlei Geschlechts aufnehmen.

Ihre Zahl soll vorderhand 25 nicht übersteigen.

§ 9. Mit der Führung der Spezialklasse kann ein Lehrer oder eine Lehrerin betraut werden, und wird für diese Lehrstelle ein Gehaltszuschuss von Fr. 300 zu dem durch das Organisationsstatut festgesetzten Normalgehalte ausgeworfen. — Im übrigen ist der Lehrer resp. die Lehrerin dem Lehrpersonal der städtischen Schulen in den Rechten und Pflichten gleichgestellt.

Die Spezialklasse steht unter direkter Aufsicht und Leitung der Primarschulkommission.

§ 10. Das Lehrziel der Spezialklasse richtet sich im allgemeinen nach dem der Primarschule und zwar mit besonderer Berücksichtigung des Handarbeits- resp. Handfertigungsunterrichtes. Änderungen, die mit Rücksicht auf die Befähigung der Kinder und gemachte Erfahrungen notwendig werden, unterliegen der Genehmigung des Schulrates.

§ 11. Die wöchentliche Stundenzahl darf 30 nicht übersteigen. Auf Handarbeit resp. Handfertigkeit und Turnen entfallen mindestens 10 Stunden.

17. 11. Verordnung betreffend die Einweisung von Minderjährigen in Besserungsanstalten des Kantons Zürich. (Erlass des Regierungsrates im Einverständnisse mit dem Obergerichte vom 21. Oktober 1889, vom Kantonsrat genehmigt am 18. November 1889.)

§ 1. Die staatlichen Besserungsanstalten sind bestimmt, Personen minderjährigen Alters, welche infolge mangelhafter Erziehung verwahrlost und sittlich verkommen sind, aufzunehmen, und dieselben nach Massgabe der Vorschriften des Gesetzes betreffend die Errichtung staatlicher Korrekptionsanstalten vom 4. Mai 1879 durch angemessenen Unterricht und Angewöhnung zur Arbeit zu bessern und sittlich zu heben.

Von der Aufnahme sind unbedingt ausgeschlossen:

- a) Blinde, Taubstumme, Geisteskranke, Bildungsunfähige;
- b) mit ansteckenden oder eckelhaften Krankheiten Behaftete oder solche, die einer unausgesetzten ärztlichen Pflege bedürfen.

§ 2. So lange kantonale Anstalten nicht in genügendem Masse zur Verfügung stehen, bezeichnet der Regierungsrat anderweitige Erziehungs- und Besserungsanstalten, in welche, wenn Aufnahme zugesichert wird, jugendliche Verwahrloste eingewiesen werden dürfen.

§ 3. Es steht nur den Gerichten und den Obervormundschaftsbehörden zu, minderjährige Personen in solche Anstalten einzuweisen.

§ 4. Die Gerichte können gemäss § 11 des Strafgesetzbuches auf Einweisung erkennen, wenn es sich um ein vorsätzliches und auch sonst seinem Wesen nach ernsteres Vergehen handelt, und der junge Täter zwar als zweifellos zurechnungsfähig erscheint, aber in die Kategorie der in § 1 erwähnten, verwahrlosten Personen gehört, und es deshalb angezeigt ist, nach erfolgter Schuldigerklärung die Einweisung in eine Besserungsanstalt an Stelle der Strafe treten zu lassen.

Die Vollziehung ist Sache des Statthalteramtes bzw. der Staatsanwaltschaft.

§ 5. Der Bezirksrat kann die Einweisung beschliessen:

- a) auf Veranlassung der Staatsanwaltschaft, wenn ein jugendlicher Verbrecher wegen mangelnder Zurechnungsfähigkeit im Sinne des § 45 des Strafgesetzbuches gar nicht vor den Strafrichter gewiesen wird.
- b) auf Veranlassung der Gerichte, wenn ein Angeschuldigter, der zur Kategorie der in § 1 erwähnten Personen gehört, wegen mangelnder Zurechnungsfähigkeit oder aus andern Gründen freigesprochen wird:

- c) auf den Antrag des Gemeinderates, wenn einer minderjährigen Person die nötige Aufsicht, Pflege und Erziehung nicht zu Teil wird und Ermahnungen von Seite der Gemeindebehörden erfolglos geblieben sind, oder wenn getroffene Anordnungen, z. B. Unterbringung in eine andere Familie oder in ein Erziehungs-Institut, sich als unzureichend darstellen.

§ 6. In den in § 5 a und b bezeichneten Fällen ist die bezügliche Schlussnahme nebst den erhobenen Untersuchungsakten durch die Justiz- und Polizeidirektion dem betreffenden Bezirksrate mit der Einladung zuzustellen, in Sachen beförderlichst Beschluss zu fassen, und ihr hievon zu Händen der Staatsanwaltschaft Mitteilung zu machen.

§ 7. Das Verfahren vor den Vormundschaftsbehörden richtet sich — soweit nicht in einer strafrechtlichen Untersuchung die nötigen Erhebungen bereits gemacht worden sind, — nach der Vorschrift des § 683 des privatrechtlichen Gesetzbuches.

§ 8. Widersetzt sich der Vater den Anordnungen der Vormundschaftsbehörden, so ist zugleich darüber zu entscheiden, ob ihm die väterliche Vormundschaft zu entziehen sei.

§ 9. Die Einweisung in eine Besserungsanstalt muss mindestens auf ein halbes Jahr erfolgen.

Vor der Entlassung hat der Bezirksrat, nach Entgegennahme der Anträge der Aufsichtskommission der Anstalt und des Gemeinderates, zu bestimmen, ob die Detention weiter fortdauern soll.

Ein Detinirter darf indes in keinem Falle über das zwanzigste Altersjahr in der Anstalt zurückbehalten werden.

§ 10. Gegen Beschlüsse des Bezirksrates, durch welche er das Ansinnen um Einweisung in eine Besserungsanstalt oder Anträge bezüglich der Fortdauer der Detention gutheisst oder ablehnt, kann von den Beteiligten, zu welchen in Fällen des § 5 a und b auch die Staatsanwaltschaft zu rechnen ist, das Rechtsmittel der Beschwerde an den Regierungsrat ergriffen werden.

Die Beschwerdeschrift ist binnen 10 Tagen von der Mitteilung des Beschlusses an dem Bezirksrate einzureichen, der sie mit seiner Vernehmlassung und den Akten beförderlich dem Regierungsrat übermittelt, und, im Falle die Einweisung angefochten wird, darüber entscheidet, ob der Rekurs aufschiebende Wirkung haben solle oder nicht.

§ 11. Die Kosten der Detention sind, wenn sie nicht dem eigenen Vermögen eines Detinirten entnommen werden können oder von der Familie bezahlt werden, für die Dauer der gerichtlichen Einweisung von der Gerichtskasse, in den Fällen der administrativen Einweisung eines Kantonsbürgers von dem Armengute seiner Heimatsgemeinde zu tragen.

§ 12. Diese Verordnung tritt mit der Genehmigung durch den Kantonsrat in Kraft.

18. 12. Verordnung betreffend die Organisation der staatlichen Korrekptionsanstalt des Kantons Zürich in Ringwil. (Erlass des Regierungsrates vom 24. Oktober 1889.)

I. Allgemeine Bestimmungen. § 1. Die Korrekptionsanstalt ist bestimmt zur Aufnahme minderjähriger verwahrloster Personen männlichen Geschlechtes im Alter von mindestens 12 Jahren, welche nach Massgabe der Bestimmungen

der Verordnung betreffend die Einweisung Minderjähriger in Besserungsanstalten vom 21. Oktober 1889 dahin verwiesen werden.

§ 2. Sie hat zum Zwecke, die Detinirten an ein tätiges Leben zu gewöhnen und moralisch zu heben.

Es dienen ihr hiezu als Erziehungsmittel

- a. Individuelle Zucht in häuslichem Geiste;
- b. geeigneter Unterricht für Verstandes- und Gemütsbildung;
- c. religiöse Erbauung;
- d. passende Arbeit und soweit möglich Berufslehre.

§ 3. Die Maximalzahl der Detinirten darf 60 unter keinen Umständen übersteigen.

Die Detinirten werden in Gruppen von höchstens 15 abgeteilt.

Dabei sollen möglichst die nach Alter und moralischem Zustand gleichartigen Individuen zusammengefasst werden.

§ 4. Der theoretische Unterricht wird soweit tunlich nach Klassen, entsprechend der Bildungsstufe der Detinirten, erteilt und vornehmlich auf die ersten Vormittagsstunden verlegt. Bei dringlicher Arbeit kann derselbe abgekürzt oder gänzlich eingestellt werden.

Die Aufsichtskommission ist befugt, ältere Detinirte teilweise, unter Umständen auch ganz, von diesem Unterrichte zu dispensiren.

§ 5. Die Hauptbeschäftigung der Detinirten besteht im Betriebe der Landwirtschaft. Soweit möglich soll ihnen auch Gelegenheit zur Erlernung eines für sie passenden Handwerkes gegeben werden.

Bei der Wahl der Beschäftigung ist auf die körperliche und geistige Befähigung und auf das Verhalten des Detinirten Rücksicht zu nehmen.

§ 6. Die Hausordnung der Anstalt wird durch ein besonderes, vom Regierungsrat zu erlassendes Reglement festgestellt.

Besuche und Korrespondenzen sind der Aufsicht des Verwalters unterstellt und nur soweit zu dulden, als sich keine nachteiligen Folgen spürbar machen.

§ 7. Entweichungen aus der Anstalt haben polizeiliche Fahndung, Disziplinarstrafe und Detentionsverlängerung bis auf 3 Monate, je nach dem Entschiede der Aufsichtskommission, zur Folge.

§ 8. Die Entlassung eines Detiniren erfolgt, abgesehen von besonderen Krankheitsfällen, frühestens nach Ablauf der Zeit, für welche derselbe in die Anstalt eingewiesen worden ist.

Dabei ist nach Vorschrift der in § 1 zitierten Verordnung zu verfahren.

II. Anstaltspersonal. § 9. Die Anstalt wird von einem Verwalter geleitet. Er hat die gesamte Anstalt, mit Einschluss der Gutswirtschafts und der allfälligen Gewerbebetriebe, zu überwachen, und, vorbehaltlich der Kompetenzen der Aufsichtsbehörden, die nötigen Massnahmen und Anordnungen zur Sicherung eines geregelten Fortganges derselben zu treffen. Er hat den Teil des Unterrichtes, den ihm die Aufsichtskommission zuweisen wird, zu übernehmen. Er führt das Rechnungswesen der Anstalt nach Massgabe der allgemeinen und besonderen bezüglichen Vorschriften. Er erstattet der Aufsichtskommission vierteljährlich mündlichen, der Direktion des Gefängniswesens zu Händen des Regierungsrates jährlich schriftlichen Bericht über den ganzen Stand und Gang der Anstalt.

§ 10. Jeder einzelnen Gruppe steht ein Chef vor. Der Gruppenchef hat die Aufgabe, den Verwalter in der erzieherischen Einwirkung auf die ihm zugewiesene Gruppe zu unterstützen und diese Gruppe speziell zu überwachen und zu leiten. Es kann ihm je nach seiner Befähigung ein Teil des Unterrichtes zugewiesen werden.

§ 11. Der Verwalter und die Gruppenchefs, der Anstaltsgeistliche und der -Arzt werden auf den Vorschlag der Aufsichtskommission vom Regierungsrat auf eine Amtsdauer von drei Jahren, welche mit derjenigen der übrigen Verwaltungsbeamten zusammenfällt, gewählt.

Die Anstellung des übrigen Personals ist Sache der Aufsichtskommission.

§ 12. Die jährliche Besoldung des Verwalters beträgt 1500 bis 2500 Franken, diejenige eines Gruppenchefs 800 bis 1500 Franken. Überdies wird dem Verwalter für sich und seine Familie, den Gruppenchefs für ihre Person freie Station in der Anstalt gewährt.

Die Entschädigung des Geistlichen, des Arztes, der allfälligen Hilfslehrer und des übrigen Anstaltspersonals wird durch besonderen Vertrag geregelt.

§ 13. Der Verwalter ist der Aufsichtskommission und dem Regierungsrat für seine Geschäftsführung verantwortlich; er hat eine vom Regierungsrat zu bestimmende Real- oder Personalkautionsleistung zu leisten.

§ 14. Zur Aufrechterhaltung der Disziplin stehen dem Verwalter folgende Strafbefugnisse zu:

- a. Verweis;
- b. Strafarbeit;
- c. Einsperrung bis auf 4 Tage;
- d. vollständige Isolierung auf höchstens 14 Tage bei angemessener Beschäftigung.

In den Fällen c und d ist sofortige Anzeige an den Präsidenten der Aufsichtskommission zu machen, welcher befugt ist, in besonders schweren Fällen die Strafe entsprechend zu verlängern.

III. Ökonomische Verhältnisse. § 15. Die jährlichen Ausgaben der Anstalt sollen zunächst aus dem Ertrage der Gutswirtschaft und der allfälligen Gewerbebetriebe, sodann aus den Kostgeldern der Detinirten bestritten werden. Das Fehlende wird einem jährlich vom Kantonsrat zu bestimmenden Kredite entnommen.

§ 16. Das Kostgeld eines Detinirten beträgt jährlich 200 bis 500 Franken, die Vergütung für die reglementarische Bekleidung inbegriffen.

In denjenigen Fällen, in welchen das Armengut hierfür eintreten muss, wird das Minimum dieser Ansätze verrechnet.

§ 17. Behufs Berechnung des Verdienstanteils wird auf Schluss jedes Quartals von der Aufsichtskommission auf Vorschlag des Verwalters jedem Detinirten ein seinen Leistungen ungefähr entsprechender Taglohn, ohne Rücksicht auf den ihm gewährten Unterhalt, festgestellt und 15 % hiervon dem Detinirten als Verdienstanteil zugeschrieben. Diese Verdienstanteile werden bei einer Sparkasse zinstragend angelegt und beim Austritte des Detinirten dessen Patron zu zweckentsprechender Verwendung zugestellt.

IV. Aufsicht. § 18. Die Anstalt steht unter der Oberaufsicht des Regierungsrates, beziehungsweise derjenigen Direktion desselben, welcher das Gefängniswesen zugeteilt ist.

Alle Reglemente, Statuten, Lehrpläne und Ähnliches unterliegen der Genehmigung des Regierungsrates.

§ 19. Die direkte Aufsicht übt eine aus fünf Mitgliedern bestehende Aufsichtskommission aus, deren Wahl dem Regierungsrate zusteht.

Den Vorsitz in derselben führt der jeweilige Direktor des Gefängniswesens, das Protokoll der Sekretär dieser Direktion.

Der Verwalter wohnt den Sitzungen mit beratender Stimme bei.

§ 20. Die Amtsdauer der Mitglieder dieser Kommission beträgt drei Jahre. Sie beziehen Reiseentschädigung und Taggelder nach den bezüglichen Bestimmungen der Geschäftsordnung des Kantonsrates.

§ 21. Die Aufsichtskommission versammelt sich vierleijährlich wenigstens ein Mal in der Anstalt; sie überzeugt sich durch Augenschein vom Stand und Gang der Anstalt, nimmt vom Verwalter einen einlässlichen Bericht entgegen über die Pflichterfüllung der Angestellten, über die Disziplin, den körperlichen und geistigen Zustand der Detinirten, über die Resultate des Unterrichtes und der Arbeit, über verhängte Strafen, über Ernährung, Bekleidung, bauliche Einrichtungen und Anschaffungen; sie bestimmt in jedem einzelnen Falle das Kostgeld und trifft überhaupt die geeignet scheinenden Anordnungen; sie prüft die Jahresrechnung des Verwalters und begutachtet dieselbe zu Handen des Regierungsrates.

§ 22. Die Mitglieder der Aufsichtskommission haben die Anstalt nach einem im Anfang des Jahres zu bestimmenden Turnus allmonatlich und zwar unangemeldet zu besuchen.

Sie haben ferner auch von Zeit zu Zeit solchen Privatanstalten Besuche abzustatten, welche der Regierungsrat durch besondern Beschluss ihrer Aufsicht unterstellt.

§ 23. Für jeden Austretenden hat die Aufsichtskommission auf eine angemessene Zeitdauer einen Patron zu bestellen, der denselben nach Möglichkeit überwacht und ihm mit Rat und Tat beisteht. Der Patron erstattet der Aufsichtskommission halbjährlich nach einem festzustellenden Fragenschema Bericht.

Schlussbestimmung. § 24. Diese Verordnung tritt nach ihrer Genehmigung durch den Kantonsrat in Kraft.

Der Kantonsrat hat die vorstehende Verordnung am 18. November 1889 genehmigt.

19. 13. Kreisschreiben des Erziehungsrates des Kantons Schwyz betreffend die Schulversäumnisse an sämtliche Schul- und Gemeinderäte. (Vom 14. Februar 1889.)

Unterm 28. November 1888 hat der h. Kantonsrat auf das Gesuch der Inspektoratskommission vom 29. Mai und nach dem Antrage des Erziehungs- und Regierungsrates vom 24. Juli 1888, um Interpretation des 1. Absatzes des lit. a und der Ziffer 3 des § 43 der Organisation des Volksschulwesens vom 26. Oktober 1877/18. Juli 1878, über die Fragen:

1. Zu § 43 Abs. 1: Bei wie viel Halbtagen unentschuldigter Schulversäumnisse soll die Mahnung durch den Schulratspräsidenten erlassen werden?

2. Zu § 43 lit. a: Sind unentschuldigte Schulversäumnisse von weniger als fünf Halbtagen je einer Hälfte eines Monats denjenigen der darauf folgenden andern Hälfte, sei es des gleichen, sei es des folgenden Monats, zuzuzählen, und wenn die Summe derselben fünf Halbtage erreicht, zu strafen, oder dürfen Versäumnisse von weniger als fünf Halbtagen in jedem Halbmonat unbestraft belassen werden?

3. Zu § 43 Ziff. 3: Kann die einjährige Pflichtschule verfügt werden, wenn ein Schüler während aller der sieben Schuljahre 250 unentschuldigte Schulversäumnisse aufweist, oder nur, wenn ein Schüler während eines einzigen Schuljahres 250 Halbtage sich der Schule unentschuldigt entzogen hat?

in Erwägung:

1. Wenn angenommen wird, dass ein Schüler ohne Entschuldigung jeden Halbmonat 4 Halbtage die Schule ungebüsst versäumen dürfe, so könnte er während eines Schuljahres bei gesetzlicher Schulzeit von 42 Wochen oder 20 Halbmonaten 80 Schulhalbtage, bei Halbtagschulen, à 5 Halbtage Schulzeit per Woche, 16 Wochen, bei Ganztagschulen, à 10 Halbtage Schulzeit per Woche, 8 Wochen ungestraft von der Schule wegbleiben.

2. Wenn angenommen werden müsste, dass 250 unentschuldigte Schulversäumnisse (Halbtage) eines Schülers in einem Jahre erst zur Pflichtschule während eines weitem Schuljahres verpflichteten, so wäre die Möglichkeit geboten, dass ein Schüler einer Halbtagschule bei gesetzlicher Unterrichtszeit von 5 Halbtagen in der Woche erst zur Pflichtschule verhalten werden könnte, wenn er ein ganzes Jahr hindurch die Schule nie besucht hätte; denn 42 Wochen zu 5 Halbtagen Schulzeit geben erst 210 Halbtage. Ein Schüler einer Ganztagschule von 10 Halbtagen in der Woche dürfte bis zu 25 Wochen die Schule versäumen, ehe die Pflichtschule auf ihn angewendet werden könnte.

3. Die Gewährung der Möglichkeit zu Schulversäumnissen nach der in den Erwägungen Ziff. 1 und 2 angeführten Art würden sehr nachteilige Folgen nach sich ziehen für die Bildung der betreffenden Kinder, sowie für einen regelmässigen Fortschritt im Schulunterrichte überhaupt und müssen daher als unstatthaft erklärt werden,

in Anwendung von § 39 der Verfassung,

beschlossen:

1. Durch den Schulratspräsidenten soll die Mahnung erlassen werden, sobald ein Kind drei Halbtage die Schule ohne Entschuldigung versäumt hat.

2. Die unentschuldigten Schulversäumnisse eines Schülers unter fünf Halbtagen je einer Hälfte eines Monats sind zu denjenigen der darauf folgenden Hälfte, sei es des gleichen, sei es des folgenden Monats, zu zählen, und wenn diese zusammen die Zahl 5 erreichen, sind die Eltern oder Stellvertreter der betreffenden Kinder im weitem Sinne von § 43 der Organisation des Volksschulwesens zu bestrafen.

3. Wenn die unentschuldigten Schulversäumnisse eines Kindes während der gesamten siebenjährigen Schulzeit die Zahl 250 erreichen, so ist der Schulrat ermächtigt, einen solchen Schüler zum Besuche der Pflichtschule während eines weitem Schuljahres anzuhalten.

Der Regierungsrat hat den Beschluss auf 1. Januar 1889 in Kraft erklärt und den Erziehungsrat mit der Vollziehung beauftragt.

In Ausführung dieses Auftrages übermachen wir Ihnen anmit diese Schlussnahme samt den bezüglichlichen Formularen mit dem dringendsten Gesuche, derselben genau nachleben zu wollen.

Den grössten Teil der unbefriedigenden Resultate unserer Schulen müssen wir dem Absenzenunwesen zuschreiben, das einem geregelten Fortschritt im Schulunterrichte mit voller Kraft entgegentritt.

Die einzelnen Teile des Unterrichtsstoffes sind streng zusammenhängend; das jeweiligen Folgende geht notwendig aus dem Vorhergehenden hervor und stützt sich auf dieses, und ist ebenso auch wieder das notwendig Vorhergehende für das Nächstfolgende. Jeder Halbtage Schulversäumnis aber macht eine Lücke in diesem Zusammenhang. Das betreffende Kind hört einen Teil des Unterrichts nicht, einzelne Übungen bleiben ihm fern, und beides sollte doch für das Nächstfolgende vorbereiten. Je mehr sich diese Versäumnisse wiederholen, desto lückenhafter wird der Unterricht; der Schüler kann ihn deshalb nicht mehr verstehen, er bleibt zurück; die Lust zum Lernen geht bei ihm verloren, und ein Fortschritt ist nicht mehr denkbar. Daher kommt es leider, dass so viele Schüler schon in den untern Klassen zurückbleiben, selbst bei siebenjährigem Schulbesuche die obern Schulkurse nie erreichen und mit sehr mangelhafter Schulbildung in's Leben hinaustreten.

Es liegt daher gewiss in der Pflicht der tit. Schulräte, dem erwähnten Übelstande nach Kräften entgegen zu wirken. Den Oberbehörden entgeht keineswegs, dass die strenge Handhabung des Schulbesuches auf Schwierigkeiten stösst; die Erfahrung sagt ihnen aber auch, dass eine konsequente unterschiedene Durchführung der bezüglichlichen gesetzlichen Bestimmungen sowohl seitens der Schul- als der Gemeinderäte mit den besten Erfolgen gekrönt wird.

Im Fernern müssen wir Ihnen in Erinnerung bringen, dass laut § 40 der Schulorganisation Bewilligungen zum Ausbleiben von der Schule erteilt werden dürfen:

1. Vom Schulratspräsidenten für 3 Tage im Monat;
2. vom Schulrat für 8 Tage während gleicher Zeit.

Die vielfach vorkommenden Überschreitungen dieser Kompetenz führen eine grosse Anzahl entschuldigter Schulversäumnisse herbei, welche den bereits erwähnten Übelständen auch noch Vorschub leisten.

Gestützt auf vorstehende Ausführungen empfehlen wir Ihnen nochmals angelegentlich, für regelmässigen Schulbesuch nach besten Kräften sorgen zu wollen, wie überhaupt Ihren Schulen neuerdings reges Interesse entgegen zu bringen.

II. Arbeitsschulen für Mädchen.

20. 1. Lehrplan für die Arbeitsschulen des Kantons Baselland. (Erlass des Regierungsrates vom 4. Mai 1889.)

Der Regierungsrat des Kantons Basellandschaft,
in der Absicht, durch Einführung eines methodisch zu erteilenden Klassenunterrichts das Arbeitsschulwesen zu fördern, beschliesst auf Antrag der Er-

ziehungsdirektion über die Verteilung der Arbeiten auf die einzelnen Klassen der Schule, die Art und Weise des Unterrichts, die unmittelbare Aufsicht über die Schule und die Lehrmittel, was folgt:

§ 1. Es soll gelehrt und geübt werden:

I. Klasse (III. Schuljahr).

I. Stricken. 1) Erlernen der rechten und linken Maschen, der Verbindung beider zum Bördchen, des Auf- und Abnehmens und der Bildung der Ferse mit Käppchen, eingeübt an einem Übungstreifen — teils in Takt — teils in Freiarbeit.

2) Stricken des Strumpfes. (Erklären der verschiedenen Teile desselben mit Hilfe eines gezeichneten und eines gestrickten Strumpfes). Anfertigung eines Paares Kinderstrümpfe als Klassenarbeit.

II. Nähen. 1) Ein Übungsstück zum Einüben der wichtigsten Stiche (Vor-, Hinter-, Stepp-, Überwindlings- und Nebestich). Belehrung über Einfädeln des Nähtlings, Bildung des Knotens, Handhabung der Näharbeit, Entstehung und Bedeutung der Stiche (eventuell II. Klasse).

2) Säumen von Nastüchern als Klassenarbeit.

II. Klasse (IV. Schuljahr).

I. Stricken. 1) Strumpfsticken nach der Regel (Klassenarbeit).

2) Anstricken alter Strümpfe (das erste Paar als Klassenarbeit).

II. Nähen. 1) Ein Übungsstück zum Einüben der wichtigsten Nähte an grobem Baumwollstoff oder Leinwand (Klassenarbeit).

2) Ein einfaches Mädchenhemd (Zughemd) als Klassenarbeit. Vorlegen eines solchen, Vorzeigen und Benennen seiner Teile, Vorzeichnen des Schnittmusters an der Wandtafel.

III. Klasse (V. Schuljahr).

I. Stricken. Neue Strümpfe und Anstricken alter als Nebenarbeit.

II. Nähen. 1) Annähen von Aufhängern, Knöpfen, Haften etc. Anfertigung des Knopfloches am Nähtuch (Klassenarbeit).

2) Ein grösseres Mädchenhemd mit Bündchen (Klassenarbeit).

3) Nähen von Schürzen, Schlüttli, Kinderhemdchen etc. als Nebenarbeit.

III. Flicken. Stückeln der Strümpfe (Ferse) und Überziehen blöder Stellen durch den Maschenstich (Klassenarbeit).

IV. Zeichnen. Ein Übungstuch von eingeteiltem Stramin mit zwei Alphabeten, Ziffern und wenigen leichten Verzierungen (Klassenarbeit). Anwendung des Kreuzstiches (2 Buchstaben) am Nähtuch (Klassenarbeit).

IV. Klasse (VI. Schuljahr).

I. Stricken. Fortsetzung der bisherigen Übungen als Nebenarbeit.

II. Nähen. 1) Ein Frauenhemd mit Bündchen (Klassenarbeit).

2) Nähen von Blousen, Hemden etc. als Nebenarbeit.

III. Flicken. 1) Fortsetzung der Übungen im Stückeln und Verstecken der Strümpfe als Klassenarbeit.

2) Ein Übungsstück zum Einsetzen von Stücken in quadratischer Form mit der Überwindlings-, Kapp- und Saumnaht an weissem Baumwollstoff (Nähtuch). Erklärung über die Anwendung der verschiedenen Einsetzarten (Klassenarbeit).

Zur Veranschaulichung: Ein fertiges Übungsstück. Vorzeichnen des Ausschneidens an der Wandtafel, Vorzeigen des Einschneidens und Ausnähens der Ecken an recht grobem Baumwollstoff.

3) Anleitung zum Verstecken schadhafter Stellen am Näh- resp. Flicktuch. Flickten der Wäsche und Kleider als Nebenarbeit.

IV. Zeichnen der verfertigten Wäschegegenstände (Kreuzstich).

§ 2. Wo ein V. und ein VI. Arbeitsschuljahr vorhanden ist, erleidet der vorstehende Lehrplan folgende Veränderungen:

I. Klasse. Der Unterricht beschränkt sich auf das Stricken.

II. und III. Klasse. Die Vorübungen zum Nähen (vgl. I. Klasse) fallen ganz der III. Klasse zu. Das Anfertigen einer beschränkten Zahl von Piqué-, Patent- und Hohlmustern kann der II. und III. Klasse als Nebenarbeit gestattet werden.

IV. Klasse. Das Zuschneiden wird der V. und VI. Klasse zugewiesen.

V. Klasse. 1) Nähen. Ein Knabenhemd mit Koller (Klassenarbeit). Einübung der einfachen Verzierungsstiche und Hohlsäume am Nähtuch (Klassenarbeit);

2) Flickten. a. Fortsetzung des Stückelns und Versteckens von Gestricktem (Nebenarbeit);

b. Verstecken und Verweben des Gewobenen an einem Übungsstück (Klassenarbeit);

c. Ausführung aller Flickübungen an Nutzarbeiten (Nebenarbeit).

3. Häckeln. Ein Übungsstreifen mit den meist zu verwendenden Stichen.

VI. Klasse. 1) Nähen. Ein Knaben- oder Mannsheemd mit Koller (Klassenarbeit). Anfertigung verschiedener Arten von Näharbeiten als Nebenarbeit.

6) Flickten. Ausführung jeder Art von Flickarbeiten an Gestricktem und Gewobenem (Nebenarbeit).

3) Zuschneiden. Frauen- und Mannsheemden in Papier, Steifmousseline und am Stoff selbst. Einzeichnen der Schnittformen in ein Heft in verkleinertem Masstab und Eintragen der bezüglichen Erläuterungen.

§ 3. Der Unterricht ist Klassenunterricht; jede neue Klassenarbeit muss von allen Schülerinnen der nämlichen Klasse gleichzeitig begonnen werden, ebenso sind diejenigen Partien der Arbeiten, welche die wesentlichsten Besprechungen und Erläuterungen erfordern, gleichzeitig auszuführen. Alle Klassenarbeiten müssen bis zum Examen in der Schule aufbewahrt werden. Auf das Examen darf keine Arbeit gewaschen werden.

§ 4. Für die als Klassenarbeit vorgeschriebenen Übungsstücke muss der Stoff gemeinschaftlich angeschafft werden, für die übrigen Klassenarbeiten ist es erwünscht, und zwar:

1. Für den Strickübungsstreifen und die Strümpfe ungebleichtes, weiches, gut gedrehtes Strickgarn, Schweizergarn, Nr. 40, 15fach, die Nadeln etwa $1\frac{1}{2}$ mal so dick als das Garn und eher etwas stumpf als zu spitz;
2. für die Vorübungen zum Nähen uneingeteilter weisser Stramin, Nr. 5, roter Zeichnungsfaden, Nr. 18, oder statt des erstern grobe, nicht appretirte Triplüre, letztere auch zum Nähtuch (30 cm) dienlich;
3. 180 cm gebleichter Baumwollstoff (84 cm breit) für das erste Mädchenhemd (mit gerader und leicht erkennbarer Fadenrichtung).

Hinsichtlich der Nebenarbeiten ist zu bemerken, dass sie nur für solche Schülerinnen gelten, welche mit ihrer Klassenarbeit fertig oder im Vorsprung sind; sie sollen auch so gewählt sein, dass sie den Schülerinnen Gelegenheit bieten, das in der Klassenarbeit Erlernte allseitig und bis zur Fertigkeit zu üben.

§ 5. Die unmittelbare Aufsicht über die Arbeitsschulen liegt der Schulpflege ob, welche zu diesem Zwecke sachverständige Frauenspersonen beizuziehen hat.

Aufgabe dieser Frauenkommissionen ist:

1. Nach einer bestimmten Kehrordnung die Arbeitsschule zu besuchen und der Lehrerin in der Schulführung mit Rat und Tat an die Hand zu gehen;
2. das Arbeitsmaterial anzuschaffen, bei der Zuteilung an die Kinder behülflich zu sein, die einzuziehenden Beträge festzusetzen und für unentgeltliche Verabreichung an ärmere Kinder zu sorgen;
3. über Punkte, welche die Interessen der Arbeitsschule beschlagen, ihre Wünsche und Anträge der Schulpflege, bezw. dem Inspektorate einzureichen;
4. bei den Jahresprüfungen mitzuwirken.

Ein direktes Eingreifen in Lehrgang und Lehrverfahren seitens der Frauenkommissionen ist unzulässig; bezüglich Aussetzungen und Wünsche sind zur Erledigung dem Schulinspektorate bekannt zu geben.

§ 6. In den Arbeitsschullokalen müssen folgende allgemeine Lehrmittel vorhanden sein:

1. Eine in Quadrate von 3 cm Seite eingeteilte grössere Wandtafel;
2. ein Nährahmen;
3. eine Tabelle mit dem Musterstrumpf;
4. eine ausreichende Anzahl von Nähkissen.

Jeder Arbeitsschule ist zur Aufbewahrung der Arbeiten ein passend eingerichteter, gut verschliessbarer Kasten anzuweisen.

§ 7. Dieser Lehrplan tritt sofort in Kraft.

21. 2. Vorschriften für die Arbeitsschulen des Kantons Solothurn, nebst Lehrplan. (Erlass des Regierungsrates vom 22. Oktober 1889.)

a) Vorschriften über die Arbeitsschule.

Schulen. In jeder Schulgemeinde soll für die schulpflichtigen Mädchen eine Arbeitsschule bestehen. (§ 18 des Primarschulgesetzes vom 3. Mai 1873.)

Wenn die Zahl der Schülerinnen einer Arbeitsschule 40 übersteigt, so muss eine weitere Schule errichtet werden; es kann aber in einer Schulgemeinde der Unterricht für mehrere Schulen einer einzigen Lehrerin übertragen werden. (§ 19 dieses Gesetzes.)

Die Schulbehörden sollen darauf dringen, dass der Unterricht an allen Arbeitsschulen einer Gemeinde einer einzigen Lehrerin übertragen wird. (§ 3 der Verordnung vom 5. Juni 1882.)

Schulpflicht. Die Schulpflicht dauert vom zweiten bis und mit dem achten Schuljahr. (§ 20 des Gesetzes.)

Mit dem Beginn des zweiten Schuljahres hat jedes Mädchen die Arbeitsschule zu besuchen, gleichviel in welcher Klasse der Primarschule es sich in jenem Zeitpunkte befinde. (§ 31 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Der Lehrer übergibt zu Anfang jedes Schuljahres der Arbeitslehrerin das Verzeichnis dieser Kinder. (§ 32 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Die Arbeitsschülerinnen einer Arbeitsschule bilden in Übereinstimmung mit den Primarschulklassen, welchen sie angehören, ebenso viele Arbeitsschulklassen. (§ 33 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Die Zahl der Unterrichtsstunden beträgt für das Winter- und Sommerhalbjahr mit Ausnahme der sub § 4 bestimmten Ferienzeit für die drei ersten Schuljahre wöchentlich 4, für die folgenden 6 Stunden. Die Verteilung der Stunden geschieht durch die Schulkommission mit Genehmigung des Erziehungsdepartements. (§ 21 des Gesetzes.)

Unterricht. Der Unterricht erstreckt sich auf das Stricken, Nähen, Flicken, Zeichnen, Zuschneiden und Haushaltungskunde. Mit dem praktischen Unterricht ist auf allen Stufen der nötige theoretische Unterricht zu verbinden. (§ 22 des Gesetzes.) Das Nähere siehe Lehrplan.

Arbeitsstoff, Werkzeug, Arbeiten. Die Arbeitsmaterialien für die elementaren Übungen im Stricken, Nähen und Zeichnen werden von den Frauenkommissionen resp. von den Arbeitslehrerinnen für die betreffenden Kinder gemeinsam angeschafft und die Kosten verhältnismässig auf dieselben verteilt.

Für die Kinder armer Eltern werden die Arbeitsmaterialien von der Heimatgemeinde bezahlt, sofern die Mittel nicht durch die Einwohnergemeinde oder gemeinnützige Vereine beschafft werden können. (§ 34 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Als gemeinsam anzuschaffendes Arbeitsmaterial wird vorderhand bezeichnet: Stricknadeln und Garn für die ersten Übungen im Stricken; Tuch zum sogenannten Musterstreifen; Nähnadeln und Faden für die elementaren Übungen im Nähen; Stramin und Wolle zur Anfertigung des Zeichnungsmusters. (§ 35 der Verordnung vom 26. Mai 1877.) Das Nähere siehe »Arbeitsmaterial und Werkzeuge, a«.

Für den weiteren Unterricht hat jede Schülerin die nötigen Werkzeuge und den erforderlichen Arbeitsstoff mit in die Schule zu bringen. (§ 36 der Verfassung vom 26. Mai 1877.) Das Nähere siehe »Arbeitsmaterial und Werkzeuge, b«.

Die Arbeiten sind bis zu ihrer Vollendung und Aushingabe und ebenso die Arbeitsmaterialien in einem verschliessbaren Kasten aufzubewahren. (§ 37 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Jede Arbeitslehrerin hat die Kontrolle über die gefertigten Arbeiten der einzelnen Schülerinnen genau nachzuführen und an der Prüfung samt den Arbeitsbüchlein der Kinder vorzulegen. (§ 39 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Bildung und Fortbildung der Arbeitslehrerinnen. Zur Bildung von Arbeitslehrerinnen werden alljährlich Lehrkurse abgehalten. Zur Aufnahme in den Kurs wird von den Bewerberinnen gefordert, dass sie: a) das 17. Altersjahr zurückgelegt haben; b) neben einem sittlichen Lebenswandel einen für das

Lehrfach befähigenden Charakter besitzen; c) durch eine Vorprüfung sich über den Besitz der nötigen Schulkenntnisse ausgewiesen haben. Bereits angestellte Lehrerinnen können jederzeit zur Teilnahme an einem Bildungskurse angehalten werden. (§ 23 des Gesetzes.)

Bewerberinnen, welche den Arbeitslehrerinnenkurs mitmachen wollen, haben sich beim betreffenden Ammann anzumelden und ihm ihre Zeugnisse über Leumund, sowie den Geburtsschein einzugeben. Der Ammann wird die Anmeldung mit den nötigen Schriften dem Erziehungsdepartement übermitteln. (§ 43 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Denjenigen, welche sich über die in § 23 des Gesetzes angegebenen Erfordernisse nicht genügend ausgewiesen haben, kann der Regierungsrat den Besuch des Kurses verweigern. (§ 44 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Die Kurse zur Heranbildung von Arbeitslehrerinnen dauern wenigstens drei Wochen. Die Besucherinnen haben dem Staat wenigstens $\frac{1}{3}$ des Kostgeldbetrages zu vergüten. (§ 6 der Verordnung vom 5. Juni 1882.)

Das Erziehungsdepartement lässt durch fachkundige Personen den Kurs leiten und die Bewerberinnen prüfen. (§ 45 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Wahlfähigkeit. Diejenigen Bewerberinnen, welche sich während oder am Schlusse des Kurses über genügende Leistungen und die erforderlichen Fähigkeiten ausweisen, erhalten auf Vorschlag der Leiter des Kurses vom Regierungsrat ein Wahlfähigkeitszeugnis. (§ 24 des Gesetzes.)

Zur Erlangung des Wahlfähigkeitszeugnisses als Arbeitslehrerin wird hinreichende allgemeine Schulbildung, Fertigkeit in den vorgeschriebenen weiblichen Arbeiten, Kenntnis der Haushaltungskunde und Vertrautheit mit dem Lehrplane der Arbeitsschulen verlangt. (§ 47 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Der Regierungsrat entscheidet auf den Bericht der Kursleiter und Prüfenden, ob den Geprüften das Wahlfähigkeitszeugnis zu erteilen sei oder nicht. (§ 46 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Wahl, Stellvertretung und Entlassung. Die Arbeitslehrerinnen werden nach vorhergegangener Ausschreibung von der Gemeinde auf sechs Jahre gewählt. Wählbar sind nur solche, welche ein Wahlfähigkeitszeugnis besitzen. (§ 25 des Gesetzes.)

Ist eine Arbeitsschule erledigt, so lässt der Gemeinderat dieselbe in der Gemeinde oder in weitem Kreisen auskünden und macht dem Erziehungsdepartement von den Angemeldeten Anzeige. Nachdem das Erziehungsdepartement mitgeteilt hat, welche Bewerberinnen wählbar sind, schreitet die Gemeinde zur Wahl. (§ 41 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Als Arbeitslehrerinnen sind nur solche wählbar, welche ein Wahlfähigkeitszeugnis besitzen. Gemeinden, welche Arbeitslehrerinnen anstellen, die das Wahlfähigkeitszeugnis nicht besitzen, soll der Staatsbeitrag nicht verabfolgt werden. Auf den Vorschlag der Bezirksschulkommission oder des Inspektors kann der Regierungsrat in dringenden Fällen für ein Jahr Ausnahmen gestatten. (§ 42 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Wenn eine Arbeitslehrerin wegen Krankheit oder aus andern erheblichen Gründen genötigt wird, mehr als acht Tage die Arbeitsschule einzustellen, so hat die Ortsschulkommission eine geeignete Stellvertreterin zu ernennen

und dem Erziehungsdepartement davon Kenntnis zu geben. (§ 4 der Verordnung vom 5. Juni 1882.)

Die Arbeitslehrerinnen können wegen fortdauernden Verletzungen der ihnen obliegenden Pflichten vom Regierungsrat aus dem Lehrerstande ausgeschlossen werden. (§ 48 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Aufsicht. Die nächste Aufsicht über die Arbeitsschulen, sowie die Anschaffung des erforderlichen Arbeitsmaterials liegt den Frauenkommissionen ob, welche von den Ortsschulkommissionen gewählt werden. Zur Prüfung der Arbeitsschulen bezeichnet der Regierungsrat die nötige Anzahl Arbeitslehrerinnen oder andere fachkundige Personen. Dieselben haben dem Präsidenten der Bezirksschulkommission zu Händen des Regierungsrates einen schriftlichen Bericht einzureichen. (§ 26 des Gesetzes.)

Die Beaufsichtigung der Arbeitsschule steht ausser dem Inspektorat der Frauenkommission und der Gemeindeschulkommission zu. (§ 49 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Die Frauenkommissionen haben nach einer Kehrordnung regelmässige Schulbesuche vorzunehmen, die Lehrerin in der Schulführung, sowie in der Beschaffung des Arbeitsmaterials und in der Berechnung und Verteilung der Auslagen zu unterstützen und der Gemeindeschulkommission die nötigen Mitteilungen zu machen. (§ 50 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

Für die spezielle Beaufsichtigung der Arbeitsschulen werden jeweilen mit den Primarschulinspektoren auf die Amtsdauer von zwei Jahren für jeden Bezirk ein oder zwei Arbeitsschulinspektorinnen gewählt. (Art. 5 des Regulativs vom 22. Januar 1889.¹⁾)

Dieselben haben die ihrer Inspektion unterstellten Schulen während des Jahres einmal zu besuchen und am Ende des Schuljahres die Schlussprüfungen abzunehmen. Sie beobachten den Fortgang der Schulen und machen die Lehrerinnen auf allfällige Mängel und Fehler aufmerksam. Nötigenfalls berichten sie an das Erziehungsdepartement. Sie fertigen die Einzel- und Bezirksprüfungsberichte an. (Art. 6 des Regulativs vom 22. Januar 1889.¹⁾)

Bestrafung der Absenzen, Disziplin etc. Überdies finden die Bestimmungen des gegenwärtigen (Primarschul-)Gesetzes auf die Arbeitsschule analoge Anwendung. (§ 27 des Gesetzes.)

Jede Arbeitslehrerin hat ein einfaches Absenzbüchlein zu führen und jeden Tag die Absenzen der Arbeitsschule dem Lehrer zur Eintragung in die Kontrolle mitzuteilen. Ebenso hat sie auf die Prüfung den Bericht anzufertigen. (§ 40 der Verfassung vom 26. Mai 1877.)

Was in Betreff der Schuldisziplin etc. für die andern Schulen vorgeschrieben ist, gilt auch für die Arbeitsschulen. (§ 51 der Verordnung vom 26. Mai 1877.)

b) Lehrplan.

I. Arbeitsschuljahr. (II. Primarschuljahr.)

a) Erlernen des Strickens an einem Übungstreifen mit 24 Anschlagmaschinen. Die rechte Masche soll so lange geübt werden, bis die Schülerinnen einige Fertigkeit im Stricken erreicht haben, wozu wenigstens 20 Nadeln ohne Fehler erforderlich sind. Linke Masche ebenso. Dann folgt das Bördchen-

¹⁾ pag. 74.

stricken mit 2 rechten und 2 linken Maschen, ebenfalls mit 20 Nadeln. Nachher eine Ferse mit Käppchen. Erst nach Beendigung dieses Übungsstreifens folgt das

b) Strumpfsticken: 1 Paar Strümpfe mit 84 Anschlagmaschen (der Anschlag soll von den Schülerinnen des III. Schuljahres gemacht werden), unter Besprechung der Teile eines Strumpfes und deren Verhältnisse mit Hilfe des gezeichneten Musterstrumpfes und des Strickrahmens. Besprechung der Eigenschaften des Strickmaterials.

Material für die Übungsstreifen und die Strümpfe: Ungebleichtes Baumwollengarn Nr. 40, zwölfjährig, und 4 dazu passende Stricknadeln. Beigarn (Fächli) zur Ferse und zum Endabnehmen.

II. Arbeitsschuljahr. (III. Primarschuljahr.)

a) Stricken: Erlernen der Anschlagmaschen. Strumpfsticken. Mündliche Belehrung über die Strumpfverhältnisse wie im I. Schuljahr. Berechnen der einzelnen Teile.

b) Strümpfe anstricken. Der Nähunterricht beginnt erst, wenn die Mehrzahl der Schülerinnen einen Strumpf vollendet hat. Nachher ist das Stricken während 2 wöchentlichen Stunden und als Nebenarbeit fortzusetzen.

c) Nähen: Erlernen des Nebestiches und des Überwindlingsstiches an einem Stück Zeug. (Hemdenabfall.) Säumen von Taschentüchern.

Belehrungen über Handhabung der Näharbeit.

III. Arbeitsschuljahr. (IV. Primarschuljahr.)

Sommer.

a) Strumpfsticken und Anstricken als Nebenarbeit.

b) Nähen: Anfangen des in den zwei folgenden Schuljahren fortzusetzenden Nähmusterstreifens.

Material: 30 cm. gebleichtes, grobfädiges, weiches Baumwollentuch, roter Zeichnungsfaden, weisser Faden Nr. 10 und 12.

Erlernen des Vor-, Stepp- und Hinterstiches (mit rotem Faden); zwei schmale Nebestichsäume; eine Doppelnäht; ein breiter Steppstichsaum und zwei Fältchen mit Vorstichen.

Belehrung über Entstehung, Bedeutung und Anwendung der Nähte, sowie über die Beschaffenheit des Stoffes und Nähwerkzeuges. Das Gewebe wird am Nährahmen veranschaulicht, ebenso werden es die verschiedenen Stiche.

Winter.

a) Fortsetzung des Strumpfstickens und Anstrickens als Nebenarbeit.

b) Nähen eines Mädchenhemdes mit ganzen Rauten (siehe »Fortbildungsschülerin«, Seite 8), unter Vorzeigung eines fertigen Hemdes.

Material: 1,80 m mittelgrobes, gebleichtes, 84 cm breites Baumwollentuch.

IV. Arbeitsschuljahr. (V. Primarschuljahr.)

Sommer.

a) Stricken: Anfertigung eines Strickmusterstreifens von 40 Maschen, mit 5 Piqué- und 5 Löchlimustern.

Material: Englisches Strickgarn Nr. 18 und zwei dazu passende Stricknadeln.

b) Strumpfflicken: Erlernen des einfachen Stückelns und des Überziehens blöder Stellen mit dem Maschenstich.

c) Nähen: Fortsetzung des Nähmusters: Aufsetzen eines Ärmelbündchens; Aufnähen (Belegen) eines Bandes mit Staffir- und Nebestich; Annähen von Aufhängern und Knöpfen.

Winter.

a) Stricken: 1 Paar neue Strümpfe als Nebenarbeit.

b) Nähen: 1 einfaches Frauenhemd.

c) Erlernen des Wäschezeichnens an einem Straminmustertuch, worauf 2—3 Alphabete im Kreuzstich auszuführen sind; ebenso einfache Ziffern, die Anfangsbuchstaben des Namens und die Jahreszahl.

Veranschaulichung am Straminnetz des Nährahmens.

V. Arbeitsschuljahr. (VI. Primarschuljahr.)

Sommer.

a) Stricken: 1 Paar Socken als Nebenarbeit.

b) Nähen: Gründliches Erlernen der Knopflöcher, Rickli und Nestellöchli an einem Stück Zeug. Nachher sind wenigstens 5 Knopflöcher, einige Rickli und Nestellöchli in das Nähmuster zu arbeiten.

c) Zeugsticken: Einsetzen von zwei Stücken in Quadratform in den Nähmusterstreifen.

Winter.

a) Nähen: Erlernen des Gegenstiches und einiger Zierstiche am Nähmusterstreifen. Ein Bündchenhemd mit kurzen Spickeln.

Material: Gebleichtes, mittelgrobes Baumwollentuch, 2,15 m. Länge und 84 cm. Breite. (Siehe »Fortbildungsschülerin«, Seite 119.)

b) Strumpfflicken: 2 Paar Strümpfe stückeln und verstecken.

c) Wäschezeichnen: Zeichnen des Nähmusters und des fertigen Hemdes in Kreuzstich.

VI. Arbeitsschuljahr. (VII. Primarschuljahr.)

Sommer.

a) Strumpfflicken: Stückeln in verschiedenen Arten. Verstecken einfacher Löcher und solcher mit Nähtchen und Abnehmen.

Veranschaulichung am geflickten Stricknetz. (Strickrahmen.)

b) Zeugflicken: Einsetzen von Flickstücken in Quadrat-, Rechteck- und Dreieckform in einen farbigen Flickmusterstreifen. Erklärung über den Nutzen und die Anwendung der verschiedenen Flickarten.

Vorzeichnen der einzusetzenden Formen an der Wandtafel, ebenso des Ausschneidens und Einschneidens in den Ecken.

Material: 25 cm Költsch.

Winter.

a) Zuschneiden: Die Frauenhemden für das IV. Arbeitsschuljahr.

b) Nähen: Ein Knabenhemd. (Zuschneiden desselben mit Hilfe der Lehrerin.)

c) Zeugflicken: Wenigstens 2 praktische Flickarbeiten, wenn möglich 1 weisse und 1 farbige.

d) Wäschezeichnen: Zeichnen der Knabenhemden.

e) Zuschneiden: 1 Bündchenhemd und 1 Hemd mit ganzen Rauten aus Papier in verkleinertem Masstabe.

Vorzeichnen an die Wandtafel und Einzeichnen der Schnittformen in ein Heft mit Quadratlineatur.

f) Haushaltungskunde: Besorgung und Reinhaltung der Wohnräume, als: Schlaf- und Wohnzimmer, Küche, Zeugkammer, Estrich, Keller u. s. w.

Kenntnis der verschiedenen Strickgarne, Baumwollen- und Leinenstoffe.

VII. Arbeitsschuljahr.

Sommer.

a) Strumpfflicken: Fortüben des Stückelns und Verstechens. Erlernen des Verstechens rechts und links gestrickter Strümpfe.

b) Zeugflicken: Erlernen des Verwebens.

c) Zuschneiden: Anleitung im Massnehmen, Zeichnen und Zuschneiden von Mannshemden. (Brust, Göller und Ärmel in natürlicher Grösse aus Papier.)

d) Nähen: 1 Paar Beinkleider, 1 Jacke, 1 Jupon oder 1 Bettanzug. Jede Schülerin hat die betreffende Arbeit unter Anleitung der Lehrerin selbst zuzuschneiden.

Winter.

a) Zuschneiden und Nähen eines Mannshemdes.

b) Zeugflicken: 2—3 praktische Arbeiten wie im VI. Schuljahr.

c) Wäschezeichnen: Das Mannshemd in Kreuzstich; andere Wäschegegenstände wie Taschentücher, Servietten, Waschtücher u. s. w. in Stepp- und Überwindlingsstich, Stiel- oder Fischgrätenstich.

d) Haushaltungskunde: Behandlung und Aufbewahrung der Wäsche und Kleider.

Arbeitsmaterial und Werkzeug.

a) Jede Schülerin erhält von der Schule:

I. Schuljahr: Ungebleichtes Baumwollengarn Nr. 40, zwölfmal, Fächli und Stricknadeln.

II. Schuljahr: Strickmaterial für ein Paar Strümpfe wie im I. Schuljahr. Nähmaterial: Weisses Faden Nr. 10 und 12 (Dorkas), Nähadeln (halblang) und Stecknadeln. Ebenso in allen folgenden Klassen.

III. Schuljahr: Gebleichtes, grobfädiges, weiches Baumwollentuch für den Musterstreifen; roter Zeichenfaden. Mittelmäßiges, gebleichtes, 84 cm breites Baumwollentuch zu den Hemden.

IV. Schuljahr: Englisches Strickgarn Nr. 18 zum Strickmusterstreifen und Verstechen. — Bänder und Knöpfe zum Nähmusterstreifen. — Stramintücher, Terneauwolle und Verstechnadeln.

V. Schuljahr: Strickmaterial für die Socken wie im I. Schuljahr. — Häckelgarn Nr. 50 und roter Faden für die Zierstiche und das Wäschezeichnen. — Verstechgarn wie im IV. Schuljahr. — Stoff zu den Hemden wie im III. Schuljahr.

VI. Schuljahr: Koltch für die Flickmuster. — Verstechgarn wie im IV. Schuljahr. — Papier zum Zuschneiden.

VII. Schuljahr: Verstechgarn. — Papier zum Zuschneiden.

b) Jede Schülerin hat, sobald der Unterricht es erfordert, mitzubringen: Einen Fingerhut, eine Schere, eine Stopfkugel und ein Nähkissen, sowie den erforderlichen Arbeitsstoff zu Kleidungsstücken.

Lehrmittel.

a) Notwendige: 1. Der gezeichnete Strumpf. 2. Der Nährahmen mit den erforderlichen Zeug- und Strickgeweben. 3. Eine grosse Wandtafel mit Quadrat-Lineatur (4 cm-Seite). 4. Grosse Vorlagen mit verschiedenen Alphabeten und Ziffern.

b) Wünschenswerte: 1. Stoffsammlung. 2. Zeichenhefte mit quadratischer Lineatur ($1\frac{1}{2}$ cm-Seite) und 3. „Die Fortbildungsschülerin“, die beiden letztern für die Hand der Schülerinnen der zwei obern Klassen.

*Stundenplan für eine Gesamtschule.**Sommer-Halbjahr.*

	Kl.	Stunde	Erster Halbtage	Zweiter Halbtage	
	I	1—3	Stricken	Stricken	Übungsstreifen
	II	1—3	Stricken	Stricken	Strümpfe
	III	1—3	Nähen	Anstricken	Nähmusterstreifen
Erste Hälfte des Sommers	IV	1—3	Nähen	Nähen	Nähmusterstreifen
	»	3—4	Stricken	Stricken	Strickmusterstreifen
Zweite Hälfte des Sommers	»	1—4	Stückeln	Stückeln	
	V	1—3 $\frac{1}{2}$	Nähen	Nähen	Nähmusterstreifen
	»	3 $\frac{1}{2}$ —4	Stricken	Stricken	Socken
Erste Hälfte, Sommers	VI	1—4	Strumpfflick.	Strumpfflick.	
Zweite Hälfte des Sommers	»	1—4	Zeugflicken	Zeugflicken	Farbiger Flickmusterstreifen
Erste Hälfte des Sommers	VII	1—3	Verweben	Strumpfflicken	
	»	3—4	Strumpfflick.	»	
Zweite Hälfte des Sommers	»	1—3	Nähen	Nähen	
	»	3—4	Zuschneiden	Zuschneiden	Mannsheid aus Papier

Winter-Halbjahr.

	Kl.	Stunde	Erster Halbtage	Zweiter Halbtage	
	I	1—3	Stricken	Stricken	Strümpfe
Von Beginn	II	1—3	Stricken	Stricken	Strümpfe
Von Neujahr	»	1—3	Nähen	»	»
	III	1—2	Nähen	Nähen	Mädchenhemd
	»	2—3	»	Stricken	
Von Beginn	IV	1—3	Nähen	Nähen	Frauenhemd
der Winters	»	3—4	»	Stricken	
Von Neujahr	»	1—4	Sticken	Sticken	Zeichnungsmuster
Von Beginn	V	1—4	Nähen	Nähen	Nähmuster u. Bündchenhemd
des Winters					
Von Neujahr	»	1—4	Nähen und Zeichnen	Stückeln und Verstecken	
Von Beginn	VI	1—4	Zuschneiden	Zuschneiden	Frauenhemden für die IV. Klasse
des Winters					
Von Mitte Nov.	»	1—3 $\frac{1}{2}$	Nähen	Nähen	Knabenhemd
» » »	»	3 $\frac{1}{2}$ —4	»	Haushaltungskunde	

Von Mitte Febr.	>	1—3½	Zeugflicken	Zeugflicken	Wäsche und Kleider
»	»	»	»	3½—4 Zuschneiden	Haushaltungs- (Zuschneiden in ver-
				kunde	klein. Masstab)
Von Beginn	VII	1—3½	Zuschneiden	Zuschneiden	Mannshemd
des Winters			und Nähen	und Nähen	
do.	»	3½—4	Nähen	Haushaltungs-	
				kunde	
Von Mitte Febr.	>	1—3½	Wäschezeich-	Wäschezeich-	
			nen u. Zeug-	nen u. Zeug-	
			flicken	flicken	
»	»	»	»	3½—4 Zeugflicken	Haushaltungs-
					kunde

Preis-Liste.

	Rappen
Strickmusterstreifen (I. Schuljahr)	30
Strümpfe mit einer Maschenzahl bis auf 84	100
» » » » » 100	120
» » » » über »	150
Strümpfe anstricken (Endabnehmen)	20
» » vor der Ferse	60—80
» stückeln (einfach)	30—40
» » (schwierig)	40—50
Strickmusterstreifen (IV. Schuljahr)	150
Socken	80
Strümpfe verstecken (blöde Stellen)	20—30
» » (per Loch)	10—20
Nastuch, per Saum	5—10
Nähmusterstreifen (III. Schuljahr)	100
» (IV. »)	60
» (V. »)	200
Farbiger Flickmusterstreifen	150
Mädchenhemd mit ganzen Rauten	120
Einfaches Frauenhemd	120
Bündchenhemd	150
Knabenhemd	250
Herrenhemd	300—400
Beinkleider	120
Schürze	50—100
Jupon	150
Jacke	150
Bettanzug	80—120
Zeichnungsmuster	250
Namenzeichnen an Hemden u. s. w.	15

Anmerkung. Die Arbeiten der Schülerinnen sollen fortan nach dieser Preisliste gewertet werden, auch wenn sich in den Händen der Kinder noch Arbeitsbüchlein mit der frühern Preisliste befinden sollten.

III. Fortbildungsschulen.

22. 1. Disziplinar-Ordnung für die bürgerlichen Fortbildungsschulen. (Erlass des Regierungsrates des Kantons Aargau vom 8. März 1889.)

§ 1. Jedes Jahr bringt die Schulpflege gegen Ende Oktober den fortbildungsschulpflichtigen Jünglingen der Gemeinde auf geeignete Weise Zeit und Ort zur Kenntnis, wann und wo sie sich zur Einschreibung oder allfälligen Befreiung vom Unterrichte zu stellen haben.

§ 2. Die Einschreibung oder Befreiung der Schüler geschieht nach Vorschrift der Regierungsverordnung vom 15. Januar 1886, unter Kenntnissgabe an die Schulpflege, durch das Lehrpersonal und eine Abordnung der Schulpflege. Bezügliche Versäumnisse werden wie Schulversäumnisse bestraft.

§ 3. Die Schulpflichtigen, über welche der Lehrer im Sinne von § 77 des Reglements für Gemeindeschulen eine Schulchronik zu führen hat, haben den Unterricht zu der von der Schulpflege bestimmten Zeit fleissig und aufmerksam zu besuchen.

Die Verzeichnung der Absenzen findet nach Vorschrift von § 72 des Schulgesetzes statt.

Wer den Unterricht ohne genügende Entschuldigung versäumt, wird nach Anleitung von § 74 des Schulgesetzes, Absatz 3 und folgende, gebüsst.

Jede unentschuldigte Versäumnis von je zwei Stunden belegt die Schulpflege mit einer Busse von 20 bis 50 Rappen, wobei es ihr freisteht, schon beim ersten Falle das Maximum von 50 Rappen in Anwendung zu bringen.

Wo an einer Schule ausnahmsweise sämtliche 4 Unterrichtsstunden an demselben Tage erteilt werden, sind je zwei versäumte Unterrichtsstunden als eine Tagesversäumnis zu betrachten.

§ 4. Als Entschuldigungsgründe, welche von den Eltern oder Arbeitsgebern schriftlich zu bezeugen sind, werden nur Krankheitsfälle oder notwendige Ortsabwesenheit angenommen.

§ 5. Ein Schüler, der sich grober Disziplinarfehler schuldig macht, z. B. sich gegen den Anstand, gegen den schuldigen Gehorsam u. s. w. derart verfehlt, dass er dadurch seinen Mitschülern ein böses Beispiel gibt, wird dem Gemeinderat verzeigt und kann von demselben mit Geld (bis 10 Fr.) oder Gefängnis (bis 60 Stunden) bestraft werden. (Gemeindeorganisationsgesetz §§ 82 und 83.)

§ 6. Wer mutwillig Schulmaterial oder Lehrmittel beschädigt, wird vom Gemeinderate zum Schadenersatze verhalten und ausserdem disziplinarisch gebüsst.

§ 7. Die Fortbildungsschüler haben sich auf dem Schulwege anständig aufzuführen und, wo Nachtschulen eingeführt sind, namentlich allen Nachtlärm zu vermeiden. Dawiderhandelnde werden ebenfalls vom Gemeinderate nach Mitgabe des Gemeindeorganisationsgesetzes §§ 82 und 83 zur Verantwortung gezogen und bestraft.

§ 8. Im Schulzimmer ist das Rauchen untersagt.

§ 9. Die Schulpflegen werden den Unterricht fleissig besuchen und sich wo möglich so einrichten, dass jeweilen ein Mitglied derselben dabei anwesend ist.

§ 10. Am Schlusse des Kurses findet eine Prüfung statt (Regierungsverordnung § 4). Schüler, welche dieselbe versäumen, werden nach Anleitung von § 3 dieser Verordnung gebüsst und vom Bezirksschulrate zu einer besondern Prüfung verhalten.

IV. Lehrerseminarien.

23. 1. Hausordnung für das Kosthaus der pädagogischen Abtheilung der Kantonsschule Solothurn. (Erlass des Regierungsrates vom 22. Januar 1889).

1. Das Kosthaus der pädagogischen Abteilung der Kantonsschule nimmt die Zöglinge dieser Abteilung in Pflege und erziehende Aufsicht; auch bestreitet dasselbe die Auslagen für die ärztliche Behandlung und Medikamente, sowie für die allfällige Verpflegung im hiesigen Bürgerspital.

2. Die Vergütungen an den Staat für die Verpflegung eines Zöglings im Kosthaus der pädagogischen Abteilung werden nach Massgabe der Bestimmungen des § 73 des Primarschulgesetzes von der Staatskasse erhoben.

3. Über die Dauer des Aufenthaltes der Zöglinge im Kosthaus der pädagogischen Abteilung führt der Verwalter ein genaues Verzeichnis; beim Austritt eines Zöglings teilt er dem Erziehungsdepartement zu Handen der Staatskassa-Verwaltung mit, wie viele Wochen, die Zeit allfälliger Verpflegung im Spital inbegriffen, sich der einzelne Zögling im Kosthaus aufgehalten habe.

4. An den Schultagen werden die Zöglinge im Sommer $\frac{1}{4}$ vor 5 Uhr, im Winter $\frac{1}{4}$ vor 6 Uhr morgens geweckt und haben eine Viertelstunde später gehörig angekleidet, gewaschen und gekämmt in den betreffenden Studierzimmern zur Arbeit sich einzufinden.

5. Das Frühstück wird im Sommer um $6\frac{1}{2}$ Uhr, im Winter um $7\frac{1}{2}$ Uhr eingenommen.

6. Nach dem Frühstück haben die Zöglinge, soweit dies nicht schon gleich nach dem Aufstehen geschehen ist, ihre Schlafzimmer in Ordnung zu bringen.

7. Um 12 Uhr wird das Mittagessen eingenommen; nach demselben haben die Zöglinge bis zum Wiederbeginn der Lehrstunden, am Feriennachmittag bis 5 Uhr, frei.

8. Das Abendbrod wird im Sommer um 5 Uhr, im Winter an Schultagen um $4\frac{1}{2}$ Uhr, am Feriennachmittag um 5 Uhr eingenommen; die Zeit bis $5\frac{1}{2}$ Uhr, bzw. 5 Uhr, dient zur Erholung, von da bis zum Nachtessen ist Arbeitszeit.

9. Das Nachtessen findet im Sommer um $7\frac{1}{2}$ Uhr, im Winter um $7\frac{1}{4}$ Uhr statt. Die Zöglinge der I. und II. Klasse müssen im Winter um 8 Uhr, im Sommer um 9 Uhr, die Zöglinge der III. Klasse im Winter um 9 Uhr, im Sommer um 10 Uhr zu Hause sein.

10. Die Zöglinge der I. und II. Klasse haben im Winter von 8—9 Uhr dem Studium obzuliegen.

11. Die Zöglinge der I. und II. Klasse beziehen um 9 Uhr das Nachtlager. Den Zöglingen der III. Klasse steht es frei, bis 10 Uhr zu arbeiten.

12. Eine Viertelstunde nach dem Feierabend sollen die Lichter ausgelöscht sein und die Zöglinge sich im Bette befinden; das Lesen im Bett, sowie das Betreten eines fremden Zimmers nach dem Feierabend ist strenge untersagt.

13. An Sonn- und Festtagen werden die Zöglinge im Sommer um 6 Uhr, im Winter um 7 Uhr geweckt. Das Frühstück wird im Sommer um 7 Uhr, im Winter um 7 $\frac{1}{2}$ Uhr eingenommen. Die Zeit bis 10 $\frac{1}{2}$ Uhr ist für den Besuch des Gottesdienstes bestimmt. Von 10 $\frac{1}{2}$ Uhr bis zum Mittagessen haben die Zöglinge dem Studium obzuliegen. Die übrige Zeit des Tages soll der Erholung gewidmet werden.

Das Nachtessen findet an solchen Tagen im Sommer um 8 Uhr, im Winter um 7 Uhr statt.

14. In den Studierzimmern muss vollständige Ruhe herrschen und zwar auch ausserhalb der obligatorischen Arbeitszeit.

15. Für die Übungen im Klavier-, Harmonium- und Violinspiel wird ein Übungsplan aufgestellt, der von den betreffenden Zöglingen genau einzuhalten ist.

16. Jeder Zögling hat für die von ihm verübten Beschädigungen an Eigentum der Anstalt oder der übrigen Zöglinge Ersatz zu leisten.

17. Im Kosthaus ist den Zöglingen das Rauchen und Kartenspiel verboten.

18. In Betreff des Wirtshausbesuches gelten die §§ 45, 46 und 47 des Kantonsschulreglements.

19. Die Beaufsichtigung, welche vom Abteilungsvorsteher und vom Verwalter ausgeübt wird, bezieht sich sowohl auf das sittliche Betragen als auf das Arbeiten der Zöglinge. Es soll namentlich darauf geachtet werden, dass Fleiss, Reinlichkeit, Ordnung, Anstand, Verträglichkeit, frohe Geselligkeit gefördert und die Bestimmungen der Hausordnung genau eingehalten werden.

20. Geringere Vergehen gegen die Hausordnung und Übertretungen der Bestimmungen des Kantonsschulreglementes werden vom Abteilungsvorsteher untersucht und bestraft; von schwereren Fällen hat er dem Rektor zu Handen der Rektoratskommission Anzeige zu machen.

21. Urlaub bis auf zwei Tage kann der Abteilungsvorsteher, bis auf drei Tage der Rektor, bis auf sechs Tage die Rektoratskommission unter sofortiger Anzeige an die betreffenden Lehrer erteilen.

24. 2. Übereinkunft des Erziehungsdepartementes des Kantons St. Gallen mit der Spitalkommission betreffend die Verpflegung erkrankter Schüler des Lehrerseminars. (Vom 19. August 1889.)

In der Absicht, den Schülern des Lehrerseminars in Krankheitsfällen eine möglichst sorgfältige und angemessene Verpflegung zu sichern, sind das Erziehungsdepartement und die Spitalkommission über folgende Punkte übereingekommen:

1. Die Schüler des Lehrerseminars in Marienberg, mit Einschluss der Gärtner-Lehrlinge daselbst, sofern letztere Schweizerbürger sind, sind in den Kantonsspital als *Pensionäre* aufzunehmen, immerhin in dem Sinne, dass sie nicht in *jedem* Falle Anspruch auf ein eigenes Zimmer zu machen berechtigt sind, sondern dass es dem Ermessen der Spitalärzte überlassen bleibt, je nach Umständen zwei oder drei Zöglinge vom Seminar oder von der Kantonsschule (vergleiche die Übereinkunft betreffend die letztere vom 30. Oktober 1884 im

amtl. Schulblatt vom Dezember gl. J.) in dem nämlichen Zimmer unterzubringen.

2. Die Taxe ist für den Krankheitstag auf Fr. 2 festgesetzt.

3. Diese Übereinkunft bleibt in Kraft, bis sie von dem einen oder andern Teil gekündet wird, was ein Jahr vor dem Erlöschen zu geschehen hat.

V. Lehrerschaft der allgemeinen Volksschulen.

25. 1. Statuten der Lehrerspensionskasse des Kantons Appenzell a./Rh. vom 3. März 1884.¹⁾

Abänderung von § 2. (Beschluss des Kantonsrates vom 13. November 1889.)

§ 2. Zum Beitritte sind sämtliche an offiziellen Primarschulen des Kantons definitiv angestellten Lehrer verpflichtet.

Für jeden nicht obligatorisch zum Beitritt zur Lehrerspensionskasse verpflichteten Lehrer, bzw. Lehrerin, an der Kantonsschule und an öffentlichen Real- und Arbeitsschulen, für welche die betreffende Gemeinde oder Korporation den Gemeindebeitrag leistet, übernimmt der Staat die Leistung des Staatsbeitrages in gleicher Höhe wie für die Primarlehrer.

Die gegenwärtig angestellten Kantonsschul- und Reallehrer und Arbeitslehrerinnen, welchen nach Massgabe von Ziffer 1 der Beitritt zur Lehrerspensionskasse bis spätestens Ende Juni 1890 ermöglicht wird, werden von dieser ohne Rücksicht auf ihr Alter, d. h. unter Erlassung der in § 11 der Statuten vorgesehenen Nachzahlung aufgenommen. Wer erst später eintritt, hat die Nachzahlung zu leisten.

VI. Gewerbliche und landwirtschaftliche Berufsschulen und Kurse.

26. 1. Beschluss des Grossen Rates des Kantons Graubünden über Subventionierung landwirtschaftlicher Winterschulen. (Vom 21. Mai 1889.)

§ 1. An eine zweikursige landwirtschaftliche Winterschule, welche in einer Ortschaft eines Haupttales unseres Kantons errichtet wird, trägt der Kanton die Hälfte der Kosten für Lehrkräfte und allgemeine Lehrmittel bei; der Betrag für dieselben darf jedoch nicht höher als auf Fr. 3000 steigen; derselbe ist alljährlich in das kantonale Budget aufzunehmen.

§ 2. Für die ersten zwei Jahre ist eine Ortschaft des Oberengadins vorgesehen. Bei späterer und mehrfacher Konkurrenz wird der Schulort durch den Erziehungsrat bestimmt, und sollen dabei Talschaften und Gemeinden, die noch nicht im Turnus gewesen, den Vorzug haben.

§ 3. Die Wahl des Hauptlehrers wie der Hilfslehrer erfolgt durch den Erziehungsrat, mit Rücksicht auf die letztern unter tunlichster Berücksichtigung der Vorschläge des Schulrates der Wanderschule.

§ 4. Die Schule muss wenigstens 5 Monate dauern und spätestens in der ersten Woche des Monats November beginnen.

§ 5. Die Schule muss wenigstens 15 Schüler zählen.

¹⁾ Siehe I. Sammlung 1883–1885, pag. 118.

§ 6. Zum Eintritte ist das bis zum folgenden Neujahr erfüllte 16. Altersjahr erforderlich, ferner die Absolvierung der Primarschule und der Nachweis landwirtschaftlicher Betätigung vom Austritt aus der Primarschule bis zum Beginn der Fachschule.

§ 7. Der Besuch der Schule ist unentgeltlich. Die Anschaffung der allgemeinen Lehrmittel geschieht auf Kosten der Wanderschule; die individuellen Lehrmittel haben die Schüler selbst zu beschaffen.

§ 8. Die Wanderschule umfasst zwei Kurse. Die Schüler verpflichten sich für den Besuch beider Kurse.

§ 9. Der Erziehungsrat wird beauftragt und bevollmächtigt, im Sinne dieser allgemeinen Grundsätze, sowie der Bundesbestimmungen betreffend Subventionierung landwirtschaftlicher Schulen vom Jahr 1884 die weitem Anordnungen für Errichtung und zweckmässige Führung einer solchen Schule zu treffen.

27. 2. Règlements de l'école des Arts industriels du Canton de Genève. (Arrêtés par le Conseil d'Etat le 8 Juin 1889.)

Règlement général.

Article premier. — Le Conseil d'Etat a la direction et l'administration générale de l'école.

Art. 2. — Il délègue un de ses membres pour présider la Commission de surveillance.

Art. 3. — La Commission de surveillance a pour mandat de préavisier sur toutes les questions relatives à l'administration et à la direction générale de l'école.

Art. 4. — L'enseignement est gratuit.

Art. 5. — Les élèves forment deux catégories; les élèves réguliers et les élèves externes.

Art. 6. — Les élèves réguliers sont ceux qui font leur éducation artistique complète ou qui font l'apprentissage d'une branche spéciale. Ils devront suivre alternativement les leçons indiquées au programme des études et se livrer à l'exécution pratique des travaux relatifs à la profession qu'ils veulent embrasser. Ils auront seuls le droit de participer aux concours réguliers de l'école.

Art. 7. — Pour être admis comme élève régulier, il faut être âgé de 14 ans révolus et s'engager à suivre les cours de dessin des écoles municipales aux heures indiquées par l'administration de l'école.

Art. 8. — Les élèves externes (apprentis, ouvriers ou industriels) devront indiquer en s'inscrivant et conformément à l'horaire des leçons, les heures qu'ils désirent consacrer aux études ou aux travaux d'exécution, ainsi que la nature de ces derniers.

Art. 9. — Sont admis comme élèves externes, les personnes fournissant la preuve qu'elles possèdent les connaissances préliminaires suffisantes pour suivre avec fruit l'enseignement donné dans l'école et justifier des aptitudes nécessaires à l'exécution des travaux.

Art. 10. — Lorsqu'il y a lieu d'offrir, *seulement à titre de rémunération*, une part du produit des travaux dont le placement est assuré, cette rémunération devra être approuvée par la Commission de surveillance, sur le préavis de MM. les professeurs et du Secrétaire-inspecteur.

Dans le courant de l'année il pourra être organisé des concours primés dont le programme paraîtra en temps opportun. Les récompenses seront accordées soit sur l'ensemble des travaux de l'année, soit sur des concours spéciaux organisés par la Commission.

Les études ont pour but d'acheminer aux industries suivantes :

1. La sculpture décorative du bâtiment. 2. Le moulage et la retouche du plâtre. 3. La sculpture sur pierre et marbre (mise aux points). 4. La sculpture sur bois. 5. L'orfèvrerie artistique. 6. Le bronze d'art. 7. Le fer forgé artistique. 8. La xylographie (gravure sur bois). 9. La céramique et la peinture décorative.

Les études sont faites d'après le modèle vivant, la plante, le plâtre et l'estampe.

Programme des études.

Classes de modelage. Figure. Application au modelage des connaissances acquises par l'élève en dessin; copies d'après la bosse de la tête humaine en bas et hauts reliefs — puis en ronde bosse.

Études de fragments d'après l'antique, les maîtres et moulages sur nature.

Application des principes élémentaires de l'anatomie. Copie de fragments humains. Ostéologie et myologie.

Copies de modèles d'ensemble, bas-reliefs ou rondes bosses suivant la profession industrielle de chaque élève.

Traductions de copies en réduction ou augmentation d'après le plâtre, l'estampe et la photographie.

Mêmes études avec changements destinés à familiariser l'élève avec les principes de la composition.

Études de proportions anatomiques. Études de draperies. Études d'animaux.

Éléments des styles appliqués à la figure décorative. Études d'académies d'après le modèle vivant. Programmes appuyés d'exemples pris dans les maîtres.

Esquisses libres en ronde bosse ou bas-relief, en vue de leur reproduction en bronze, marbre, bois, etc.

Retouche du plâtre.

Ornement. Copies d'après modèles en relief de tous les styles. Agrandissements et réductions.

Retouche du plâtre, moulures taillées et principaux ornements élémentaires appliqués à la décoration architecturale.

Composition d'après documents de styles, dessins de maîtres de toutes les époques. Adaptation à la spécialité professionnelle de chaque élève.

Retouche du plâtre de compositions modelées et moulées en vue de leur exécution.

Compositions de décorations d'ensemble et de pièces décoratives s'appliquant aux différentes branches d'art industriel (bronze, ciselure, sculpture sur bois, pierre ou marbre, ferronnerie et céramique).

Mêmes études graduées en s'étendant toujours davantage sur les généralités.
Fleurs et feuilles d'après nature.

Classes de céramique et décoration. Enseignement de la décoration appliquée à la céramique, au dessin industriel et à la peinture sur papier ou étoffe.

Études d'après nature (dessin et aquarelle), étude des différents caractères de l'ornementation des siècles passés. (Jardin pour les études de plein air.)

Copie ou arrangement d'un style donné à l'aide de documents anciens.

Essais de compositions décoratives à l'aide de documents donnés et plus spécialement à l'aide de documents résultant d'observations ou études faites par l'élève d'après nature.

Compositions et arrangements décoratifs s'appliquant à des objets divers et s'exécutant sur les différentes matières suivantes: faïence, porcelaine (plats, vases, assiettes, revêtements, etc.) soie, écrans, panneaux; tapisserie en laine (gros ou petit point) toile peinte, enfin à divers objets sur lesquels le dessin décoratif et industriel peut être reproduit par impression.

Procédés de peinture enseignés:

1^o L'aquarelle.

2^o La gouache.

3^o La peinture vitrifiable sur porcelaine ou faïence émaillée, sur biscuit de faïence et sur émail cru ou cuit.

Technique des matières et procédés de peinture céramique. Les terres, leur façonnage, les biscuits, les oxydes métalliques et leurs dérivés, les émaux et enfin les matériaux employés pour la décoration en céramique.

Classe de ciselure. Étude de la ciselure pour l'acier, le fer, le bronze et les métaux précieux.

Étude de repoussé, recingle, pris sur pièce et poinçons.

Figures et ornements à l'usage de la petite et grande orfèvrerie, bijouterie etc.

Retouche et ciselure de la fonte (originaux et surmoulés).

Classe de sculpture sur pierre et bois. Enseignement élémentaire de la sculpture sur pierre et bois.

Connaissance de l'outillage servant au travail des différentes matières, pierres tendres, pierres dures, bois et marbre.

Enseignement de la mise aux points d'après modèles de la grandeur de l'exécution, cours pratique de la figure, continuation de la sculpture d'ornements sur pierre.

Mise aux points de figures, bustes et statuettes en pierre.

Cours gradué de sculpture sur bois, ornements et figure.

Sculpture décorative d'ornements à hauts reliefs pour la décoration du bâtiment.

Sculpture sur marbre, figure et ornement, mise aux points avec agrandissements ou réductions des modèles.

Sculpture sur bois pour l'ameublement et la grande décoration.

Sculpture de figures et ornements sur pierre, marbre et bois, exécution de modèles créés par les élèves.

Classe de xylographie (gravure sur bois). Études préliminaires, tons plats, découpage de traits, festons, etc.

Fac-simile progressifs de dessins à la plume ou au crayon.

Interprétation de dessins variés et de photographies d'après des tableaux ou dessins de maîtres.

Gravure de dessins exécutés par l'élève.

Classe de serrurerie artistique (fer forgé). Enseignement pratique de l'outillage d'un atelier de serrurerie, soufflets, forges, machines à percer, tours, marteaux, étaux, outillage d'établis, limes diverses, etc.

Étude des différentes qualités de fers, fontes et aciers, houilles et charbons.

Premiers éléments de forge, chauffe du fer et de l'acier, soudures et travaux de forge.

Principes de limage à traits croisés, en travers, en long, premiers éléments d'ajustage, de perçage et de tournage du fer; arrangement des outils, burins, ciseaux, mèches, etc.

Trempe de l'acier.

Travaux d'ajustage et de montage.

Principes du repoussé de la tôle (feuilles, objets divers).

Exécution de travaux et d'objets d'art réunissant les connaissances acquises de la forge, de la lime, du tournage et du repoussé.

Cours de styles. Enseignement oral de l'histoire de l'art et des différents styles.

Moulage. Etude des différents procédés de moulage. Creux perdus, moules à pièces, à la gélatine et au fil.

Musée de moulages. A l'usage des écoles et des particuliers (catalogue).

Magasin des produits. Ventes d'objets d'art exécutés dans l'école.

Bibliothèque. Ouvrages contenant toutes les spécialités et styles de l'art industriel. (Textes et planches).

Règlement intérieur.

Article premier. — Les élèves sont astreints à prendre le plus grand soin des modèles et outils qui leur sont confiés; ils en sont responsables, et en cas de minorité d'âge, la responsabilité incombe à leurs parents ou tuteurs. Ils doivent également se soumettre aux ordres de la direction et tenir compte des avis donnés par MM. les professeurs.

Art. 2. — Il est formellement interdit d'emporter hors de l'école les modèles, les outils, ainsi que les études sans l'autorisation du secrétaire-inspecteur.

Art. 3. — La fréquentation régulière de l'école est obligatoire. Il ne pourra être dévié à cette règle sans l'autorisation de la Commission de surveillance.

Art. 4. — Il sera pris note pour chaque élève des heures d'entrée et de sortie. Les absences doivent être motivées, et aucun élève ne peut s'absenter des leçons sans autorisation spéciale.

Après le premier avertissement, les parents ou les patrons sont avisés des retards ou absences. Au deuxième avertissement, il est prononcé un renvoi temporaire de huit jours. En cas de récidive, le renvoi définitif de l'élève pourra être prononcé.

Art. 5. — En dehors des cours de l'école, les élèves réguliers sont astreints à suivre les cours publics, soit le matin, soit le soir, d'après les indications de la commission. Un horaire général de ces cours sera affiché dans l'école, et des examens pourront être exigés sur les matières de ces cours.

Art. 6. — Les leçons obligatoires données aux écoles municipales doivent être suivies avec la même régularité et dans les mêmes conditions que celles données à l'école des arts industriels.

Art. 7. — L'ordre le plus complet doit régner pendant la durée des leçons; après avertissement, l'expulsion temporaire d'un élève (régulier ou externe) pourra être prononcée par le secrétaire-inspecteur ou par la commission. Cette expulsion ne pourra se prolonger au-delà de huit jours. La commission de surveillance prononcera seule sur les expulsions définitives.

Art. 8. — La police intérieure de l'école est confiée au secrétaire-inspecteur. Les surveillants sont placés sous ses ordres.

En cas d'insubordination, le secrétaire-inspecteur pourra réclamer l'intervention de la commission de surveillance.

Il en sera de même pour les employés qui exercent plus particulièrement la surveillance des salles, des corridors et de toutes les dépendances de l'école.

Règlement spécial pour la Classe de céramique.

Article premier. — La classe est ouverte tous les jours de huit heures à midi et de deux heures à six heures du soir.

Art. 2. — L'enseignement est gratuit. Il a lieu tous les jours de dix heures à midi et de deux heures à cinq heures du soir.

Art. 3. — Toutes les dispositions d'ordre intérieur contenues dans le règlement général de l'école sont applicables à la classe de céramique,

Art. 4. — Les élèves des deux sexes devront se munir à leurs frais du matériel nécessaire aux études, ainsi que de toutes les fournitures (outils, émaux, couleurs, formes décoratives, etc.), conformément aux indications du professeur.

Art. 5. — Les élèves externes seront reçus aux mêmes conditions et devront adresser leur demande d'admission en indiquant les heures qu'ils désirent consacrer aux études. Ils ne pourront être admis que si le nombre des élèves réguliers laisse des places disponibles.

Art. 6. — Les artistes ou industriels qui désirent participer aux avantages des cuissons et des manipulations diverses du laboratoire, devront en adresser la demande à M. le secrétaire-inspecteur. Celui-ci leur fera connaître dans quelles conditions il peut être adhéré à leur demande.

VII. Untere und obere Mittelschulen.

28. 1. Lehrplan für den Unterricht an den basellandschaftlichen Bezirksschulen. (Erlass des Regierungsrates vom 8. Mai 1889.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Der Unterricht an der Bezirksschule soll neben der Beibringung der notwendigen Kenntnisse die möglichste Ausbildung der geistigen und körperlichen Anlagen und Kräfte, überhaupt eine gute Erziehung der Schüler bezwecken.

§ 2. Die Bevorzugung einzelner fähiger Schüler auf Unkosten der Klasse ist untersagt.

§ 3. Damit in den Kenntnissen und Fertigkeiten die wünschbare Sicherheit erreicht werde, ist darauf Bedacht zu nehmen, dass die Lehrfächer soweit als möglich sich gegenseitig durchdringen und unterstützen, dass die Sprachen und die Realien in die so notwendige Wechselwirkung zu einander treten.

§ 4. Den Lehrstoff hat der Lehrer sorgfältig auszuwählen und zu verarbeiten; er soll denselben nicht durch Diktat, sondern in der Regel durch freien Vortrag und im Anschluss an die in der Hand des Schülers befindlichen Lehrbücher vermitteln.

Zeitraubende schriftliche Korrekturen sind während des Unterrichts zu vermeiden.

Der Lehrer hat alles auf die zu erteilende Lektion so vorzubereiten, dass er dieselbe ohne Unterbrechung geben kann.

§ 5. Die Lehrer aller Fächer haben sich — sofern deutsch geredet wird — des Schriftdeutschen zu bedienen und von den Schülern zu verlangen, dass auch sie es tun, und dass sie immer laut, deutlich, richtig und in ganzen Sätzen sprechen.

§ 6. Zu Anfang jeder Stunde haben die Lehrer durch die Schüler wiederholen zu lassen, was in der vorhergehenden Lektion durchgenommen worden ist.

§ 7. Über das Mass und die Verteilung der häuslichen Arbeiten der Schüler haben sich die Lehrer jeweilen beim Beginne eines Semesters zu verständigen. Für alle obligatorischen Fächer zusammen sollen sie täglich im ganzen nicht mehr Hausaufgaben geben, als ein Schüler von mittelmässiger Begabung und ordentlichem Fleisse höchstens in zwei Stunden lösen kann.

In jeder Klasse ist ein Aufgabenheft zu führen.

II. Vorschrift betreffend die Aufnahme der Schüler.

§ 8. Der Eintritt in die Bezirksschule ist nur solchen Schülern zu gestatten, welche

- a) am 30. April das 12. Altersjahr zurückgelegt und, wenn sie die basellandschaftliche Primarschule besucht, die VI. Klasse passirt haben;
- b) sich bei der Aufnahmeprüfung (zu der die Schulzeugnisse mitzubringen sind) darüber ausweisen, dass sie das der 6. Primarschulklasse gesteckte Ziel erreicht haben.

III. Verteilung der wöchentlichen Stunden auf die einzelnen Fächer.

§ 9. Den verschiedenen Lehrfächern wird in den einzelnen Klassen per Woche diejenige Stundenzahl angewiesen, welche das nachfolgende Schema zeigt:

Lehrfächer	Klasse		
	I.	II.	III.
Deutsche Sprache	5	5	5
Französische Sprache	6	5	5
Geschichte	2	2	3
Geographie		2	1
Mathematik	4	5	5
Naturkunde	2	3	4
Schreiben (und Buchhaltung)	2	2	1

Lehrfächer	Klasse		
	I.	II.	III.
Zeichnen (Freihandzeichnen)	2	2	3
(geometr. u. techn. Zeichnen)	1	1	1
Singen	2	1	1
Turnen	2	2	2
Lateinische Sprache	2*	3	4
Griechische »	—	—	2*
Italienische »	—	2	2
Englische »	—	2*	3

*) Erst mit dem Wintersemester zu beginnen.

Bemerkung. In einem allfälligen 4. Schuljahr werden Lateinisch und Griechisch mit 5, bzw. 3 Stunden betrieben.

Latein, Griechisch, Italienisch und Englisch sind Freifächer, die übrigen Fächer sind obligatorisch. Ein Schüler darf den Unterricht in mehr als zwei Freifächern nur mit Zustimmung der Lehrerkonferenz besuchen.

§ 11. Von der Teilnahme am Gesang- und Turnunterrichte kann jeder Schüler dispensirt werden, dessen Gesundheitsumstände dies fordern.

Bezüglich der Dispension vom Turnen gelten die von der Bundesbehörde aufgestellten Normen.

Schüler, welche die III. Klasse in einem vierten Schuljahre repetiren, können vom Schreiben, Zeichnen, Singen und dem naturwissenschaftlichen Unterrichte dispensirt werden.

IV. Verteilung des Unterrichtsstoffes auf die einzelnen Klassen und Behandlung desselben.

a) Für jeden Schüler verbindliche Fächer.

§ 12. Deutsche Sprache. — Unterrichtsziel. — a) Lectüre: Geläufiges, verständiges, schönes Lesen. b) Freier Vortrag: richtige, ausdrucksvolle Wiedergabe prosaischer und poetischer Lesestücke. c) Grammatik: Kenntnis der Wortarten, der Formenlehre, des einfachen und des zusammengesetzten Satzes. d) Schriftlicher Ausdruck: Orthographische und stilistische Fertigkeit im Schreiben von Erzählungen, Beschreibungen, Schilderungen, Briefen, Geschäftsaufsätzen und Entwerfen von Dispositionen zu Berichten und Abhandlungen.

Kurz, es ist dahin zu streben, dass die Schüler sowohl mündlich als schriftlich der Muttersprache mächtig werden, soweit solches in ihrem Alter und auf dieser Schulstufe überhaupt möglich ist.

Zu diesem Zwecke ist es namentlich auch notwendig, dass jedes Fach in den Dienst der Sprache gestellt werde, überall die Schriftsprache in richtiger und schöner Form zur Verwendung komme, keine sprachlich unfertige und unrichtige Antwort geduldet und der Schüler auch soviel als möglich zu zusammenhängender mündlicher Darstellung angeleitet und angehalten werde.

I. Klasse, a) Lektüre: In Prosa sollen vorzugsweise Erzählungen und Beschreibungen, in Poesie leichtere epische Gedichte und Lieder gelesen werden. Es ist dabei strenge auf fertiges und richtiges Lesen zu halten. Die Lesestücke sind in der Regel nach Inhalt und Form zu erklären.

b) Mündlicher Ausdruck: Wiedergabe des Gelesenen und Vortrag behandelte und auswendig gelernter Musterstücke in gebundener und ungebundener Rede.

c) Sprachlehre (nach Wegleitung des Lesebuches): Der einfache (nackte und bekleidete) Satz und seine Glieder, Unterscheidung und Einteilung der darin gebrauchten Wortarten, Deklination, Gradation und Konjugation. Alle grammatischen Regeln sind fortwährend an Beispielen und Lesestücken zu veranschaulichen und einzuüben. Grammatische Übungen. Übung im Rechtschreiben durch Diktate.

d) Aufsatz: Nachbildungen und Umschreibungen im Anschluss an die Lektüre und den behandelten Realstoff oder an Musterstücke, die der Lehrer angefertigt hat. Kleinere Briefe.

II. Klasse. a) Lektüre: Lesen und Erklären prosaischer und poetischer Stücke von etwas grösserem Umfange und schwierigerem Inhalte.

b) Mündlicher Ausdruck: Wiedergabe des Gelesenen und Vortrag durchgenommener auswendig gelernter prosaischer und poetischer Musterstücke.

c) Sprachlehre: Der zusammengesetzte Satz. (Satzverbindung und Satzgefüge). Erweiterung und Abschluss der Wort- und Formenlehre. Übung in der Rechtschreibung und Interpunktion durch Diktate.

d) Aufsatz: Selbständig angefertigte Erzählungen und Beschreibungen in gewöhnlicher und Briefform. Einfachere Geschäftsbriefe.

III. Klasse. a) Lektüre: Lesen und Erklären prosaischer, lyrischer und epischer Darstellungen. Schillers Wilhelm Tell. Mitteilungen aus dem Leben hervorragender Dichter im Anschluss an die Lektüre.

b) Mündlicher Ausdruck: Wiedergeben gelesener Musterstücke. Vortrag auswendig gelernter Gedichte und prosaischer Darstellungen.

c) Grammatik: Wiederholung der Wort- und Satzlehre. Der mehrfach zusammengesetzte Satz.

d) Aufsatz: Stilistische Übungen. Gedankenauffindung und Gedankenordnung. Redefiguren. Schilderungen. Schemata zu Berichten und Abhandlungen. Ausarbeitung einiger leichter Abhandlungen und Berichte. Geschäftsaufsätze.

Alle 14 Tage muss von jedem Schüler aller drei Klassen wenigstens eine schriftliche Arbeit geliefert, vom Lehrer sorgfältig korrigiert und mit den Schülern besprochen werden.

Die erste Klasse hat Reinhefte zu führen, welche ebenfalls zu korrigieren sind.

Beim Unterricht in der deutschen Sprache sollen in allen Bezirksschulen die gleichen Termini technici gebraucht werden.

§ 13. 1. Französische Sprache. — Unterrichtsziel. — Die Schüler sollen dahin gebracht werden, dass sie

a) richtig und ausdrucksvoll lesen, b) die Wort- und Satzlehre kennen, c) leichtere französische und deutsche Lesestücke übersetzen, d) Gelesenes schriftlich frei wiedergeben und, wenn möglich, leichtere Aufsätze (Erzählungen, Beschreibungen, Briefe) selbständig anfertigen, e) Gelesenes mündlich reproduzieren und Auswendiggelerntes gehörig rezitieren, f) eine nicht schwere Konversation verstehen, bzw. sich dabei beteiligen können.

I. Klasse. Leseübungen. Einübung der regelmässigen Wort- und Satzformen. Übersetzungen. Gelegentliche Sprechübungen. Diktate.

II. Klasse. Unregelmässige Wort- und ungewöhnliche Satzformen. Übersetzungen und Rückübersetzungen. Regelmässige Sprechübungen. Diktate. Leichte Rezitationen.

III. Klasse. Repetition der Wort- und Satzlehre. Übersetzungen und Rückübersetzungen. Sprech- und Stilübungen. Rezitationen. Abfassung leichterer Aufsätze (Nachbildungen und selbständige Arbeiten).

Der Lehrer hat den Unterricht in der französischen Sprache so zu erteilen, dass er stetsfort vergleichende Rücksicht auf die Muttersprache nimmt.

Die schriftlichen Arbeiten der Schüler sollen vom Lehrer regelmässig durchgegangen, korrigirt und besprochen werden.

§ 14. 3. Geschichte. — Unterrichtsziel. — Kenntniss der denkwürdigsten Personen und Ereignisse aus der allgemeinen und der vaterländischen Geschichte.

I. Klasse. Bilder aus der Geschichte des Altertums (besonders der Griechen und Römer) und des Mittelalters bis auf Karl den Grossen.

II. Klasse. Geschichte des Mittelalters (von Karl dem Grossen an) und der neuern Zeit bis 1648, mit besonderer Berücksichtigung der Schweizergeschichte.

III. Klasse. Allgemeine Geschichte und Schweizergeschichte von 1648 an bis auf die Gegenwart (getrennt zu erteilen) mit besonderer Hervorhebung der Verfassungsveränderungen seit 1798. Die wichtigsten staatlichen Einrichtungen des Kantons und des Bundes. Die kulturgeschichtlichen Momente sind vorzüglich zu berücksichtigen.

Historisch wichtige Orte, die sich im Atlas finden, sind stets von den Schülern aufzusuchen.

Zur Vorbereitung auf die allstündlich und dann wieder nach jeder Periode und am Ende des Schuljahres vorzunehmende Wiederholung hat sich der Schüler des gedruckten Leitfadens zu bedienen.

Das Gedächtnis des Schülers darf mit Namen und Zahlen nicht überlastet werden. Es genügt, wenn in dieser Hinsicht das Wichtigste verlangt wird. Die Schüler sind anzuhalten, bei der Wiederholung durchgenommener Partien frei und im Zusammenhange zu erzählen.

§ 15. 4. Geographie. — Unterrichtsziel. — Die Schüler sollen ein möglichst getreues Bild der Erdoberfläche in physikalischer und politischer Beziehung erhalten.

Die Schweiz ist am einlässlichsten durchzunehmen. Unsere Nachbarländer hinwiederum sind ausführlicher zu behandeln als die übrigen Staaten Europas. In Asien sind vorzüglich Japan, China, Indien, Iran und die Länder der türkischen Krone, in Afrika besonders der Nordosten und Norden, in Amerika die Vereinigten Staaten genauer zu berücksichtigen.

I. Klasse. Die Grundlehren der Geographie.

Allgemeine Übersicht der fünf Erdteile mit näherer Berücksichtigung der obgenannten geschichtlich wichtigen Länder.

II. Klasse. Die Schweiz und ihre Nachbarländer; das Wichtigste aus der Länder- und Völkerkunde des übrigen Europa.

III. Klasse. Repetition der ganzen Geographie. Die fasslichsten Partien aus der mathematischen Geographie.

§ 16. 5. Mathematik. — Unterrichtsziel. — Arithmetik. — Die Schüler sollen die Fähigkeit erlangen, die für das bürgerliche Leben notwendigen Berechnungen zu lösen. Dem Kopfrechnen ist dabei besondere Aufmerksamkeit zuzuwenden.

Geometrie. — Kenntnis der elementaren Planimetrie und Stereometrie mit Ausschluss aller schwierigeren Beweise. Anwendung derselben zur Lösung praktischer Aufgaben über Längen-, Flächen- und Körperberechnungen, sowie einfacher geometrischer Konstruktions-Aufgaben.

Mit den schriftlichen und mündlichen Aufgaben ist in geeigneter Weise abzuwechseln.

a) Arithmetik. I. Klasse. 1. Die vier Grundoperationen mit reinen und benannten ganzen Zahlen. 2. Die Teilbarkeit der Zahlen. 3. Die Lehre von den gemeinen und Dezimalbrüchen. Rechnen mit gemeinen und mit Dezimalbrüchen. 4. Einfache Schlussrechnungen, Prozentrechnungen, einfache Zinsrechnungen.

II. Klasse. 1. Die Lehre von den Proportionen mit Anwendungen. 2. Die Zinsrechnung (Kapital-, Zins-, Zeit-, Prozent- und Rabattrechnungen. 3. Die Quadratwurzel. 4. Kenntnis der üblichen fremden Masse, Gewichte und Münzen, Resolutionen und Reduktionen.

III. Klasse. 1. Der Kettensatz. 2. Wechsel-, Termin-, Gewinn-, Verlust-, Mischungs- und Gesellschaftsrechnungen, Konto-Korrente. 4. Die Kubikwurzel.

b) Algebra. — III. Klasse. 1. Die vier Operationen mit ganzen und gebrochenen algebraischen Zahlzeichen. 2. Die Gleichungen des ersten Grades mit einer und zwei Unbekannten.

c) Geometrie. — 1. Klasse. Geometrische Formenlehre mit einfachen Längen- und Flächenberechnungen.

II. Klasse. Die wichtigsten Sätze über das Dreieck, Viereck, Vieleck und den Kreis. Inhaltsberechnungen geradliniger ebener Figuren.

III. Klasse. Aehnlichkeit der Dreiecke. Kreisberechnungen. Die Elemente der Stereometrie in Verbindung mit mannigfacher Berechnung der Oberfläche und des Inhalts einfacher Körper.

Praktische Übungen im Messen und Berechnen von Grundstücken und andern wirklichen Objekten sind von Klasse II. an nach Möglichkeit zu betreiben.

§ 17. 6. Naturkunde. — Unterrichtsziel. — Die Schüler sollen soweit als möglich auf dem Wege der Anschauung mit den am häufigsten vorkommenden Naturkörpern, den Naturerscheinungen und deren Gesetzen, sowie auch mit ihrer Bedeutung im Haushalte der Natur und ihren Beziehungen zum Menschen bekannt gemacht werden.

Dabei kann es sich weder um eine lückenlose noch um eine erschöpfende Darstellung handeln, sondern man wird sich darauf zu beschränken haben, die wichtigsten typischen Formen der Naturreiche vorzuführen und zu behandeln, jene Erscheinungen, um welche sich viele andere gruppieren, herauszugreifen und möglichst eingehend zum Verständnis zu bringen.

a) Naturgeschichte. — I. Klasse. Im Sommer: Beschreibung und Vergleichung einzelner Pflanzen von besonders einfachem, klarem und charakter-

istischem Bau, Kenntnis und Unterscheidung der äussern Pflanzenorgane und ihrer verschiedenen Formen.

Im Winter: Der Mensch, äusserer Bau und Knochengerüste, sowie kurze Behandlung des Blutkreislaufes und der Verdauungsorgane.

Beschreibung und Vergleichung einzelner Repräsentanten der verschiedenen Tierklassen zur Begründung einer allgemeinen Übersicht über die Tierwelt.

Übersichtliche Einteilung der Wirbeltiere nach herausgegriffenen verschiedenen Typen, namentlich der Säugetiere und der Vögel.

II. Klasse. Im Sommer: Repetition und Erweiterung des in der ersten Klasse behandelten Stoffes zur Gewinnung einer Übersicht über die wichtigsten Pflanzenfamilien, mit Berücksichtigung der Kulturgewächse.

Im Winter: Der innere Bau des menschlichen Körpers. Repetition des Stoffes der I. Klasse. Einheimische Repräsentanten der Amphibien und Fische. Die wichtigsten der wirbellosen Tiere.

III. Klasse. Überblick über die Pflanzen- und Tierkunde. Der innere Bau und das Leben der Pflanze. Wesentlichste Lehren aus der Gesundheitspflege.

b) Naturlehre. — II. Klasse. Das Wichtigste aus der Mechanik fester, flüssiger und gasförmiger Körper, insbesondere Hebel, Pendel, kommunizierende Gefässe, spezifisches Gewicht, Barometer, Saug- und Druckpumpe, Feuerspritze.

III. Klasse. In passender Auswahl: Das Wichtigste aus der Lehre von Schall, Licht, Wärme, Magnetismus, Elektrizität.

Behandlung der wichtigsten Metalloide, Metalle und einiger organischer Stoffe in ihrem chemischen Verhalten, besonders zur Erklärung der wichtigsten Lebenserscheinungen bei Mensch, Pflanze und Tier, mit Berücksichtigung der Landwirtschaft und einzelner wichtigerer Gewerbe.

§ 18. 7. Schreiben. — Unterrichtsziel: Aneignung einer regelmässigen und geläufigen Handschrift.

I. Klasse. Übung der deutschen und lateinischen Kurrentschrift und der Ziffern.

II. Klasse. Lateinische Schrift. Ziffern, Ronde. In den Schreibstunden sind die Schüler auch mit der Anfertigung von Rechnungen (Conti) vertraut zu machen.

III. Klasse. Alle drei Schriftarten.

Im Hinblick auf den grossen Wert, den eine gute Handschrift hat, werden die Lehrer trachten, auch in diesem Fache das Möglichste zu leisten.

Sie haben, um die Orthographie und das Verständniss der allgemein angewendeten Fremdwörter zu fördern, viele derselben, namentlich auch diejenigen, deren man sich im Staats- und Militärwesen bedient, und sodann, um die Formulare der Geschäftsaufsätze gehörig einzuprägen, eine Anzahl dieser schreiben zu lassen.

In der Schreibstunde der III. Klasse ist Buchhaltung zu geben. Bei der Führung der Hefte sollen alle drei Schriftarten zur Anwendung kommen.

Auf richtige Körper- und Federhaltung ist strenge zu achten.

Übrigens haben alle Lehrer die Schreiblehrer dadurch zu unterstützen, dass sie keine schriftliche Arbeit eines Schülers annehmen, wenn dieselbe nicht bestmöglich geschrieben und sauber ist.

§ 19. 8. Zeichnen. — Unterrichtsziel: Hauptaufgabe des Zeichenunterrichts ist Weckung und Ausbildung des Augenmasses, des Formensinnes und des Geschmacks, sowie Erzielung einer möglichst guten Zeichenfertigkeit.

a) Freihandzeichnen. — I. Klasse. Umrisszeichnen nach Vorzeichnungen an der Wandtafel und Tabellen. Vorübungen in gerad- und krummlinigen Figuren; einfache stilisierte Ornamenten- und Blattformen. Diktat- und Gedächtniszeichnen nach Kolb, Herdtle, Häuselmann etc. Der Unterricht ist Massen- und Gruppenunterricht. Die Zeichnungen sind in möglichst grossem Masstabe auszuführen.

II. Klasse. Fortsetzung des Umrisszeichnens; schwierigere Ornament- und Blattformen, Einführung in die Technik der Farbengebung und des Federzeichnens, Zeichnen nach einfachen Körpermodellen in verschiedenen Lagen und Stellungen.

III. Klasse. Zeichnen nach Körpermodellen; Einführung in die wichtigsten Erscheinungen der Perspektive durch vergleichendes Abschätzen der wahren und scheinbaren Grössen; Belehrungen über Licht und Schatten, verbunden mit Schattirübungen (Landschaften, Köpfe).

b) Linearzeichnen. — Dieser Unterricht hat zunächst die Aufgabe, den Schülern eine gewisse Fertigkeit in der Handhabung der Zeichenrequisiten beizubringen, sie in der Darstellung einfacher geometrischer Figuren zu üben und für den Unterricht im technischen Fachzeichnen vorzubereiten.

I. Klasse. Parquets, Bänder, geometrische Aufgaben, Kurven, Bögen und Masswerke, Masstäbe und Anwendung derselben auf Zeichnungen.

II. Klasse. Grund- und Aufrisszeichnen nach Modellen in wahrer Grösse, Zimmergegenständen, Zimmerteilen, Holzverbindungen etc. in verkürztem Massstabe und mit Querschnitten.

III. Klasse. Projektionslehre; Netzzeichnen geometrischer Körper, Kegelschnitte, Schraubenlinie und Schraube.

§ 20. 9. Gesang. — Unterrichtsziel: Beibringung des Notwendigsten aus der Theorie. Ausbildung der Stimme und des Gehörs. Befähigung zum möglichst reinen und sichern Vortrag leichterer Gesangsstücke.

I., II. und III. Klasse zusammen. Theorie und Übungen.

Bei der Auswahl der Gesangsstücke ist dem einfachen und schönen Volksliede der Vorzug zu geben. Das Vaterlandslied ist besonders zu pflegen. Auch der Choral soll tunliche Berücksichtigung finden. Die Lieder sollen in der Regel auswendig gesungen werden können.

§ 21. 10. Turnen. — Unterrichtsziel: Harmonische Ausbildung des Körpers und seiner Kräfte, Gewandtheit und Schönheit der Bewegungen.

I., II. und III. Klasse. Ordnungs- und Freiübungen und Geräteturnen nach Massgabe der „Turnschule für den militärischen Vorunterricht der schweizerischen Jugend“.

b) Freifächer.

§ 22. 1. Latein. — I. Klasse. Regelmässige Deklination; die Steigerung des Zahlwort und das Pronomen.

II. Klasse. Regelmässige Konjugation. Lektüre leichterer Lesestücke.

III. Klasse. Adverbien, Präpositionen und Konjunktionen. Erläuterungen über den Accus. c. inf. und die Partizipialkonstruktionen, Repetition und Erweiterung der Formenlehre. Lektüre von Fabeln und Erzählungen.

IV. Schuljahr. Repetition der Formenlehre; die Lehre von der Kongruenz und den Casus, Accus. cum. inf. Participium, Abl. absol. Gerundium und Gerundiv.

Lektüre aus Lattmann, Caesar bell. gall. und Sibelis tirocinium poeticum.

§ 23. 2. Griechisch. — III. Klasse. Die Deklination des Substantivs und des Adjektivs. Übersetzungen.

IV. Schuljahr. Die Formenlehre mit Ausschluss der Verba auf mi und der unregelmässigen Verbalformen.

§ 24. 3. Italienisch. — 1. Jahrgang (II. Klasse). Formenlehre, besonders die regelmässige Deklination und Konjugation.

2. Jahrgang (III. Klasse). Fortsetzung und Abschluss der Formenlehre, besonders die unregelmässigen Zeitwörter, sowie die schwierigeren Adverbien, Pronomina und Präpositionen. — Jeweilen mit entsprechenden Lehrübungen.

§ 25. 4. Englisch. — II. und III. Klasse (2–3 Stunden). Leseübungen. Elementargrammatik. Leichtere Lesestücke in Prosa und Poesie. (Nach Plate I.)

§ 26. Vorstehender Lehrplan tritt, denjenigen vom 27. April 1881 ersetzend, sofort in Kraft.

29. 2. Unterrichtsplan für die Sekundarschulen, Progymnasien und Gymnasien des Kantons Bern. §§ 10 und 21 des Gesetzes über die Organisation des Schulwesens vom 24. Juni 1856. (Erlass des Regierungsrates vom 8. Februar 1889.)

Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Jeder Schüler soll auf Begehren der Eltern oder ihrer Vertreter vom Griechischen dispensirt werden. In diesem Falle ist der Schüler gehalten, andere Fächer in entsprechender Stundenzahl zu nehmen.

§ 2. Zur Abänderung nachstehender Unterrichtspläne, falls lokale Verhältnisse es verlangen, bedarf es der Einwilligung der Erziehungsdirektion. Abänderungen dürfen jedoch weder die allgemeine Organisation der Schule berühren, noch die Freizügigkeit zwischen den verschiedenen Schulen des Kantons beeinträchtigen.

§ 3. Die Progymnasien sind so einzurichten, dass mit dem vierten Schuljahr eine Scheidung der Literar- und Realstudien stattfindet.

§ 4. Es steht den Schulkommissionen frei, die Turnstunden zu vermehren, sowie andere körperliche Übungen einzuführen. Die bezüglichlichen von der Kommission bestimmten Stunden sind obligatorisch, die Dispensation einzelner Schüler, aus Gesundheitsrücksichten, durch die Kommission vorbehalten.

§ 5. Zwei Nachmittage sollen frei sein; jedoch dürfen auf einen derselben militärische und andere körperliche Übungen verlegt werden.

§ 6. Schriftliche Arbeiten als häusliche Aufgaben sind auf das Notwendigste zu beschränken.

Erste Abteilung. Zweiklassige Sekundarschulen.

I. Religion. — II. Klasse. — 1. Kurs. Biblische Geschichten aus dem Alten Testament.

2. Kurs. Biblische Geschichten aus dem Neuen Testament.

1. Klasse. — 3. Kurs. Leben Jesu mit Hervorhebung der Lehre Jesu, namentlich der Bergpredigt und lehrreicher Gleichnisse.

4. Kurs. Apostelgeschichte und neutestamentliche Briefe.

In beiden Klassen: Memoriren ausgewählter Bibelsprüche und religiöser Lieder.

II. Deutsche Sprache. — II. Klasse. — 1. Kurs. — Lesen. Fertiges Lesen mit richtiger Betonung. Lektüre ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Genaue Worterklärung mit Beiziehung des Dialekts. Fleissige Übung im korrekten mündlichen und schriftlichen Ausdruck.

Grammatik: Das Notwendigste vom einfachen Satz, von den Wortarten und ihren Flexionsformen. Orthographische Übungen.

Aufsatz. Nachbildung und Umbildung behandelter leichter prosaischer Lesestücke. Einfache Erzählungen und Beschreibungen.

2. Kurs. Lesen: Fortgesetzte Übungen wie im ersten Jahr.

Grammatik: Fortsetzung des Pensums des 1. Kurses; das Notwendigste aus der Satzlehre.

Aufsatz: Fortgesetzte Übungen wie im ersten Jahr.

1. Klasse. — 3. Kurs. — Lesen: Fortgesetzte Übungen im geläufigen und ausdrucksvollen Lesen. Eingehendere Erklärung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke nach Inhalt und Form. Fleissige Übung im mündlichen Ausdruck durch freie Reproduktion des behandelten Sprachstoffes in zusammenhängender Rede.

Grammatik: Wiederholung der Wortarten und ihrer Flexionsformen. Behandlung des zusammengesetzten Satzes.

Aufsatz: Ausführlichere Erzählungen und Beschreibungen. Vergleichen; Übungen in Briefform.

4. Kurs. — Lesen: Fortgesetzte Übung wie auf der dritten Stufe. Biographische Mitteilungen über die hervorragendsten Autoren im Anschluss an die Lektüre.

Grammatik: Ergänzende Wiederholung und Abschluss der Wort- und Satzlehre.

Aufsatz: Freiere Darstellungen, in welchen erhöhte Anforderungen an die Selbsttätigkeit des Schülers gemacht werden: Konzentrationen behandelter Stücke, Erzählungen, Schilderungen, leichte Abhandlungen, Übungen in Briefform.

Auf allen vier Stufen sollen gründlich besprochene Prosa- und Poesiestücke auswendig gelernt und vorgetragen werden.

III. Französische Sprache. — II. Klasse. — 1. Kurs. Einführung in Schrift und Aussprache. Häufige Leseübungen.

Konjugation von *avoir* und *être* und vielfache mündliche und schriftliche Übung derselben in einfacher Satzbildung. Das *présent de l'indicatif* und der *impératif* der Verben auf *er*.

Mündliches und schriftliches Übersetzen aus dem Französischen in's Deutsche und genaues Einprägen des Übungsstoffes, sowie der in den Übungstücken vorkommenden Wörter.

Im ersten Kurs soll vorzüglich die Lesefertigkeit gepflegt werden.

2. Kurs. Die regelmässigen Konjugationen in allen vier Formen, mündlich und schriftlich.

Fortgesetzte Übungen im mündlichen und schriftlichen Übersetzen, wie im ersten Jahr. Genaues Einprägen des Übungsstoffes und der Vokabeln.

Im ersten und zweiten Kurs sind Übersetzungen aus der Muttersprache in's Französische nur ausnahmsweise zu üben.

I. Klasse. — 3. Kurs. Konjugation der gebräuchlichern unregelmässigen Verben, mündlich und schriftlich, in allen vier Formen, durch Ableitung der abgeleiteten Zeiten aus den Stammzeiten.

Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Einprägen von Vokabeln mit Übungen in der Wortableitung. Memoriren einiger leichter Sprachstücke. Sprechübungen.

Übersetzungen aus dem Deutschen in's Französische treten in den Vordergrund.

4. Kurs. Repetition. Vervollständigung der Wortformenlehre mit besonderer Hervorhebung des *Subjonctif* und der *Participes*. Anwendung der Präpositionen und der Konjunktionen.

Fortgesetzte Übungen im Übersetzen mit gesteigerten Anforderungen. Mündliche und schriftliche Übungen über den behandelten Sprachstoff. Fortgesetztes Lesen und sorgfältiger Vortrag von memorirten Stücken aus Prosa und Poesie. Aufsetzen leichter und kurzer Briefe und Erzählungen. Sprechübungen.

Der Unterricht wird so viel als möglich französisch gegeben.

IV. *Mathematik*. — II. Klasse. — 1. Arithmetik. — 1. Kurs. Wiederholung, Ergänzung und Zusammenfassung der vier Spezies mit unbenannten Zahlen und tüchtige Einübung derselben, mündlich und schriftlich, mit Berücksichtigung der gebräuchlichsten Abkürzungen und praktischen Vorteile. Vorführung der gebräuchlichsten Münzen, Masse und Gewichte nach dem metrischen System. Rechnen mit benannten Zahlen und Anwendung auf leichtere Aufgaben, mündlich und schriftlich.

2. Kurs. Die gemeinen Brüche in mässigem Umfang und die Dezimalbruchrechnung in ihren Elementen; alles mit Anwendung auf das metrische System in seinen einfachsten Grundzügen, mündlich und schriftlich. Anwendung der Brüche auf die einfachsten Fälle der bürgerlichen Rechnungsarten, mündlich und schriftlich.

2. Geometrie. — 1. Kurs. Messen, Zeichnen und Berechnen der leichtern Flächen, auf Anschauung gegründet.

2. Kurs. Messen, Zeichnen und Berechnen der übrigen Flächen und einfacher Körper, auf Anschauung gegründet.

1. Klasse. — 1. Arithmetik. — 3. Kurs. Weitere Ausführung der Bruchrechnung. Das metrische System. Flächen- und Körperberechnungen. Anwendung der Schlussrechnung auf die bürgerlichen Rechnungsarten, mündlich und schriftlich.

4. Kurs. Fortgesetzte Übung der bürgerlichen Rechnungsarten (fremde Münzen). Prozentrechnungen. Flächen- und Körperberechnungen.

2. Algebra. — 3. Kurs. Gleichungen des ersten Grades mit einer Unbekannten. Anwendung derselben auf die bürgerlichen Rechnungsarten.

4. Kurs. Ausziehen der Quadrat- und Kubikwurzel aus Zahlenausdrücken. Einfache numerische Gleichungen des zweiten Grades.

3. Geometrie. — 3. Kurs. Anfang der Planimetrie bis zur Lehre von der Ähnlichkeit. Die leichteren Flächen- und Körperberechnungen.

4. Kurs. Abschluss der Planimetrie. Schwierigere Flächen- und Körperberechnungen. Messungen auf dem Felde.

Anmerkung. Schwachbegabte Schüler können auf Wunsch der Eltern von Algebra und beweisender Geometrie dispensirt werden.

V. *Naturkunde*. — II. Klasse. — I. Kurs. Im Sommer: Beschreibung einzelner Pflanzen verschiedener Familien und Klassen.

Im Winter: Beschreibung einzelner Tiere verschiedener Ordnungen und Klassen.

2. Kurs. Im Sommer: Die wichtigeren Pflanzenfamilien.

Im Winter: Die wichtigeren Ordnungen des Tierreiches.

1. Klasse. — 3. Kurs. Das Notwendigste aus der Chemie, in Verbindung mit den Grundbegriffen der Mineralogie. Anwendung auf Lebensmittel, Landwirtschaft und Gewerbe.

Das Wichtigste aus der Lehre der festen, flüssigen und luftförmigen Körper.

4. Kurs. Die Grundlehren über Schall, Licht, Wärme, Magnetismus und Electricität.

Bau des menschlichen Körpers. Gesundheitslehre.

VI. *Geschichte*. — II. Klasse. — 1. Kurs. Einzelbilder aus der Schweizergeschichte bis 1648.

2. Kurs. Einzelbilder aus der allgemeinen Geschichte bis 1648.

I. Klasse. — 3. Kurs. Schweizergeschichte in Verbindung mit der allgemeinen Geschichte von 1648 bis und mit der französischen Revolution und Übergang.

4. Kurs. Schweizergeschichte und allgemeine Geschichte von der französischen Revolution bis auf die Gegenwart. Verfassungskunde. Repetition.

VII. *Geographie*. — II. Klasse. — 1. Kurs. Der Kanton Bern.

2. Kurs. Die Schweiz.

I. Klasse. — 3. Kurs. Europa. Wiederholung der Geographie der Schweiz.

4. Kurs. Die fremden Welttheile. Das Wichtigste aus der mathematischen Geographie.

Anmerkung. Das leicht Verständliche aus der Verfassungskunde soll gelegentlichsweise an den Unterricht in Geographie und Geschichte angeschlossen werden.

VIII. *Zeichnen*. — a) Kunstzeichnen. — II. Klasse. — 1. Kurs. Freies Zeichnen nach Vorzeichnungen auf der Wandtafel und nach Wandtabellen bis zur sichern Handhabung der Geraden und der Kreisbogenlinie. Nachzeichnen von einfachen Gegenständen in ihren Hauptumrissen.

2. Kurs. Flache Ornamentik; Zeichnen von Gegenständen der Natur und Kunst in komplizierteren Umrissen; Wiedergabe gesehener Gegenstände aus dem Gedächtnis.

I. Klasse. — 3. Kurs. Das schattirte Ornament. Perspektivische Übungen, wobei bei einfachen geometrischen Körpern auf Wiedergabe der Beleuchtungsverhältnisse Rücksicht zu nehmen ist.

4. Kurs. Die einfachsten Regeln der Perspektive. Körperzeichnen. Schattirübungen. Stilisiren von Naturformen.

b. Geometrisches Zeichnen. — I. Klasse. — 1. Kurs. Einführung der Reissfeder und der Reisschiene. Das geometrische Ornament mit leichteren Lavirübungen. (Die notwendigen Konstruktionen bietet die Geometrie).

2. Kurs. Projektionen (Grundriss, Aufriss, Schnitte), Ausmessung wirklicher Gegenstände und Darstellung derselben in bestimmtem Masstabe.

IX. Schreiben und Buchhaltung. — II. Klasse. Pflege der französischen und deutschen Schrift.

I. Klasse. Einübung einer Titelschrift. Leichte Geschäftsaufsätze. Einfache Buchführung mit besonderer Berücksichtigung der bürgerlichen und gewerblichen Verhältnisse.

X. Singen. — II. Klasse. Vielfache Gehör-, Treff- und Tonunterscheidungsübungen. Dur-Tonleiter. Einübung der leichteren Taktarten. Zweistimmige Lieder.

I. Klasse. Einübung der Moll-Tonleiter. Die Lehre von den Intervallen. Rhythmisch-melodische Übungen. Treffübungen zur Auffassung der zufälligen Töne. Leseübungen in den verschiedenen Tonleitern. Die schwierigeren Taktarten. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder. Pflege des Volksliedes.

Anmerkung. Von den zwei wöchentlichen Stunden kann eine dem Chorgesang gewidmet werden.

XI. Turnen. — II. Klasse. — a) Knabenturnen. Ordnungs-, Frei- und Gerätübungen, nach Mitgabe der »Turnschule für den militärischen Unterricht der schweizerischen Jugend«.

Zu den in der Turnschule behandelten Geräten sind ferner obligatorisch: Barren und wagrechte Leiter.

b) Mädchenturnen. Einfache Ordnungs-, sowie leichte Frei- und Gerätübungen. Spiele.

I. Klasse. — a) Knabenturnen. Schwierigere Frei- und Stabübungen. Erschwerung der Gerätübungen.

Geräte: Ausser den in der Turnschule behandelten, Barren und Reck.

b) Mädchenturnen. Vermehrung der Ordnungsübungen und Verbindung derselben mit schwierigeren Freiübungen zu Reigen. Gerätübungen. Spiele.

Anmerkung. Die Mädchen sind auf beiden Stufen von den Knaben getrennt zu unterrichten.

Die Reigen sollen nicht besonders eingeübt werden, sondern sich aus den Ordnungs- und Freiübungen entwickeln.

Anmerkung. Für zweiklassige Sekundarschulen mit schwierigem Schulweg treten Modifikationen ein.

Zweite Abteilung. Fünfklassige Mädchensekundarschulen.

I. Religion. — V. Klasse. Biblische Geschichten aus dem Alten Testament.

IV. Klasse. Biblische Geschichte aus dem Neuen Testament.

III. Klasse. Leben Jesu mit Hervorhebung der Lehre Jesu, namentlich der Bergpredigt und schwierigerer Gleichnisse.

II. und I. Klasse. Apostelgeschichte und neutestamentliche Briefe.

In allen Klassen: Memoriren ausgewählter Bibelsprüche und religiöser Lieder.

II. Deutsche Sprache. — V. Klasse. Fertiges Lesen mit richtiger Betonung. Das Notwendigste vom einfachen Satze, von den Wortarten und ihren Flexionsformen. Orthographische Übungen.

Behandlung einfacher poetischer und prosaischer Stücke mit genauer Worterklärung und Beiziehung des Dialekts.

Übungen im mündlichen und schriftlichen Ausdruck.

IV. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Das Notwendigste der Satzlehre.

Behandlung angemessener prosaischer und poetischer Lesestücke. Erzählungen und Beschreibungen.

III. Klasse. Wiederholung und Erweiterung der frühern grammatischen Pensen.

Erklärungen und Behandlung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Fleissige Übungen in der mündlichen Reproduktion gelesener Stücke.

Schriftliche Darstellungen besprochener, im Gesichtskreise des Schülers liegender Stoffe.

II. Klasse. Abschluss und ergänzende Wiederholung des grammatischen Stoffes.

Erklärung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke und mündliche Übungen.

Übungen im schriftlichen Ausdruck, verbunden mit Anleitung zum Disponiren.

I. Klasse. Elemente der Stilistik und Poetik im Anschluss an behandelte Beispiele.

Behandlungen ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Kurze biographische Mitteilungen über die hervorragendsten Autoren.

Aufsätze mit gesteigerten Anforderungen an die Selbsttätigkeit des Schülers.

Anmerkung 1. Das Lesen ist in allen Klassen fleissig zu üben und von Anfang an auf Geläufigkeit, richtige Betonung, reine Aussprache und sobald als möglich auf Schönheit des Vortrages streng zu halten und die Wahl der Lesestücke hienach zu treffen.

In sämtlichen Klassen sollen nach Inhalt und Form mustergültige prosaische und poetische Stücke auswendig gelernt werden, wobei stets auf richtige Rezitation zu halten ist.

Anmerkung 2. Wo mehrere Lehrer den Unterricht erteilen, soll jeweilen beim Beginn des Schuljahres der Lesestoff unter die einzelnen Klassen sorgfältig verteilt werden.

III. Französische Sprache. — V. Klasse. Einführung in Schrift und Aussprache. Häufige Leseübungen. Konjugation von *avoir* und *être* und vielfache mündliche und schriftliche Übung derselben in einfacher Satzbildung. Das *présent de l'indicatif* und der *impératif* der Verben auf *er*.

Mündliches und schriftliches Übersetzen aus dem Französischen ins Deutsche und genaues Einprägen des Übungsstoffes, sowie der in den Übungsstücken vorkommenden Wörter. Im ersten Kurs soll vorzüglich die Lesefertigkeit gepflegt werden.

IV. Klasse. Die regelmässigen Konjugationen in allen vier Formen, mündlich und schriftlich.

Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen, wie im ersten Jahr. Genaues Einprägen des Übungsstoffes und der Vokabeln.

Anmerkung. Im ersten und zweiten Jahr sind Übersetzungen aus dem Deutschen ins Französische nur ausnahmsweise zu üben.

III. Klasse. Wortformenlehre. Konjugation der unregelmässigen Verben. Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Einprägen von Vokabeln mit Übungen in der Wortableitung. Sprechübungen. Memoriren einiger leichter Sprachstücke.

Übersetzungen aus dem Deutschen ins Französische treten in den Vordergrund.

II. Klasse. Vervollständigung der unregelmässigen Verben. Syntax I. Teil.

Fortgesetzte Übungen im Ausdruck mit gesteigerten Anforderungen. Mündliche und schriftliche Übungen über den behandelten Sprachstoff. Fortgesetztes Lesen und sorgfältiger Vortrag von memorirten Stücken aus Prosa und Poesie. Aufsetzen leichter und kurzer Briefe und Erzählungen. Sprechübungen.

Der Unterricht wird so viel als möglich französisch gegeben.

I. Klasse. Repetition der Grammatik.

Syntax II. Teil.

Homonymen und Synonymen.

Lektüre mit angeknüpfter Konversation und analytischen Übungen.

Recitationen von Gedichten und dramatischen Szenen.

Übersetzungen; Komposition.

Der Unterricht wird französisch gegeben.

IV. *Englische Sprache.* — II. Klasse. Lesen und Aussprache. Formenlehre. Übungen im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Lesen leichter Prosastücke. Diktirübungen. Memoriren.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Einübung der Syntax.

V. *Italienische Sprache.* — II. Klasse. Lesen und Aussprache. Formenlehre. Mündliche und schriftliche Übungen. Memoriren.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Einübung der Syntax.

VI. *Mathematik.* — V. Klasse. Einübung der vier Spezies in beliebig erweitertem Zahlenraum. Belehrungen über die gebräuchlichern Münzen und Masse. Anwendungen.

IV. Klasse. Grundzüge des metrischen Systems; die vier Operationen mit untergeordneten Massen. Leichtere gemeine Brüche. Dezimalbrüche. Anwendungen.

Auffassung der Raumelemente: Körper, Fläche, Linie, Winkel. Leichtere Flächen- und Körperberechnungen.

III. Klasse. Dezimalbrüche. Wiederholung und Vervollständigung der gemeinen Brüche. Das metrische System. Anwendungen. Weitere Übungen in einfachen Flächen- und Körperberechnungen.

II. Klasse. Bürgerliche Rechnungsarten mit besonderer Berücksichtigung der Zins- und Prozentrechnungen.

Wiederholung und Erweiterung der Raumberechnungen.

I. Klasse. Die schwierigeren Fälle der Prozentrechnung. Andere bürgerliche Rechnungsarten, wie Teilungs-, Gesellschafts- und Mischungsrechnungen. Das Wichtigste über die ausländischen Münzen, Masse und Gewichte.

Fortsetzung der Raumberechnungen.

Vermischte Beispiele aus dem Gesamtgebiete des behandelten Stoffes.

Anmerkung. In allen Klassen ist das mündliche Rechnen mit kleinen Zahlen und einfachen Verhältnissen sorgfältig zu pflegen.

VII. *Naturkunde*. — III. Klasse. Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie.

II. Klasse. Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie und menschlicher Körper.

I. Klasse. Die einfachsten Lehren der Physik und Chemie. Gesundheitslehre.

VIII. *Geschichte*. — V. Klasse. Einzelne Geschichtsbilder aus der Heimat: Gründung Bern's, Bern und Rudolf von Habsburg, Bund der Waldstätte, Morgarten, Laupen, die acht alten Orte, Sempacher- und Näfelerkrieg.

IV. Klasse. Die wichtigsten Abschnitte der Schweizergeschichte vom Jahre 1400 bis und mit der Reformation.

III. Klasse. Alte Geschichte bis auf Karl den Grossen, mit besonderer Berücksichtigung der griechischen und römischen Geschichte.

II. Klasse. Mittlere Geschichte: von Karl dem Grossen bis zum westphälischen Frieden, 1648, mit besonderer Berücksichtigung der Schweizergeschichte.

I. Klasse. Neuere und neueste Geschichte, mit besonderer Berücksichtigung der Schweizergeschichte.

IX. *Geographie*. — V. Klasse. Der Kanton Bern.

IV. Klasse. Die Schweiz.

III. Klasse. Europa.

II. Klasse. Aussereuropäische Erdteile.

I. Klasse. Grundzüge der mathematischen Geographie. Repetition und Erweiterung der Geographie, besonders derjenigen der Schweiz.

X. *Zeichnen*. — V. Klasse. Geradlinige Formen nach Vorzeichnung auf der Wandtafel und nach Gegenständen.

IV. Klasse. Krumme Linien. Kreise und Kreisbogen in Quadrat, Sechseck etc. Zentralsymmetrische Figuren. Fortsetzung des Zeichnens nach Gegenständen; einfache Blatt- und Blütenformen nach der Natur.

Schraffirübungen mit Bleistift oder Farbstift.

III. Klasse. Gefässformen, einfache Blatt- und Blütenformen, Spirale und Ranke. Zusammenstellung solcher durch die Schüler und Stilisiren zu einfachen Flachornamenten.

II. Klasse. Zeichnen komplizierterer Gegenstände unter Berücksichtigung der Beleuchtungsverhältnisse; Fortsetzung des Flachornaments. Anwendung auf Handarbeit, Stickmuster etc., soweit möglich von der Natur ausgehend und mit Benutzung der Farben.

Akanthus und seine Kombinationen ohne Schattirung. Für Vorgerücktere Blumen nach der Natur.

I. Klasse. Hauptgesetze der linearen Perspektive.

Körperzeichnen nach der Natur.

Farbiges Ornament.

Schattirübungen nach Gipsmodellen.

XI. Schreiben und Buchhaltung. — Pflege der deutschen und französischen Schrift und Einübung einer Titelschrift. Rechnungen. Haushaltungsbuch.

XII. Singen. — V. Klasse. Vielfache Gehör-, Treff- und Tonunterscheidungsübungen. Durtonleiter. Einübung der leichteren Taktarten. Zweistimmige Lieder.

IV. Klasse. Fortsetzung und weitere Ausführung des vorhergehenden Pensums. Die schwierigeren Taktarten. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder, an die sich der weitere theoretische Unterricht anzuschliessen hat.

III. Klasse. Fortsetzung und Vervollständigung des vorhergehenden Pensums. Molltonleiter. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder.

Gründliche Kenntnis der verschiedenen Taktarten. Das Notwendigste aus der Harmonie- und Akkordenlehre.

II. und I. Klasse. Weitere musikalische Übungen. Repetition und Zusammenfassung der Theorie. Vortragslehre.

XIII. Turnen. — V. Klasse. Die einfachsten Formen der Ordnungs- und Freiübungen; leichte Gerätübungen.

IV. Klasse. Ordnungsübungen des Paares; Vermehrung der Frei- und Gerätübungen.

III. Klasse. Ordnungsübungen des Doppelpaares. Zusammengesetzte Freiübungen. Holzstab. Erhöhung der Schwierigkeit in den Gerätübungen.

II. Klasse. Ordnungsübungen der Dreierreihe. Schwierigere Freiübungen. Eisenstab. Gerät: Dauerübungen. Reigen.

I. Klasse. Frühere Ordnungsübungen in verschiedenen Aufstellungen und Verbindung mit Freiübungen zu Tanzreigen. Gerät: hauptsächlich Stützübungen.

In allen Klassen: Bewegungsspiele.

XIV. Handarbeiten. — V. Klasse. Nähstück mit den gebräuchlichen Nähten. Anfertigung der Nähtasche. Ein Paar Strümpfe. Einfaches Kinderhemd. Vier Hohlmuster an der Strickbände.

IV. Klasse. Strumpfflicken, rechte und linke Masche an Übungsstücken und am Strumpf selbst. Stopfen am Strumpf, an dünnen Stellen, am Strumpfrand und an einem glatten Stück mit Nähtchen. Strümpfe anstricken. Erlernung des Knopflochs. Zuschneiden und Nähen eines einfachen Mädchenhemdes. Anwendung der Hohlmuster an einem Paar baumwollener Ärmel.

III. Klasse. Strumpfflicken an Übungsstücken und Strümpfen; das Flicken des Abstechens. Flicken am Weisszeug. Gestricktes Kinderjäckchen. Ein Paar Strümpfe stricken mit rationellem Schluss. Ein Frauenhemd mit eingesetzten Achseln zuschneiden und nähen.

II. Klasse. Schwerere Strickarbeit (Kinderfinken). Glatte Leinwand verweben, Bild verweben am Übungsstück. Ein Knaben- oder ein Nachthemd zuschneiden und nähen. Tuch und Flanelle flicken. Wäsche ausbessern.

I. Klasse. Selbständiges Zuschneiden aller in der Schule vorkommenden, sowie anderer gebräuchlicher Näharbeiten in Papier und Stoff. Flicken von Gegenständen. Weitere Übung im Strumpfflicken und in schwierigeren Strickarbeiten. Zuschneiden und Nähen eines Knaben- oder Herrenhemdes. Einfache Belehrungen über Gewinnung und Zubereitung von Baumwolle, Hanf, Flachs, Wolle, Seide etc. Handgespinnst und Maschinengarn. In- und ausländische Leinen. Preise und Angabe des Stoffbedarfs für die verschiedenen Gegenstände der Haus- und Leibwäsche.

Dritte Abteilung. Fünfklassige Sekundarschulen.

I. Religion. — V. Klasse. Biblische Geschichte aus dem Alten Testament.

IV. Klasse. Biblische Geschichte aus dem Neuen Testament.

III. Klasse. Leben Jesu mit Hervorhebung der Lehre Jesu, namentlich der Bergpredigt und schwierigerer Gleichnisse.

II. und I. Klasse. Gründung und Ausbreitung der christlichen Kirche in der apostolischen Zeit. Nentestamentliche Briefe.

In Klasse V—II: Memoriren einer mässigen Anzahl von Bibelsprüchen und religiösen Liedern.

II. Deutsche Sprache (Muttersprache). — V. Klasse. Fertiges Lesen mit richtiger Betonung. Das Notwendigste vom einfachen Satze, von den Wortarten und ihren Flexionsformen. Orthographische Übungen.

Behandlung einfacher poetischer und prosaischer Stücke mit genauer Worterklärung und Beiziehung des Dialekts.

Übungen im mündlichen und schriftlichen Ausdruck.

IV. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Das Notwendigste der Satzlehre.

Behandlung angemessener prosaischer und poetischer Lesestücke. Erzählungen und Beschreibungen.

III. Klasse. Wiederholung und Erweiterung der frühern grammatischen Pensen.

Erklärungen und Behandlung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Fleissige Übungen in der mündlichen Reproduktion gelesener Stücke.

Schriftliche Darstellungen besprochener, im Gesichtskreise des Schülers liegender Stoffe.

II. Klasse. Abschluss und ergänzende Wiederholung des grammatischen Stoffes.

Erklärung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke und mündliche Übungen wie in Klasse III.

Übungen im schriftlichen Ausdruck, verbunden mit Anleitung zum Disponiren.

I. Klasse. Elemente der Poetik im Anschluss an behandelte Beispiele.

Behandlungen ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Kurze biographische Mitteilungen über die hervorragendsten Autoren,

Aufsätze mit gesteigerten Anforderungen an die Selbsttätigkeit des Schülers.

Anmerkung 1. Das Lesen ist in allen Klassen fleissig zu üben und von Anfang an auf Geläufigkeit, richtige Betonung, reine Aussprache und sobald als möglich auf Schönheit des Vortrages streng zu halten und die Wahl der Lesestücke hienach zu treffen.

In sämtlichen Klassen sollen nach Inhalt und Form mustergültige prosaische und poetische Stücke auswendig gelernt werden, wobei stets auf richtige Recitation zu halten ist.

Anmerkung 2. Wo mehrere Lehrer den Unterricht erteilen, soll jeweilen beim Beginn des Schuljahres der Lesestoff unter die einzelnen Klassen sorgfältig verteilt werden.

III. Französische Sprache. — V. Klasse. Einführung in Schrift und Aussprache. Häufige Leseübungen.

Konjugation von *avoir* und *être* und vielfache mündliche und schriftliche Übung derselben in einfacher Satzbildung. Das *présent de l'indicatif* und der *impératif* der Verben auf *er*.

Mündliches und schriftliches Übersetzen aus dem Französischen in's Deutsche und genaues Einprägen des Übungsstoffes, sowie der in den Übungsstücken vorkommenden Wörter. Im ersten Kurs soll vorzüglich die Lesefertigkeit gepflegt werden.

IV. Klasse. Die regelmässigen Konjugationen in allen vier Formen, mündlich und schriftlich.

Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen, wie im ersten Jahr. Genaues Einprägen des Übungsstoffes und der Vokabeln.

Im ersten und zweiten Kurs sind Übersetzungen aus der Muttersprache in's Französische nur ausnahmsweise zu üben.

III. Klasse. Wortformenlehre, Konjugation der unregelmässigen Verben. Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Einprägen von Vokabeln mit Übungen in der Wortableitung. Sprechübungen. Memoriren einiger leichter Sprachstücke.

Übersetzungen aus dem Deutschen in's Französische treten in den Vordergrund.

II. Klasse. Vervollständigung der unregelmässigen Verben. Syntax I. Teil.

Fortgesetzte Übungen im Ausdruck mit gesteigerten Anforderungen. Mündliche und schriftliche Übungen über den behandelten Sprachstoff. Fortgesetztes Lesen und sorgfältiger Vortrag von memorirten Stücken aus Prosa und Poesie. Aufsetzen leichter und kurzer Briefe und Erzählungen. Sprechübungen.

Der Unterricht wird so viel als möglich französisch gegeben.

I. Klasse. Repetition der Grammatik.

Syntax II. Theil.

Homonymen und Synonymen.

Lektüre mit angeknüpfter Konversation und analytischen Übungen.

Recitationen von Gedichten und dramatischen Szenen.

Übersetzungen; Komposition.

Der Unterricht wird französisch gegeben.

IV. Englische Sprache. — II. Klasse. Lesen und Aussprache. Formenlehre. Übungen im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Lesen leichter Prosastücke. Diktirübungen. Memoriren.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Einübung der Syntax.

V. Italienische Sprache. — II. Klasse. Lesen und Aussprache. Formenlehre. Mündliche und schriftliche Übungen. Memoriren.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Einübung der Syntax.

VI. Mathematik. — V. Klasse. Arithmetik. Einübung der vier Spezies im beliebig erweiterten Zahlenraum. Belehrungen über die gebräuchlichern Münzen und Masse. Anwendungen. Die Linie.

IV. Klasse. Arithmetik. Grundzüge des metrischen Systems; die vier Operationen mit untergeordneten Massen. Leichtere gemeine Brüche. Dezimalbrüche. Anwendungen. Leichte Flächenberechnungen, auf Anschauung gegründet.

III. Klasse. Arithmetik. Dezimalbrüche. Wiederholung und Vervollständigung der gemeinen Brüche. Das metrische System. Anwendungen. Flächen- und Körperberechnungen.

Für Realschüler: Volksschulgeometrie (in 2 Stunden)

II. Klasse. Arithmetik. Einfache geometrische Verhältnisse und Proportionen. Die bürgerlichen Rechnungsarten.

Anmerkung. In allen Klassen ist das mündliche Rechnen mit kleinen Zahlen und einfachen Verhältnissen sorgfältig zu pflegen.

Algebra. Die vier Spezies mit rationalen Buchstabengrößen; Gleichungen ersten Grades mit einer Unbekannten; Ausziehen der Quadrat- und Kubikwurzel.

Geometrie. Planimetrie bis zur Ähnlichkeit, mit besonderer Berücksichtigung der Konstruktionsaufgaben.

I. Klasse. Algebra. Rechnen mit Potenzen und Wurzelgrößen; Gleichungen des ersten Grades mit mehreren Unbekannten; Gleichungen des zweiten Grades.

Geometrie. Schluss der Planimetrie. Anwendungen auf die praktische Geometrie; Messungen auf dem Felde; das Wichtigste aus der Stereometrie.

VII. Naturkunde. — IV. Klasse. Im Sommer: Beschreibung von Repräsentanten der wichtigsten Pflanzenfamilien.

Im Winter: Beschreibung von Repräsentanten der verschiedenen Ordnungen der Wirbeltiere.

III. Klasse. Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie.

II. Klasse. Im Sommer: Abschluss der Botanik und Zoologie; Bau des menschlichen Körpers und Pflege der Organe desselben.

Im Winter: Das Wichtigste aus der Lehre der festen, flüssigen und luftförmigen Körper und der Wärme.

I. Klasse. Das Notwendigste aus der Chemie in Verbindung mit den Grundbegriffen der Mineralogie.

Die Grundlehren über Schall, Licht, Magnetismus und Elektrizität.
Wiederholung und Erweiterung der Gesundheitslehre.

VIII. Geschichte. — V. Klasse. Bilder aus der Schweizergeschichte bis und mit den Burgunderkriegen.

IV. Klasse. Bilder aus der Weltgeschichte bis 1648.

III. Klasse. Schweizergeschichte mit Bezugnahme auf die Weltgeschichte bis 1648.

II. Klasse. Allgemeine Geschichte von 1648 bis und mit der französischen Revolution, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz,

I. Klasse. Allgemeine Geschichte von der französischen Revolution bis zur Gegenwart, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz. Verfassungskunde.

IX. Geographie. — V. Klasse. Geographie des Kantons Bern und allgemeine Geographie der Schweiz.

IV. Klasse. Übersicht der physikalischen und politischen Geographie von Europa.

III. Klasse. Die aussereuropäischen Kontinente.

II. Klasse. Die Schweiz.

I. Klasse. Grundzüge der mathematischen und physikalischen Geographie. Allgemeine Wiederholung.

Anmerkung: Das Leichtverständliche aus der Verfassungskunde soll an den Unterricht in Geschichte und Geographie abgeschlossen werden.

X. Zeichnen. — a. Kunstzeichnen. V. Klasse. Elemente und Grundformen der geraden Linie und des Kreises bis zu einfachen Beispielen flacher Ornamentik nach Wandtafelzeichnungen.

IV. Klasse. Behandlung der Oval- und Eiform, der Wellen-, Schlangen- und Schneckenlinien und Anwendung derselben zu Kombinationen. Einfache stilisierte Blattformen und Rosetten. Flache Ornamentik nach Wandtafelzeichnungen.

III. Klasse. Entwickeltere Blattformen und Rosetten. Flachornamente mit Einbeziehung verschiedener Farbtöne unter Belehrungen über das Tuschen.

II. Klasse. Komplizirtere Flachornamente verschiedener Kunstepochen nebst Belehrungen über die Kontrastfarben. Einführung in das perspektivische Sehen und Zeichnen nach geometrischen Körpern. Beleuchtung und Schattirung derselben mit Anwendung der Wischertechnik.

I. Klasse. Zeichnen nach plastischen Ornamenten (Gipsmodellen) und kunstgewerblichen Gegenständen (z. B. Vasen) nach der Natur. Fortsetzung im Zeichnen von Flachornamenten höherer Art.

Anmerkung: Das Zeichnen soll so viel als möglich von Gegenständen der Natur und Kunst ausgehen.

b. Geometrisches Zeichnen. II. Klasse. Einführung der Reissfeder und der Reisschiene. Das geometrische Ornament mit leichteren Lavirübungen. (Die notwendigen Konstruktionen bietet die Geometrie.)

I. Klasse. Projektionen (Grundriss, Aufriss, Schnitte), Ausmessung wirklicher Gegenstände und Darstellung derselben in bestimmtem Masstabe.

XI. Schreiben und Buchhaltung. — a. Schreiben. V.—II. Klasse. Pflege der deutschen und französischen Schrift und Einübung einer Titelschrift.

b. Buchhaltung. I. Klasse. Einfache Buchführung mit besonderer Berücksichtigung der kaufmännischen Buchführung. Hinzuziehung der Kontokorrent-Rechnungen. Geschäftsaufsätze, Korrespondenz mit besonderer Berücksichtigung des kaufmännischen Lebens.

XII. Singen. — V. Klasse. Vielfache Gehör-, Treff- und Tonunterscheidungsübungen, Durtonleiter. Einübung der leichteren Taktarten. Zweistimmige Lieder.

IV. Klasse. Fortsetzung und weitere Ausführung des vorhergehenden Pensums. Die schwierigeren Taktarten. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder, an die sich der weitere theoretische Unterricht anzuschliessen hat.

III. Klasse. Fortsetzung und Vervollständigung des vorhergehenden Pensums. Molltonleiter. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder.

Gründliche Kenntnis der verschiedenen Taktarten. Das Notwendigste aus der Harmonie- und Akkordenlehre.

II. Klasse. Weitere musikalische Übungen. Repetition und Zusammenfassung der Theorie. Vortragslehre.

XIII. Turnen. — a. Knabenturnen. V. Klasse. Einfache Ordnungs-, Frei- und Gerätübungen. Geräte: Schwungseil, Springel, Schrägbrett, Leiter, Klettergerüst.

IV. Klasse. In den Ordnungs- und Freiübungen vielfache Verbindungen. Neue Geräte: Reck, Barren, Stemm balken, Bock.

III. Klasse. Neben Erschwerung der Ordnungs- und Freiübungen namentlich Stabübungen. Geräte wie in Klasse IV.

II. Klasse. Einfache militärische Übungen. Vielfache Verbindungen von Frei- und Stabübungen. Neue Geräte: Pferd und Sprungkasten.

I. Klasse. Soldatenschule. Schwierigere Frei- und Stabübungen. Erschwerung der Gerätübungen,

Für alle Klassen: Turnspiele.

b. Mädchenturnen. V. Klasse. Die einfachsten Formen der Ordnungs- und Freiübungen; leichte Gerätübungen.

IV. Klasse. Ordnungsübungen des Paares; Vermehrung der Frei- und Gerätübungen.

III. Klasse. Ordnungsübungen des Doppelpaares. Zusammengesetzte Freiübungen. Holzstab. Erhöhung der Schwierigkeit in den Gerätübungen.

II. Klasse. Ordnungsübungen der Dreierreihe. Schwierigere Freiübungen. Eisenstab. Gerät: Dauerübungen. Reigen.

I. Klasse. Frühere Ordnungsübungen in verschiedenen Aufstellungen und Verbindung mit Freiübungen zu Tanzreigen. Gerät: hauptsächlich Stützübungen.

In allen Klassen: Bewegungsspiele.

Anmerkung. Für die Latein-Schüler soll eine entsprechende Reduktion in den übrigen Unterrichtsstunden, nach Tabelle auf Seite 140, Progymnasien ohne Oberbau, stattfinden.

Vierte Abteilung Progymnasien.

I. Religion. — VIII. Klasse. Biblische Geschichten aus dem Alten Testament.

VII. Klasse. Biblische Geschichten aus dem Neuen Testament.

VI. Klasse. Leben Jesu mit Hervorhebung der Lehre Jesu, namentlich der Bergpredigt und schwierigerer Gleichnisse.

V. Klasse. Gründung und Ausbreitung der christlichen Kirche in der apostolischen Zeit.

In Klasse VIII—V: Memoriren einer mässigen Anzahl von Bibelsprüchen und religiösen Liedern.

IV. Klasse. Die neutestamentlichen Briefe.

II. Deutsche Sprache (Muttersprache). — VIII. Klasse. Fertiges Lesen mit richtiger Betonung. Das Notwendigste vom einfachen Satze, von den Wortarten und ihren Flexionsformen. Orthographische Übungen.

Behandlung einfacher poetischer und prosaischer Stücke mit genauer Worterklärung und Beiziehung des Dialekts.

Übungen im mündlichen und schriftlichen Ausdruck.

VII. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres. Das Notwendigste der Satzlehre.

Behandlung angemessener prosaischer und poetischer Lesestücke. Erzählungen und Beschreibungen.

VI. Klasse. Wiederholung und Erweiterung der frühern grammatischen Pensum.

Erklärungen und Behandlung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Fleissige Übungen in der mündlichen Reproduktion gelesener Stücke.

Schriftliche Darstellungen besprochener, im Gesichtskreise des Schülers liegender Stoffe.

V. Klasse. Abschluss und ergänzende Wiederholung des grammatischen Stoffes.

Erklärung ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke und mündliche Übungen wie in Klasse VI.

Übungen im schriftlichen Ausdruck, verbunden mit Anleitung zum Disponiren.

IV. Klasse. Elemente der Poetik im Anschluss an behandelte Beispiele.

Behandlungen ausgewählter prosaischer und poetischer Stücke. Kurze biographische Mitteilungen über die hervorragendsten Autoren.

Aufsätze mit gesteigerten Anforderungen an die Selbsttätigkeit des Schülers.

Anmerkung 1. Das Lesen ist in allen Klassen fleissig zu üben und von Anfang an auf Geläufigkeit, richtige Betonung, reine Aussprache und sobald als möglich auf Schönheit des Vortrages streng zu halten und die Wahl der Lesestücke hienach zu treffen.

In sämtlichen Klassen sollen nach Inhalt und Form mustergültige prosaische und poetische Stücke auswendig gelernt werden, wobei stets auf richtige Recitation zu halten ist.

Anmerkung 2. Wo mehrere Lehrer den Unterricht erteilen, soll jeweilen beim Beginn des Schuljahres der Lesestoff unter die einzelnen Klassen sorgfältig verteilt werden.

III. Französische Sprache. — VIII. Klasse. Einführung in Schrift und Aussprache. Häufige Leseübungen.

Konjugation von *avoir* und *être* und vielfache mündliche und schriftliche Übung derselben in einfacher Satzbildung. Das *présent de l'indicatif* und der *impératif* der Verben auf *er*.

Mündliches und schriftliches Übersetzen aus dem Französischen in's Deutsche und genaues Einprägen des Übungsstoffes, sowie der in den Übungsstücken

vorkommenden Wörter. Im ersten Kurs soll vorzüglich die Lesefertigkeit gepflegt werden.

VII. Klasse. Die regelmässigen Konjugationen in allen vier Formen, mündlich und schriftlich.

Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen, wie im ersten Jahr. Genaues Einprägen des Übungsstoffes und der Vokabeln.

Im ersten und zweiten Kurs sind Übersetzungen aus der Muttersprache in's Französische nur ausnahmsweise zu üben.

VI. Klasse. Wortformenlehre. Konjugation der unregelmässigen Verben. Fortgesetzte Übungen im Lesen und im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Einprägen von Vokabeln mit Übungen in der Wortableitung. Sprechübungen. Memoriren einiger leichter Sprachstücke.

Übersetzungen aus dem Deutschen in's Französische treten in den Vordergrund.

V. Klasse. Vervollständigung der unregelmässigen Verben. Syntax I. Teil.

Fortgesetzte Übungen im Ausdruck mit gesteigerten Anforderungen. Mündliche und schriftliche Übungen über den behandelten Sprachstoff. Fortgesetztes Lesen und sorgfältiger Vortrag von memorirten Stücken aus Prosa und Poesie. Aufsetzen leichter und kurzer Briefe und Erzählungen. Sprechübungen.

Der Unterricht wird so viel als möglich französisch gegeben.

IV. Klasse. Repetition der Grammatik.

Syntax II. Teil.

Homonymen und Synonymen.

Lektüre mit angeknüpfter Konversation und analytischen Übungen.

Recitationen von Gedichten und dramatischen Szenen.

Übersetzungen; Komposition.

Der Unterricht wird französisch gegeben.

IV. Lateinische Sprache. — V. Klasse. Formenlehre. Schriftliche und mündliche Übungen.

IV. Klasse. Syntax I. Teil. Schriftliche und mündliche Übungen. Einführung in die Lektüre. Cäsar.

V. Griechische Sprache. — IV. Klasse. Formenlehre bis zu den Verben auf μ . Schriftliche und mündliche Übungen.

VI. Englische Sprache. — V. Klasse. Lesen und Aussprache. Formenlehre. Übungen im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Lesen leichter Prosastücke. Diktirübungen. Memoriren.

IV. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres.

Einübung der Syntax.

VII. Italienische Sprache. — V. Klasse. Aussprache. Einlässliche Formenlehre. Mündliche und schriftliche Übungen. Memoriren.

IV. Klasse. Fortsetzung des Pensums des ersten Jahres.

Einübung der Syntax.

VIII. Mathematik. — VIII. Klasse. Arithmetik. Einübung der vier Spezies im beliebig erweiterten Zahlenraum. Belehrungen über die gebräuchlichern Münzen und Masse. Anwendungen. Einleitung zu den gemeinen Brüchen.

VII. Klasse. Arithmetik. Grundzüge des metrischen Systems; die vier Operationen mit untergeordneten Massen. Gemeine Brüche. Dezimalbrüche. Anwendungen.

VI. Klasse. Arithmetik. Wiederholung der Dezimalbrüche unter steter Berücksichtigung der gemeinen Brüche. Das metrische System. Anwendungen. Vielsatz. Die wichtigsten bürgerlichen Rechnungsarten.

V. Klasse. Arithmetik. Einfache geometrische Verhältnisse und Proportionen. Ausführlichere Behandlung der bürgerlichen Rechnungsarten.

Algebra. Literar- und Realabteilung. Die vier Spezies mit rationalen Buchstabengrößen; Gleichungen ersten Grades mit einer Unbekannten; Ausziehen der Quadratwurzel.

Geometrie. Literar- und Realabteilung. Planimetrie bis zur Ähnlichkeit.

IV. Klasse. Algebra. Literar- und Realabteilung. Rechnen mit Potenzen und Wurzelgrößen; Ausziehen der zweiten und dritten Wurzel; Gleichungen des ersten Grades mit einer und mehreren Unbekannten; einfache quadratische Gleichungen.

Geometrie. a. Realabteilung. Schluss der Planimetrie. Anwendung auf die praktische Geometrie. Messungen auf dem Felde.

b. Literarabteilung. Schluss der Planimetrie. Erster Teil der Stereometrie (Punkt, Gerade und Ebene und ihre Verbindungen).

IX. *Naturkunde*. — VI. Klasse. Im Sommer: Beschreibung einzelner Pflanzen verschiedener Familien und Klassen.

Im Winter: Beschreibung einzelner Tiere verschiedener Ordnungen und Klassen.

V. Klasse. Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie.

IV. Klasse. Naturgeschichte. Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie. Bau des menschlichen Körpers.

Physik. Realabteilung. Einleitung in die Naturwissenschaften. Allgemeine Eigenschaften der Körper. Elemente der Physik.

X. *Geschichte*. — VIII. Klasse. Bilder aus der Schweizergeschichte bis und mit den Burgunderkriegen.

VII. Klasse. Bilder aus der Weltgeschichte bis 1648.

VI. Klasse. Schweizergeschichte mit Bezugnahme auf die Weltgeschichte bis 1648.

V. Klasse. Allgemeine Geschichte von 1648 bis und mit der französischen Revolution, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz.

IV. Klasse. Allgemeine Geschichte von der französischen Revolution bis zur Gegenwart, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz. Verfassungskunde.

XI. *Geographie*. — VIII. Klasse. Geographie des Kantons Bern und allgemeine Geographie der Schweiz.

VII. Klasse. Übersicht der physikalischen und politischen Geographie von Europa.

VI. Klasse. Die aussereuropäischen Kontinente.

V. Klasse. Die Schweiz.

IV. Klasse. Grundzüge der mathematischen und physikalischen Geographie. Allgemeine Wiederholung.

Anmerkung. Das leicht Verständliche aus der Verfassungskunde soll am Unterricht in Geschichte und Geographie angeschlossen werden.

XII. Zeichnen. — a. Kunstzeichnen. VIII. Klasse. Elemente und Grundformen der geraden Linie und des Kreises bis zu einfachen Beispielen flacher Ornamentik nach Wandtafelzeichnungen.

VII. Klasse. Behandlung der Oval- und Eiform, der Wellen-, Schlangen- und Schneckenlinien und Anwendung derselben zu Kombinationen. Einfache stilisierte Blattformen und Rosetten. Flache Ornamentik nach Wandtafelzeichnungen.

VI. Klasse. Entwickeltere Blattformen und Rosetten. Flachornamente mit Einbeziehung verschiedener Farbtöne unter Belehrungen über das Tuschen.

V. Klasse. Komplizirtere Flachornamente verschiedener Kunstepochen nebst Belehrungen über die Kontrastfarben. Einführung in das perspektivische Sehen und Zeichnen nach geometrischen Körpern. Beleuchtung und Schattirung derselben mit Anwendung der Wischertechnik.

IV. Klasse. Zeichnen nach plastischen Ornamenten (Gipsmodellen) und kunstgewerblichen Gegenständen (z. B. Vasen) nach der Natur. Fortsetzung im Zeichnen von Flachornamenten höherer Art.

Anmerkung. Das Zeichnen soll so viel als möglich von Gegenständen der Natur und Kunst ausgehen.

b. Geometrisches Zeichnen. Realabteilung. V. Klasse. Einführung der Reisfeder und der Reisschiene. Das geometrische Ornament mit leichteren Lavirübungen. (Die notwendigen Konstruktionen bietet die Geometrie.)

IV. Klasse. Projektionen (Grundriss, Aufriss, Schnitte), Ausmessung wirklicher Gegenstände und Darstellung derselben in bestimmtem Masstabe.

VIII. Schreiben und Buchhaltung. — a. Schreiben. VIII.—VI. Klasse. Pflege der deutschen und französischen Schrift und Einübung einer Titelschrift.

b. Buchhaltung. Realabteilung. V. Klasse. Einfache Buchführung mit besonderer Berücksichtigung der kaufmännischen Buchführung. Hinzuziehung der Kontokorrent-Rechnungen. Geschäftsaufsätze. Korrespondenz mit besonderer Berücksichtigung des kaufmännischen Lebens.

XIV. Singen. — VIII. Klasse. Vielfache Gehör-, Treff- und Tonunterscheidungsübungen. Durtonleiter. Einübung der leichteren Taktarten. Zweistimmige Lieder.

VII. Klasse. Fortsetzung und weitere Ausführung des vorhergehenden Pensums. Die schwierigeren Taktarten. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder, an die sich der weitere theoretische Unterricht anzuschliessen hat.

VI. Klasse. Fortsetzung und Vervollständigung des vorhergehenden Pensums. Molltonleiter. Einübung zwei- und dreistimmiger Lieder.

Gründliche Kenntnis der verschiedenen Taktarten. Das Notwendigste aus der Harmonie- und Akkordenlehre.

V. Klasse. Weitere musikalische Übungen, Repetition und Zusammenfassung der Theorie. Vortragslehre.

XV. Turnen. — VIII. Klasse. Einfache Ordnungs-, Frei- und Gerätübungen. Geräte: Schwungseil, Springel, Schrägbrett, Leiter, Klettergerüst.

VII. Klasse. In den Ordnungs- und Freiübungen vielfache Verbindungen. Neue Geräte: Reck, Barren, Stemm balken, Bock.

VI. Klasse. Neben Erschwerung der Ordnungs- und Freiübungen namentlich Stabübungen. Geräte wie Klasse VII.

V. Klasse. Einfache militärische Übungen. Vielfache Verbindungen von Frei- und Stabübungen. Neue Geräte: Pferd und Sprungkasten.

IV. Klasse. Soldatenschule. Schwierigere Frei- und Stabübungen. Erschwerung der Gerätübungen.

Für alle Klassen: Turnspiele.

Fünfte Abteilung. Oberes Gymnasium.

(Siehe Tabelle Seite 141.)

I. Religion. — III. Klasse. Kirchengeschichte bis zur Reformation.

II. Klasse. Kirchengeschichte von der Reformation bis zur Neuzeit.

I. Klasse. Vergleichende allgemeine Religionsgeschichte.

II. Deutsche Sprache. — III. Klasse. Lektüre prosaischer und poetischer neuhochdeutscher Musterstücke, besonders schwierigerer Romanzen und Balladen.

Allgemeine Rhetorik und Stilistik im Anschluss an die schriftlichen Arbeiten.

Mündliche Vorträge, vorherrschend biographischen Inhalts, und Aufsätze historischer und abhandelnder Art.

II. Klasse. Lektüre poetischer und prosaischer Meisterwerke, erstere vorzugsweise aus dem Gebiete der Epik und Lyrik; im Anschluss daran: die Grundzüge der Poetik. Ergänzende Wiederholung der schwierigeren Kapitel der Grammatik.

Übersicht der Literaturgeschichte bis auf den Beginn der klassischen Zeit mit Lesen und Erklären ausgewählter Stücke aus sämtlichen Perioden, besonders auch aus dem Mittelhochdeutschen.

Mündliche Vorträge. Aufsätze, vorherrschend im Anschluss an die Lektüre und an den theoretischen Unterricht.

I. Klasse. Literaturgeschichte der klassischen Zeit in vorwiegend biographischer Form, mit einschlagender Lektüre (Dramen, ausgewählte Reden und Abhandlungen).

Mündliche Vorträge und Aufsätze wie in Klasse II.

Anmerkung. Es ist darauf zu halten, dass während des dreijährigen Kurses die Schüler zu einer möglichst eingehenden Kenntnis der Hauptwerke der deutschen Klassiker gelangen.

III. Französische Sprache. — III. Klasse. Abschluss der Syntax. Exerzitien. Lektüre aus einer Chrestomathie klassischer Autoren, wobei ein ganzes dramatisches Stück.

Memoriren und Rezitiren ausgewählter Stücke.

Unterricht in französischer Sprache.

II. Klasse. Exerzitien.

Aufsätze nach gegebenen Themen.

Lektüre im Anschluss an eine Übersicht der Hauptepochen der Literaturgeschichte bis zum 18. Jahrhundert.

Memoriren und Rezitiren ausgewählter Stücke.

I. Klasse. Exerzitien.

Freie Aufsätze.

Lektüre im Anschluss an einen Überblick der Literaturgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts.

Theoretische Belehrungen über die Haupteigenschaften und Arten des Stils. Memoriren und Deklamiren ausgewählter Stücke.

IV. *Lateinische Sprache.* — III. Klasse. Abschluss der Syntax.

Lektüre: Ovid, Virgil, Livius oder Sallust.

II. Klasse. Lektüre: Cicero, Sallust oder Livius, Horaz, Oden.

I. Klasse. Lektüre: Tacitus. Horaz, Satiren und Episteln. Plautus oder Terenz.

V. *Griechische Sprache.* — III. Klasse. Abschluss der Formenlehre. Schriftliche und mündliche Übungen.

Lektüre: Xenophon. Homers Odyssee.

II. Klasse. Lektüre: Homers Ilias. Herodot. Lysias.

I. Klasse. Lektüre: Demosthenes, Thukydides, Sophokles.

VI. *Englische Sprache.* — III. Klasse. Wiederholung und Erweiterung der Formenlehre. Syntax. Übungen im mündlichen und schriftlichen Übersetzen. Diktirübungen. Lesen. Konversation im Anschluss an den Unterricht. Memoriren.

II. Klasse. Repetition und Ergänzung der Syntax. Mündliches und schriftliches Übersetzen mit gesteigerten Anforderungen. Diktirübungen. Lesen von Musterstücken aus den Hauptschriftstellern in Prosa und Poesie. Selbständige schriftliche Arbeiten.

Unterrichtssprache englisch.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums von Klasse II. Unterrichtssprache englisch.

VII. *Italienische Sprache.* — III. Klasse. Unregelmässige Zeitwörter. Anwendung des *condizionale*, *definito* und *imperfetto*. Einlässliches Studium des Konjunktivs; Partizipien; Gerundien; Infinitiv. Adverbien, Präpositionen und Konjunktionen. Übersetzen aus einem italienischen Prosawerke. Schriftliche Übungen. Memoriren.

II. Klasse. Repetition des ganzen Zeitwortes. Bildung der Partizipial-, Gerundial- und Infinitivsätze. Italizismen. Lesen und Übersetzen italienischer Schriftwerke. Gesprächsübungen.

Unterrichtssprache italienisch.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums von Klasse II. Selbständige schriftliche Arbeiten. Unterrichtssprache italienisch.

VIII. *Mathematik.* — a) Literarabteilung. — III. Klasse. — Geometrie. Schluss der Stereometrie. Goniometrie.

Algebra. Gleichungen des zweiten Grades mit einer und mehreren Unbekannten. Logarithmen. Arithmetische und geometrische Progressionen. Zinseszins- und Rentenrechnungen.

II. Klasse. — Geometrie. Die ebene und sphärische Trigonometrie. Zahlreiche Anwendungen, namentlich auf die mathematische Geographie.

Algebra. Kombinationslehre und ihre Anwendungen. Der binomische Lehrsatz für positive ganze Exponenten. Teilbarkeit der Zahlen (oder Ketten-

brüche) und diophantische Gleichungen. Komplexe Zahlen und kubische Gleichungen.

I. Klasse. — Geometrie. Analytische Geometrie der Ebene. Repetition. Algebra. *Regula falsi*. Die unendlichen Reihen.

b) Realabteilung. — III. Klasse. — Geometrie. Messungen auf dem Felde. Stereometrie.

Algebra. Gleichungen des zweiten Grades mit einer und mehreren Unbekannten. Theorie und Anwendung der Logarithmen. Arithmetische und geometrische Progressionen. Zinseszins- und Rentenrechnungen.

II. Klasse. — Geometrie. Goniometrie. Ebene und sphärische Trigonometrie. Anwendungen auf die praktische Geometrie und die mathematische Geographie.

Darstellende Geometrie. Orthogonales Projektionssystem. Aufgaben über Punkte, gerade Linien und Ebenen. Die körperliche Ecke.

Algebra. Die Kombinationslehre und ihre Anwendungen. Der binomische Lehrsatz für ganze positive Exponenten. Teilbarkeit der Zahlen (oder Kettenbrüche) und diophantische Gleichungen.

I. Klasse. — Geometrie. Analytische Geometrie der Ebene und die Elemente der analytischen Geometrie des Raumes (Punkt, Gerade und Ebene).

Darstellende Geometrie. Einleitung in die synthetische Geometrie. Die regulären Polyeder. Pyramide und Prisma. Kegel und Cylinder. Kugel.

Algebra. Komplexe Zahlen und kubische Gleichungen. *Regula falsi*. Die unendlichen Reihen.

Anmerkung. Die praktische Geometrie wurde mit der Mathematik verbunden; ebenso weiter unten die Mechanik mit der Physik.

IX. Naturkunde. — a) Literarabteilung. — III. Klasse. — Naturgeschichte. — Im Sommer: Botanik.

Im Winter: Zoologie.

Physik. Einleitung in die Naturwissenschaften. Allgemeine Eigenschaften der Körper. Mechanik der festen, flüssigen und gasförmigen Körper.

II. Klasse. — Naturgeschichte. Mineralogie und Geologie.

Physik. Wellenlehre, Akustik. Optik, Wärmelehre.

Chemie. — Im Sommer: Mineralogie.

Im Winter: Einleitung in die Mineralchemie.

I. Klasse. — Naturgeschichte. Repetition und Ergänzung des gesamten naturgeschichtlichen Unterrichts.

Physik. Magnetismus, Elektrizität. Repetition.

Chemie. Fortsetzung und Schluss der Mineralchemie. Das Wesentlichste aus der organischen Chemie.

b) Realabteilung. — III. Klasse. — Naturgeschichte. — Im Sommer: Allgemeine Botanik.

Im Winter: Zoologie.

Physik. Allgemeine Eigenschaften der Körper.

Mechanik fester, flüssiger und gasförmiger Körper.

II. Klasse. — Naturgeschichte. Mineralogie und Geologie.

Physik. Wellenlehre. Akustik. Optik. Magnetismus und Elektrizität in weiterer Ausführung.

Chemie. Anorganische Chemie.

I. Klasse. — Naturgeschichte. Repetition und Ergänzung des gesamten naturgeschichtlichen Unterrichts.

Physik. Wärmelehre. Repetition des ganzen Pensums.

Chemie. Schluss der anorganischen Chemie. Einführung in die organische Chemie.

X. *Geschichte*. — III. Klasse. Geschichte des Altertums.

II. Klasse. Geschichte der neuern Zeit bis 1871 (Schweizergeschichte bis 1874). Verfassungskunde.

XI. *Geographie*. III. Klasse. Geographie von Europa und seinen Kolonien.

I. Klasse. Allgemeine Wiederholung.

XII. *Zeichnen*. — a) Kunstzeichnen. — III. Klasse. Modellzeichnen, schwierigere Auswahl; Ornamente, Vasen und andere Gegenstände mit Kunstformen. Anfänge des akademischen Zeichnens.

II. Klasse. Fortsetzung in allen Zweigen des Pensums von Klasse III.

Akademisches Zeichnen, eventuell auch Landschaftszeichnen.

I. Klasse. Fortsetzung des Pensums von Klasse II.

b) Geometrisches Zeichnen. — Realabteilung. — III. Klasse. Fortsetzung der geometrischen Konstruktionen (Ellipse, Hyperbel, Parabel, Cykloide etc.). Empirische Projektionslehre. Darstellung einfacher technischer Gegenstände in Grund- und Aufriss verbunden mit Lavirübungen.

II. Klasse. Anwendungen der darstellenden Geometrie, namentlich auf leichtere Schattenkonstruktionen.

I. Klasse. Schwierigere Schattenkonstruktionen. Axonometrie. Polarperspektive.

XIII. *Singen*. — (Fakultativ). — Chorgesang.

XIV. *Turnen*. — Schwierigere Verbindungen von Stab- und Freiübungen. Geräturnen.

Sechste Abteilung. — Stundenzahl und Pläne.

Unterrichtsplan für gewöhnliche zweiklassige Sekundarschulen.

Fächer	II.		I.		Stundenzahl	
	Knaben	Mädchen	Knaben	Mädchen	Knaben	Mädchen
Religion	(2) ¹⁾	(2)	(1)	(1)	(6)	(6)
Deutsch	5	5	5	5	20	20
Französisch	5	5	5	5	20	20
Mathematik	6	4	6	3	24	14
Geschichte	2	2	2	2	8	8
Geographie	2	2	2	2	8	8
Naturwissenschaften	2	2	2	2	8	8
Zeichnen	2	1	3	2	10	6
Schreiben, Buchhaltung	2	1	2	2	8	6
Singen	2	2	2	2	8	8
Turnen	2	2	2	2	8	8
Weibliche Arbeiten	—	4	—	4	—	16
Stundenzahl	32	32	32	32	—	—

¹⁾ Fakultativ.

Schulen mit schwierigem Schulweg.

Winter: 3 Stunden am Vormittag, 3 Stunden am Nachmittag.

Fächer	II.		I.		Stundenzahl		
	Knaben	Mädchen	Knaben	Mädchen	Knaben	Mädchen	
Religion	(2)	(2)	(1)	(1)	(6)	(6)	
Deutsch	5	5	5	5	20	20	
Französisch	5	5	6	6	22	22	
Mathematik	6	4	6	4	24	16	
Geschichte	2	2	2	2	8	8	
Geographie	2	2	2	2	8	8	
Naturwissenschaften .	2	2	2	2	8	8	
Zeichnen	3	2	4	2	14	8	
Schreiben	2	2	2	2	8	8	
Singen	2	2	1	2	8	8	
Turnen (Unterweisung)	2	2	2	2	8	8	
Handarbeit	—	3	—	3	—	12	
Stundenzahl	33	33	33	33	—	—	

Sommer.

Religion	(2)	(2)	(1)	(1)	(6)	(6)	
Deutsch	5	5	5	4	20	18	
Französisch	5	5	5	5	20	20	
Mathematik	5	3	6	2	22	10	
Geschichte	2	2	2	2	8	8	
Geographie	2	2	2	2	8	8	
Naturwissenschaften .	2	2	2	2	8	8	
Zeichnen	1	1	3	1	8	4	
Schreiben	2	1	1	1	6	4	
Singen	2	2	1	2	6	8	
Turnen	2	2	2	2	8	8	
Handarbeit	—	3	—	6	6	12	
Stundenzahl	30	30	30	30	—	—	

Unterrichtsplan für fünfklassige Knaben-Sekundarschulen ohne Latein.

Fächer	V.	IV.	III.	II.	I.	Zahl	
Religion	(2)	(2)	(2)	(1)	(1)	(1)	(8)
Deutsch	7	6	5	4	4	4	26
Französisch	5	6	5	4	4	4	24
Englisch od. Italienisch	—	—	—	(3)	(3)	(3)	(6)
Mathematik	6	6	6 ¹⁾	6	6	6	30
Geschichte	2	2	2	2	2	2	10
Geographie	2	2	2	2	2	2	10
Naturwissenschaften .	—	—	2	4	4	4	10
Kunstzeichnen	3	3	3	3	3	3	15
Geometrisches Zeichnen	—	—	—	3	3	3	6
Schreiben und Buchhal-							
tung	2	2	2	1	1	1	8
Singen	2	2	2	1	1	1	8
Turnen	2	2	2	2	2	2	10
Stundenzahl	33	33	33	33	33	33	—

Die Schüler haben zwischen den Fächern der englischen (italienischen) Sprache und des technischen Zeichnens zu wählen.

¹⁾ Algebra 2, Rechnen 4.

Unterrichtsplan für Progymnasien ohne Oberbau.

Fächer	V.		III.	II.		I.		Stundenzahl	
	(VIII.)	(VII.)		(V.)	(IV.)	(IV.)	(IV.)	Literar-	Real-
			(VI.)	Literar-	Real-	Literar-	Real-	Abteil.	Abteil.
				Abteil.	Abteil.	Abteil.	Abteil.		
Religion	(2)	(2)	(2)	(1)	(1)	(1)	(1)	(8)	(8)
Deutsch	7	6	5	5	5	4	5	27	28
Französisch	6	5	5	4	4	4	4	24	24
Latein	—	—	—	6	—	6	—	12	—
Griechisch	—	—	—	—	—	6	—	6	—
Englisch, Italienisch	—	—	—	(3)	(3)	(3)	(3)	(6)	(6)
Rechnen	5	5	4	2	2	—	2	16	18
Algebra	—	—	—	2	2	2	2	4	4
Geometrie	—	—	2	2	2	3	3	7	7
Naturkunde	—	2	2	2	4	2	4	8	8
Geographie	2	2	2	2	2	2	2	10	10
Geschichte	2	2	2	2	2	2	2	10	10
Kuntzeichnen	2	2	2	2	2	2	2	10	10
Geometrisches Zeichnen	—	—	—	—	2	—	2	—	4
Schreiben	2	2	2	—	1	—	—	6	6
Singen	2	2	2	1	1	1	1	8	8
Turnen	2	2	2	2	2	2	2	10	10
	32	32	32	33	32	36	32		

Unterrichtsplan der Berner Handelsschule.

Fächer	II.	I.	Stunden
Religion	(1)	—	(1)
Deutsch	4	3	7
Französisch	5	4	9
Englisch	4	4	8
Italienisch	—	5	5
Kaufmännische Arithmetik	3	3	6
Kontorarbeiten	2	—	2
Buchhaltung	2	2	4
Handelskunde	2	2	4
Handelsgeographie	—	3	3
Geschichte	1	1	2
Naturgeschichte	2	—	2
Physik	2	—	2
Chemie	—	2	2
Waarenkunde	—	2	2
Mathematik	2	1	3
Schreiben	2	—	2
Zeichnen	2	2	4
Turnen	2	2	4
Stundenzahl	35	36	—

Unterrichtsplan für Gymnasien und für die Kantonsschule.

Fächer	V.				IV.		
	VIII.	VII.	VI.	Liter.- Abt.	Real- Abt.	Liter.- Abt.	Real- Abt.
Religion	(2)	(2)	(2)	(1)	(1)	(1)	(1)
Deutsch	6	6	6	6	5	4	5
Französisch	6	6	6	6	5	3	4
Latein	—	—	—	6	—	6	—
Griechisch	—	—	—	—	—	6	—
Englisch	—	—	—	—	3	(2)	2
Italienisch	—	—	—	—	—	(2)	(2)
Rechnen	5	5	5	—	2	—	1
Algebra	—	—	—	2	2	2	2
Geometrie	—	—	—	2	3	2	3
Darstellende Geometrie	—	—	—	—	—	—	—
Physik	—	—	—	—	—	(2)	2
Chemie	—	—	—	—	—	—	—
Naturgeschichte	—	—	2	2	2	2	2
Geschichte	2	2	2	2	2	2	2
Geographie	2	2	2	2	2	2	2
Kunstzeichnen	2	2	2	2	2	2	2
Geometrisches Zeichnen	—	—	—	—	2	—	2
Schreiben	2	2	2	—	—	—	—
Singen	2	2	2	1	1	(1)	(1)
Turnen	2	2	2	2	2	2	2
	31	31	33	34	34	34	32

Fächer	III.		II.		I.		Stundenzahl	
	Liter.- Abt.	Real- Abt.	Liter.- Abt.	Real- Abt.	Liter.- Abt.	Real- Abt.	Liter.- Abt.	Real- Abt.
Religion	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Deutsch	3	5	3	3	3	3	37	39
Französisch	3	5	3	3	3	3	36	38
Latein	6	—	6	—	6	—	30	—
Griechisch	6	—	5	—	5	—	22	—
Englisch	(3)	2	(3)	2	(3)	2	11	11
Italienisch	(3)	(3)	(3)	(2)	(3)	(2)	11	9
Rechnen	—	—	—	—	—	—	15	18
Algebra	2	3	2	2	2	3	10	12
Geometrie	3	3	3	3	2	3	12	15
Darstellende Geometrie	—	—	—	2	—	2	—	4
Physik	2	2	2	3	2	3	6	10
Chemie	—	—	2	3	2	3	4	6
Naturgeschichte	2	2	2	2	2	2	12	12
Geschichte	3	3	3	3	3	3	19	19
Geographie	1	1	—	—	1	1	12	12
Kunstzeichnen	(2)	2	(2)	2	(2)	1	16	15
Geometrisches Zeichnen	—	2	—	2	—	2	—	10
Schreiben	—	—	—	—	—	—	6	6
Singen	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)	10	10
Turnen	2	2	2	2	2	2	16	16
	33	33	33	32	33	33		

Bemerkung. Ersatzunterricht für Griechisch ist Physik (IV. Klasse) sowie Englisch und Italienisch. Von den beiden Sprachen Englisch und Italienisch ist die eine fakultativ.

30. 3. Beschluss der Landsgemeinde des Kantons Glarus betreffend die Reorganisation des Sekundarschulwesens. (Vom 9. Mai 1889). Abänderungen der Bestimmungen des Schulgesetzes vom 11. Mai 1873 über das höhere Schulwesen, §§ 35—44¹⁾

§ 1. Zum Zwecke, das in der Primarschule Erlernte zu befestigen, den Anforderungen der Gegenwart entsprechend weiter zu entwickeln und dadurch zugleich den Übertritt der Schüler in höhere Lehranstalten zu ermöglichen, bestehen höhere Volksschulen unter dem Namen Sekundarschulen.

§ 2. Die Errichtung neuer und die Erhaltung der bestehenden Sekundarschulen ist Sache der Gemeinden. Dieselben können solche Schulen entweder für sich allein oder in Verbindung mit andern Gemeinden unterhalten und in's Leben rufen. Geschieht Letzteres, so sind die finanziellen Leistungen der einzelnen Gemeinden vertraglich festzusetzen.

§ 3. Die Errichtung einer Sekundarschule unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates. Diese wird erteilt, wenn

1. die betreffenden Gemeinden sich über zweckentsprechende Lokalitäten auszuweisen im Falle sind und sich verpflichtet haben, die allgemeinen Lehrmittel auf ihre Kosten zu beschaffen;
2. eine anhaltende Frequenz von mindestens 10 Schülern gesichert ist.

§ 4. Der Genehmigung des Regierungsrates ist auch die Bildung neuer Klassen unterstellt. Eine Klasse darf dauernd nicht mehr als 35 Schüler zählen.

Sollte die Schülerzahl in einer Sekundarschule unter 10 herabsinken (bei der zweielehrerigen unter 20), so kann ihr der Staatsbeitrag reduziert oder entzogen werden.

§ 5. Sollte die Sekundarschule Glarus derart organisirt und mit den nötigen Lehrkräften ausgestattet werden, dass dieselbe auch die Aufgabe als Untergymnasium und als Untere Industrieschule erfüllt, so leistet der Staat besondere Beiträge (§ 18).

In diesem Falle hat sich die Schulgemeinde Glarus zu verpflichten, auch den Angehörigen aller andern Gemeinden des Kantons den Eintritt vom dritten Jahreskurse an zu gestatten und diejenigen Schüler aus allen Gemeinden des Kantons, welche höhere Schulen (Gymnasium oder Industrieschule) besuchen wollen, schon in den ersten Jahreskurs eintreten zu lassen.

§ 6. Der Besuch der Sekundarschule ist unentgeltlich:

- a. für alle Schüler, welche dem Sekundarschulorte angehören;
- b. für Kinder benachbarter Gemeinden, welche keine Sekundarschule besitzen, sofern in Folge davon das in § 4 festgesetzte Maximum der Schülerzahl nicht überschritten und dadurch nicht eine Vermehrung der Lehrkräfte und der Lokalitäten bedingt wird.

Sollte eine Sekundarschule aus einer dieser benachbarten Gemeinden dauernd von mehr als 10 Schülern besucht werden, so hat sich die betreffende Ausgemeinde gegenüber dem Schulorte zu finanziellen Leistungen, deren Höhe im Streitfalle vom Regierungsrate endgültig festgesetzt wird, zu verpflichten.

¹⁾ Siehe Sammlung 1883—85, pag. 17.

Die Kosten für Schreibmaterialien und Lehrmittel haben die Schüler zu bestreiten.

§ 7. Der Eintritt in die Sekundarschule erfolgt frühestens mit zurückgelegtem 12. Altersjahre und ist nur solchen Schülern gestattet, welche den 6. Jahreskurs der Primarschule absolviert haben und sich über ein entsprechendes Mass von Kenntnissen ausweisen.

§ 8. Die Erziehungsdirektion ist befugt, die Aufnahmsprüfungen durch das Schulinspektorat überwachen zu lassen.

Schüler, die sich unfähig erweisen, dem Unterricht der Sekundarschule zu können, von der Schulbehörde jederzeit wegweisen werden.

§ 9. Jede Sekundarschule besteht in der Regel aus wenigstens drei aufeinander folgenden Klassen mit einjährigem Kurse.

Wer vor Abschluss des zweiten Jahreskurses die Schule verlässt, ohne an eine andere Schulanstalt überzugehen hat, sofern er noch im schulpflichtigen Alter steht, wieder in die seinem Alter entsprechende Klasse der Alltags-, beziehungsweise Repetirschule zurückzutreten.

§ 10. Die Zahl der wöchentlichen Schulstunden darf in Sekundarschulen für Knaben und Mädchen nicht weniger als 30 betragen; sie soll aber auch — militärische Übungen für die Knaben nicht mitgerechnet — 35 nicht übersteigen.

§ 11. Die Unterrichtsfächer der Sekundarschule sind: Deutsche Sprache, Französische Sprache, Mathematik, Naturkunde, Geschichte, Geographie, Kunstfächer, Turnen, Weibliche Arbeiten.

Bei vier Jahreskursen kann der Unterricht auch noch in andern Fächern eingeführt werden. Der Besuch einzelner Fächer kann Schülerinnen mit Rücksicht auf die weiblichen Arbeiten erlassen werden.

Die nähere Umgrenzung des Unterrichtsstoffes wird durch den Lehrplan bestimmt.

§ 12. In Bezug auf Lehrplan und Lehrmittel gelten für die Sekundarschulen dieselben Bestimmungen, welche (§§ 14 und 15 des Schulgesetzes) für die Primarschulen aufgestellt sind.

§ 13. Das Regulativ über die Behandlung der Schulversäumnisse bildet die Norm für die Handhabung des Absenzenwesens.

§ 14. Die Kosten der Sekundarschule werden — abgesehen von dem, was der Schulort nach § 3 zu leisten hat — bestritten:

- a) aus den Zinsen bestehender Schulfonds;
- b) aus den Erträgen der zu erhebenden Steuern (§ 16);
- c) aus Beiträgen der Gemeinden;
- d) aus dem jährlichen Beitrage des Staates.

§ 15. Die bisher bestehenden Schulfonds dürfen ihrem Zwecke nicht entfremdet werden.

§ 16. Die Gemeinden sind berechtigt, für Sekundarschulzwecke Steuern zu erheben. Dieselben dürfen jedoch mit der Primarschulsteuer zusammen nicht mehr als $1\frac{1}{2}$ ‰ des Vermögens und Fr. 1. 50 vom Kopf ausmachen.

§ 17. Das Minimum der Besoldung eines Sekundarlehrers beträgt Fr. 2000, Wohnungsentschädigung inbegriffen.

Bezüglich der Wählbarkeit eines Lehrers gelten die Bestimmungen von § 19 des Schulgesetzes.

§ 18. Der jährliche Beitrag des Staates an Sekundarschulen beträgt Fr. 2000 für jeden Hauptlehrer. An die Sekundarschule in Glarus leistet der Staat bei Erfüllung der ihr in § 5 zugewiesenen Aufgaben ausserdem einen jährlichen Beitrag von 3000—4000 Fr., dessen Höhe jeweilen vom Regierungsrate festgesetzt wird.

Sollte die in § 5 vorgesehene Reorganisation oder aber eine vermehrte Frequenz von Schülern aus andern Gemeinden des Kantons die Anstellung neuer Lehrkräfte an der Sekundarschule Glarus notwendig machen, so hat die Schulgemeinde Glarus Anspruch auf einen Zuschuss von 1000 Franken, bezw. einen Staatsbeitrag von 3000 Fr. für jeden neuen Hauptlehrer.

§ 19. Betreffend Erstellung neuer Sekundarschulgebäude und Umbau bestehender Räumlichkeiten gelten die Bestimmungen von § 51 des Schulgesetzes.

§ 20. Die Leitung und Beaufsichtigung der Schule ist dem Schulrate übertragen. Für Schulen, für deren Bestand eine Übereinkunft zwischen mehreren Gemeinden (§ 2) abgeschlossen worden, ist ein besonderer Sekundarschulrat zu ernennen, in welchem jede einzelne Gemeinde vertreten sein muss.

Die Genehmigung der Jahresrechnung steht der Schulgemeinde zu. Betrifft es eine von mehreren Gemeinden unterhaltene Schule, so liegt die Genehmigung der Rechnung dem Sekundarschulrate ob.

§ 21. Fortbildungsschulen, gewerbliche und industrielle Bildungsanstalten mit öffentlichem Charakter werden mit angemessenen Beiträgen unterstützt, sobald die Zweckmässigkeit der Organisation, sowie die Lebens- und Leistungsfähigkeit derselben nachgewiesen ist. Die Grundsätze, nach welchen sich die staatliche Beitragsleistung zu richten hat, werden vom Regierungsrate festgestellt. Der Regierungsrat ist auch diejenige kantonale Behörde, welcher das Recht der Verteilung bezüglich der Bundessubsidien zusteht, soweit dieselbe nicht von der zuständigen Bundesbehörde vorgenommen wird.

§ 22. Die vorstehenden Bestimmungen treten mit Beginn des Schuljahres 1890/91 in Kraft und gleichzeitig die §§ 35^a bis und mit 44 des Schulgesetzes ausser Kraft.

31. 4. Regulativ für die Maturitäts-Prüfungen an der St. Gallischen Kantonsschule. (Vom Regierungsrat provisorisch genehmigt den 1. März 1889.)

Art. 1. Die Maturitätsprüfungen haben den Zweck, zu ermitteln, ob die an höhere Lehranstalten übergehenden Schüler die erforderliche geistige Reife, sowie das nötige Mass allgemeiner und besonderer Schulbildung besitzen, um sich mit Erfolg dem Studium einer Fachwissenschaft zu widmen.

Art. 2. Sie finden unmittelbar am Schluss jedes Schuljahres statt und sind verbindlich:

a) für alle Schüler der 3. Klasse des obern Gymnasiums, sowie für alle diejenigen kantonsbürgerlichen Schüler an auswärtigen Anstalten, welche durch eidgenössische Konkordate zur Ablegung einer Maturitätsprüfung verpflichtet sind, aber an der von ihnen zuletzt besuchten Schule kein von der Konkordatsbehörde anerkanntes Maturitätsexamen ablegen können;

b) für die Schüler der obersten technischen Klasse.

Für die Reallehramtskandidaten ist § 8 der Verordnung betreffend provisorische Patentirung vom 23. Dezember 1870 massgebend.

Art. 3. Die Prüfung zerfällt in eine schriftliche und mündliche, welche letztere öffentlich ist und acht Tage nach der erstern erfolgt. Bei der schriftlichen ist für jedes einzelne Fach ein Zeitraum von 1 bis höchstens 3 Stunden einzuräumen, bei der mündlichen, bei welcher Abteilungen von je vier Examinanden zu bilden sind, nach der Zahl derselben ein Zeitraum von $\frac{1}{2}$ bis höchstens $1\frac{1}{2}$ Stunden.

Art. 4. Für die Abiturienten des Gymnasiums erstreckt sich die mündliche Prüfung über die Fächer der Philosophie, Geschichte, Naturkunde, Physik und Chemie, die mündliche und schriftliche über die sprachlichen Fächer und die Mathematik. Für die Abiturienten der technischen Abteilung erstreckt sich die mündliche Prüfung für beide Richtungen über die Geschichte, für die mechanische Richtung über die Naturkunde, Physik und Chemie und für die chemische Richtung über die darstellende Geometrie, die mündliche und schriftliche für beide Richtungen über die deutsche und französische Sprache, Algebra und Geometrie, für die mechanische Richtung über die darstellende Geometrie und Mechanik und für die chemische Richtung über die Naturkunde, Physik und Chemie.

Die Abiturienten der technischen Abteilung haben sich auch über die erlangte Fertigkeit im Linear- und Freihandzeichnen auszuweisen.

Art. 5. Für die schriftlichen Prüfungen werden von dem betreffenden Fachlehrer in jedem Fache die Themate vorgelegt, deren Ausarbeitung unter Aufsicht zu erfolgen hat. Ausser Wörterbüchern und Logarithmentafeln dürfen keine weitem Hilfsmittel benutzt werden.

Nach Umlauf der anberaumten Frist sind die Arbeiten abzugeben, von dem betreffenden Fachlehrer zu begutachten und der Studienkommission durch das Rektorat einzureichen.

Art. 6. Die Forderungen an die Examinanden des Gymnasiums sind in den einzelnen Fächern folgende:

1. *Deutsche Sprache.* Schriftlich: Ausarbeitung eines Aufsatzes über ein literarisches oder historisches Thema.

Mündlich: Kenntniss der Hauptformen der Metrik und Poetik; Lesen und Erklären des mittelhochdeutschen Nibelungenliedes; Kenntniss der Haupterscheinungen der deutschen Literatur.

2. *Lateinische und griechische Sprache.* Schriftlich und mündlich: Sprachrichtige Übertragung eines nicht allzu schwierigen, in der Schule nicht behandelten Abschnittes aus einem römischen und griechischen Schriftsteller ins Deutsche.

Bei der mündlichen Prüfung sind die philologischen Hilfswissenschaften gebührend zu berücksichtigen.

3. *Französische Sprache.* Schriftlich: Freie Behandlung eines historischen Themas in französischer Sprache.

Mündlich: Deutliches, sprachrichtiges Lesen, genaues und fließendes Übertragen eines in der Schule nicht gelesenen poetischen Abschnittes ins Deutsche; Kenntnis der eigentümlichen Erscheinungen der Form- und Satzlehre, der wichtigsten Momente der Sprach- und Literaturgeschichte, hauptsächlich vom 17. Jahrhundert an.

4. *Hebräische Sprache.* Schriftlich und mündlich: Gewandtes Lesen und Übersetzen eines leichtern Abschnittes aus dem Alten Testament.

5. *Geschichte.* Übersichtliche Kenntnis der allgemeinen und der schweizerischen Geschichte.

6. *Philosophie.* Behandlung eines Themas aus der Geschichte der Philosophie und aus dem Gebiete der Logik.

7. *Mathematik.* Mündlich und schriftlich. a) Arithmetik: Die Lehre von den Gleichungen ersten und zweiten Grades, der arithmetischen und geometrischen Progression und der binomische Lehrsatz mit ganzen positiven Exponenten.

b) Geometrie: Kenntnis der Hauptsätze der Planimetrie, Stereometrie und ebenen Trigonometrie, sowie der Elemente der sphärischen Trigonometrie und der analytischen Geometrie der Ebene.

8. *Naturkunde.* a) Somatologie: Grundzüge des Baues und der Funktionen des menschlichen Körpers.

b) Zoologie: Allgemeine Verhältnisse und systematische Einteilung der Tiere mit besonderer Berücksichtigung der Wirbeltiere und Insekten.

c) Botanik: Organographie; natürliches und künstliches System; die wichtigsten Familien der Blütenpflanzen, sowie die allgemeinen Verhältnisse der Kryptogamen, Grundzüge des Pflanzenbaues.

d) Mineralogie: Grundzüge der Kristallographie; physikalische und chemische Eigenschaften der Mineralien, Kenntnis der wichtigsten und verbreitetsten Mineralien.

9. *Physik.* Kenntnis der allgemeinen Eigenschaften der Körper und der Hauptgesetze von Gleichgewicht und Bewegung, Schall, Wärme, Licht, Elektrizität und Magnetismus.

Von künftigen Medizinern wird überdies eine etwas eingehendere Kenntnis der Optik gefordert.

10. *Chemie.* Kenntnis der chemischen Elemente, der wichtigsten Verbindungen und der Hauptgesetze der anorganischen Chemie.

Von künftigen Medizinern wird überdies eine eingehendere Kenntnis der wichtigsten organischen Verbindungen und Übung in der qualitativen Analyse von anorganischen Verbindungen und Gemengen verlangt.

Art. 7. Examinanden, welche nicht Griechisch gelernt haben, können in einer dritten lebenden Sprache geprüft werden.

Art. 8. Die Forderungen an die Examinanden der technischen Abteilung sind folgende:

1. *Deutsche Sprache.* Schriftlich: Ausarbeitung eines Aufsatzes.

Mündlich: Kenntniss der HAUPTERSCHINUNGEN der klassischen Literatur des 18. Jahrhunderts.

2. *Französische Sprache.* Schriftlich: Rekapitulation eines in französischer Sprache gehaltenen Vortrages.

Mündlich: Lesen, Übersetzen und Erklären eines in der Schule nicht behandelten Abschnittes.

3. *Algebra.* Mündlich und schriftlich: Die sechs arithmetischen Operationen: das Addiren, Subtrahiren, Multiplizieren, Dividiren, Potenziren und Radizieren mit ganzen und gebrochenen Zahlen und Buchstabenausdrücken. Die Teilbarkeit, die Bestimmung des grössten gemeinschaftlichen Teilers, sowie des kleinsten gemeinschaftlichen Vielfachen von Zahlen und Buchstabenausdrücken. Die Logarithmen und ihre Anwendung auf die Berechnung zusammengesetzter Zahlenausdrücke und einfacher Exponentialgleichungen.

Die Kettenbrüche.

Die arithmetischen Reihen; die geometrischen Verhältnisse, Proportionen und Progressionen.

Die Gleichungen des ersten und zweiten Grades mit einer und mehreren Unbekannten; die unbestimmten Gleichungen ersten Grades; die angenäherte numerische Auflösung höherer Gleichungen mittelst der Regula falsi.

Die Elemente der Kombinationslehre.

Die sechs ersten Operationen mit komplexen Zahlen; die wichtigsten Grenzwerte; die Hauptregeln für die Konvergenz und Divergenz der unendlichen Reihen: die Binominalreihe, die Exponentialreihen, die logarithmischen und die einfachern trigonometrischen Reihen.

4. *Geometrie.* Mündlich und schriftlich: Die wichtigsten Sätze und Konstruktionen der geradlinigen ebenen Gebilde: die Fundamentalsätze über die Transversalen im Dreieck. Die Lehre vom Kreis; die harmonische Teilung, die Ähnlichkeitspunkte und Axen, Pol und Polare. Die wichtigsten Sätze über die Gebilde von Geraden und Ebenen im Raume; die körperliche Ecke. Die Volumenverhältnisse und Inhaltsberechnung der Prismen, Pyramiden, Prismatoide, Zylinder, Kegeln und Kugeln.

Die wichtigsten Beziehungen der goniometrischen Funktionen und die Hauptsätze der ebenen Trigonometrie. Fertigkeit in der Auflösung der Dreiecke und in der Konstruktion algebraischer Ausdrücke. Die Elemente der sphärischen Trigonometrie.

Die rechtwinkligen und Polarkoordinaten und ihre Transformation.

Die Gerade als Linie des ersten Grades. Die Parabel, Ellipse, Hyperbel als Linien des zweiten Grades. Darstellung ihrer wichtigsten Eigenschaften. Geometrische Deutung der allgemeinen Gleichung zweiten Grades mit zwei veränderlichen Grössen. Das Bezeichnen von Punkten, das Abstecken und Messen von geraden Linien auf dem Felde. Die Aufnahme und Berechnung von Figuren mittelst einfacher Winkelinstrumente und der Messlatte; das Nivelliren kurzer Strecken.

5. *Darstellende Geometrie.* Schriftlich und mündlich: Darstellung der Punkte, Linien und Winkel, der Ebenen und ebenen Flächenfiguren im Raume nach

der rechtwinkligen Projektionsart. Rückbestimmung dieser verschiedenen Gebilde aus ihren Projektionen, Spuren oder Rissen.

Bestimmung der gegenseitigen Entfernung von Punkten, Geraden und Ebenen, sowie der Durchschnitte (Spuren) und Neigungswinkel der letzteren mit den Projektionsebenen und unter sich.

Darstellung der regulären Polyeder, der Prismen und Pyramiden, der Zylinder und Kegel und der wichtigsten übrigen krummen Flächen und Körper. Bestimmung ihrer Durchschnitten mit Ebenen und unter sich, sowie ihrer Entwicklungen (Netze).

Bestimmung der Berührungsebenen an Zylinder und Kegel.

Grundsätze der schiefwinkligen Parallelperspektive und deren Anwendung auf die Darstellung der verschiedenen Körperformen.

Das Wichtigste über die Beleuchtung der einfachen Körper und über die Konstruktion des Schlagschattens derselben auf die Projektionsebenen und auf sich selbst bei parallelen Lichtstrahlen.

6. *Mechanik.* Schriftlich und mündlich: Die gleichförmige und die gleichförmig veränderte Bewegung, der freie Fall, der senkrechte Wurf und die Bewegung auf der schiefen Ebene.

Begriffe von Materie, Kraft und Masse und Bestimmung der Acceleration aus den letztern bei der gleichförmig veränderten Bewegung; die mechanische Arbeit und die lebendige Kraft (Energie).

Zusammensetzung und Zerlegung der auf einen und der auf mehrere fest miteinander verbundenen Punkte wirkenden Kräfte; Bestimmung ihrer statischen Momente und Bedingungen des Gleichgewichts.

Die Lehre vom Schwerpunkt und Bestimmung desselben bei einfachen Formen nebst der Guldinschen Regel.

Von den Bewegungshindernissen; das Gleichgewicht und die Bewegung bei den einfachen Maschinen: Hebel, Rolle, Wellrad, schiefe Ebene, Keil und Schraube.

7. *Geschichte.* Übersichtliche Kenntnis der allgemeinen und der Schweizergeschichte.

8. *Physik.* Die allgemeinen Eigenschaften der Körper und die Hauptgesetze von Gleichgewicht und Bewegung, Schall, Wärme, Licht, Elektrizität und Magnetismus.

Von den Schülern der chemisch-technischen Richtung wird überdies eine etwas eingehendere Kenntnis der Optik gefordert.

9. *Chemie.* Die chemischen Elemente, die wichtigsten Verbindungen und die Hauptgesetze der anorganischen Chemie.

Die Schüler der chemisch-technischen Richtung sollen überdies die wichtigsten organischen Verbindungen kennen und Übung in der qualitativen Analyse von anorganischen Verbindungen und Gemengen besitzen.

10. *Naturkunde.* a) Somatologie, b) Zoologie wie im Gymnasium.

c) Botanik: Vegetative und reproduktive Organe. Die wichtigsten chemischen Bestandteile der Pflanzen. Grundbegriffe aus der Lehre von der Zelle und den Geweben.

d) Mineralogie: Grundzüge der Kristallographie, physikalische und chemische Eigenschaften der Mineralien.

Die zukünftigen Förster, Pharmazeuten und Chemiker haben sich zudem auszuweisen über die wichtigsten Verhältnisse der speziellen Botanik, sowie über die hervorragendsten Mineralarten.

Art. 9. Nach Schluss der mündlichen Prüfung machen die Examinatoren in einer gemeinsamen Konferenz mit der Studienkommission, in welcher sie sowohl für ihre Fächer, als für Erteilung der Gesamtnoten stimmberechtigt sind, ihre Vorschläge für die Fachnoten nach der bei den Kantonsschulzeugnissen gebräuchlichen Skala. Bei Erteilung der Gesamtnoten für die Gymnasiasten sind die Leistungen in der deutschen und lateinischen Sprache bei allen, sowie die Hauptfächer für das Berufsstudium bei den einzelnen besonders zu berücksichtigen. Ebenso fallen bei allen Technikern die Leistungen in der deutschen und französischen Sprache und bei den einzelnen die Hauptfächer für das Berufsstudium besonders in Betracht.

Art. 10. Das Maturitätszeugnis wird nur erteilt, wenn die Gesamtnote auf 1, 2 oder 3 lautet.

Wird dasselbe verweigert, so kann sich der Examinand nicht vor Umfluss eines halben Jahres wieder zu einer Maturitätsprüfung melden.

Eine solche hat sich in der Regel auf alle Fächer zu erstrecken, in welchen der Examinand in der ersten Prüfung nicht wenigstens die 3. Note erhalten hat und erfolgt auf Kosten desselben, sofern sie ausserordentlicherweise angeordnet wird.

Art. 11. In das Maturitätszeugnis sind die Zensuren der einzelnen Prüfungsfächer und die Gesamtnote, sowie ein Prädikat über das sittliche Verhalten der Examinanden während der letzten drei Jahre aufzunehmen.

Art. 12. Dieses Zeugnis ist von dem Präsidenten und Aktuar des Erziehungsrates, sowie vom Rektor der Kantonsschule zu unterzeichnen und mit dem Stempel der Behörde zu versehen.

Art. 13. Durch vorstehendes Regulativ ist dasjenige vom 29./30. Januar 1878 aufgehoben und ersetzt.

32. 3. Kadetten-Ordnung für die thurgauische Kantonsschule. (Erlass des Regierungsrates vom 22. März 1889).

§ 1. Die Schüler aller Klassen der thurgauischen Kantonsschule erhalten militärischen Unterricht. Die Teilnahme an demselben ist obligatorisch; Dispensationen werden nur wegen augenscheinlicher Untauglichkeit oder auf Grund ärztlicher Zeugnisse vom Konvent bewilligt.

§ 2. Die Klassen 1 und 2 sind vorherrschend in der Soldatenschule, I. Abschnitt (soweit nötig auch II. Abschnitt) und in der Gewehrkenntnis zu unterrichten; die übrigen Klassen erhalten Instruktion in der Soldatenschule, I. und II. Abschnitt, in der Kompagnie- und Tirailleurschule, im Sicherheitsdienst und im Schiessen, alles verbunden mit den nötigen theoretischen Erläuterungen. Diejenigen Schüler, welche in dem für die 3. Klasse geforderten Alter stehen, bekommen Anleitung im Schiessen mit der Bollinger'schen Armbrust; mit den

Schülern dagegen, die hierin befriedigende Resultate erzielt haben und das für die 4. Klasse erforderliche Alter besitzen, wird das Schiessen mit dem Gewehre begonnen. Die 6. und 7. Klasse des Gymnasiums und die 5. und 6. Klasse der Industrieabteilung erhalten überdies Unterricht im Säbelfechten.

§ 3. Die Exerzier- und Schiessübungen finden während des Sommersemesters wöchentlich an einem Nachmittage statt, und dauern in der Regel je 2 bis 3 Stunden; dem Fechtunterricht dagegen werden 2 Stunden per Woche im Wintersemester eingeräumt.

§ 4. Die erforderlichen Cadres des Korps werden durch den Chef des selben, die Offiziere jedoch nur im Einverständnis mit dem Konvente bestellt. Sie erhalten Abzeichen, die indessen nur während den Übungen getragen werden dürfen.

§ 5. Zur Angabe der nötigen Signale und des Taktes auf dem Marsche sind aus dem Korps wenigstens 6 Kadetten als Trommler zu bezeichnen.

§ 6. Zu den militärischen Übungen haben die Kadetten in Uniform zu erscheinen. Dieselbe ist nach dem bei der kantonalen Zeugverwaltung deponirten Muster auf eigene Kosten anzuschaffen.

§ 7. Zur Bewaffnung erhalten die Offiziere Säbel, die übrigen Kadetten Gewehre und Patrontaschen. Alle Kadetten sind für die Instandhaltung der ihnen anvertrauten Gegenstände verantwortlich.

§ 8. Die Gewehre, Säbel, Patrontaschen, Trommeln und die Kadettenfahne werden je am Schlusse eines Kurses im Zeughause aufbewahrt und besorgt.

§ 9. Zur Erteilung des Kadettenunterrichtes sind die verfügbaren Lehrer der Kantonsschule zu verwenden, denen nötigenfalls noch weitere Kräfte beizugeben sind. Die Oberleitung des Korps besorgt ein von der Aufsichtskommission gewählter Chef.

§ 10. Der Kadettenunterricht ist ein Teil des Schulunterrichts und wird als solcher von der Aufsichtskommission überwacht.

§ 11. Durch diese Vorschriften werden die Kadettenordnung vom 30. April 1880 und der Regierungsbeschluss vom 21. Dezember 1883 betreffend Fechtunterricht und Armbrustschiessen aufgehoben.

33. 4. Règlements de l'Ecole supérieure de commerce à Genève.¹⁾

Commission de surveillance.

Article premier. La surveillance générale de l'école supérieure de commerce de Genève est confiée, sous le contrôle du Conseil Administratif, à une commission, dite »Commission de surveillance.«

Art. 2. La commission se compose de douze membres. Quatre sont nommés par le Conseil d'État et huit par le Conseil Administratif, dont trois sur la présentation de la chambre de Commerce.

¹⁾ Eröffnet im September 1888.

Le délégué du Conseil Administratif préside de droit la commission.

Art. 3. La commission est nommée pour le terme d'une année, l'entrée en charge de la nouvelle commission coïncidant avec la clôture de l'année scolaire.

Art. 4. La commission choisit dans son sein un vice-président et un secrétaire. Elle peut se subdiviser en sous-commissions pour l'étude de points spéciaux qui seraient soumis à son examen.

Art. 5. Le président de la commission la convoque toutes les fois que cela est nécessaire, ou lorsque quatre de ses membres lui en font la demande par écrit.

Art. 6. Les membres de la commission peuvent en tout temps visiter l'école et assister aux cours.

Art. 7. La commission est chargée de donner son préavis sur les programmes général et spéciaux d'enseignement. Elle préavise également sur le choix des professeurs et du personnel en général. Ses préavis ne sont point obligatoires pour le Conseil Administratif.

Art. 8. La commission statue sur les mesures disciplinaires que le règlement place dans sa compétence. Au cas où elle estimerait que le renvoi d'un élève est nécessaire, elle en réfère au Conseil Administratif, qui prononce en dernier ressort.

Art. 9. La commission, sur les notes fournies par les professeurs, dresse et soumet au Conseil Administratif, la liste des élèves qu'elle juge mériter le diplôme de capacité.

Art. 10. La commission reçoit et transmet aux intéressés les offres de logement ou de pension pour élèves étrangers qui lui sont présentées. Elle en examine au préalable les conditions, au point de vue de la moralité, de la salubrité et des prix.

Art. 11. La commission se renseignera par tous les moyens en son pouvoir, sur les emplois vacants dans l'industrie ou le commerce, soit en Suisse, soit à l'étranger, afin de procurer des places avantageuses aux élèves méritants qui sortent de l'école.

Règlement organique.

Chapitre premier. — Organisation de l'école.

Article premier. L'école supérieure de commerce de Genève a pour but de former des employés, des négociants, des administrateurs capables non seulement de bien diriger notre commerce local, mais aussi de développer les relations commerciales et industrielles de Genève et de la Suisse avec les pays étrangers.

Art. 2. L'école supérieure de commerce comprend une année préparatoire et deux années d'études supérieures.

Art. 3. L'année préparatoire est destinée aux jeunes gens dont l'instruction générale ou spéciale n'est pas suffisante pour leur permettre de suivre avec profit l'enseignement supérieur de la première année.

L'enseignement comprend, conformément aux programmes: le français, l'allemand, une langue étrangère — anglais, italien ou espagnol au choix --

l'histoire et la géographie commerciale et industrielle, la tenue des livres, les mathématiques, les éléments de physique et de chimie, la calligraphie et le dessin. D'autres branches d'enseignement peuvent en outre être introduites soit à titre obligatoire, soit à titre facultatif.

Art. 4. Les deux années supérieures sont destinées aux jeunes gens qui désirent obtenir une connaissance approfondie de tout ce qui concerne la science commerciale.

L'enseignement comprend suivant l'année et conformément aux programmes :

L'étude des langues comme en préparatoire, l'histoire et la géographie commerciale et industrielle, le droit civil, les législations commerciale et douanière, l'étude des tarifs, la calligraphie, l'étude des produits commercales, des exercices de conférence sur des sujets donnés, et le bureau commercial, soit l'application à des opérations fictives de l'enseignement théorique reçu.

Art. 5. La finance scolaire annuelle est, pour chacune des trois divisions, de *fr. 100* pour les élèves nationaux Genevois, Suisses d'autres cantons, et fils de parents étrangers, habitant le canton depuis 10 ans au moins et de *fr. 200* pour les étrangers.

Elle est payable par semestre et d'avance.

Art. 6. Chacune des trois divisions reçoit des externes pour autant que le permet le nombre des élèves réguliers.

Les externes sont astreints aux mêmes règles disciplinaires que les élèves réguliers. Ils doivent justifier de leurs aptitudes à suivre les cours qu'ils ont choisis.

La finance à payer par heure de cours et pour l'année entière est de *fr. 5* pour les Genevois, Suisses d'autres cantons, et fils de parents étrangers, habitant le canton depuis 10 ans au moins, de *fr. 10* pour les étrangers.

Chapitre II. — Durée du travail scolaire.

Art. 7. L'année scolaire est de 40 à 42 semaines, à raison de 33 heures au moins par semaine.

Art. 8. Elle est partagée en deux semestres, s'étendant, le premier, du mois de septembre à la fin de janvier, le deuxième, du mois de février à la fin de juin.

Art. 9. Les leçons commencent le matin à 7 heures en été, à 8 heures en hiver, l'après midi à 2 heures pendant toute l'année.

L'horaire d'hiver entre en vigueur le premier lundi d'octobre, et l'horaire d'été le premier lundi d'avril.

Art. 10. Les élèves peuvent être astreints à suivre des cours sur des sujets industriels ou commerciaux et qui seraient donnés exceptionnellement par des personnes étrangères au personnel enseignant de l'école. Les visites d'Usines sont également obligatoires pour tous les élèves de la division qu'elles concernent.

Art. 11. Un intervalle de dix minutes sépare toutes les leçons pour lesquelles il y a changement de professeur ou de sujet d'enseignement.

Art. 12. Les vacances d'été commencent le jour de la délivrance des diplômes et durent huit semaines.

Il est, de plus, accordé une semaine au nouvel an, trois jours à la fin du 1^{er} semestre et une semaine à partir du jeudi qui précède Pâques.

Chapitre III. — Direction de l'école.

Art. 13. La direction de l'école supérieure de commerce est confiée à un directeur (choisi autant que possible dans le personnel enseignant).

Art. 14. Le directeur est nommé par le Conseil Administratif sur le préavis de la commission de surveillance.

Art. 15. Le directeur inspecte les classes et veille notamment: 1^o à ce que les dispositions du règlement aussi bien organique que disciplinaire soient strictement observées, tant par le personnel enseignant que par les élèves; 2^o à ce que l'enseignement soit donné aux heures et conformément aux programmes adoptés par le Conseil Administratif et aux instructions qui peuvent y être annexées.

Art. 16. Il a la surveillance générale du Musée d'échantillons, de la Bibliothèque, ainsi que de tout ce qui peut être considéré comme dépendances de l'école.

Art. 17. Il reçoit pour les transmettre au Conseil Administratif par l'intermédiaire de son délégué, toutes les observations ou réclamations des membres du corps enseignant,

Chapitre IV. — Personnel enseignant.

Art. 18. Lorsqu'un professeur est momentanément empêché de donner son enseignement, il doit en aviser le directeur. Le Conseil Administratif pourvoit à son remplacement.

Les frais de remplacement sont, dans la règle, à la charge du professeur empêché.

Le Conseil Administratif est juge des cas où il peut être fait exception à cette règle.

Art. 19. Les fonctionnaires de l'école peuvent être réunis en conférences sous la présidence du délégué du Conseil Administratif ou du directeur. Leur présence est obligatoire. Le plus jeune remplit les fonctions de secrétaire.

Les membres de la commission de surveillance ont le droit d'assister à ces séances.

Art. 20. Les professeurs, réunis en conférences, discutent les questions qui leur sont soumises par le Conseil Administratif directement ou sur l'initiative de la commission de surveillance. Ils étudient notamment tout ce qui concerne les horaires, les programmes et les manuels.

Le secrétaire transmet au Conseil Administratif une copie du procès-verbal de la séance.

Chapitre V. — Surveillance de la discipline.

Art. 21. Les professeurs doivent consigner sur des registres disposés à cet effet les renseignements nécessaires sur la régularité, le travail et la conduite des élèves.

Art. 22. Chaque professeur est chargé de la discipline intérieure de son cours. Il applique, sous sa responsabilité, chacune des pénalités prévues par le règlement disciplinaire et qui sont de sa compétence, et fait un rapport au

directeur sur les fautes commises lorsqu'elles sont du ressort de l'autorité supérieure.

Chapitre VI. — De l'enseignement.

Art. 23. Les professeurs sont tenus de se conformer strictement, dans leur enseignement, aux programmes arrêtés par le Conseil Administratif.

Art. 24. Dans chaque branche, des interrogations ou des épreuves écrites portant sur des révisions d'ensemble ont lieu tous les mois. Les résultats pour chaque élève sont portés sur le registre prévu à l'art. 21. Ce registre est soumis à la commission de surveillance.

Art. 25. Dans chaque division un relevé du registre contresigné par le directeur est communiqué chaque mois aux parents ou à leurs fondés de pouvoir; le bulletin, sous forme de carnet, doit être rapporté par l'élève le lundi suivant, revêtu de la signature des parents ou du fondé de pouvoir.

Chapitre VII. — Bulletins hebdomadaires.

Art. 26. A la fin de chaque semestre, il est remis à l'élève un bulletin résumant les résultats, en chiffres, de ses examens, de ses travaux et de sa conduite.

Le bulletin du deuxième semestre renferme les résultats de l'année entière.

Art. 27. A la fin de l'année scolaire, la conférence des professeurs arrête la note de conduite de chaque élève sur la base des chiffres qui lui ont été attribués chaque mois et pour chaque branche. La conduite est appréciée par les notes suivantes: 5—6, très-bien; 4—5, bien; 3—4, assez-bien; 2—3, médiocre; 0—2, mal.

Chapitre VIII. — Examens.

A. Examens d'admission. — Art. 28. Pour être admis dans l'année préparatoire de l'école de commerce, les élèves doivent avoir quinze ans révolus, au minimum. Des dispenses d'âge peuvent toutefois être accordées par le Conseil Administratif sur le préavis de la commission de surveillance et du directeur.

Art. 29. Les examens d'admission ont lieu à la fin de l'année scolaire, à la rentrée des vacances d'été et au commencement du deuxième semestre. En dehors de ces époques, aucun élève n'est admis sans une autorisation du Conseil Administratif.

Cette autorisation vise particulièrement les élèves étrangers, sortant d'institutions dont l'année scolaire n'est pas en rapport avec celle adoptée pour l'école.

Art. 30. Pour être admis dans l'année préparatoire, les élèves doivent justifier d'un ensemble de connaissances correspondant à celles que possèdent les élèves sortant de la 5^{me} du Collège, ou de la 2^{me} année de l'école professionnelle. Ils sont, en particulier, examinés sur le français, l'allemand et l'arithmétique.

Les élèves sortant des deux classes ci-dessus sont admis en année préparatoire sur la présentation d'un certificat d'examen signé du directeur du collège ou du directeur de l'école professionnelle.

Art. 31. Le Conseil Administratif, sur le préavis du directeur et de la commission de surveillance, apprécie la valeur des certificats d'étude provenant

d'autres établissements publics nationaux ou étrangers. Sur le vu de ceux-ci, il peut dispenser un élève totalement ou en partie des examens d'admission.

Art. 32. Les examens d'admission se font sous la direction et la surveillance des professeurs de la division dans laquelle l'élève demande à être admis. La commission de surveillance ou une délégation de celle-ci, assistée du directeur, des professeurs, décide des admissions.

Art. 33. Pour être admis, l'élève doit avoir obtenu au moins la moitié du maximum sur l'ensemble des branches, n'avoir pas eu de chiffres inférieurs à 2 pour deux branches au plus, ni le chiffre 0 pour aucune branche.

Toutefois, l'élève peut refaire en janvier tout examen pour lequel il n'a pas dépassé précédemment le chiffre 3. S'il échoue en janvier, il passe dans la division immédiatement inférieure, ou est exclu de l'école dans le cas où il serait dans la classe préparatoire.

La faculté pour un élève d'être admis conditionnellement, n'existe qu'au commencement de l'année scolaire.

Art. 34. Un élève dont les examens ont été jugés insuffisants ne peut être admis dans la classe immédiatement inférieure que si la commission de surveillance ou ses délégués, sur le vu des épreuves qu'il vient de subir, et sur le préavis des professeurs, consent à son admission.

B. Examens de promotion. — Art. 35. La promotion d'une division dans une autre dépend du résultat des examens, combiné avec le travail de l'année.

Outre les épreuves écrites et les interrogations prévus à l'art. 24, les élèves ont à subir deux fois par année des examens sur l'enseignement qu'ils ont reçu.

Art. 36. Les examens sont écrits et oraux. La commission de surveillance décide du mode à suivre pour chaque branche.

Art. 37. Pour les examens semestriels, le Conseil Administratif nomme, sur le préavis de la commission de surveillance, un jury pour chaque branche, le même jury devant être chargé de la même branche dans les trois divisions.

Art. 38. Pour l'examen écrit, le jury fixe les questions d'accord avec le professeur chargé de l'enseignement. Le professeur corrige les épreuves, et soumet les corrections, ainsi que son appréciation au contrôle du jury. En cas de désaccord entre le professeur et le jury, la commission de surveillance ou une délégation de celle-ci juge en dernier ressort.

Art. 39. Dans l'examen oral, le professeur chargé de l'enseignement dirige l'interrogation. Les questions sont tirées au sort par les élèves. Un élève peut demander à tirer une seconde question, mais il perd ainsi le tiers du chiffre auquel il aurait droit par sa réponse.

Art. 40. Les premiers examens semestriels se font dans la seconde quinzaine de janvier.

Les seconds examens semestriels se font immédiatement après la clôture de l'enseignement, et, dans la règle, ils ne durent pas plus de quinze jours.

Art. 41. Pour être promu, il faut que, pour chaque branche, l'élève ait obtenu plus de la moitié d'un maximum formé pour les deux tiers par l'ensemble des chiffres résultant du travail de l'année et pour un tiers par les chiffres des deux examens semestriels.

Art. 42. Tout élève qui a échoué dans deux branches au plus a la faculté de refaire sur ces deux branches des examens à la rentrée des classes. Ces examens complémentaires sont écrits et sont faits sous la direction des professeurs de la division ou l'élève désire entrer. Tout élève qui échoue dans l'un quelconque des examens à refaire n'est pas admis.

Art. 43. La commission de surveillance peut, sur le préavis de la conférence des professeurs et pour des motifs graves, ajourner les examens d'un élève à la rentrée des classes. Les élèves dont les examens ont été ajournés pour cause d'indiscipline, ne sont pas autorisés à les refaire en cas d'insuccès.

Art. 44. Toute communication verbale avec un voisin, pendant la durée d'un examen écrit, entraîne l'annulation de l'examen pour la branche dont il s'agit. Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'annulation de tous les examens.

Chapitre IX. — Diplômes.

Art. 45. Les élèves ayant terminé leur dernière année d'études et qui se sont distingués par la conduite, le travail et le résultat des examens, reçoivent un diplôme comme constatation des aptitudes dont ils ont fait preuve.

Ces diplômes sont délivrés en séance publique à la fin de l'année scolaire.

Ils sont divisés en diplômes de première et diplômes de seconde classe.

Ces diplômes sont revêtus des signatures du président du Conseil Administratif, du président de la commission de surveillance et du directeur.

Art. 46. A droit au diplôme de première classe, l'élève qui, ayant achevé la dernière année d'études, n'a pas obtenu de chiffre inférieur à 5 pour la conduite, ainsi que pour l'ensemble des branches. Cette dernière moyenne est basée sur le travail de toute l'année, combiné avec le résultat des examens, dans la proportion fixée à l'art. 41.

Art. 47. Le diplôme de seconde classe est décerné dans les mêmes conditions que ci-dessus, à tout élève sortant avec une moyenne inférieure à 5, mais ne descendant pas au-dessous du chiffre 4.

Art. 48. Les élèves de deuxième année qui n'ont pu obtenir de diplôme, ainsi que ceux des deux divisions inférieures, dans lesquelles aucun diplôme n'est décerné, reçoivent un bulletin seulement, indiquant leur situation dans la classe à la fin de l'année scolaire.

Règlement disciplinaire.

Les élèves réguliers et externes des trois divisions de l'école supérieure de commerce sont soumis au règlement disciplinaire ci-dessous, dont un exemplaire est affiché dans chaque classe.

Article premier. Aucun élève n'est admis à l'école supérieure de commerce, s'il n'a pas à Genève des parents ou, à défaut, un fondé de pouvoir de ceux-ci, agréé par la commission de surveillance et responsable envers elle.

Art. 2. Les élèves doivent se présenter dans une tenue convenable, et se comporter d'une manière respectueuse envers leurs professeurs.

Art. 3. Un coup de cloche annonce le commencement et la fin des leçons.

Art. 4. Tout élève arrivant sans excuse en retard de cinq minutes sur l'heure fixée pour le commencement de la leçon ne peut y assister.

Art. 5. Les élèves ont à se pourvoir de tout ce dont ils ont besoin pour écrire, des livres d'étude prescrits par le programme, ainsi que des fournitures indiquées par les professeurs.

Art. 6. Les élèves sont tenus de préparer avec soin les devoirs que chaque professeur donne à faire à domicile. Au cas où ils en seraient empêchés, ils doivent présenter au professeur, au commencement de la leçon, une excuse écrite et motivée, signés par les parents ou leurs fondés de pouvoir.

Art. 7. La fréquentation régulière des cours est obligatoire de la part des élèves. A chaque leçon, il est pris note des absences dont le directeur est immédiatement informé. Les arrivées tardives et les absences doivent être justifiées par une déclaration écrite et dûment motivée des parents ou de leurs fondés de pouvoir. Le professeur reste juge des motifs qu'elle indique.

Dès qu'une absence dépasse deux jours, le directeur en avertit les parents, qui doivent en indiquer les motifs.

Art. 8. Les élèves sont tenus de respecter les locaux et le matériel de l'école. En cas de dégâts, les frais de réparation sont mis à la charge des auteurs, indépendamment des peines disciplinaires.

Art. 9. La surveillance immédiate et la discipline des élèves appartiennent au personnel enseignant et au directeur, qui veillent au maintien de l'ordre dans tous les locaux de l'école.

Art. 10. Les élèves dont la conduite au dehors de l'école serait de nature gravement répréhensible, seront l'objet de peines disciplinaires pouvant aller jusqu'à l'exclusion.

Art. 11. Les infractions à la discipline, les devoirs mal faits, les absences sans motif valable peuvent entraîner les peines suivantes, selon la gravité du cas ou les récidives:

- a) La réprimande inscrite au registre de classe;
- b) Le renvoi du cours. Les parents en sont prévenus par une carte que l'élève doit rapporter signée par eux et qui doit être présentée au directeur;
- c) Le renvoi par le directeur pour un jour à une semaine.
- d) Le Conseil Administratif et les parents en sont immédiatement avertis.

Art. 12. En cas d'actes d'indiscipline répétés ou de faute d'une gravité exceptionnelle, l'élève peut être expulsé définitivement par le Conseil Administratif, sur le préavis du directeur et de la commission de surveillance.

Art. 13. A la fin de chaque mois, les élèves reçoivent un bulletin renfermant l'indication de leurs absences et l'appréciation de leur travail dans chaque branche, ainsi que de leur conduite, appréciation exprimée par des chiffres, dont le maximum est 6.

Art. 14. Les élèves qui quittent l'école dans le cours de l'année scolaire doivent adresser à la commission de surveillance une déclaration signée de leurs parents ou fondés de pouvoir. Ceux qui ne se conformeront pas à cette prescription ne seront admis dans la suite à réclamer aucun certificat.

Art. 15. Un exemplaire du présent règlement sera remis aux parents au moment de l'inscription.

Horaire.

Branches d'enseignement	Année préparatoire	Première année	Deuxième année	Total
Français	3	3	3	9
Allemand	4	4	4	12
Anglais, Italien, Espagnol (au choix) .	4	4	4	12
Calligraphie	3	2	—	5
Dessin	2	—	—	2
Tenue de livres	4	—	—	4
Mathématiques	5	3	3	11
Géographie	2	2	2	6
Histoire	2	2	—	4
Physique	2	—	—	2
Chimie	2	—	—	2
Droit civil	—	2	—	2
Législation commerciale	—	3	4	7
Etude des produits commerciâbles . .	—	3	3	6
Bureau commercial	—	6	8	14
Conférence par les élèves	—	—	3	3
Nombre des heures	33	34	34	101

VIII. Tierarzneischulen.

34. 1. Reglement für die Tierarzneischule in Zürich. (Siehe § 5 des Gesetzes betreffend die Tierarzneischule vom 5. Juli 1885.¹⁾ (Erlass des Regierungsrates vom 16. März 1889.)

I. Unterricht.

§ 1. Der Unterricht an der Tierarzneischule bezweckt die Bildung wissenschaftlich befähigter und praktisch tüchtiger Tierärzte.

Bei steter Berücksichtigung der Fortschritte in der Wissenschaft soll derselbe der Fassungskraft der Schüler entsprechen und so viel als möglich mit Anschauungen und praktischen Übungen verbunden werden.

§ 2. Der Unterricht hat sich auf sämtliche Lehrfächer der Tierheilkunde mit ihren Hilfswissenschaften zu erstrecken und verteilt sich nach Massgabe von § 2 des Gesetzes betreffend die Tierarzneischule vom 5. Juli 1885, sowie der Verordnung für die eidgen. Medizinalprüfungen vom 19. März 1888 auf 7 Semester.

§ 3. Die Verteilung des Unterrichtes auf die einzelnen Tage und Stunden findet durch den Stundenplan statt, welcher von der Lehrerschaft jeweils mit Beginn eines Semesters anzulegen und der Aufsichtskommission einzureichen ist. Es soll bei der Festsetzung desselben darauf Rücksicht genommen werden, dass der Unterricht nicht durch freie Zwischenstunden unterbrochen wird.

§ 4. Wenn ein Lehrer an der Erteilung des Unterrichtes gehindert ist, so wird der Direktor dafür sorgen, dass die Schüler in den ausfallenden Stunden wo möglich durch anderweitigen Unterricht beschäftigt werden.

¹⁾ Sammlung 1883—85, pag. 204.

§ 5. Zur regelmässigen Organisation des Reitunterrichtes setzt sich die Schule mit der hiesigen Reitanstalt in Verbindung. Die diesfälligen Verträge bedürfen der Genehmigung der Erziehungsdirektion.

§ 6. Am Schlusse jedes Schuljahres finden während einer Woche nach Massgabe des Stundenplanes und innerhalb des Rahmens desselben öffentliche Repetitorien statt.

§ 7. Die Ferien an der Tierarzneischule dauern 3 Wochen nach Schluss des Wintersemesters, 2 Monate nach Schluss des Sommersemesters und von Weihnachten bis und mit dem Tag nach Berchtoldstag.

II. Hilfsanstalten.

Anatomie. § 8. Die Anatomie steht unter spezieller Leitung des Lehrers der Anatomie. Bei Verwendung des angewiesenen Kredites soll darauf gehalten werden, dass das Unterrichtsmaterial vollständig beigebracht und aus demselben die Sammlungen geäufnet werden.

Tierspital. § 9. Der Tierspital ist zur Aufnahme kranker Haustiere bestimmt. Abgesehen vom Heilzwecke ist das Material so viel als tunlich zur praktischen Ausbildung der Studirenden und zur wissenschaftlichen Forschung zu benutzen.

Derselbe steht unter spezieller Leitung eines Lehrers der Spitalklinik.

In Verbindung mit dem Tierspital steht die externe Praxis, welche die Aufgabe hat, die Untersuchung und Behandlung kranker Tiere ausserhalb der Anstalt auf Verlangen und Kosten der betreffenden Besitzer zu übernehmen.

Für die Leitung und die Ökonomie des Tierspitals sind die nähern Bestimmungen des Reglementes vom 26. Dezember 1885¹⁾ massgebend.

Sammlungen und Mobiliar. § 10. Die Sammlungen umfassen die im Gesetz betreffend die Tierarzneischule vom 5. Januar 1885 näher bezeichneten 6 Abteilungen von Präparaten (§ 7).

Die Sorge für Aufbewahrung, Vermehrung und Katalogisirung der Sammlungen liegt den betreffenden Lehrern unter Mithülfe der Assistenten ob.

§ 11. Über sämtliches Mobiliar, Sammlungen inbegriffen, ist ein genaues Inventar zu führen. Die Veränderungen werden alljährlich mit der Rechnung der Aufsichtskommission zur Kenntnis gebracht.

Bibliothek und Lesezimmer. § 12. Die Tierarzneischule hat eine besondere Abteilung in der Kantonalbibliothek, deren Äufnung, Verwaltung und Benutzung nach den Bestimmungen des Reglementes für die Kantonalbibliothek stattfindet.

§ 13. Ausserdem besitzt dieselbe in der Anstalt ein Lesezimmer mit den notwendigsten Handbüchern und Zeitschriften.

§ 14. Die Aufsicht über das Lesezimmer, sowie die Rechnungsführung und Katalogisirung wird durch die Aufsichtskommission einem Lehrer der Schule übertragen, welcher seinerseits berechtigt ist, einen Schüler zu seiner Unterstützung herbeizuziehen.

§ 15. Über die Benutzung des Lesezimmers etc. wird ein Spezial-Reglement das Nähere bestimmen.

Die Beschlagschmiede. § 16. Die Beschlagschmiede wird zu Gunsten der Schulkassa verpachtet. Dabei soll darauf Rücksicht genommen werden, dass sie stets von einem tüchtigen Hufschmied beworben wird und dass die Lehrer des Hufbeschlages, der Klinik und Operationslehre dieselbe jederzeit im Interesse der Anstalt benutzen können.

III. Schüler und Auditoren.

§ 17. Die Studirenden der Tierarzneischule sind entweder Schüler oder Auditoren. Abgesehen von den in § 6 des Gesetzes betreffend die Tierarzneischule aufgestellten Bestimmungen besteht zwischen den Pflichten der Schüler und denjenigen der Auditoren kein Unterschied.

§ 18. Der regelmässige Eintritt erfolgt mit Beginn des Wintersemesters, welches am 15. Oktober seinen Anfang nimmt.

§ 19. Die Eröffnung des Kurses wird wenigstens sechs Wochen vorher mit Angabe der wesentlichsten Aufnahmebedingungen durch die öffentlichen Blätter bekannt gemacht.

§ 20. Der Bewerber hat sich beim Direktor schriftlich anzumelden, ein Zeugnis guter Sitten, einen amtlichen Ausweis über das zurückgelegte 17. Altersjahr und die Zeugnisse über seine Vorbildung einzureichen. Gleichzeitig hat er sich darüber zu erklären, ob er als Schüler oder Auditor eintreten will.

§ 21. Nach abgelaufener Frist werden die eingegangenen Anmeldeakten dem Präsidium der Aufsichtskommission übermittelt, welches nach Einsicht eines Gutachtens der Direktion über die Zulassung zur Aufnahmeprüfung entscheidet.

§ 22. Die Aufnahmeprüfung wird durch eine Expertenkommission, welche von der Aufsichtskommission bestellt wird, vorgenommen. Dieselbe findet nach Massgabe des eidgenössischen Gesetzes betreffend Freizügigkeit des Medizinalpersonals vom 19. Christmonat 1877, beziehungsweise des demselben entsprechenden Maturitätsprogrammes für Tierarzneischulkandidaten vom 19. März 1888 statt.

§ 23. Auf Antrag der Experten entscheidet die Aufsichtskommission, gestützt auf die Ergebnisse der Prüfung, über die Aufnahme der Schüler. In Fällen von bloss provisorischer Aufnahme ist spätestens nach 6 Monaten auf den Antrag der Lehrerschaft über definitive Aufnahme oder Abweisung zu entscheiden.

§ 24. Studirende anderer Tierarzneischulen können je mit Beginn eines Semesters als ordentliche Schüler eintreten, nachdem sie sich über die nötige Befähigung ausgewiesen haben.

Die Direktion ist ermächtigt, solchen Studirenden, soweit nötig, eine Modifikation des Stundenplanes zu gestatten.

§ 25. Es ist den Studirenden der Hochschule und des Polytechnikums oder andern Personen, welche sich über das vorgeschriebene Alter und die nötige Vorbildung ausweisen, gestattet, einzelne Unterrichtsfächer an der Tierarzneischule als Auditoren zu besuchen.

§ 26. Alle Studirenden sind verpflichtet, dem Unterrichte bis zum Schluss des Semesters fleissig, vorbereitet und aufmerksam beizuwohnen und die erhaltenen Aufgaben pünktlich und rechtzeitig zu lösen.

Sie sollen bei Versäumnis einzelner Unterrichtsstunden den betreffenden Lehrern unverzüglich Anzeige machen. Beträgt die Verhinderung mehr als einen Tag, so haben sie den Direktor unter Angabe der Gründe davon in Kenntnis zu setzen. Erkrankungen sind dem Direktor gleichfalls anzuzeigen.

§ 27. Diejenigen Schüler, welche den Unterricht über Anatomie oder Sezirübungen besuchen, können durch den Assistenten in einer regelmässigen Kehrordnung zur Mithülfe bei seinen Vorarbeiten verwendet werden.

§ 28. Desgleichen sollen diejenigen Schüler, welche die Spitalklinik hören, bei der manuellen ärztlichen Behandlung der Tiere, Bereitung und Applikation der Arzneien, bei Vornahme von Sektionen u. s. w. regelmässig betätigt und zur Aufzeichnung genauer Krankheitsgeschichten angehalten werden.

§ 29. Die Schüler, welchen im Spital oder auf der ambulatorischen Klinik einzelne Patienten zur Beobachtung oder Behandlung übergeben werden, haben diese letztern gewissenhaft zu beobachten und zu besorgen und die übertragenen Krankheitsgeschichten vollständig abzufassen.

§ 30. Die Schüler der Tierarzneischule sind berechtigt, soweit es ihrem Spezialstudium unbeschadet geschehen kann, Vorlesungen an der Hochschule oder am Polytechnikum zu besuchen.

Jeweilen vor Beginn des Semesters werden den Schülern durch Anschlag am schwarzen Brett eine Anzahl geeigneter Vorlesungen zum Besuche empfohlen.

§ 31. Wer an der Tierarzneischule Unterricht geniesst, hat dem Direktor sein Logis genau zu bezeichnen und ihn von allfälligen Veränderungen desselben in Kenntnis zu setzen. Der Direktor kann ungeeignete Wohn- oder Kostorte ohne Angabe der Gründe untersagen. Gegen einen diesfälligen Entscheid ist Rekurs an die Aufsichtsbehörde gestattet.

§ 32. Wenn in der Anstalt durch Schüler auf fahrlässige oder mutwillige Weise Eigentum beschädigt wird, so hat derjenige Lehrer, welcher es wahrnimmt, dem Direktor Anzeige zu machen. Die Täter werden zum Schadenersatz angehalten.

§ 33. Bei Pflichtverletzungen oder tadelhaftem Betragen in der Anstalt oder ausserhalb derselben sind als Strafen Verweis durch den betreffenden Lehrer, Verweis durch den Direktor, Verweis des Präsidenten der Aufskommission und endlich durch diese letztere Wegweisung von der Anstalt anzuwenden.

Unter Umständen, jedenfalls bei Verhängung der letzten zwei Strafen, ist den Eltern bzw. Vormündern unverzüglich Mitteilung zu machen.

§ 34. Die Schüler sind verpflichtet, sich den Prüfungen durch die Lehrer zu unterziehen; insbesondere haben dieselben an den öffentlichen Repetitorien am Schlusse des Schuljahres teilzunehmen.

§ 35. Am Schlusse eines jeden Semesters erhalten die Schüler und Auditoren von der Lehrerschaft Zeugnisse über Fleiss und Fortschritte in jedem einzelnen Fach. In jeder dieser beiden Richtungen werden Zensuren in Zahlen

von 1 bis 6 erteilt, wobei 1 die geringste und 6 die höchste Leistung bezeichnet.

§ 36. Die Schüler bezahlen eine Immatrikulationsgebühr von 12 Fr. und im Anfang jedes Semesters ein Schulgeld von 30 Fr. Die Auditoren bezahlen ein Stundengeld von je 4 Fr. für eine wöchentliche Stunde.

Mit dem Eintritt haben die Schüler ausserdem einen einmaligen Beitrag von 5 Fr. für Benutzung des Lesezimmers und ferner einen jährlichen Beitrag von 4 Fr. an die Krankenkasse zu entrichten, wogegen sie im Erkrankungsfalle Anspruch auf freie Verpflegung im Kantonsspital bis zu einer Dauer von 49 Tagen haben. (§ 8 des Ges.)

IV. Direktor und Lehrerschaft.

a) *Direktor.* § 37. Der Direktor vertritt die Anstalt gegenüber den Oberbehörden und nach aussen. Ihm liegt die Leitung und Beaufsichtigung der Anstalt im allgemeinen ob. Insbesondere hat er den Unterricht und die Sammlungen, die Handhabung der Schulordnung und das Betragen der Schüler in und ausser der Anstalt zu überwachen, sowie die Versammlung der Lehrerschaft anzuordnen und zu leiten. (§ 10 des Gesetzes betreffend die Tierarzneischule.)

Er besorgt und unterzeichnet die nötigen Publikationen, überwacht die Hilfsmittel und sucht das Interesse der Anstalt in allen Richtungen nach Kräften zu wahren. Ihm steht die Obsorge für Vollziehung des Gesetzes, der Reglemente und der Beschlüsse der Oberbehörden in erster Linie zu.

§ 38. Ein vom Regierungsrat ernannter Stellvertreter aus der Mitte der Lehrerschaft vertritt den Direktor im Falle von Abwesenheit oder anderer Verhinderung.

Der Direktor und der Stellvertreter wohnen den Sitzungen der Aufsichtsbehörde mit beratender Stimme bei.

b) *Allgemeine Verpflichtungen sämtlicher Lehrer.* § 39. Die Lehrer sind verpflichtet, sich bei Erteilung des Unterrichtes genau an den Studien- und Stundenplan zu halten.

§ 40. Sie sollen die Schüler zur Selbsttätigkeit anregen, auf das Betragen derselben genau achten und wo dasselbe Tadel verdient, entweder von sich aus einschreiten oder in bedeutenderen Fällen Anzeige an den Direktor machen.

§ 41. Wenn ein Lehrer an der Erteilung des Unterrichtes gehindert ist, so soll er davon dem Direktor Anzeige machen. Dauert die Verhinderung eines Lehrers oder des Direktors länger als drei Tage, so ist dem Präsidenten der Aufsichtskommission davon Kenntnis zu geben und hat der Betreffende für den Fall, als nicht Krankheit die Ursache ist, rechtzeitig um Bewilligung des nötigen Urlaubes nachzusuchen. Für einen Urlaub von mehr als 14 Tagen ist die Bewilligung der Erziehungsdirektion einzuholen und, soweit bei derartigen und anderweitigen Unterbrechungen im Unterricht die Bestellung eines Vikariates erforderlich wird, ist gleichzeitig ein Stellvertreter vorzuschlagen.

c) *Lehrerversammlung.* § 42. Die sämtlichen Lehrer der Anstalt treten jährlich wenigstens 4 Mal zur ordentlichen Lehrerversammlung zusammen, ausserordentlicher Weise auf Veranstaltung durch den Direktor, oder auf Be-

gehren von drei Lehrern. Sämtliche Lehrer sind zur Teilnahme an den Sitzungen verpflichtet.

§ 43. Der Direktor ist der Präsident der Versammlung. Die letztere bezeichnet aus ihrer Mitte einen Aktuar.

§ 44. Der Lehrerversammlung liegen folgende Geschäfte ob:

- a) Besprechung der Lehrmethode und Beratung über die Mittel zur Erzielung der erforderlichen Übereinstimmung im Unterrichte.
- b) Besprechung über die Schüler, namentlich in Rücksicht auf Fleiss und Betragen derselben nebst Erteilung der Semesterzeugnisse.
- c) Vorschlag betreffend Verteilung des Kredites für die Unterrichtsbedürfnisse.
- d) Beratung des Semesterberichts.
- e) Formulierung von Wünschen betreffend Anschaffung tierärztlicher Schriften an die Kantonalbibliothek.
- f) Beratung von Anträgen, Gutachten und Wünschen an die Aufsichtskommission, sowie von Gegenständen verschiedener Art, welche das Interesse der Anstalt überhaupt berühren.

d) *Assistenten.* § 45. Die klinischen Assistenten wohnen in der Anstalt und vollziehen als Gehülfen der klinischen Lehrer deren Anordnungen, beaufsichtigen den Tierspital, überwachen und leiten die Behandlung der Patienten, kontrollieren die Wärter, organisieren die praktische Tätigkeit der Schüler der Klinik. Sie führen das spezielle Inventar des Spitals und die den Spital und die ambulatorische Klinik betreffenden Bücher, soweit die Führung nicht andern Personen übertragen wird.

Dieselben vertreten die Kliniker in ihrer ärztlichen Tätigkeit zur Zeit des Unterrichtes, sowie in Verhinderungsfällen überhaupt.

§ 46. Der Assistent für Anatomie ist dem Lehrer des Faches bei der Vorbereitung des Unterrichtsmateriales für die anatomischen und histologischen Vorlesungen behülflich und hat sich daher an jedem Unterrichtstage zu der vom Lehrer festgesetzten Zeit einzufinden. Dabei kann er die Unterstützung der Schüler im Sinne von § 27 in Anspruch nehmen. Ebenso verfügt er über den Abwart der Schule als Anatomiediener und überwacht dessen Leistungen für die Anatomie und die anatomischen Sammlungen.

Die Anschaffung des Materials und die Verwertung des Überflüssigen ist Sache des Lehrers.

§ 47. Der Assistent für Anatomie ist verpflichtet, dem Lehrer bei der Leitung der Präparirübungen, bei den Sektionen, sowie bei Herstellung von Präparaten und Öffnung der anatomischen Sammlungen behülflich zu sein.

Das Inventar über die Instrumente und Gerätschaften wird vom Lehrer geführt. Der Assistent trägt Sorge, dass dieselben vom Abwart gehörig gereinigt, verwahrt und in brauchbarem Zustande erhalten werden.

§ 48. Die Assistenten für Physiologie und für pathologische Anatomie sind die Gehülfen der Lehrer dieser Fächer und haben dieselben bei den Demonstrationen und Experimenten zu unterstützen.

§ 49. Es können auch mehrere Assistentenstellen auf eine Person vereinigt werden, sofern dies als tunlich erscheint.

Die Stelle des Assistenten für pathologische Anatomie kann auch einem Schüler der obern Kurse übertragen werden.

§ 50. Die Assistenten werden auf Vorschlag des betreffenden Lehrers und des Direktors durch den Erziehungsrat gewählt, welcher auch deren Besoldung zu bestimmen hat.

V. Dienstpersonal.

§ 51. Die Tierarzneischule hat einen Abwart und die für die Besorgung des Tierspitals nötige Bedienung.

§ 52. Für die letztern gelten die zutreffenden Bestimmungen des Reglementes für den Tierspital.

Der Abwart wird nach eingeholtem Vorschlag der Direktion und Einsicht eines Gutachtens der Aufsichtskommission durch den Erziehungsrat gewählt, welcher auch dessen Besoldung bestimmt.

Die Anstellung erfolgt auf drei Jahre mit einem beidseitigen monatlichen Kündigungsrecht.

Dienstvernachlässigung berechtigt zu sofortiger Entlassung ohne Kündigungstermin.

§ 53. Der Abwart bedient die Anatomie, die Sammlungen, das Bureau des Tierspitals und des Direktors; derselbe besorgt die Räumlichkeiten, welche Unterrichtszwecken dienen (mit Ausnahme des Spitals), und den Hof der Anstalt, alles nach einem Spezialpflichtenheft.

VI. Verfügung über den Kredit.

§ 54. Im Voranschlage für die Bedürfnisse der Anstalt ist ein besonderer Posten für Unterrichtsbedürfnisse aufzunehmen. Die Verteilung des Kredites auf die einzelnen Lehrer, beziehungsweise Unterrichtsfächer wird von der Aufsichtskommission auf das Gutachten der Lehrerschaft vorgenommen.

§ 55. Bei ihren Anschaffungen haben sich die Lehrer unter persönlicher Verantwortlichkeit genau innert den Schranken der angewiesenen Kredite zu halten.

§ 56. Die Lehrer beziehen die ihnen zugeteilten Kredite rataweise nach Bedürfnis und führen darüber eine genaue mit Belegen versehene Rechnung, welche sie spätestens bis zum 15. Januar zur Einsetzung in die Gesamtrechnung der Direktion einzureichen haben.

Der Rechnung ist zugleich das bereinigte Inventar beizugeben.

VII. Aufsichtskommission.

§ 57. Die Aufsichtskommission der Tierarzneischule besteht aus dem Direktor des Erziehungswesens als Präsident und sechs vom Regierungsrat gewählten Mitgliedern.

Ihr kommt die gesamte Leitung und Beaufsichtigung der Anstalt im Sinne von § 14 des Gesetzes vom 5. Juli 1885 zu.

Für Sitzungen und Visitationstage beziehen die Mitglieder ein Taggeld von 5 Fr., für Prüfungen ein solches von 8 Fr.

Überdies haben sie Anspruch auf Reiseentschädigung nach Massgabe der Entfernung.

§ 58. Die Aufsichtskommission wählt aus ihrer Mitte für die ganze Amtsdauer den Vizepräsidenten; ihr Aktuariat wird vom Sekretär der Erziehungsdirektion besorgt, der zugleich beratende Stimme hat.

§ 59. Die Aufsichtskommission überträgt einem oder mehreren ihrer Mitglieder die Aufsicht über die Sammlungen mit Einschluss des Lesezimmers.

§ 60. Dieses Reglement tritt sofort in Kraft.

Durch dasselbe wird dasjenige vom 10. Brachmonat 1868 aufgehoben.

IX. Hochschulen.

35. 1. Statuten für die Studirenden an der Hochschule Zürich. (Erlass des Regierungsrates vom 29. August 1889).

Erster Abschnitt. — Aufnahme der Studirenden.

§ 1. Als Studirende der Hochschule gelten nur diejenigen, welche vom Rektor durch Immatrikulation förmlich aufgenommen worden sind.

Alle diejenigen, welche an der Hochschule Vorlesungen hören wollen, sind in der Regel verpflichtet, sich vom Rektor durch Immatrikulation förmlich aufnehmen zu lassen.

§ 2. Ausgenommen von dieser Verpflichtung sind:

1. die Schüler der eidgenössischen polytechnischen Schule;
2. Personen, welche nur einzelne Kollegien hören wollen, insofern sie volljährig sind oder sich über bestandene Promotion oder Staatsprüfung ausweisen;
3. minderjährige Kantonsbürger und solche Studirende, welche wegen ungenügender Kenntnis der deutschen Sprache einstweilen noch nicht immatrikulirt werden können und sich auf die nächste Zulassungsprüfung vorbereiten, welche eine besondere Erlaubnis des Erziehungsdirektors beibringen, dass sie als Auditoren zugelassen werden dürfen.

Alle diese Personen, welchen nach § 143 des Gesetzes über das Unterrichtswesen der Besuch einzelner Kollegien ohne Einschreibgeld gestattet wird, haben das Recht zur Benutzung der Sammlungen der Hochschule gegen Bezahlung eines jährlichen Beitrages von 6 Franken.

§ 3. Die Zahl der unter § 2 fallenden Zuhörer wird vom Rektor der Hochschule und vom Kassier der Hochschule (Kantonsschulverwalter) in dem von ihnen halbjährlich anzufertigenden Studentenverzeichnisse besonders angegeben.

§ 4. Die Immatrikulationen beginnen ungefähr 2 Wochen vor dem offiziellen Anfang des Semesters; der Rektor macht am schwarzen Brett den Termin derselben bekannt. Nach Semesterbeginn dürfen Immatrikulationen noch während der ersten vier Wochen vorgenommen werden, wenn eine triftige Entschuldigung für die Verspätung vorgebracht werden kann.

Wer immatrikulirt zu werden wünscht, hat zunächst beim Rektorat durch Vorlegung der in § 5 näher bezeichneten Ausweise seine Berechtigung dazu darzutun. Ist die Immatrikulation vom Rektor genehmigt, so hat der Be-

treffende beim Kassier der Hochschule das vom Gesetze bestimmte Einschreibgeld von 12 Franken, den Jahresbeitrag an die Sammlungen von 6 Franken und für die Krankenkasse von 4 Franken zu entrichten.

Studierende, welche ein Abgangszeugnis von einer andern Universität beibringen, bezahlen nur die Hälfte der Immatrikulationsgebühr, aber den ganzen Beitrag für die Sammlungen und für die Krankenkasse.

§ 5. Zur Immatrikulation ist, abgesehen von der Bescheinigung des Kassiers der Hochschule über die geleistete Zahlung, ein genügendes, bis auf die letzte Zeit reichendes Sittenzeugnis bzw. eine mit Sittenzeugnis versehene in letzter Zeit ausgestellte Exmatrikel einer andern Universität erforderlich.

Alle Kantonsbürger haben ausserdem ein Maturitätszeugnis vorzuweisen. Dieses Zeugnis wird durch eine vom Erziehungsrate gewählte Kommission ausgestellt auf Grundlage der Ergebnisse einer vorherigen Prüfung. Letztere wird jedoch in der Regel denjenigen erlassen, welche mit befriedigendem Entlassungszeugnis von der obersten Klasse eines zürcherischen Gymnasiums, einer zürcherischen Industrieschule, des Lehrerseminars oder anderer schweizerischen Schulen von gleicher Höhe an die Hochschule übergehen.

Wer nur ein Zeugnis bedingter Reife vom Gymnasium oder von der Industrieschule erhalten hat, wird nur für ein Semester immatrikulirt, an dessen Schluss er nach den Anordnungen der Maturitätsprüfungskommission eine Nachprüfung zu bestehen hat. Fällt diese genügend aus, so wird die bedingte Immatrikulation in die unbedingte verwandelt.

Nichtkantonsbürger haben sich auszuweisen über das zurückgelegte 18. Altersjahr, sowie über genügende Vorkenntnisse zum Besuch einer Hochschule, insbesondere über hinlängliches Verständnis der deutschen Sprache und zwar entweder durch Zeugnisse in- oder ausländischer höherer Bildungsanstalten oder durch Prüfung (siehe § 141 des Gesetzes betreffend Aufnahme von Studierenden an der Hochschule vom 18. Mai 1873).

In zweifelhaften Fällen entscheidet die Hochschulkommission über die Zulassung zur Immatrikulation; gegen einen abweisenden Beschluss derselben kann an den Erziehungsrat rekurrirt werden.

Die vorgelegten Ausweise werden durch das Rektorat aufbewahrt und den Studierenden hiefür ein Empfangschein ausgestellt. Beim Abgang eines Studierenden werden ihm gegen Rückgabe des Empfangscheines, der Legitimationskarte und der Bibliothekkarten die vorbezeichneten Ausweise wieder eingehändigt.

§ 6. Unmittelbar nach der Immatrikulation legt der Studierende dem Rektorat das Handgelübde ab, die Satzungen für die Studierenden an der Hochschule getreulich und ohne Gefährde zu beobachten.

§ 7. Durch die Immatrikulation erhalten die Studierenden das Anrecht auf:

1. den Zutritt zu den von ihnen gewählten Vorlesungen gemäss § 112 des Gesetzes;
2. die reglementarische Benutzung aller der Hochschule offenstehenden Anstalten und Sammlungen für den Unterricht;
3. amtliche Zeugnisse von den Dozenten, bei welchen sie Kollegien gehört haben, und darauf begründet ein amtliches Abgangszeugnis des Rektors gemäss der Universitätsordnung.

Polizeiliche Wegweisung eines Studirenden findet, dringliche Fälle ausgenommen, erst nach eingeholtem Bericht des Rektors statt; auch wird von der getroffenen Verfügung dem Rektor Kenntnis gegeben.

§ 8. Nach der Immatrikulation erhält der Student eine persönliche Ausweiskarte (Legitimationskarte). Dieselbe ist im Beginne jedes Semesters durch Abstempelung zu erneuern.

§ 9. Der Rektor teilt halbjährlich den Ortspolizeibehörden das amtliche Verzeichnis der Studirenden mit.

§ 10. Jede Wohnungsänderung hat der Studirende binnen 24 Stunden nach Bezug des neuen Quartiers dem Pedell anzuzeigen, der sie in seine Tabelle einzutragen und in der Legitimationskarte zu bemerken hat.

Unterlassung oder Verzögerung dieser Anzeige ist vom Rektor mit angemessener Disziplinarstrafe zu belegen.

Von diesen Veränderungen hat der Studirende auch der Ortspolizei Kenntnis zu geben.

§ 11. Verliert ein Studirender seine Legitimationskarte, so hat er davon binnen 24 Stunden dem Rektor Anzeige zu machen.

Unterlassung oder Verzögerung dieser Anzeige zieht angemessene Disziplinarstrafe nach sich.

Die Kosten für die öffentliche Annullirung einer verlorenen und die Ausstellung einer neuen Legitimationskarte hat der Studirende zu tragen.

Bei wiederholtem Verlust der Legitimationskarte kommt noch eine Busse von 5 Franken in die Kasse der Kantonalbibliothek hinzu.

§ 12. Gegen Vorweisung der Legitimationskarte wird der Student von den Polizeibehörden und deren Bediensteten in Beziehung auf Verhaftung und ähnliche Massregeln gleich Personen mit festem Wohnsitz behandelt.

Zweiter Abschnitt. — Disziplin.

§ 13. Die Studirenden sind gleich jedem andern Einwohner des Kantons den Gesetzen und Behörden desselben unterworfen.

Sie haben keinen privilegierten Gerichtsstand.

§ 14. Disziplinarfehler werden von den akademischen Behörden bestraft. Zu denselben (vorausgesetzt, dass sie nicht in das Gebiet der bürgerlichen Strafgesetzgebung fallen) gehören, ausser den schon in den §§ 10 und 11 angeführten, namentlich noch folgende:

- a) Vernachlässigung der Studien;
- b) Übertretung von Vorschriften dieser Statuten, sowie Ungehorsam gegen Rektor und Senatsausschuss, insbesondere Nichterscheinen auf Zitation;
- c) Verletzung der den akademischen Lehrern gebührenden Achtung;
- d) Verletzung der Sittlichkeit und des Anstandes, z. B. durch Trunkenheit, Störung der nächtlichen Ruhe oder sonstige Exzesse;
- e) leichtfertiges Schuldenmachen;
- f) Provokation von Händeln oder leichtfertige Beteiligung an solchen.

§ 15. Die gerichtliche Beurteilung wegen Verbrechen, Vergehen oder Polizeiübertretungen hebt die Befugnis der akademischen Behörden zu disziplinarischem Einschreiten im Sinne des § 21 nicht auf.

Insbesondere bleibt denselben vorbehalten, Studirende wegen Teilnahme an Duellen oder an solchen Verbindungen, die dem Duell Vorschub leisten, von sich aus zu bestrafen oder an eine vom Strafrichter ausgesprochene Strafe die in § 21 Ziff. 5—7 bezeichneten Folgen zu knüpfen.

§ 16. Feierliche Aufzüge und Fackelzüge der Studirenden bedürfen der Erlaubnis des Rektors.

§ 17. Für die von ihm gewählten Vorlesungen hat der Studirende sich während der ersten 4 Wochen nach Beginn des Semesters bei dem Kassier der Hochschule einzuschreiben und das Honorar zu entrichten, sodann aber unter Vorweisung des die Inskription und Quittung enthaltenden Zeugnisbuches bei den betreffenden Dozenten zur Einzeichnung sich anzumelden.

Will ein Dozent einem Studirenden das Honorar erlassen, so stellt er demselben darüber einen Freischein aus. Diesen hat dann der Studirende dem Kassier der Hochschule einzuhändigen, demselben aber zugleich die ihm gesetzlich zukommenden zwei Prozente (§ 142 des U.-G.) vom erlassenen Honorar zu entrichten.

Es wird den Fakultäten freigestellt, behufs Kontrolle des Besuchs der Vorlesungen durch Berechtigte besondere den Verhältnissen angemessene Bestimmungen (§ 53 der Universitätsordnung) zu treffen.

§ 18. Nicht inskribirte Zuhörer können durch den Pedell fortgewiesen werden.

§ 19. Diejenigen Studirenden, welche 4 Wochen nach Beginn des Semesters nicht auf Vorlesungen von zusammen wenigstens 6 Stunden, wobei aber Gratiskollegien — ausgenommen Seminarübungen — nicht mitgerechnet werden, inskribirt sind, werden vor den Rektor zitirt und zur Einhaltung ihrer Verpflichtungen aufgefordert.

Bleiben wiederholte Ermahnungen fruchtlos, so werden die Säumigen aus dem Verzeichnis der Studirenden gestrichen, und zwar spätestens mit Ablauf der 6. Woche nach Beginn des Semesters.

§ 20. Urlaub kann den Studirenden vom Rektor höchstens auf ein Semester erteilt werden; es erfolgt derselbe nur bei Krankheitsfällen auf ärztliches Zeugnis hin und bei Verhinderung durch Militärdienst.

§ 21. Zur Handhabung der Disziplin sind folgende Mittel anzuwenden:

1. Ermahnungen oder Verweise durch den Rektor allein;
2. Ermahnungen oder Verweise durch den Rektor vor Senatsausschuss;
3. Geldbussen bis auf 24 Franken in die Kasse der Kantonal-Bibliothek;
4. Karzer im Universitätsgebäude bis auf 6 Tage;
5. Unterschrift des Consilium abeundi;
6. Consilium abeundi;
7. Relegation.

§ 22. Die Unterschrift des Consilium abeundi besteht darin, dass der Fehlbare eigenhändig bezeugt, es sei ihm auf den Fall, dass er sich in der Folge wieder einen gleichen oder ähnlichen Fehler zu Schulden kommen lassen werde, das wirkliche Consilium abeundi bereits angedroht worden.

§ 23. Das Consilium abeundi ist eine nicht öffentliche Ausschliessung von der Universität für das laufende und das folgende Semester.

§ 24. Die Relegation ist eine öffentliche Ausschliessung von der Universität, welche sich wenigstens auf das laufende und die zwei folgenden Semester erstreckt, am schwarzen Brett angeschlagen, sowie den andern Universitäten der Schweiz angezeigt wird, und zur Verschärfung in den öffentlichen Blättern bekannt gemacht werden kann.

§ 25. Der Rektor hat die Kompetenz zur Erteilung von Mahnungen und Verweisen, zur Verhängung von Bussen bis auf 6 Franken, von Karzerstrafen bis auf 24 Stunden und zu der in § 19 bezeichneten Streichung aus dem Verzeichnis der Studirenden.

Höhere Disziplinarstrafen sind Sache des Senatsausschusses, des Senats oder des Erziehungsdirektors.

§ 26. Die Unterschrift des Consilium abeundi wird vom Senate beschlossen; die Entscheidung über Consilium abeundi oder Relegation erfolgt auf Antrag des Senats durch den Erziehungsdirektor (§ 144 des U.-G.).

§ 27. Von den Strafen § 21 Ziff. 6 und 7 gibt der Erziehungsdirektor der Polizeidirektion zu Handen der untern Polizeistellen Kenntnis und kann, wenn das Consilium abeundi oder die Relegation einen Ausländer betrifft, gleichzeitig an dieselbe den Antrag auf Wegweisung aus dem Kanton stellen.

Von den Strafen, welche durch den Senatsausschuss oder eine höhere Instanz verhängt wurden, ist durch den Rektor auch den Eltern oder Vormündern des Bestraften Kenntnis zu geben.

§ 28. Über die Wiederaufnahme von Studirenden, welche mit dem Consilium abeundi oder mit Relegation bestraft worden sind, entscheidet der Senat, über die Aufnahme von Studirenden, die von andern Universitäten relegiert worden sind, der Senatsausschuss.

§ 29. Der Pedell erhält für jede Zitation oder Mahnung, welche durch die Schuld des betreffenden Studirenden nötig geworden ist, von demselben 60 Rappen; wird eine erste Zitation nicht befolgt, so beträgt bei jeder Wiederholung derselben (abgesehen von Disziplinarstrafe, siehe § 14 b) die Gebühr 60 Rappen mehr als bei der vorangegangenen Zitation.

Dritter Abschnitt. — Zeugnisse; Abgang der Studirenden.

§ 30. Jeder Studirende erhält bei seiner Immatrikulation ein rubrizirtes, auf zehn Semester ausreichendes Zeugnisbuch, in welches eingetragen werden:

- a) durch den Studirenden beim Beginn eines jeden Semesters die Vorlesungen, die er zu hören wünscht;
- b) sodann durch den Kassier der Hochschule die Bescheinigung der geschehenen Inskription und geleisteten Honorarzahlung;
- c) durch die betreffenden Dozenten die Bescheinigung der geschehenen Anmeldung und am Schlusse des Semesters der geschehenen Abmeldung; bei b und c unter Beifügung von Datum und Unterschrift.

§ 31. Anmeldungen und Abmeldungen bei den Dozenten müssen persönlich geschehen. Nachträgliche Bescheinigungen über erfolgte Abmeldung dürfen nur ausnahmsweise ausgestellt werden. Später als zu Anfang des nächstfolgenden Semesters sind die Dozenten nicht mehr verpflichtet, überhaupt noch Bescheinigungen auszustellen.

§ 32. Über ein Kolleg, welches ein Student nicht bis zum Schlusse gehört hat, darf von dem Dozenten ohne schriftliche Ermächtigung durch den Rektor keine Abmeldung bescheinigt werden. In solchem Falle muss der Grund der frühzeitigen Abmeldung, sowie der Zeitpunkt, bis zu welchem das Kolleg besucht worden ist, angegeben werden.

§ 33. Während ein Student in Untersuchung verwickelt ist, erhält er ohne vorhergegangene Verhandlung mit der Untersuchungsbehörde kein Zeugnis.

§ 34. Jeder Student, welcher von der Universität abgehen will, hat hievon dem Rektor mündlich oder schriftlich Anzeige zu machen und demselben die Legitimationskarte, wie etwa erhaltene Bibliothekskarten abzuliefern. Er empfängt gegen Rückgabe des Empfangscheines (§ 5) die bei der Immatrikulation deponirten Zeugnisse zurück.

§ 35. Zur Erlangung eines Abgangszeugnisses (Exmatrikel) hat der Studirende ausserdem 3 Franken an die Kanzlei der Hochschule zu Gunsten der Kantonalbibliothek (Stipendiaten sind hievon befreit) und 60 Rappen an den Pedell zu zahlen und sein Kollegienzeugnisheft abzuliefern. Kollegien, deren Besuch nicht amtlich bezeugt ist, werden nicht in das Abgangszeugnis aufgenommen.

Das Abgangszeugnis enthält ausser der Angabe der besuchten Vorlesungen einen Vormerk über das Betragen des Studirenden während seiner Studienzeit. In denselben sind etwaige akademische Strafen (§ 21) aufzunehmen.

Wird das Abgangszeugnis später als 6 Monate nach dem Verlassen der Hochschule verlangt, so wird die erste der oben genannten Gebühren verdoppelt und es fällt der Mehrbetrag in die Krankenkasse der Studirenden.

§ 36. Die durch die Immatrikulation erworbenen Rechte erlöschen für den Studirenden nach einer Dauer von 5 Jahren; dagegen kann ihm eine neue Immatrikulation gegen die Erlegung der Hälfte der Einschreibgebühr (§ 4) bewilligt werden.

Kann bei verspätetem Bezug des Abgangszeugnisses das Zeugnisbuch mit den amtlich bezeugten Kollegien nicht mehr vorgewiesen werden, so wird nur die Dauer der Immatrikulation an der Hochschule in dem Abgangszeugnis bescheinigt.

§ 37. Die academischen Rechte eines Studirenden erlöschen ferner:

- a) durch den Abgang von der Universität (§ 34);
- b) durch Erwerbung derselben an einer andern Universität;
- c) durch Verfügung des Rektorats im Sinne von § 19, sowie im Falle polizeilicher oder gerichtlicher Ausweisung aus dem Kanton;
- d) in Folge der Strafe des Consilium abeundi und der Relegation.

In den unter a und b begriffenen Fällen wird dem Studirenden, wenn er innerhalb 5 Jahren von seiner ersten Immatrikulation an (§ 36) auf die Universität zurückkehrt, auf sein Verlangen die Matrikel unentgeltlich erneuert, sofern er seiner Zeit mit gehöriger Anzeige von der Universität abgegangen ist.

§ 38. Durch gegenwärtige Statuten werden diejenigen vom 19. Juli 1882 aufgehoben.

36. 2. Studienplan für die Studirenden des Lehramtes an der Hochschule Bern. (Erlass des Regierungsrates vom 1. Juni 1889.)

I. Sektion für neuere Sprachen.

<i>I. Semester.</i>		Stunden.
<i>Pädagogik.</i> Geschichte der Pädagogik von der Reformation bis zur Gegenwart	3	
<i>Deutsch.</i> Übersicht über die Geschichte der deutschen Literatur von der ältesten Zeit bis zum Anfang des 16. Jahrhunderts 3, Neuhochdeutsche Grammatik mit Übungen 2	5	
<i>Französisch.</i> Grammatik mit Übungen 3, Lektüre aus französischen Schriftstellern 2	5	
<i>Englisch.</i> Formenlehre, Lesen und Übersetzen leichterer Prosa . . .	3	
<i>Italienisch.</i> Formenlehre, Lesen und Übersetzen leichterer Prosa . . .	3	
<i>Allgemeine Geschichte.</i> Altertum	4	
<i>Schweizergeschichte.</i> Bis zur Reformation	3	
<i>Geographie.</i> Astronomische und phys. Geographie, erster Teil	3	
<i>Turnen.</i> (Siehe Forderungen des Prüfungsreglements. ¹⁾	2	
		<hr/> 31

Zweites Semester.

<i>Pädagogik.</i> Lehre von der Zucht und vom Unterricht. Bernische Schulgesetzgebung	3
<i>Deutsch.</i> Geschichte der deutschen Literatur vom Anfang des 16. bis zum Anfang des 18. Jahrhunderts 3, Stilistik 2	5
<i>Französisch.</i> Grammatik mit Übungen 3, Lektüre eines französischen Schriftstellers 2	5
<i>Englisch.</i> Grammatische Übungen, Lektüre moderner Schriftsteller . .	3
<i>Italienisch.</i> Grammatische Übungen, Lektüre moderner Schriftsteller . .	3
<i>Allgemeine Geschichte.</i> Mittelalter	4
<i>Schweizergeschichte.</i> Von der Reformation bis zum Ausgang des 18. Jahrhunderts	3
<i>Geographie.</i> Physikalische Geographie, zweiter Teil	3
<i>Turnen</i>	2
	<hr/> 31

Drittes Semester.

<i>Physiologie.</i> Allgemeine Anatomie und Physiologie des Menschen . .	3
<i>Deutsch.</i> Geschichte der deutschen Literatur vom Anfang bis zum Ende des 18. Jahrhunderts 3, Rhetorik, Poetik mit Metrik 2	5
<i>Französisch.</i> Literaturgeschichte des 17. und 18. Jahrhunderts 2, Grammatik mit Übungen 3	5
<i>Englisch.</i> Grammatische Übungen, Lektüre eines modernen Schriftstellers.	3
<i>Italienisch.</i> Grammatische Übungen, Lektüre eines modernen Schriftstellers	3
<i>Allgemeine Geschichte.</i> Neuere Zeit	4

¹⁾ pag. 176.

	Stunden.
<i>Schweizergeschichte.</i> Vom Jahr 1798—1830	3
<i>Geographie.</i> Kulturgeographie und Völkerkunde	3
<i>Turnen.</i>	2
	<hr/> 31

Viertes Semester.

<i>Hygiene.</i> Allgemeine Gesundheitslehre und Schul- und Unterrichts-Hygiene	2
<i>Deutsch.</i> Geschichte der deutschen Literatur des 19. Jahrhunderts 2, Interpretationsübungen und Repetitorium 3	5
<i>Französisch.</i> Literaturgeschichte des 18. Jahrhunderts (Fortsetzung) und des 19. Jahrhunderts 2, Repetition der Grammatik verbunden mit Übungen 3	5
<i>Englisch.</i> Abriss der Literaturgeschichte 2, Lesen eines Drama's von Shakespeare 1	3
<i>Italienisch.</i> Abriss der Literaturgeschichte 2, Lesen eines klassischen Schriftstellers 1	3
<i>Allgemeine Geschichte.</i> Neueste Zeit, Repetitorium	4
<i>Schweizergeschichte.</i> Von 1830 bis zur Gegenwart, Verfassungskunde, Repetitorium	3
<i>Geographie.</i> Geographie der Schweiz 2, Repetitorium 1	3
<i>Turnen</i>	2
	<hr/> 30

II. Sektion für Mathematik und Naturwissenschaften.

Erstes Semester.

<i>Pädagogik.</i> Siehe I. Sektion	3
<i>Deutsch.</i> Lektüre von Schriftstellern des 18. Jahrhunderts. Neuhochdeutsche Grammatik mit Übungen	3
<i>Reine Mathematik.</i> a) Algebra 2, Repetitorische Behandlung der Potenzen, Wurzeln und Logarithmen. — Progressionen, Zinseszins- und Rentenrechnung. Die Combinatorik und ihre Anwendungen. b) Goniometrie und ebene Trigonometrie 2. c) Übungen 1	5
<i>Physik.</i> Allgemeine Physik, Akustik, Optik	6
<i>Botanik.</i> Die wissenschaftlichen und praktischen wichtigsten Phanerogamen und Kryptogamen. Bestimmungen nicht allzu schwieriger Objekte nach einer beliebigen Flora. Anatomie und Physiologie	4
<i>Zeichnen.</i> Formenlehre 1, Flachornament 3	4
<i>Turnen.</i> (Siehe Forderung des Reglements)	2
	<hr/> 27

Zweites Semester.

<i>Pädagogik.</i> Siehe I. Sektion	3
<i>Deutsch.</i> Lektüre moderner Schriftsteller. Stilistik	3
<i>Reine Mathematik.</i> a) Algebra 2, die Kettenbrüche und die unbestimmte Analytik, die komplexen Zahlen und die kubischen Gleichungen, die Regula falsi, die unendlichen Reihen.	

	Stunden.
b) Sphärische Trigonometrie mit Anwendungen auf die mathematische Geographie 2.	
c) Übungen 1	5
<i>Praktische Geometrie.</i> Theoretischer Kurs	1
<i>Physik.</i> Wärme, Magnetismus, Elektrizität	6
<i>Zoologie.</i> Die wichtigsten Tierklassen und deren Vertreter. Systematische Übersicht im Sinne der Descendenz-Theorie. Übungen im Bestimmen, namentlich aus der Gruppe der Wirbellosen	4
<i>Zeichnen.</i> Stil- und Formenlehre 1, plastisches Ornament 3	4
<i>Turnen</i>	2
	<hr/> 28 <hr/>

Drittes Semester.

<i>Physiologie.</i> Siehe I. Sektion	3
<i>Deutsch.</i> Literaturgeschichte des 18. Jahrhunderts 2, Poetik mit Metrik 1	3
<i>Reine Mathematik.</i> a) Elemente der Differentialrechnung 2,	
b) Analytische Geometrie (Punkt, Gerade, Kreis) 2,	
c) Übungen 1	5
<i>Darstellende Geometrie.</i> Gerade und Ebene und ihre Verbindungen, Dreikant 2, Übung 2	4
<i>Praktische Geometrie.</i> Praktischer Kurs (einen Nachmittag)	3
<i>Mineralogie und Geologie.</i> Das Wesentlichste aus der Mineralogie und Gesteinslehre. Das Wichtigste aus der Geologie der Schweiz . .	4
<i>Zeichnen.</i> Stil- und Formenlehre 1, Aufnahmen kunstgewerblicher Gegenstände 3	4
<i>Turnen</i>	2
	<hr/> 28 <hr/>

Viertes Semester.

<i>Hygiene.</i> Siehe I. Sektion	2
<i>Deutsch.</i> Litteraturgeschichte des 18. (Fortsetzung) und des 19. Jahrhunderts 2, Allgemeine Repetition 1	3
<i>Reine Mathematik.</i> a) Elemente der Integralrechnung 2,	
b) Analytische Geometrie (Ellypse, Hyperbel, Parabel) 2,	
c) Übungen und Repetition 1	5
<i>Darstellende Geometrie.</i> Polyeder, Kegel, Zylinder, Kugel 2, Übungen 2 . .	4
<i>Physik.</i> Praktikum und Repetitorium	4
<i>Chemie.</i> Die Elemente der anorganischen und die Grundbegriffe der organischen Chemie	4
<i>Zeichnen.</i> Entwerfen kunstgewerblicher Gegenstände	4
<i>Turnen</i>	2
	<hr/> 28 <hr/>

37. 3. Regulativ betreffend das Verhältnis der bernischen Hochschulbibliothek zu den Seminarbibliotheken. (Übereinkunft der Erziehungsdirektion und der Kommission der Hochschulbibliothek vom 19. Februar 1889.)

§ 1. Die an der bernischen Hochschule bestehenden Seminarbibliotheken bilden Bestandteile der Hochschulbibliothek, welche den Vorständen der Seminarien zu selbständiger Verwaltung nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen hinausgegeben werden. Die Bücher und Lehrmittel der Seminarien sind gleich denjenigen der Hochschulbibliothek Eigentum des Staates.

§ 2. Der Beitrag des Staates an die Hochschulbibliothek, aus welchem die Kosten der Seminarbibliotheken in der Höhe der reglementarisch festgesetzten Kredite mit zu bestreiten sind, wird bis auf weiteres auf jährlich *viertausend* Franken festgesetzt, die jeweilige Genehmigung des Grossen Rates vorbehalten. Sollten neue Seminarbibliotheken errichtet werden, so würde dieser Beitrag verhältnismässig zu erhöhen sein.

§ 3. Zu Anfang jeden Jahres wird der Kredit für jede Seminarbibliothek von der Kommission der Hochschulbibliothek im Einverständnis mit der Erziehungsdirektion festgesetzt.

§ 4. Die Seminarbibliotheken sollen, soweit dies nicht bereits geschehen, katalogisiert und die Kataloge in denjenigen der Hochschulbibliothek aufgenommen werden.

§ 5. Den Mitgliedern der Hochschulbibliothek steht nach den Mitgliedern der betreffenden Seminarien das Benützungsrecht an den Seminarbibliotheken ebenfalls zu.

§ 6. Die Seminarbibliotheken werden entbehrliche Bücher der Hochschulbibliothek zur Aufstellung übergeben.

§ 7. Es können Seminarbibliotheken, wenn der betreffende Vorsteher es wünscht, im Einverständnis mit der Kommission der Hochschulbibliothek in den Räumen der letztern aufgestellt werden.

§ 8. Die Kommission der Hochschulbibliothek behält sich den Rücktritt von der Verwaltung der Seminarbibliotheken vor, falls dieselbe sich mit ihrer Geschäftsführung nicht vertragen sollte. In diesem Falle wird der Staatsbeitrag um den entsprechenden Betrag der von den Seminarbibliotheken beanspruchten Kredite vermindert. Der Rücktritt kann jedoch nur auf den Anfang eines Kalenderjahres und nach vorausgegangener dreimonatlicher Kündigung erfolgen.

38. 4. Reglement über die Erteilung des Dokortitels an der medizinischen Fakultät zu Bern. (Erlass des Regierungsrates vom 13. März 1889.)

§ 1. Die Meldung zum medizinischen Doktorexamen geschieht beim Dekane der Fakultät durch eine schriftliche Eingabe.

Derselben ist beizufügen: Eine vollständige Schilderung des Lebenslaufes und Bildungsganges (*Curriculum vitæ*) mit Belegen über wissenschaftliche Vorbildung, vollendete naturwissenschaftliche Vorstudien und akademischer Studien in allen Zweigen der Medizin.

§ 2. Eine besondere Kommission, welche aus dem Dekan und zwei jährlich zu wählenden Mitgliedern der Fakultät besteht, hat die Aufgabe, die eingereichten Dokumente zu prüfen und hierüber der Fakultät ihr Gutachten vorzulegen. Über die Zulassung der Kandidaten beschliesst die Fakultät mit zwei Drittel Stimmenmehrheit.

§ 3. Die Zulassung zur mündlichen Prüfung kann erst gestattet werden nach Genehmigung einer der Fakultät eingereichten Dissertation von wissenschaftlichem Werte, gegründet auf experimentelle Forschung, auf Beobachtung oder auf kritische Bearbeitung bereits vorhandenen Materiales.

§ 4. Zur Beurteilung wird die Dissertation einem von der Fakultät aus ihrer Mitte gewählten Mitgliede übergeben, und hierauf, mit dem motivirten Votum des Referenten versehen, bei sämtlichen in Bern wohnenden, stimmfähigen Mitgliedern der Fakultät in Zirkulation gesetzt. Zur Einsicht ist dem Referenten eine Frist von drei Wochen, den übrigen Mitgliedern eine solche von drei Tagen gestattet.

§ 5. Die Annahme der Dissertation geschieht in geheimer Abstimmung mit zwei Drittel Stimmenmehrheit der Fakultätsmitglieder, auf Antrag des Referenten oder eventuell eines andern Mitgliedes der Fakultät. Der Name des Antragstellers ist auf dem Titelblatte der gedruckten Dissertation zu nennen. Jedes Fakultätsmitglied hat das Recht, eine offene Abstimmung über die Annahme der Dissertation in einer Fakultätssitzung zu verlangen.

Die als Dissertation genehmigte Arbeit darf vor dem mündlichen Examen veröffentlicht werden, jedoch nicht in der Form einer Dissertation.

Die Veröffentlichung der Dissertation hat innerhalb Jahresfrist nach bestandnem Examen zu geschehen.

§ 6. Der Annahme der Dissertation folgt eine mündliche Prüfung, die sich über Anatomie, Physiologie, pathologische Anatomie und allgemeine Pathologie, spezielle Pathologie und Therapie, Chirurgie, Augenheilkunde, Geburtshülfe und Gynäkologie, Pharmakologie, Staatsmedizin (incl. Hygiene) und medizinische Chemie zu erstrecken hat. Die Prüfungszeit für das einzelne Fach darf 20 Minuten nicht überschreiten. Während der ganzen Prüfung sollen jeweilen wenigstens drei Mitglieder der Fakultät anwesend sein.

Jeder Examiner hat sofort nach Beendigung seines Prüfungsabschnittes schriftlich und geheim sein Votum in Form einer der folgenden Noten: gut, genügend, ungenügend, dem Dekane zu übergeben. Die Entscheidung über den Erfolg der Prüfung geschieht in mündlicher Abstimmung mit zwei Drittel Stimmenmehrheit.

§ 7. Doktoranden, welche die Zeugnisse über die bestandenen eidgenössischen Medizinalprüfungen beibringen, können von der Ablegung einer mündlichen Prüfung befreit werden. Ausser diesen Prüfungszeugnissen werden keine weiteren Ausweise von ihnen verlangt. Der Doktorgrad wird den Betreffenden nach Annahme der Dissertation durch die Fakultät, in mündlicher Abstimmung erteilt. Es ist hierzu eine Mehrheit von zwei Drittel der Stimmen der anwesenden Fakultätsmitglieder erforderlich.

§ 8. Die Erteilung des Dokortitels geschieht, ohne besondere Note, in der Form »Doctor medicinæ«.

§ 9. Die Anfertigung des Doktordiplomes findet erst statt, nachdem die Dissertation gedruckt und in einer von der Fakultät zu bestimmenden Zahl von Exemplaren derselben eingereicht worden ist.

Sofort nach dem Examen erhält der Kandidat ein Zeugnis über die abgelegte Prüfung mit Angabe der in den einzelnen Fächern erzielten Noten.

§ 10. An Bewerber, welche weder die hiesige Doktorprüfung noch eine medizinische Staatsprüfung bestanden haben, darf das Doktordiplom nicht erteilt werden. Dagegen steht es der Fakultät frei, in Anerkennung vorzüglicher Leistungen, den Dokortitel »honoris causa« zu verleihen.

§ 11. Die Gebühr für die Erlangung der Doktorwürde beträgt Fr. 300 und Fr. 10 für den Pedell; für inländische Ärzte, welche die eidgenössischen Medizinalprüfungen bestanden haben, Fr. 250 und Fr. 10 für den Pedell.

Die Gebühr ist vor der Einladung zum mündlichen Examen zu entrichten. Sie ist, wenn der Kandidat in der mündlichen Prüfung zurückgewiesen wird, zur Hälfte zurückzuerstatten. Bei Wiederholung der Prüfung ist die halbe Gebühr nachzuzahlen.

Die Erteilung des Dokortitels »honoris causa« erfolgt kostenfrei.

§ 12. Im Falle der Abweisung bestimmt die Fakultät die Frist, nach welcher die Prüfung wiederholt werden kann. Es darf jedoch diese Wiederholung nicht vor Ablauf von drei Monaten stattfinden. Eine dritte Prüfung ist unzulässig.

Dieses Reglement tritt sofort in Kraft. Durch dasselbe wird das Reglement vom 15. September 1871 über den gleichen Gegenstand aufgehoben.

39. 5. Reglement für die Patent-Prüfungen von Sekundarlehrern des Kantons Bern.
(Erlass des Regierungsrates vom 1. Juni 1889.)

Erster Abschnitt. Allgemeine Bestimmungen.

§ 1. Für Bewerber, welche ein Patent zu Lehrstellen an Sekundarschulen des Kantons Bern zu erhalten wünschen, wird alljährlich im Frühling eine Prüfung veranstaltet.

Diese Prüfung wird anfangs Januar im Amtsblatt von der Erziehungsdirektion ausgeschrieben.

§ 2. Die Bewerber haben sich bis zum 1. Februar vor der Prüfung bei dem Präsidenten der Prüfungskommission schriftlich anzumelden und (nach §§ 9 und 10) die Fächer genau zu bezeichnen, in welchen sie geprüft werden wollen.

Wünscht ein Bewerber nachträglich in einem von ihm früher nicht bezeichneten Fache geprüft zu werden, oder von einem Fache, zu dem er sich gemeldet hat, zurückzutreten, so hat er wenigstens eine Woche vor Beginn des Examens dem Präsidenten der Prüfungskommission davon Anzeige zu machen.

Die Bewerber können erst nach dem zurückgelegten zwanzigsten Altersjahr patentirt werden.

§ 3. Ihrer Anmeldung haben die Bewerber beizulegen:

1. Einen Geburtsschein.
2. Ein Zeugnis über bürgerliche Ehrenfähigkeit und gute Leumden.
3. Zeugnisse über eine ausreichende allgemeine Vorbildung.

Die allgemeine Vorbildung setzt in der Regel diejenigen Kenntnisse und Fertigkeiten voraus, welche in der obersten Klasse eines Real- oder Literargymnasiums oder in der obersten Klasse eines Lehrerseminars erworben werden. Die Bewerber haben daher ein Maturitätszeugnis oder ein Primarlehrerpatent vorzulegen.

Wenn die Zeugnisse über die allgemeine Vorbildung von auswärtigen Anstalten herrühren, oder wenn andere Ausweise als Maturitätszeugnisse und Primarlehrerpatente vorgelegt werden, so entscheidet die Erziehungsdirektion, ob dieselben als gleichwertig zu betrachten oder zurückzuweisen seien.

Die genügende Ausbildung zum Sekundarlehrerberufe ist in der Regel durch Zeugnisse über akademische Studien zu konstatiren.

4. Im Falle sie schon als Lehrer angestellt waren, ein Zeugnis der betreffenden Schulbehörde. Solche, welche nicht als Lehrer angestellt waren, müssen sich darüber ausweisen, dass sie während der Studienzeit mindestens 8 Wochen am Unterricht einer Sekundarschule sich beteiligt haben.

§ 4. An die Kosten der Prüfung hat jeder Bewerber zum voraus Fr. 20, im Wiederholungsfall Fr. 10 der Kanzlei der Erziehungsdirektion zu bezahlen. Die betreffende Quittung ist dem Präsidenten der Kommission vor der Prüfung einzuhändigen.

§ 5. Zur Abhaltung der Prüfungen wählt der Regierungsrat sowohl für den deutschen als auch für den französischen Kantonsteil je eine Prüfungskommission, bestehend aus einem Präsidenten und sechs Mitgliedern. Den Vizepräsidenten und den Sekretär bezeichnet die Kommission selbst; sie beruft auch die erforderlichen Examinatoren. Die Amtsdauer ist vier Jahre.

§ 6. Die Kommission versammelt sich vor einer Prüfung zu gemeinsamer Beratung über Einrichtung und Gang derselben, zur Bezeichnung der Examinatoren, wenn solche beigezogen werden müssen und zur Festsetzung der Themata für die schriftliche Prüfung.

§ 7. Die Mitglieder der Prüfungskommission erhalten ein Taggeld von Fr. 10. Reiseauslagen werden zu 30 Cts. per Kilometer vergütet.

§ 8. Die Prüfung zerfällt in eine theoretische und in eine praktische. Die schriftlichen Arbeiten bilden den Hauptbestandteil der Prüfung. Die Prüfungskommission bestimmt, in welchen Fächern nur schriftlich, in welchen nur mündlich und in welchen schriftlich und mündlich geprüft werden soll. Ebenso bestimmt sie die Zeit, welche für die Lösung der schriftlichen Aufgaben eingeräumt wird, und die Dauer der mündlichen Prüfung in den einzelnen Fächern.

Die Prüfung ist öffentlich mit Ausnahme der schriftlichen Arbeit, welche unter Aufsicht eines Mitgliedes der Prüfungskommission angefertigt werden.

Zweiter Abschnitt. Anforderungen an die Bewerber.

§ 9. Die Prüfung umfasst folgende obligatorische Fächer:

1. Für alle Bewerber.

- a) Pädagogik.
- b) Allgemeine Anatomie und Physiologie, allgemeine Gesundheitslehre und spezielle Schul- und Unterrichtshygiene.
- c) Turnen, Ausnahmefälle vorbehalten.

2. Für die Bewerber neusprachlicher Richtung.

- a) Muttersprache.
- b) Französisch (resp. Deutsch).
- c) Englisch oder Italienisch.
- d) Geschichte.
- e) Geographie.

3. Für die Bewerber mathematisch-naturwissenschaftlicher Richtung.

- a) Muttersprache.
- b) Mathematik.
- c) Physik und Chemie.
- d) Naturgeschichte.
- e) Zeichnen.

§ 10. Fakultative Prüfungsfächer sind:

- a) Religion.
- b) Gesang.
- c) Schönschreiben.

§ 11. Ein Bewerber kann ausnahmsweise eines der obligatorischen Fächer seiner Sektion mit Genehmigung der Erziehungsdirektion gegen ein gleichwertiges Fach der andern Sektion vertauschen.

§ 12. Bewerber, welche den Unterricht in Latein und Griechisch an Sekundarschulen und Progymnasien erteilen wollen, haben ein Maturitätszeugnis einer bernischen (oder gleichwertigen fremden) Literarschule vorzuweisen, andernfalls in genannten Fächern eine Prüfung zu bestehen im Umfang der bernischen Maturität.

§ 13. Bewerber, welche kein eigentliches Patent als Sekundarlehrer erlangen wollen, können auch in einzelnen Fächern die Prüfung bestehen, um sich in diesen Fächern ein Fähigkeitszeugnis zu erwerben. Die Bestimmungen von § 3, Ziff. 3 und 4, sind auf solche Bewerber nicht anzuwenden.

§ 14. Es werden in den verschiedenen Fächern nachstehende Forderungen gestellt:

1. *Pädagogik.*

- a) Kenntnis der allgemeinen Pädagogik, insbesondere genaue Bekanntschaft mit den Aufgaben der Erziehung, sowie mit den Erziehungsmitteln der Zucht und des Unterrichts.
- b) Kenntnis der Geschichte und der Literatur der Pädagogik seit der Reformation.
- c) Kenntnis der bernischen Schulgesetzgebung.

Bewerber, welche ein Primarlehrerpatent an einem bernischen Staatsseminar erworben haben, werden nur in den unter litt. c angeführten Forderungen geprüft.

2. *Anatomie, Physiologie und Hygiene.*

- a) Kenntnis des Wichtigsten aus der allgemeinen Anatomie und Physiologie des Menschen.
- b) Kenntnis der allgemeinen Gesundheitslehre und der speziellen Schul- und Unterrichts-Hygiene.

3. *Muttersprache.* — 1. Für die Bewerber neusprachlicher Richtung:

- a) Bekanntschaft mit den wichtigsten Tatsachen aus der Geschichte der Muttersprache.
- b) Sichere Kenntnis der neuhochdeutschen (neuf Französischen) Grammatik (Formenlehre und Syntax), sowie Kenntnis der Lehre von den prosaischen und poetischen Darstellungsformen (Rhetorik, Poetik, Stilistik).
- c) Kenntnis der Hauptmomente aus der Literaturgeschichte der Muttersprache und der bedeutenderen Werke aus der neueren Zeit.
- d) Fähigkeit, ein Gedicht in Bezug auf Komposition, Inhalt und Form zu erklären.

2. Für die Bewerber mathematisch-naturwissenschaftlicher Richtung:

- a) Kenntnis der Grammatik, Stilistik und Poetik.
- b) Kenntnis der Hauptmomente der Literaturgeschichte des 18. und 19. Jahrhunderts und der bedeutendsten Werke aus der neueren Zeit.

4. *Französische (resp. deutsche) Sprache.* Von den deutschen Bewerbern wird in der französischen Sprache, von allen andern Bewerbern in der deutschen Sprache verlangt:

- a) Fertigkeit im richtigen Sprechen, dargetan durch Lesen und Erklären eines Musterstückes. Übersetzung aus der Muttersprache oder ein Aufsatz.
- b) Sichere Kenntnis der neufranzösischen (neuhochdeutschen) Grammatik, sowie Bekanntschaft mit den Hauptmomenten der Literaturgeschichte und den bedeutendsten literarischen Denkmälern aus der neuern Zeit; Kenntnis der Verslehre.

5. *Englische Sprache.* Kenntnis der Grammatik; einige Fertigkeit im Sprechen; korrektes Lesen und Übersetzen eines Musterstückes; Bekanntschaft mit den hauptsächlichsten Tatsachen der Literaturgeschichte; Übersetzung aus der Muttersprache oder ein Aufsatz.

6. *Italienische Sprache.* Wie oben im Englischen.

7. *Geschichte.*

- a) Kenntnis der wichtigsten Tatsachen der allgemeinen Geschichte bis zur Gegenwart.
- b) Insbesondere Kenntnis der Schweizergeschichte von der Entstehung der Eidgenossenschaft bis zur Gegenwart. Verfassungskunde.

8. *Geographie.*

- a) Kenntnis des Wesentlichen aus der mathematischen Geographie.
- b) Kenntnis der physikalischen und politischen Geographie der fünf Erdteile, mit besonderer Berücksichtigung der Schweiz.

9. Mathematik.

- a) Algebra. Progressionen, Zinseszins- und Rentenrechnung. Die Kombinationslehre und ihre Anwendungen. Die Kettenbrüche und die unbestimmte Analytik. Die komplexen Zahlen und die kubischen Gleichungen. Die Regula falsi. Die unendlichen Reihen. Die Elemente der Differential- und Integralrechnung.
- b) Trigonometrie. Ebene und sphärische Trigonometrie. Anwendungen auf die mathematische Geographie.
- c) Analytische Geometrie. Die Gerade und die Kegelschnitte.
- d) Darstellende Geometrie. Die Elemente der Orthogonalprojektion Punkt, Gerade und Ebene und ihre Verbindungen. Dreikant, Polyeder, Kegel, Zylinder und Kugel.
- e) Praktische Geometrie. Kenntnis der wichtigsten Instrumente (Kreuzscheibe, Winkelspiegel, Winkelprisma, Theodolith, Messtisch) und der gebräuchlichsten Messverfahren. Einrichtung des Katasters.

10. Physik. Kenntnis der Experimental-Physik, im Umfang, in welchem dieselbe in Lehrbüchern mittlerer Ausdehnung, z. B. den von Eisenlohr, Beetz, Weinhold, Ganot, Jamin, Groetz etc. behandelt wird.

Einige Fertigkeit im Experimentiren.

11. Chemie. Grundzüge der anorganischen und organischen Chemie, sowie der quantitativen Analyse. Kenntnis der Elemente und ihrer wichtigsten Verbindungen.

12. Naturgeschichte. 1. Botanik.

- a) Kenntnis der wissenschaftlich und praktisch wichtigsten Phanerogamen und Kryptogamen.
- b) Sicherheit im Bestimmen nicht allzuschwieriger Objekte nach einer beliebigen Flora.
- c) Die Grundbegriffe der Anatomie und Physiologie.

2. Zoologie.

- a) Kenntnis der wichtigsten Tierklassen und deren Vertreter, sowohl der Wirbeltiere als der Wirbellosen. Systematische Übersicht im Sinne der Descendenztheorie.
- b) Übungen im Bestimmen, namentlich aus der Gruppe der Wirbellosen.

3. Mineralogie und Geologie.

- a) Das Wesentlichste aus der Mineralogie und Gesteinslehre.
- b) Das Wichtigste aus der Geologie, besonders derjenigen der Schweiz.

13. Zeichnen.

- a) Kenntnis des Wesentlichsten aus der Stil- und Formenlehre.
- b) Fähigkeit, Gegenstände mit Benutzung der Orthogonalprojektion und der Parallelperspektive darzustellen.

14. Turnen.

- a) Kenntnis und Fertigkeit in den Frei-, Ordnungs- und Gerätübungen auf der Sekundarschulstufe.
- b) Kenntnis der methodischen Verwendung des Turnstoffes für die verschiedenen Altersstufen beider Geschlechter.

15. *Religion.*

- a) Kenntnis der biblischen Geschichte und Literatur des alten und neuen Testaments und des Wichtigsten aus der biblischen Geographie.
- b) Die bedeutenderen Momente aus der Kirchengeschichte.

16. *Gesang.*

- a) Kenntnis der Theorie, insbesondere Rhythmik, Melodik und Harmonik.
- b) Vortrag einer leichteren dem Kandidaten nicht bekannten Komposition.
- c) Kenntnis der Gesangsmethodik.

17. *Schönschreiben.* Kenntnis der Methodik des Schreibunterrichtes.

§ 15. Die praktische Prüfung besteht aus einer Probelektion in einem oder in zwei obligatorischen Fächern und dauert mindestens eine halbe Stunde.

Dritter Abschnitt. Feststellung der Prüfungsergebnisse.

§ 16. Bei der mündlichen, sowie bei der praktischen Prüfung müssen in jedem einzelnen Fach wenigstens zwei Mitglieder der Prüfungsbehörde anwesend sein.

§ 17. Unmittelbar nach Beendigung der Prüfung in einem Fach haben die Examinanden und Zuhörer das Prüfungszimmer zu verlassen, worauf die betreffende Spezialkommission das Ergebnis feststellt und in folgender Abstufung mit Ziffern bezeichnet:

1 = sehr gut. 2 = gut. 3 = genügend. 4 = schwach. 5 = ungenügend.

§ 18. Nach Durchsicht der schriftlichen Arbeiten und Beendigung aller einzelnen Prüfungen werden, soweit es erforderlich ist, die Noten noch bereinigt und in einer Tabelle eingetragen, welche vom Präsidenten und Sekretär unterzeichnet, an die Erziehungsdirektion übersandt wird.

Die Examinatoren können der Schlusssitzung mit beratender Stimme beiwohnen.

§ 19. Zur Patentirung ist erforderlich, dass der Bewerber in allen obligatorischen Fächern mindestens die Note 3 (genügend) erlangt habe.

Der Bewerber, welcher einmal die Note 5 (ungenügend) oder zweimal die Note 4 (schwach) erhalten hat, kann in diesen Fächern zu einer Nachprüfung zugelassen werden, wenn der Durchschnitt sämtlicher Noten die Zahl 3 nicht übersteigt.

Wird einem Bewerber das Patent verweigert, so darf er nach einem Jahre eine zweite und nach einem weiteren Jahre eine dritte und letzte Prüfung bestehen. Bei dieser Wiederholung ist der Kandidat in denjenigen Fächern, in welchen er wenigstens die Note gut erreicht hat, einer neuen Prüfung enthoben.

§ 20. Das Patent enthält die Noten in sämtlichen Fächern, in denen der Kandidat geprüft wurde.

§ 21. Bewerber, welche nach § 19 nicht als Sekundarlehrer patentirt werden, erhalten besondere Fähigkeitszeugnisse in denjenigen Fächern, in welchen sie wenigstens die Note gut erreicht haben. Solche Fähigkeitszeugnisse berechtigen zur definitiven Anstellung als Fachlehrer oder, mit Geneh-

migung der Erziehungsdirektion, zur provisorischen Anstellung als Sekundarlehrer.

§ 22. Bewerber, welche nur in einzelnen Fächern, und patentirten Sekundarlehrern, welche nachträglich in einzelnen Fächern die Prüfung bestehen, werden ebenfalls Fähigkeitszeugnisse ausgestellt, wenn sie in dem betreffenden Fache mindestens die Note gut erreicht haben.

Vierter Abschnitt. Übergangs- und Schlussbestimmungen.

§ 23. Bei der Prüfung der Jahre 1889, 1890 und 1891 bleibt es den Kandidaten freigestellt, die Auswahl der Fächer nach dem frühern, oder dem jetzigen Reglement zu treffen.

§ 24. Die bisherigen Patente behalten ihre Gültigkeit.

§ 25. In der Regel sollen nur Patentirte definitiv als Lehrer an Sekundarschulen des Kantons angestellt werden. Die provisorische Anstellung darf nicht auf unbestimmte Zeit geschehen.

§ 26. Für die weiblichen Handarbeiten, welche bei den Bewerberinnen als fakultatives Fach hinzukommen, wird sich die Prüfungskommission durch sachkundige Frauen ergänzen.

§ 27. Dieses Reglement, durch welches dasjenige vom 11. August 1883 ersetzt wird, tritt sofort in Kraft.

40. 6. Regulativ für die Maturitätsprüfungen der Notariatskandidaten und der Kandidaten der Tierarzneikunde im Kanton Bern. (Erlass der Erziehungsdirektion vom 1. Februar 1889.)

§ 1. Die Maturitätsprüfungen der Notariatskandidaten und der Kandidaten der Tierarzneikunde werden durch eine von der Erziehungsdirektion auf eine Amtsdauer von vier Jahren gewählte Kommission von drei Mitgliedern vorgenommen.

§ 2. Die Erziehungsdirektion ernennt den Präsidenten der Kommission. Diesem liegt die Einberufung derselben ob.

§ 3. Die Fächer, auf welche die Maturitätsprüfung sich erstreckt, sind folgende:

- a) für die Notariatskandidaten: Deutsch, Französisch, Geschichte, Geographie und Mathematik;
- b) für die Kandidaten der Tierarzneikunde: die im Anhang zur bundesrätlichen Verordnung vom 19. März 1888 für die eidgenössischen Medizinalprüfungen angeführten.

§ 4. Die Prüfung geschieht im Deutschen, im Französischen und in der Mathematik schriftlich und mündlich, in den übrigen Fächern nur mündlich. In der mündlichen Prüfung ist dafür zu sorgen, dass der Kandidat wenigstens eine Viertelstunde in jedem Fache geprüft werde.

§ 5. Die Gegenstände der Prüfung sind dem Pensum der zwei obersten Klassen der fünfklassigen Sekundarschule, nach Massgabe des Unterrichtsplanes, zu entnehmen.

§ 6. Die Examinatoren bestimmen mit Stimmenmehrheit die in jedem Fache zu gebende Note. Die Noten werden mit Nummern in ganzen Zahlen von 6 (beste Note) bis 1 bezeichnet.

§ 7. Die Notenscala ist folgende:

6 = sehr gut, 5 = gut, 4 = ziemlich gut, 3 = mittelmässig, 2 = schwach
1 = sehr schwach.

Erhält der Schüler in einem Fache die Note 1 oder in zwei Fächern die Note 2, so kann ihm das Maturitätszeugnis nicht erteilt werden. Das Gleiche findet statt, wenn der Durchschnitt aller Noten die Zahl 3 nicht erreicht.

§ 8. Der Schüler, welcher einmal die Note 1 oder zweimal die Note 2 erhalten hat, kann in diesen Fächern zu einer Nachprüfung zugelassen werden, wenn der Durchschnitt sämtlicher Noten wenigstens die Zahl 3 erreicht.

§ 9. Wird einem Kandidaten das Zeugnis der Reife verweigert, so darf er das Examen einmal wiederholen, jedoch nicht früher als 6 Monate nach dem ersten.

Diese Bestimmung gilt auch für diejenigen, welche wegen Unredlichkeit vom Examen weggewiesen worden sind.

§ 10. Die Maturitätszeugnisse werden mit der Unterschrift und dem Siegel der Erziehungsdirektion und der Unterschrift des Präsidenten der Prüfungskommission versehen.

§ 11. Die Maturitätsprüfungen finden jeweilen im Frühling und im Herbst statt und werden durch eine Veröffentlichung im Amtsblatt angekündigt.

§ 12. Die Mitglieder der Prüfungskommission beziehen ein Taggeld von 10 Franken.

41. 7. Statuten des Preisinstitutes für die Studirenden an der Hochschule Zürich.
(Erlass des Regierungsrates vom 6. Oktober 1860 und vom 16. März 1889.)

Zweck, Art und Umfang des Preisinstitutes.

§ 1. Zur Erhaltung und Belebung des wissenschaftlichen Eifers der Studirenden der Hochschule, sowie zur Aufmunterung des Talentes und Fleisses wird ein akademisches Preisinstitut gegründet.

§ 2. Jährlich am 25. April, als am Eröffnungstage der Hochschule, werden abwechselnd von je zwei Fakultäten (und zwar in der philosophischen Fakultät je von beiden Sektionen) durch den Rektor Preisfragen bekannt gemacht. Dieselben werden alsbald auf einem besondern Zettel den Studirenden übergeben, und ausserdem werden in jedem Lektionsverzeichnisse die sämtlichen ausstehenden Preisfragen abgedruckt, wobei bemerkt wird, dass das Reglement des Preisinstitutes beim Pedell zu beziehen ist.

§ 3. Der Hauptpreis in jeder Fakultät, beziehungsweise jeder Fakultätssektion, ist 200 Fr.; die Nahepreise, welche sowohl allein, als auch neben dem Hauptpreise erteilt werden können, sind 60 Fr.

§ 4. Die Preisverteilung findet zwei Jahre nach Ausschreibung und Verkündigung der Aufgaben am 29. April statt.

Verpflichtungen der Bewerber.

§ 5. Konkurrenzfähig sind Studirende der Zürcher Hochschule, welche während der Dauer von vier Semestern an derselben immatrikulirt waren;

eines dieser Semester muss dasjenige sein, in welchem die Preisaufgabe verkündigt wurde.¹⁾

§ 6. Die Bewerbungsschriften müssen die eigenen Worte der Preisaufgabe und ein Motto als Aufschrift enthalten, welches letztere auf einem versiegelten Zettel mit dem vollständigen Namen und Wohnort des Verfassers zur Aufschrift dient, müssen leserlich von fremder Hand geschrieben sein und von dem Verfasser gegen einen Schein durch einen Dritten dem Pedellen zur Abgabe an das Rektorat vor dem 1. Januar des Jahres, auf welches die Aufgaben ausgeschrieben sind, versiegelt behändigt werden.

§ 7. Die Originale der Bewerbungsschriften können nicht zurückverlangt werden.

§ 8. Jede Preisschrift, welche den Hauptpreis erhalten hat, muss gedruckt werden. Von derselben erhält jedes Mitglied der betreffenden Fakultät, des Senates und des Erziehungsrates ein Exemplar und sechs Exemplare der Rektor zu geeigneter Verteilung an die Bibliotheken. Nötigenfalls trägt die Schulkasse die Druckkosten bis auf vier Druckbogen.

§ 9. Durch Einreichung der Bewerbungsschriften erklären die Verfasser stillschweigend, dass sie die alleinigen und selbständigen Bearbeiter nach Stoff und Form sind. Sollte die Beschaffenheit ihrer Arbeit mit ihren bekannten Kenntnissen und Fähigkeiten im Widerspruche stehen, so bleibt eine nähere Untersuchung vorbehalten.

Wahl der Aufgaben.

§ 10. Über die Wahl der Aufgaben wird jede Fakultät, beziehungsweise Fakultätssektion, selbständig verfügen.

Beurteilung der Preisschriften.

§ 11. In der ersten Woche des Januars übergibt der Rektor die eingelaufenen Schriften, mit Zurückbehaltung der Namenszettel, den Dekanen, von welchen dieselben den Professoren zur Begutachtung überwiesen werden.

§ 12. Nach stattgehabter Zirkulation der Preisschriften und der schriftlichen Beurteilung durch den Referenten entscheidet die versammelte Fakultät über ihre Qualifikation, entwirft ein motivirtes Urteil und übersendet dasselbe dem Rektor zur Bekanntmachung.

Preisverteilung.

§ 13. Die Preisverteilung findet bei der jährlichen Feier des 29. April statt und wird von dem Rektor eingeleitet.

§ 14. Die Eröffnung der Namenszettel geschieht in der öffentlichen Versammlung durch den Rektor nach Vorlesung des Motto der gekrönten Preisschrift und des Fakultätsurteils.

§ 15. Die Namen der nicht gekrönten Schriften werden sogleich vernichtet. Die Arbeiten selbst werden in den Archiven der Fakultäten niedergelegt.

§ 16. Wird allen Eingaben der Hauptpreis verweigert, so fällt der Betrag desselben in die Kasse der Kantonalbibliothek.

§ 17. Durch gegenwärtige Statuten werden diejenigen vom 26. März 1835 aufgehoben.

¹⁾ Diese Bestimmung datirt vom 16. März 1889.